

Table des matières

LOT I

- 1. Créer un réseau de mobilité douce : artères principales (voiries principales)
- 2. Aménager le site des Cocars
- 3. Aménager le cœur de village d'Elouges
- 4. Aménager le cœur de village de Wihéries
- 5. Aménager le quartier de la citadelle à Elouges
- 6. Aménager l'école du Dérodé
- 7. Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas)
- 8. Aménager l'ancienne école maternelle de Petit-Dour
- 9. Installer un Conseil Consultatif des Jeunes
- 10. Doter Dour d'une stratégie touristique
- 11. Diversifier l'accès aux produits locaux

LOT II

- 1. Créer un réseau de mobilité douce : réseau secondaire
- 2. Créer un réseau de mobilité douce : intersections – interconnexions
- 3. Améliorer la mobilité générale
- 4. Aménager la place de l'église à Blaugies
- 5. Aménager le cœur de village de Petit-Dour
- 6. Restaurer la maison Citoyenne de Wihéries
- 7. Créer un espace d'accueil polyvalent
- 8. Créer une halle couverte
- 9. Aménager le site du Sauwartan
- 10. Aménager le site Ferrand
- 11. Protéger le terroir Saint-Charles
- 12. Aménager le terroir Grande Veine à Elouges
- 13. Créer un maillage d'équipements sportifs
- 14. Créer une ADL
- 15. Doter Dour d'outils d'aménagement du territoire
- 16. Mettre en place un agenda 21 local

- 1. Donner une nouvelle vocation à l'ancienne cure de Petit-Dour
- 2. Créer une maison de village à Wihéries
- 3. Aménager l'ancienne sucrerie de Blaugies
- 4. Faire vivre le réseau de mobilité douce
- 5. Créer des logements tremplins
- 6. Créer des logements intergénérationnels
- 7. Aménager le site de la chapelle Notre-Dame de la paix à Blaugies
- 8. Mettre en réseau les associations
- 9. Créer un espace de jeu à Blaugies
- 10. Développer l'opération façades fleuries
- 11. Réaliser un aménagement paysager des entrées de village
- 12. Sauvegarder le patrimoine matériel
- 13. Protéger la vallée du Hanneton
- 14. Sauvegarder le patrimoine immatériel
- 15. Créer des bureaux partagés pour indépendants
- 16. Créer un atelier partagé
- 17. Créer un atelier rural
- 18. Conforter et diversifier l'activité agricole
- 19. Dour, ville festive
- 20. Inscrire Dour dans les actions Cœur de Hainaut et dans un volet frontalier
- 21. Conforter et amplifier les promenades thématiques
- 22. Améliorer la biodiversité – acquisition de zones caractéristiques et restaurables

Créer un réseau de mobilité douce : artères principales (voiries principales)

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.6. Développer la mobilité utilitaire et de loisirs dans un esprit durable sur le territoire (modes doux, transports en commun, intermodalité, etc.).
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Lors des réunions de consultation de la population et lors des groupes de travail organisés tout au long de l'Opération de Développement Rural, la mobilité douce est une thématique qui a souvent été mise en évidence. Améliorer et compléter l'offre du réseau modes doux local est également une priorité au sein de la commune afin de relier les villages et sites d'intérêt de la manière la plus sécurisée et agréable possible.

Sur la commune de Dour, le RAVeL (Réseau Autonome des Voies Lentes qui se déploie à l'initiative de la Région wallonne (SPW) avec son financement et selon ses priorités) se localise essentiellement au nord-ouest, dans le village d'Elouges, au Monceau ou à Dour (voir carte). La ligne L98 (Warquignies-Quiévrain) se situe plus au nord et le tronçon L98A (Dour-Onnezies) descend vers le sud-ouest. Nous pouvons observer qu'aucun RAVeL n'est présent au sud-est de l'entité et que les villages de cette partie ne sont connectés entre eux que par des voiries principales. Dès lors, la mobilité douce y est beaucoup moins commode et représentée que dans le reste du territoire. Au sein de l'entité, trois villages sont en effet clairement séparés par des artères principales (Dour, Petit-Dour et Blaugies), ce qui rend la vie

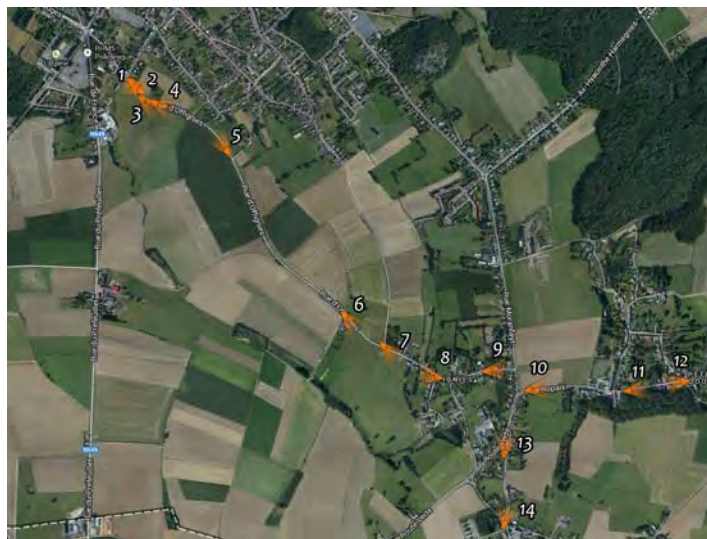


villageoise et la communication peu aisées et, présente des connexions douces très insécurisées (exemples : la rue d'Offignies, les places de Blaugies ou de Petit-Dour).

D'autre part, un site en particulier, proche du centre, et progressivement devenu un chancre défigurant l'une des principales entrées de Dour, est en plein essor en ce moment à Dour : le site du Belvédère. Après de longues années d'abandon, les travaux de réhabilitation de ce monument de la culture douroise ainsi que de ses abords ont pour objectif de créer un centre récréatif et sportif, axé également sur l'éducation à l'environnement. A terme, le site devrait être reconnu comme site touristique mais, déjà depuis la fin de la première phase des travaux, il attire de nombreux visiteurs. Le Belvédère a notamment été mis en évidence lors des journées du patrimoine 2012 et, il a attiré bon nombre de cyclistes à cette occasion. Dans le cadre du projet, trois maisons situées rue de France devraient être rénovées et accueillir à terme, l'Office du Tourisme dourois.

Suite à ces constats, un tronçon prioritaire a été mis en évidence par la commune: le Y reliant Dour, Petit-Dour et Blaugies et démarant au nord-ouest au site du Belvédère. Ce tronçon prioritaire à renforcer du point de vue de la mobilité douce s'appuiera donc sur plusieurs dimensions : utilitaire, touristique, sociale, de détente et environnementale.

Reportage photographique



© Google © S&A - 2013





© S&A - 2013

Description du projet

Concrètement et suite aux constats énoncés ci-haut, le but de cette fiche-projet est de créer un itinéraire praticable tant pour les piétons que pour les cyclistes le long du tronçon identifié comme prioritaire. Suivant la configuration en présence (trottoirs existants ou non, zone urbanisée ou non) et les largeurs disponibles dans le domaine public (afin d'éviter au maximum les expropriations), nous projetterons deux typologies de pistes :

1°) Aménagement cyclable séparé : piste cyclo-piétonne mixte de type D10 / en zone non urbanisée

(sur environ 1,8km – partie centrale du tronçon prioritaire)

Les caractéristiques principales de la piste cyclo-piétonne mixte sont :

- en zone non urbanisée (trottoirs ou fronts de bâtisses non existants) ;
- bidirectionnelle (située d'un seul côté de la voirie principale) ;
- mixte (piétons et cyclos non séparés) ;
- largeur : 3m préconisés et min. 2,5 m ;
- doit obligatoirement être empruntée par les cyclistes ;
- doit prévoir un marquage régulier à des endroits déterminés pour rappeler que les vélos peuvent circuler à double sens ;
- point de vue de la signalisation, le signal D10 est à répéter à chaque carrefour, dans le sens de circulation du cycliste.



Photos 1 et 2 : Piste cyclo-piétonne et mixte et jardin mellifère dans le cadre du plan Maya, Frameries © Pierre Dehon – 2012/
www.frameries.be - 2013

Photo 3 : Piste cyclo-piétonne mixte et signal D10 © SPW – 2009

Afin de réaliser la piste cyclable, des expropriations devront être effectuées ; environ 11 propriétaires particuliers sont concernés pour un total d'environ 775m² ventilés comme suit :

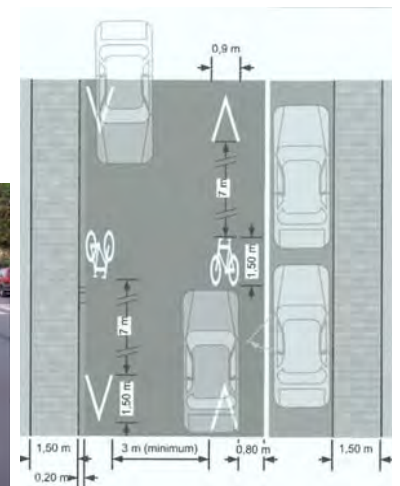
- 235m² en Zone d'Aménagement Communal Concerté ;
- 149,5 m² en Zone d'Habitat ;
- 390,5m² en Zone Agricole.

2°) Bande cyclable suggérée (BCS) / en zone urbanisée

(sur environ 2,3km – en amont et en aval de la piste cyclo-piétonne mixte)

Les caractéristiques principales de la bande cyclable sont :

- en zone urbanisée (trottoirs ou fronts de bâtisses existants) ;
- unidirectionnelle (de part et d'autre de la voirie) ;
- présence de trottoirs de min. 1,5m à part de la bande cyclable ;
- largeur : 0,9m (min. 0,7m) ;
- largeur filet d'eau ou 0,20 m min. ;
- largeur min. à maintenir entre les BCS : 3 m min. ;
- la BCS n'est pas une piste cyclable et fait donc partie intégrante de la chaussée. L'automobiliste peut y circuler et le cycliste n'est pas contraint de l'utiliser ;
- la BCS doit être envisagée uniquement si la création d'une piste cyclable ne peut être réalisée, notamment par manque d'espace (si cet espace est occupé par du stationnement, une réflexion doit éventuellement être menée sur la nécessité de maintenir ces emplacements) ;
- la BCS est peu recommandée si les vitesses de circulation des automobilistes sont supérieures à 50km/h.

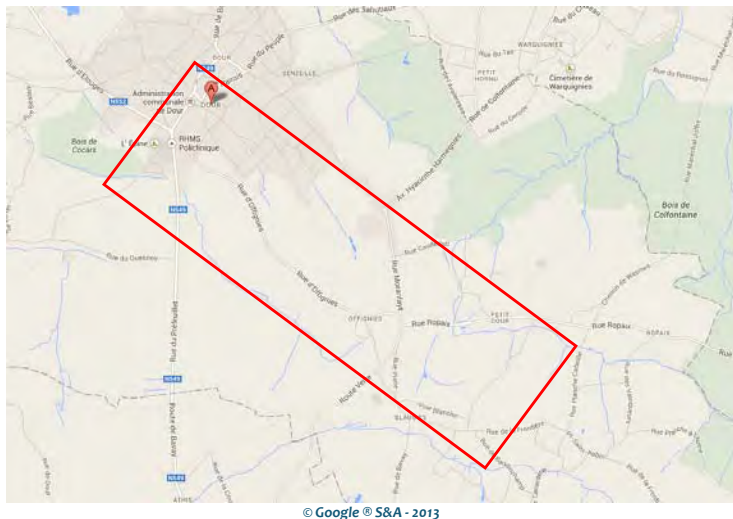


Bandes cyclables suggérées © IBSR, DGO1 - 2012 © CRR, SPW - 2009

Origine de la demande

- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune de Dour.

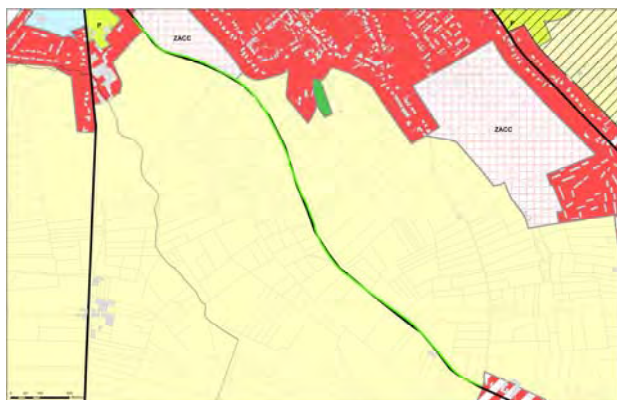
Localisation



© Google © S&A - 2013

Statut au plan de secteur

Le tracé de l'aménagement de la piste cyclo-piétonne est essentiellement situé en zone agricole. Au nord-ouest, celle-ci longe une zone d'habitat et une ZACC et s'arrête juste avant la zone d'habitat à caractère rural.



© DG04 – PLI Vo8 – Plan de Secteur © S&A - 2013

Statut de propriété

Propriétés privées et communales. Voir carte d'emprise de la piste cyclable et les expropriations que sa réalisation induirait en annexe.

Tâches à réaliser

- Expropriation de certaines parties de parcelles privées ;
 - Réalisation des travaux d'aménagement ;
 - Placement du balisage ;
 - Diffusion par la signalisation ;
- D'après la CLDR, une condition de réussite de projets d'aménagements de voirie est la communication : il sera nécessaire d'organiser des réunions de riverains pour que la population s'approprie le projet.
- Entretien du réseau.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars ;
- FP 1.5 - Aménager le quartier de la Citadelle à Elouges ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce – réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce – intersections ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.5 - Aménager le cœur de village de Petit-Dour ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan ;
- FP 2.10 - Améliorer le site Ferrand.

Impact environnemental

- La création de pistes cyclo-piétonnes est un moyen de remettre la marche à pied et le cyclisme au goût du jour dans un contexte où la pression de la voiture est de plus en plus forte. La mise en œuvre de liaisons sécurisées et confortables pour les modes doux dans une philosophie intermodale (notamment en connectant les sentiers, itinéraires cyclables et autres avec l'offre en transport en commun, en particulier les gares de Thulin et Hainin) favorisera un changement dans les comportements modaux des habitants.
- Les sentiers et pistes cyclo-piétonnes constituent un moyen de faire découvrir l'entité aux habitants ou aux touristes sous un angle différent de celui qu'ils ont pris pour habitude d'adopter. En effet, ils offrent une échelle d'approche différente des paysages et font prendre à tout-un-chacun l'importance de préserver l'environnement, la nature et les paysages.

Impact social

- La création de liaisons pédestres et cyclables constitue parfois un moyen de désenclaver un quartier ou un hameau et d'assurer une connexion rapide et sécurisée vers le centre du village où se regroupent souvent les commerces et services.
- La création de ces liaisons permet un déplacement peu coûteux et sain.

Impact économique

- Augmentation des retombées touristiques pour l'entité (fonctionnement du Belvédère, circuit de promenade, etc.)

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Sans objet

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les :	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									

		<ul style="list-style-type: none"> - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts) 		
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subsidie est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- L'urgence en termes de sécurité et les moyens budgétaires à affecter ;
- Expropriations des certaines parties de parcelles où la piste passe.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- En cours : travaux de réhabilitation du site du Belvédère déjà ouvert partiellement, l'ouverture totale est prévue pour mi-2014 ;
- En cours : travaux de construction d'un parking côté rue de France ainsi que réhabilitation complète de la rue entre le rond-point de l'Epine et Athis ;
- Projet « Quartier en transition » (voir FP 1.2) ;
- Détermination des tronçons prioritaires mobilité douce et ordre de priorités par la commune (celui dont question dans cette fiche étant la priorité 1).

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme ;

Maître d'ouvrage

Commune de Dour

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants

Estimation financière

Aménagement cyclable avec expropriation

- **Estimation globale HTVA** : +/- 937.000 € dont 24.000 € d'expropriation
- **Estimation globale TVAC** : +/- 1.134.000 € dont 29.000 € d'expropriation

Eclairage

- **Estimation globale HTVA** : +/- 232.000 €
- **Estimation globale TVAC** : +/- 280.000 €

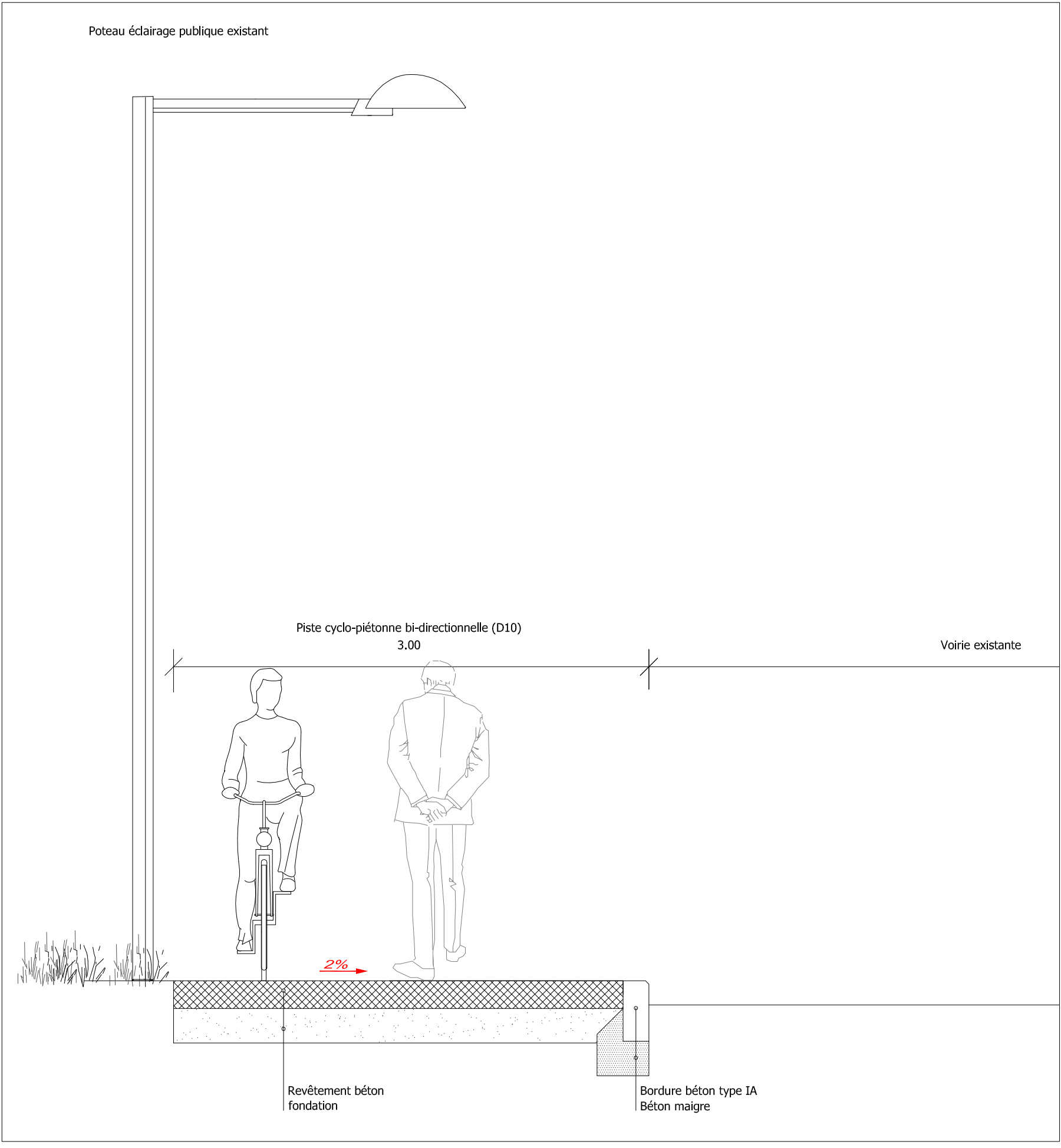
Annexes

- Annexe 1 : Emprise piste cyclable et expropriations que sa réalisation induirait ;
- Annexe 2 : Esquisse (plan A0) ;
- Annexe 3 : Métré estimatif.

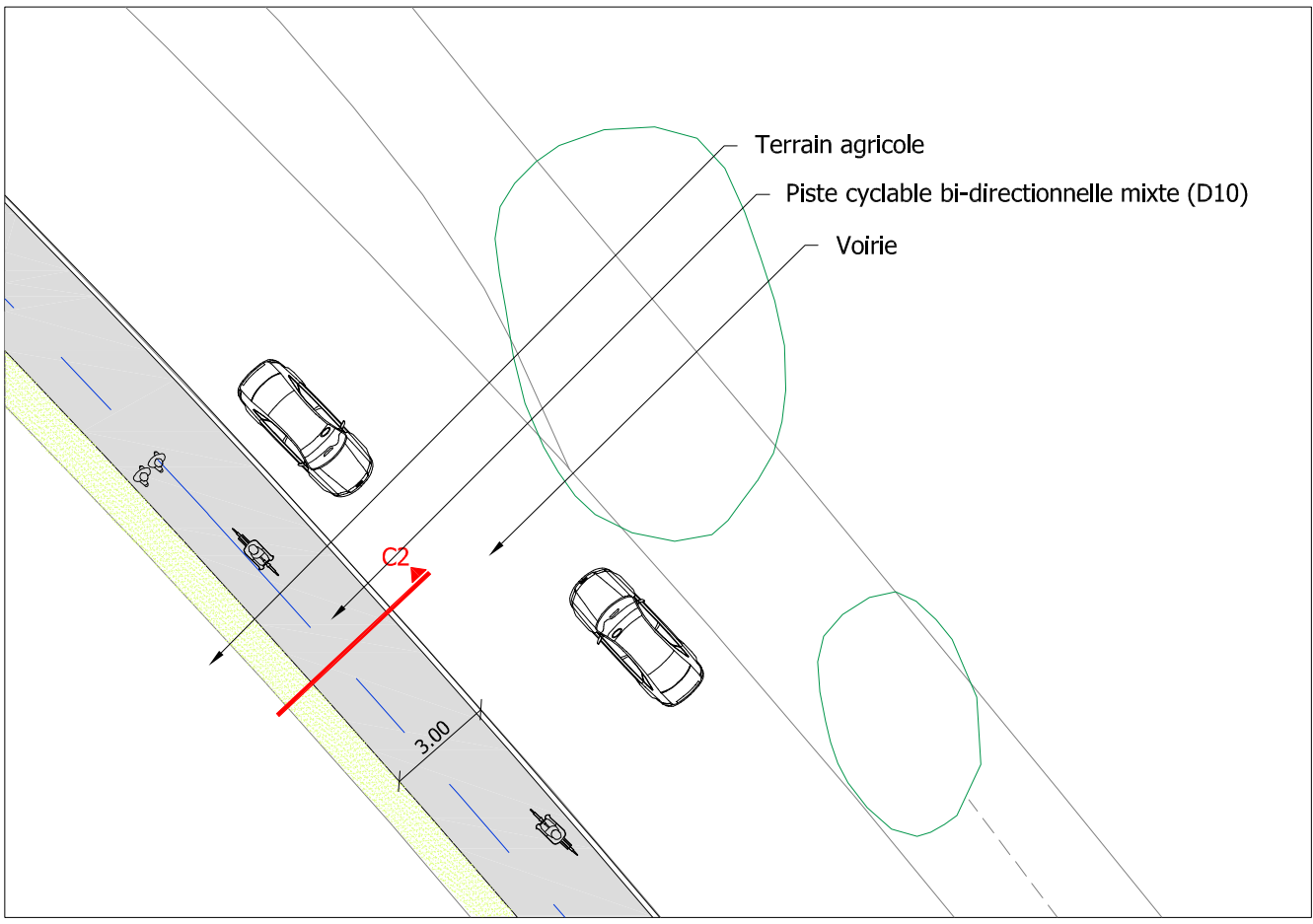
Pour aller plus loin...

- Guide des bonnes pratiques pour les aménagements cyclables, les manuels de la mobilité, n°2, SPW, septembre 2009 (version pdf disponible sur le site <http://mobilite.wallonie.be>)
- Vade-Mecum vélo, IBSR
- Marquages et éclairage des aménagements cyclables, CRR et Bruxelles-Mobilité, 2009
- RW99-version 2004, chapitre L.4.3.

Aménagement cyclable séparé
Piste cyclable bi-directionnelle mixte (D10)
Coupe C2 échelle : 1/25



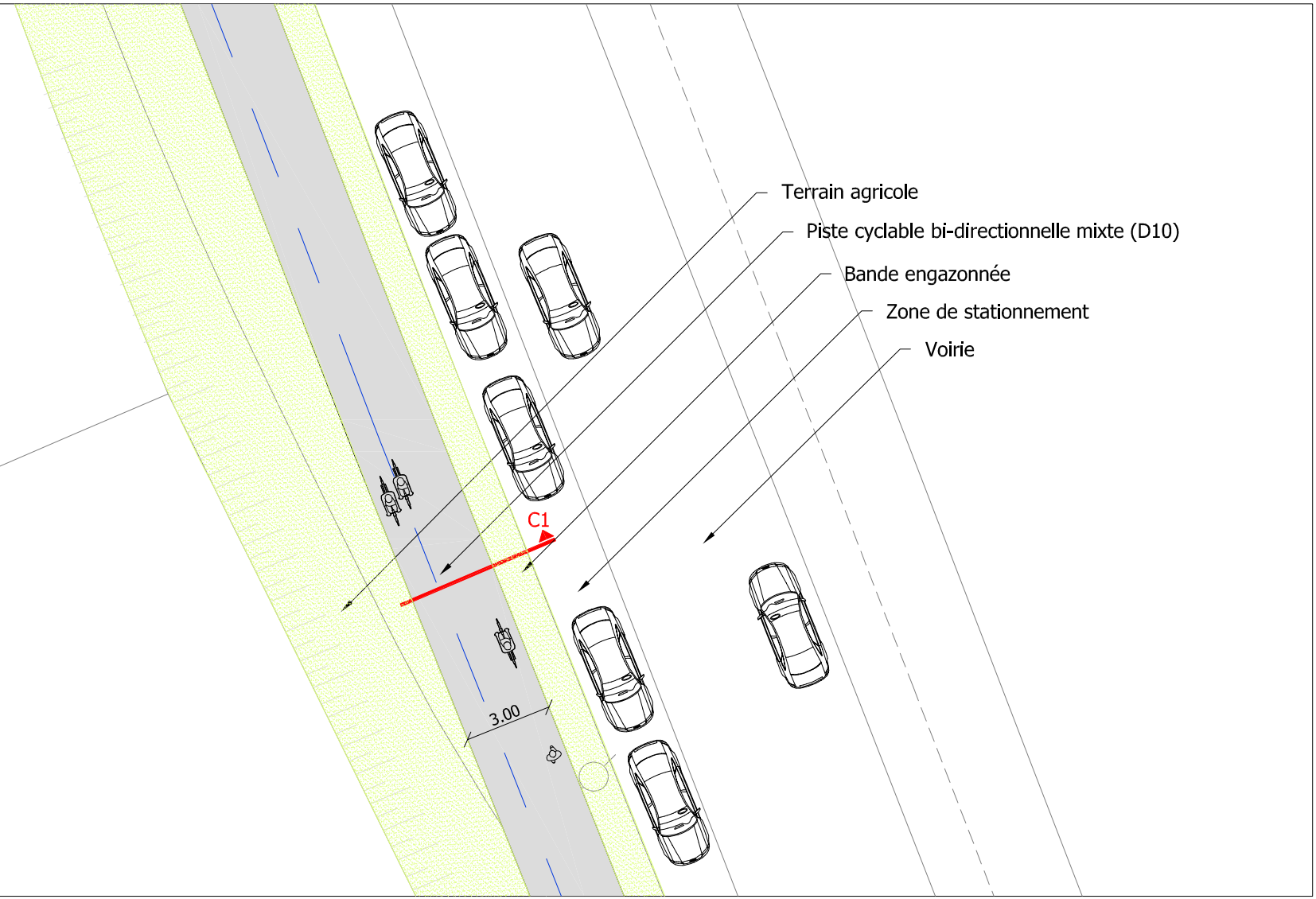
Aménagement cyclable séparé
Piste cyclable bi-directionnelle mixte (D10)
Zoom C2 échelle : 1/200



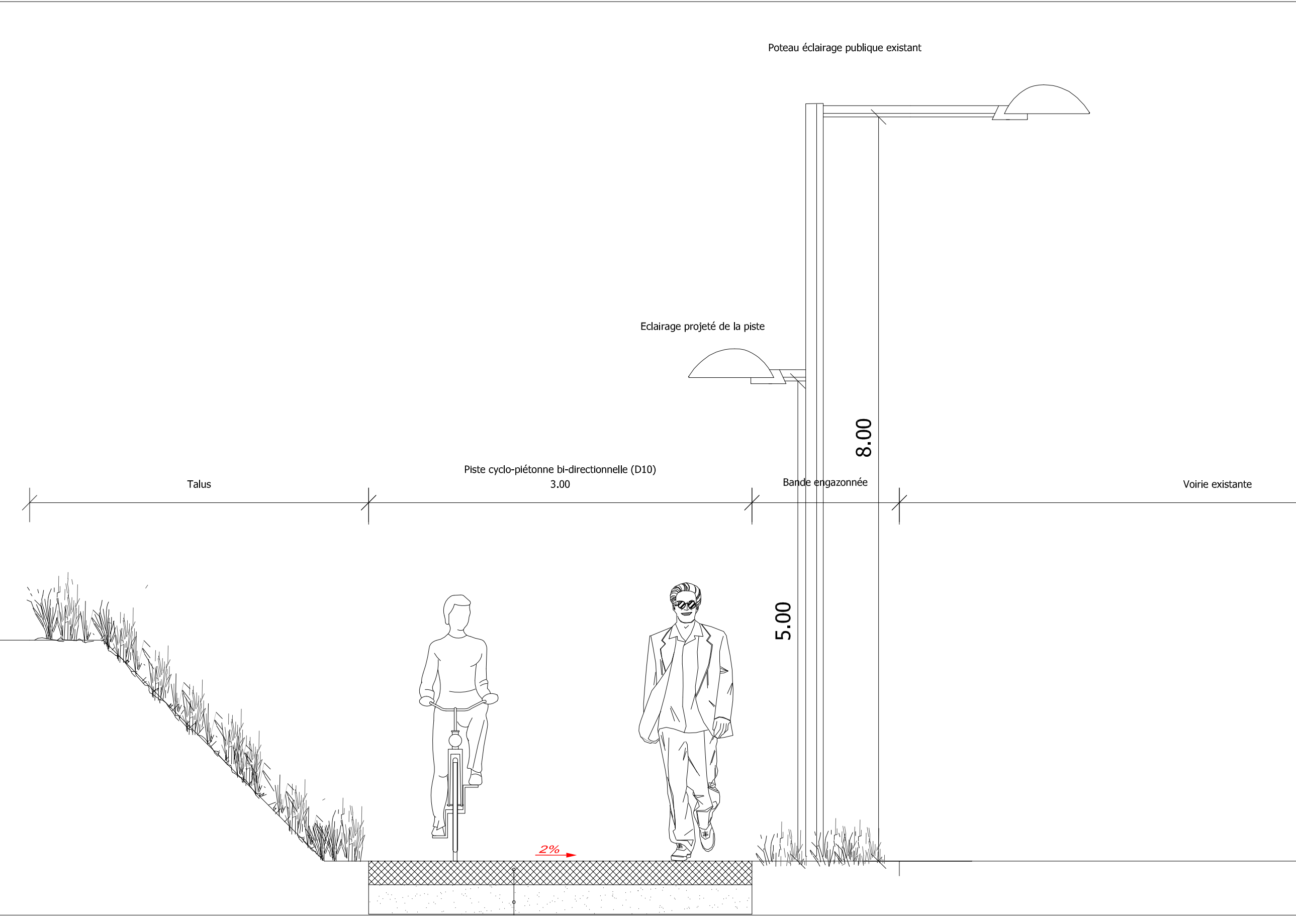
Bande cyclable suggérée
Zoom C3 échelle : 1/200



Aménagement cyclable séparé
Piste cyclable bi-directionnelle mixte (D10)
Zoom C1 échelle : 1/200



Aménagement cyclable séparé
Piste cyclable bi-directionnelle mixte (D10)
Coupe C1 échelle : 1/25



Plan terrier échelle : 1/5000



Exemple type d'un aménagement cyclable séparé



Plan de localisation échelle : 1/10.000



Légende Plan Terrier

- Matériaux
- Béton coulé
- Éléments linéaires
- Bordure en béton type 1A en saillie
- Végétaux
- Gazon
- Mobiles
- Poteau d'éclairage
- Épandage
- Canalisation des eaux de pluie

PROVINCE DU HAINAUT COMMUNE DE DOUR

Fiche projet Aménagement d'une liaison cyclo-piétonne

Maître d'Ouvrage : Administration communale de dour
Grand place, 1
7370 Dour
Tel: +32 65 76 18 10

Auteur de Projet : SURVEY & AMENAGEMENT S.A.
Bureau d'études
Espaces publics - Espaces verts - Urbanisme - Topographie
Rue de Chenu 2-4 B-7090 Ronquière
Tel: +32 67 64 83 42
Fax: +32 67 64 75 70
Email: info@survey-amenagement.be

Esquisse

Plan terrier, agrandissements et coupes types

CARACTERISTIQUES DU PLAN				REVISIONS	Plan n°
N° Dossier :	1059	A	...		
Date :	03.10.2013	B	...		
Echelle :	Diverses	C	...		
Surface :	1.05 m²	D	...		
Gestonnair :	Nicolas Perlot				
Dessiné par :	Quentin Lambert				
Fichier :	S:\Dossiers\1059_Dour_PCDR\Plan\Plan 41a 1\PP1_1_Coupe un tableau de mobilité dour_autres projets\Esquisses\cycloable (coupe) traits final.dwg				

Créer un réseau de mobilité douce - artères principales- Métré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.1

POSTE 2 - Aménagement cyclable	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Démolitions, déblais et évacuation	QP	-			€ 51.600,00
Abattage d'arbres et essouchements en vue d'une évacuation	QP	p	56	€ 350,00	€ 19.600,00
Démolition de revêtements de toute nature	QP	m²	100	€ 8,00	€ 800,00
Déblais de terre	QP	m³	1620	€ 10,00	€ 16.200,00
Déchets, mise en CET et/ou CTA	QP	ftf	1	€ 15.000,00	€ 15.000,00
Sous-fondation et fondations	QP	-			€ 123.925,00
Renforcement du fond de coffre	QP	m²	5650	€ 2,50	€ 14.125,00
Localisation d'impétrants	QP	m³	5	€ 210,00	€ 1.050,00
Fondation - 20cm	QP	m²	5650	€ 15,00	€ 84.750,00
Fondation d'éléments linéaires	QP	m	2000	€ 12,00	€ 24.000,00
Revêtements	QP	-			€ 282.500,00
Revêtement de piste cyclable	QP	m²	5650	€ 50,00	€ 282.500,00
Eléments linéaires	QP	m²			€ 60.000,00
Bordures béton	QP	m²	2000	€ 30,00	€ 60.000,00
Drainage et égouttage	-	-			€ 324.000,00
Drainage de la piste cyclable	QF	m	2000	€ 45,00	€ 90.000,00
Canalisation du fossé	QP	m	1800	€ 130,00	€ 234.000,00
Signalisation - Marquage	QP	-			€ 9.625,00
Panneaux de signalisation	QP	p	10	€ 150,00	€ 1.500,00
Signalisation de chantier	QP	ftf	1	€ 500,00	€ 500,00
Marquage au sol	QP	m²	305	€ 25,00	€ 7.625,00
total travaux htva					€ 875.891,50
Imprévus	QF	%	5%		€ 43.794,58
Bureaux d'études	QF				€ 17.517,83
Bureaux d'études	QF	%	2%		€ 17.517,83
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 937.203,91
TVA 21%					€ 196.812,82
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 1.134.016,73

POSTE 3 - Eclairage	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Eclairage	QP	-			€ 232.500,00
Déplacement des installations des concessionnaires	QP	p	25	€ 3.000,00	€ 75.000,00
Remplacement de poteaux	QP	p	15	€ 3.000,00	€ 45.000,00
Eclairage particulier piste cyclable (ancrage sur poteaux existants)	QP	p	45	€ 2.500,00	€ 112.500,00
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 232.500,00
TVA 21%					€ 48.825,00
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 281.325,00

Aménager le site des Cocars

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.1. Protéger le patrimoine naturel et valoriser la biodiversité, le maillage écologique et le réseau hydrographique du territoire.
- E.2. Développement du tourisme culturel.
- E.3. Développement du tourisme historique.
- E.4. Développement du tourisme vert.

Justification du projet

Le périmètre du projet d'une surface d'environ 50 ha reprend un bois « Les bois des Cocars ». Ce bois comprend une surface d'environ 34 ha. L'essentiel des parcelles y est communal ou propriété du Service Public de Wallonie, le solde est constitué de parcelles privées.

Le site revêt de nombreux atouts patrimoniaux, environnementaux, écologiques, paysagers et sociaux justifiant pleinement son inscription dans les projets de cette Opération de Développement Rural :

- En bordure nord du périmètre, on retrouve un site classé (Arrêté du 30/09/1980) dit le « Site des Cocars » qui comporte une ancienne école et une chapelle ayant elle-même fait l'objet d'un Arrêté de classement récemment (AM 20/06/2013) : la Chapelle de l'Ermitage de Cocars. L'ensemble du site appartient actuellement à un propriétaire privé et est en cours de rénovation. Pour ces raisons, celui-ci n'est pas repris dans le périmètre d'intervention de la présente fiche-projet ;
- Le site présente une position stratégique de première importance au niveau communal. En effet, situé en plein cœur du territoire entre les centres urbains d'Elouges, Wihéries et de Dour, le Bois des Cocars constitue un véritable « poumon vert » pour l'entité qui mérite d'être aménagée afin de pouvoir remplir pleinement de nombreuses fonctions telles que :
 - o le développement de la mobilité douce (création, aménagement de sentiers) ;
 - o le développement de la nature ;
 - o le développement d'activités didactiques ;
 - o le développement d'activités de loisirs de plein air.



Chapelle des Cocars © S&A - 2013

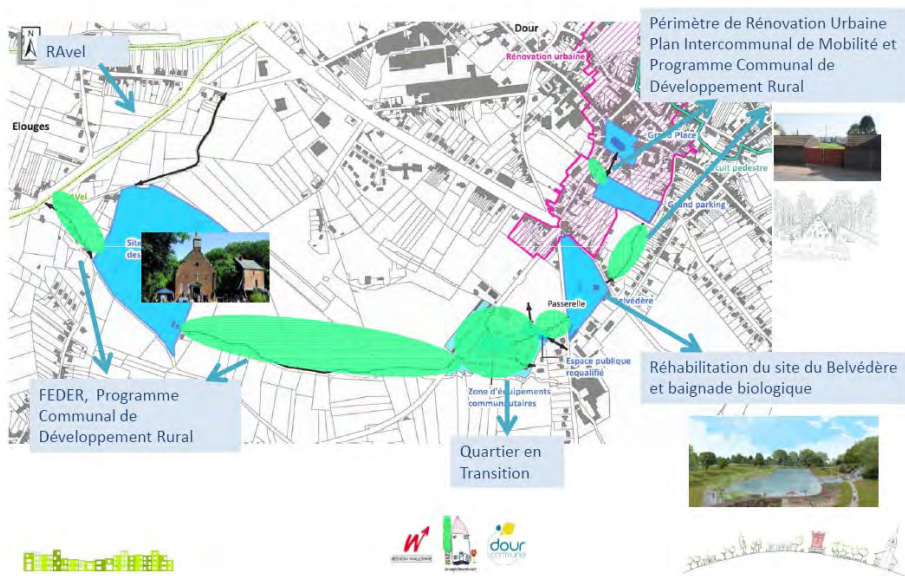
- Le site revêt également déjà à l'heure actuelle une dimension associative notamment via les activités qui s'y déroulent (messe, exposition, etc.) lors de la traditionnelle « Ducasse à Figues » de Wihéries.
- Le site fait enfin partie intégrante d'une stratégie globale ambitieuse menée par un partenariat entre différents intervenant publics (Régions Wallonne, Commune de Dour, Logis Dourois...) visant à

requalifier et redynamiser une vaste zone entre les centres urbains de Dour, Elouges et Wihéries avec (cf. schéma ci-dessous) :

- o l'Opération de Rénovation Urbaine ;
- o le projet de réhabilitation du site du Belvédère (centre sportif et récréatif) ;
- o le projet de création de piste cyclable au niveau de la rue d'Offignies (projet PCDR 1.1.) ;
- o le projet de requalification d'une cité (Quartier en Transition) ;
- o le RAVeL situé à l'ouest.

L'entièreté du projet ne fait pas partie de l'opération de développement rural et la partie comprise dans le centre-ville de Dour fait donc partie du périmètre d'exclusion.

Le quartier du Repos : dynamique environnante



Projets et liens de transitions © SPW, commune de Dour, Logement Dourois – 2013

Reportage photographique

Voir description du projet ci-après.

Description du projet

L'essentiel du projet consiste en une réorganisation et un (ré)aménagement de voies de liaison douce au sein du périmètre afin de constituer un réseau interconnecté permettant de relier entre eux les différents pôles d'intérêts existants à proximité : Site classé des Cocars, Cité du Repos, site du Belvédère et RAVeL.

Les aspects liés à la signalisation et à la sécurisation (notamment via la mise en lumière de certains tronçons) seront également des éléments essentiels au bon fonctionnement du projet et dès lors prévus dans le projet.

Enfin, il est prévu de développer au sein du site d'une part des activités ayant trait aux loisirs et à la détente de plein air (création d'un parcours VITA) et d'autre part une dimension didactique d'éducation à la nature et à l'environnement (panneaux, création d'un espace nature, etc.)

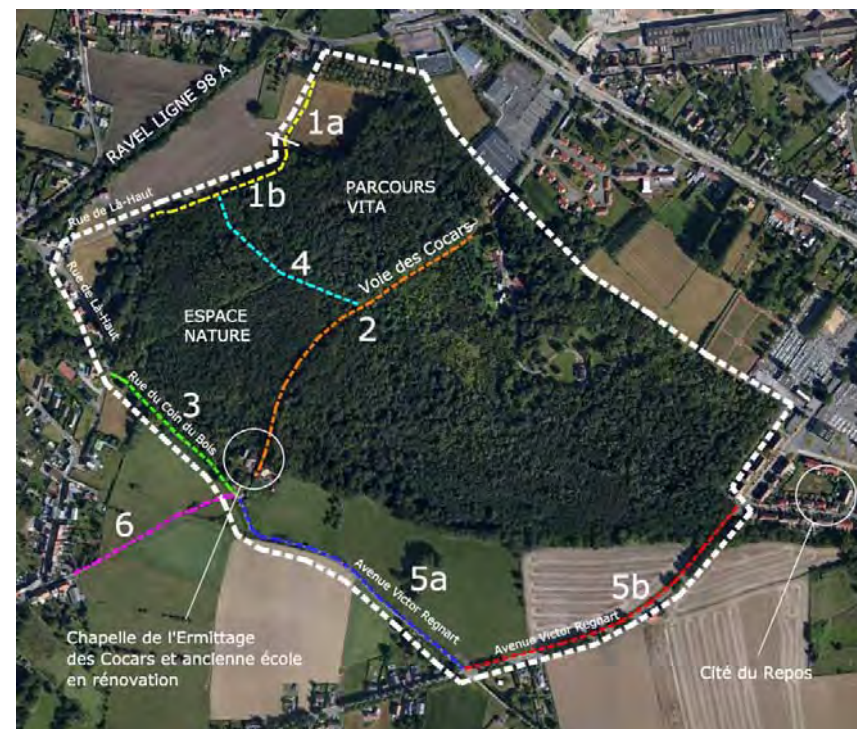


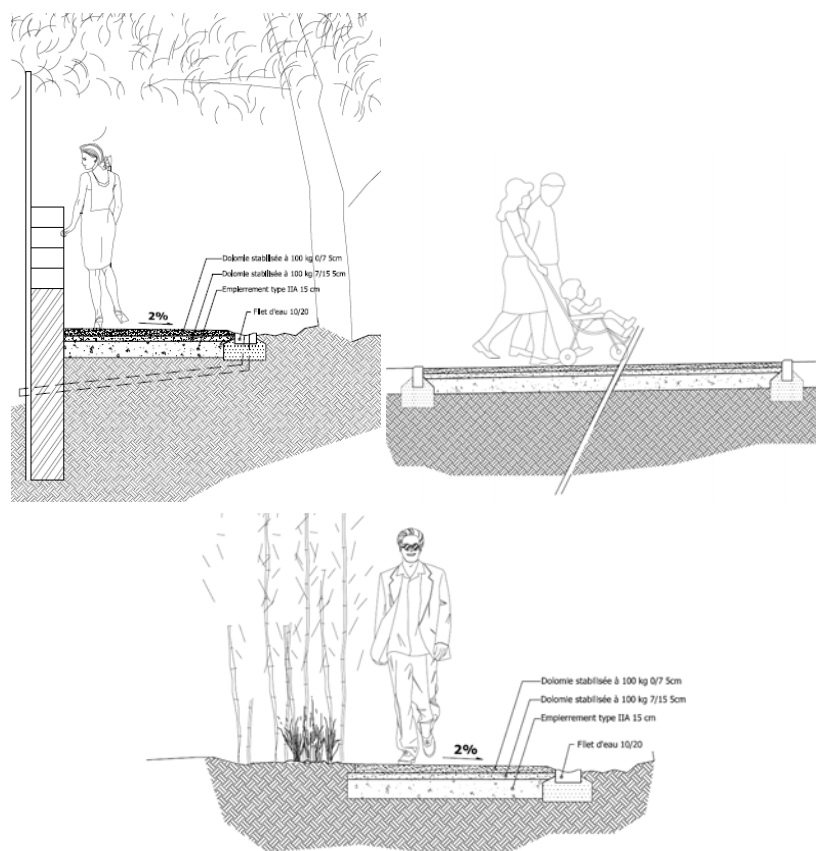
Schéma global © S&A - 2013

I. Création d'un réseau de mobilité douce

Afin de déterminer le type d'intervention à réaliser, une série de revêtements et d'aménagements « types » sont proposés. Ceux-ci, au nombre de quatre, sont décrits ci-dessous. Ils sont accompagnés d'une estimation des coûts et d'une coupe de principe. Notons que le type d'aménagement à envisager dépend essentiellement de la pente du terrain et des milieux traversés par le cheminement.

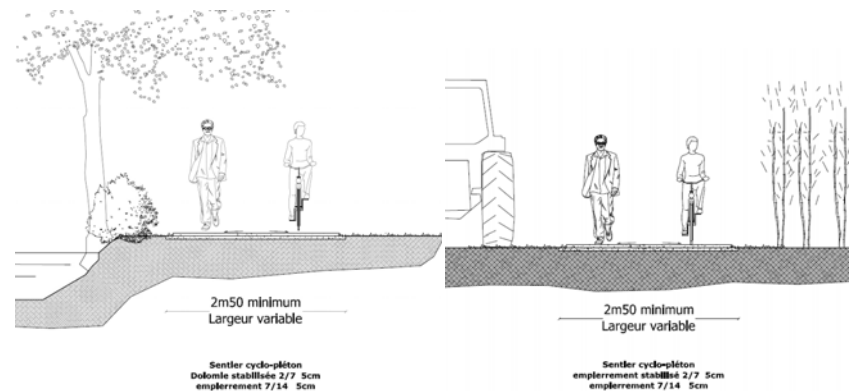
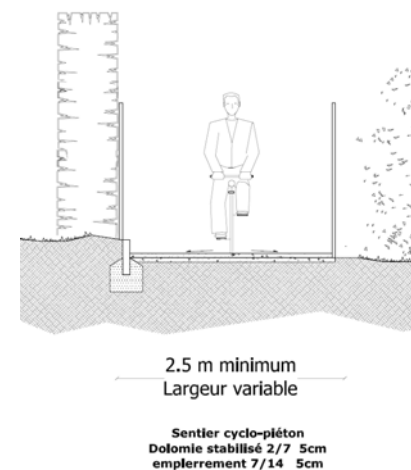
I.1. Aménagement « types »

Type 1 : Revêtement pour sentier pentu et dans un environnement boisé (Dolomie stabilisée 0/7 et 7/15 (5cm) et fondation en empierrement IIA (15 cm))
Coût : 70 €/m² ou 100 €/m



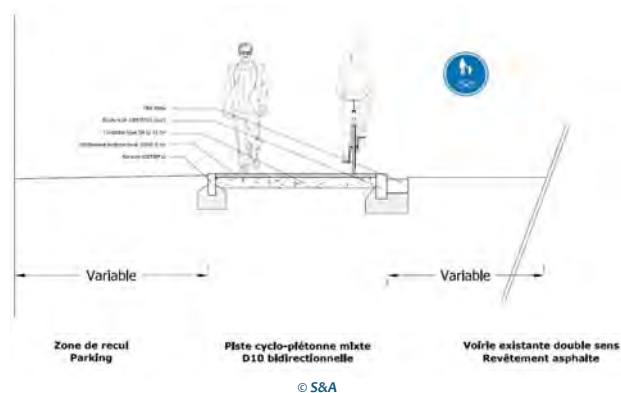
© S&A

Type 2 : Revêtement pour sentier dénué de pente et dans un environnement agricole sans obstacles (Empierrement stabilisé 2/7 (5cm) et 7/14 (5cm))
Coût : 57 €/m ou 22 €/m²

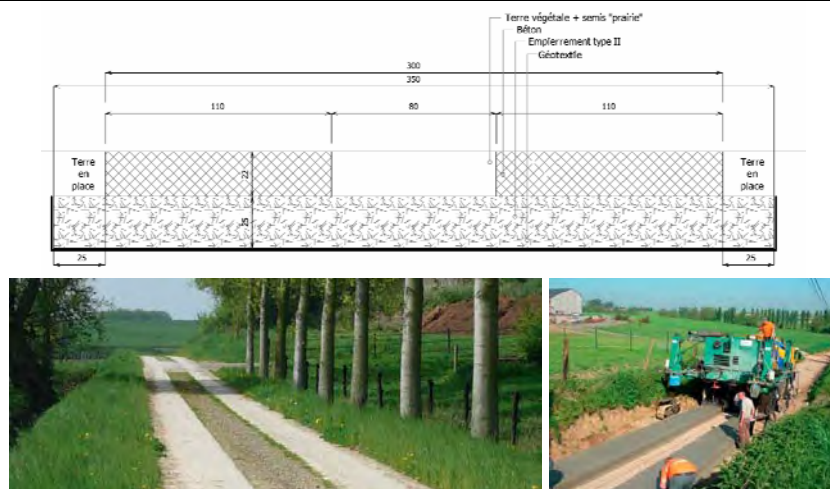


© S&A

Type 3 : Revêtement pour piste cyclo-piétonne en bordure de voirie existante (Revêtement hydrocarboné BBVD (5cm) et fondation type IIA (15cm))
Coût : 108 €/m ou 43 €/m²



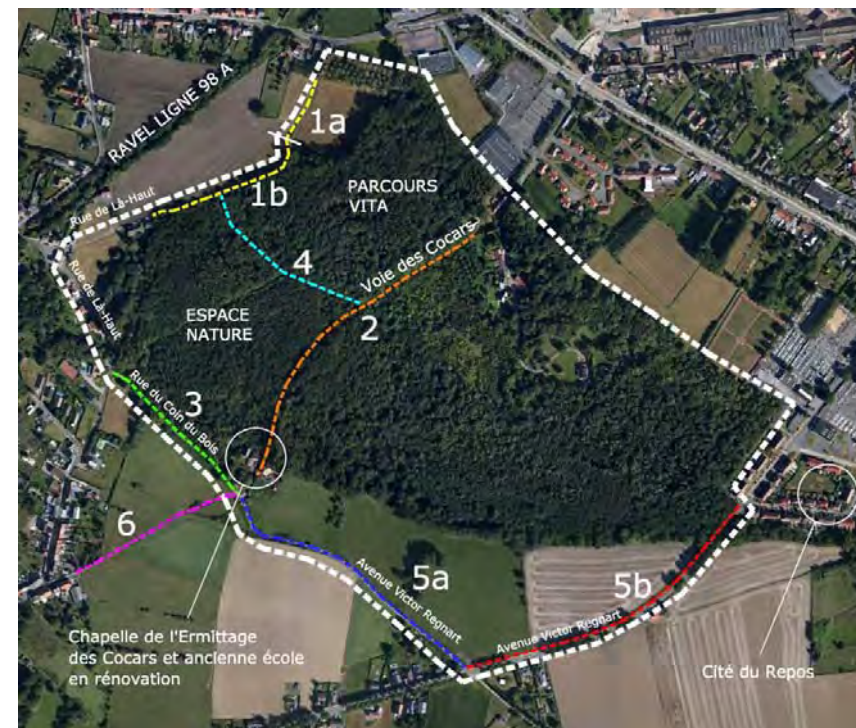
Type 4 : Revêtement permettant le passage de convoi agricole (Chemin bi-bande en béton)
Double bande de béton de 110 cm de large
Coût : 110 euro le m courant



Exemple de sentier avec double bande de béton © S&A

I.2. Liaisons proposées





Les possibilités d'aménagements du réseau sont multiples. Le scénario proposé dans le cadre de cette fiche-projet, est présenté ci-dessous, il consiste en le (ré)aménagement de 4 liaisons principales au sein du périmètre (Bois des Cocars). Deux tronçons supplémentaires (5 et 6) sont également repris en guise d'option.



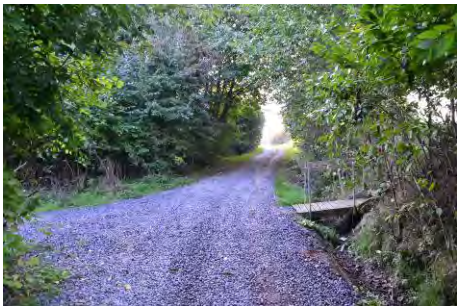




Scénario © S&A - 2013

N° tronçon	Localisation	Description	Type aménagement proposé	Estimation de la longueur du tronçon à aménager	Vue aérienne / Photo
1a	Bordure nord-ouest du périmètre. Accessibilité depuis la rue de la Grande Veine	Milieu agricole. Le cheminement est entouré de champs	Type 2	± 120 m	
1b	Bordure nord-ouest du périmètre. Accessibilité depuis la rue de Là-Haut	Milieu agricole et forestier	Type 1	± 235 m	

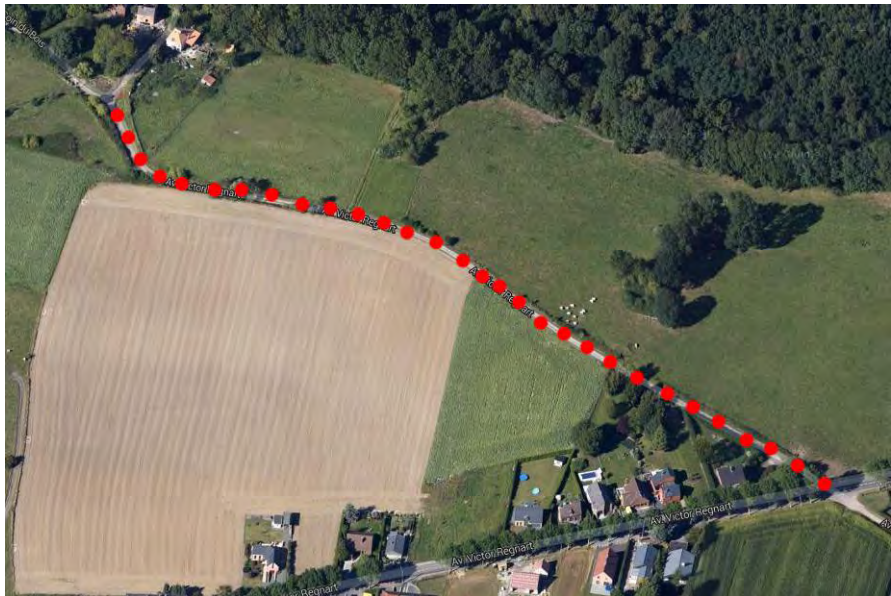






2	Centre du Bois des Cocars	<p>Cheminement existant dit « Voie de Cocars » le cheminement est relativement plat et constitué d'un chemin de terre. Il traverse le bois en son centre et permet actuellement de relier le site de la Chapelle de l'Ermitage et la Cité des Cocars. Sur le terrain on peut constater que ce cheminement est régulièrement emprunté par la population. En outre les accès nord et sud mériteraient un réaménagement particulier afin d'améliorer d'une part leur accessibilité et leur visibilité. Le reste du tronçon central pourrait être réaménagé du revêtement de type 1. L'objectif est de faire de ce tronçon l'ossature de base de tous le réseau qui sera créé au sein du Bois des Cocars.</p>	<p>Type 1</p> <p>Type 2</p>	<p>± 40 m</p> <p>± 480 m</p>	   
---	---------------------------	---	-----------------------------	------------------------------	--


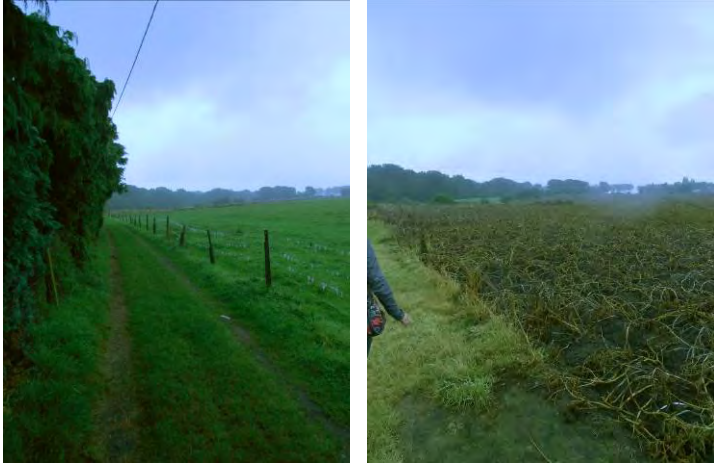
3	Bordure sud-ouest du périmètre.	Cheminement existant correspondant à la Rue du Coin du bois. Il permet actuellement d'accéder à partir de la rue de Là-Haut au site des Cocars. Cette voirie est actuellement dans un état vétuste et est difficilement praticable pour les piétons, PMR et cyclistes. Notons que l'accès via des véhicules motorisés reste indispensable pour ce tronçon étant donné la présence d'habitations et de terrains agricoles.	Type 4	+/-270 m	  
---	---------------------------------	---	--------	----------	---

4	Intérieur du périmètre (à déterminer)	Cheminement à créer au sein même du périmètre afin de créer un circuit de promenade interne permettant de relier entre elle les nouvelles fonctions qui seront allouées au site (zone de détente, parcours VITA, zone didactique). La localisation sera à déterminer ultérieurement. Néanmoins, il semble pertinent de localiser ces nouveaux cheminements à proximité du RAVeL en vue d'une part d'en maximiser leur utilisation et d'autre part d'éviter au maximum les nuisances pour les riverains habitants la partie Est du site.	Type 2	+/-265 m	 
---	--	---	--------	----------	---

Afin d'assurer la complétude du réseau créé, il paraît opportun d'envisager l'aménagement de 3 tronçons complémentaires en vue de créer une liaison forte entre le village de Wihéries, la Cité du Repos et le Bois des Cocars. Ceux-ci sont décrits ci-dessous.

5a	Sud du périmètre	Cheminement existant correspondant à l'Avenue Victor Regnart. Cette voirie permet de rejoindre le site des Cocars à partir de l'ouest. Actuellement utilisé comme chemin agricole, le réaménagement de ce tronçon doit pouvoir rester carrossable.	Type 4	+/- 430 m	  
----	------------------	--	--------	-----------	---

5b	Sud-est du périmètre	Cheminement existant correspondant à une partie de voirie aménagée de l'Avenue Victor Regnart permettant de relier la Cité du repos au village de Wihéries. Ce tronçon ne dispose actuellement pas de piste cyclo-piétonne ni de trottoir assez large pour assurer une mobilité douce en toute sécurité.	Type 3	± 490 m	 
----	----------------------	--	--------	---------	---

6	Sud-ouest du périmètre Externe au site	Ce cheminement permettrait l'accès vers le site des Cocars à partir du nord du village de Wihéries (rue Ferrer et rue du coin du bois). Le tronçon est actuellement accessible aux convois agricoles et doit rester carrossable.	Type 4	± 270 m	 
---	---	--	--------	---------	--

II. La signalisation

La mise en place d'un plan cohérent de signalisation apparaît comme un élément essentiel de la réussite du projet. Comme l'illustre la photo ci-dessous, le seul élément de signalisation existant actuellement consiste en un petit panneau indicatif de la Chapelle Notre Dame des Cocars situé à l'entrée de la rue du coin du Bois à l'ouest du site.



Signalisation existante © S&A - 2013

On veillera lors de la mise en œuvre du projet d'assurer une signalisation continue et claire. Les panneaux ainsi placés pourraient contenir des indications sur le site classé, les diverses possibilités de balades à travers le bois, la présence d'un parcours Vita, etc.

Le schéma ci-dessous illustre la localisation préférentielle de ces panneaux. De manière générale, au minimum un panneau à chaque carrefour est nécessaire. En outre, la mise en place d'une signalisation du site sur le réseau RAVeL apparaît intéressante. Au total, une douzaine de panneaux serait nécessaire dans et aux abords immédiats du site.



© S&A - 2013

III. Eclairage

Les axes principaux du projet feront l'objet d'un éclairage adéquat. A priori, l'éclairage pourra dans un premier temps se limiter aux tronçons n°2 et 3, ceux-ci étant les plus fréquentés actuellement. Il existe une multitude de possibilités en termes de système d'éclairage. On veillera néanmoins à choisir un système discret, qui s'intégrera au milieu environnant et économe en énergie.

IV. Espaces de loisirs, de détente et didactiques

Outre la création d'un réseau interconnecté de liaisons douces, le site pourra accueillir des aménagements destinés aux loisirs de plein air, à la détente et à l'éducation. Le site est en effet tout à fait adéquat pour accueillir notamment :

- un parcours Vita¹ ou « parcours santé » ;
- des d'aires de repos et de détente via notamment le placement de mobilier urbain le long des cheminements (bancs, poubelles, etc.) voire de barbecues.
- d'espaces didactiques et d'éducation à la nature (panneaux, création de mares, informations sur les essences forestières, etc.) à destination des plus jeunes.

La localisation précise de ces aménagements sera à déterminer lors de l'aménagement du site néanmoins comme signalé plus haut la partie située à l'ouest de la Voie des Cocars paraît toute indiquée du fait notamment de sa proximité avec le RAVeL.



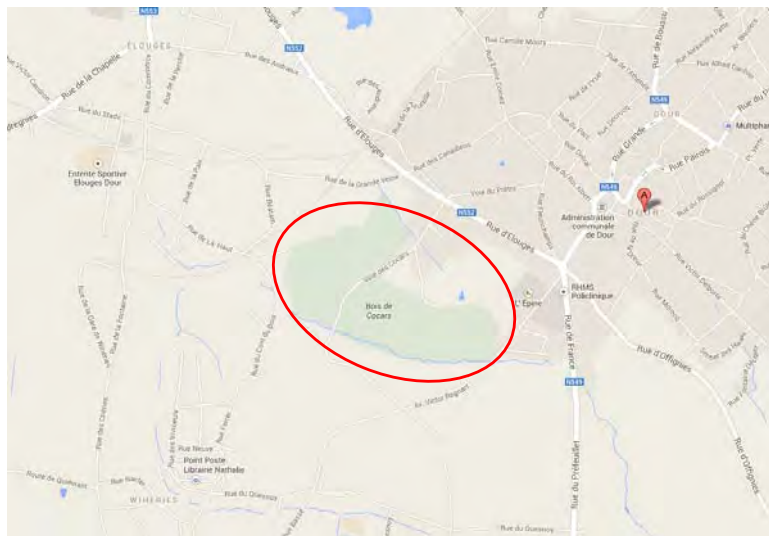
Parcours Vita © www.ville-geneve.ch - 2013

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

¹ Un parcours Vita comprend un circuit balisé avec différents arrêts pour réaliser des exercices sportifs, adaptés à tous les âges, avec des panneaux explicatifs pour les mouvements.

Localisation



Localisation © Google Maps - 2013

Statut au plan de secteur

La zone d'étude se trouve à cheval sur plusieurs zones au plan de secteur :

- En zone forestière pour la majorité du site ;
- En zone de parc pour le centre avec quelques habitations ;
- En zone dénuée de toute affectation au plan de secteur pour la partie est du site ;
- La quasi-totalité de la zone d'étude se trouve aussi en Périmètre d'intérêt paysager.



Plan de secteur © SPW – DGO4 - 2013

Statut de propriété



Propriétés © SPW – DGO4 - 2013

Tâches à réaliser

- Recherche de subsides ;
- Engagement d'un auteur de projet pour la réalisation des plans d'aménagement ;
- Réalisation des travaux d'aménagement ;
- Placement des panneaux d'information ;
- Entretien du réseau (exemples : commune, SPW, associations locales, etc.).

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce : artères principales (voiries principales) ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce : réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce : intersections – interconnexions ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan (châssis à molette) ;
- FP 2.10 - Aménager le site Ferrand ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs ;
- FP 2.16 - Mettre en place un agenda 21 local.

Impact environnemental

- La réhabilitation, la sauvegarde et l'entretien des sentiers sont des moyens de remettre la marche à pied au goût du jour dans un contexte où la pression de la voiture est de plus en plus forte.
- Les sentiers constituent un moyen de faire découvrir l'entité aux habitants sous un angle différent de celui qu'ils ont pris pour habitude d'adopter. En effet, ils offrent une échelle d'approche différente des paysages et font prendre à tout-un-chacun l'importance de préserver l'environnement, la nature et les paysages.
- Les sentiers constituent un potentiel important en matière d'étude du milieu pour les plus jeunes. Ils offrent un cadre d'apprentissage grandeur nature pour les élèves et peuvent donc facilement servir de support didactique pour un projet scolaire portant sur l'environnement, la nature, les paysages, etc.
- La création d'espace didactique et d'éducation à l'environnement constitue un impact positif.

Impact social

- La requalification du site et donc le réaménagement de sentiers et des liens piétons et cyclables constitue un moyen de désenclaver un quartier ou un site et d'assurer une connexion rapide et sécurisée vers le centre du village ou d'autres pôles d'intérêt.
- L'application d'un nouvel éclairage permettra la sécurisation des voies douces et diminuera le sentiment d'insécurité dans la zone.

Impact économique

- Les sentiers sont souvent un vecteur de développement économique local. Certes à petite échelle mais pour des zones rurales, pouvoir attirer quelques touristes chaque weekend en les invitant à découvrir l'entité via les chemins et sentiers peut avoir des répercussions sur les commerces locaux et sur le dynamisme local.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Sans Objet

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subside est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les frais d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€								
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%								
Autres	80%	50%											
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides pluriannuels aux pouvoirs publics pour les actions en faveur de l'environnement	Subsides dont la durée est supérieure à un an octroyés au profit des pouvoirs publics menant des actions en faveur de l'environnement.	En fonction du projet.	Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190) Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subside est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subside peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir)- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.									
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subside est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.									

		Plan de Déplacement Scolaire.	conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	
<p>OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments</p>	<p>Subsides pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - Infrasports</p>	<p>Ce subside est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier.</p> <p>Le programme "Sports de rue" comprend:</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer) - D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. - Exemples : <ul style="list-style-type: none"> - pistes de pétanque, - tables, bancs, mobilier urbain, - espaces pour roller et skateboard, - terrains de sports annexes, - plaine de jeux ; - éclairage, clôtures ; - circulations, abords et plantations. 	<p>Le taux du subside est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA.</p> <p>Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.001 EUR et 1.500.000 EUR, le subside est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside.</p> <p>Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subside n'est pas accordé.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.</p> <p>Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.</p>
<p>OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement</p>	<p>Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics</p>		<p>Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subside à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subside. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjugés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.</p>	<p>Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subside pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et wateringues (article 2 1er, 1)</p>
<p>OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement</p>	<p>Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en faveur de l'acquisition d'espaces verts publics</p>	<p>Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'acquisition de terrains à destination d'espaces verts publics.</p>	<p>De 50 à 65%.</p>	<p>Arrêté royal du 10 décembre 1975 déterminant, pour la Région wallonne, les conditions d'octroi et les taux de subside pour l'acquisition de terrains en vue de la conservation, de la création ou de l'aménagement d'espaces verts publics.</p> <p>Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010.</p>
<p>OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments</p>	<p>Plan air-climat : éclairage public</p>	<p>Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en oeuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.</p>	<p>Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80%</p> <p>Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.</p>	<p>Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011</p>

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Réhabilitation et restauration de l'ancienne Chapelle des Cocars à réaliser (subside monuments classés)

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Classification du Site des Cocars ;
- Classification de la Chapelle des Cocars ;

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour ;
- SPW.

Partenaires

- Service Public de Wallonie ;
- Propriétaires privés ;
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Comité des fêtes (Ducasse de la Figue);
- Implication de la population dans l'entretien de l'espace de convivialité (rôle de surveillance, repérage des problèmes, ...) ;

Estimation financière

Sentiers			
Numéro de tronçon	Longueur (m)	Revêtement	Coût
1a	120	2 (57 euro/m)	6.840 Euros
1b	235	1 (100 euro/m)	23.500 Euros
2a	40	1 (100 euro/m)	4.000 Euros
2b	480	2 (57 euro/m)	27.360 Euros
3	270	4 (110 euro/m)	29.700 Euros
4	265	2 (57 euro/m)	15.105 Euros
5a (option)	430	4 (110 euro/m)	47.300 Euros
5b (option)	490	3 (108 euro/m)	52.920 Euros
6 (option)	270	4 (110 euro/m)	29.700 Euros
Total HTVA (options comprises)			236.425 Euros
Total TVAC (options comprises)			286.074 Euros
Signalisation			
Nbre de panneaux	Prix unitaire		Total
13	300		3.900Euros
Total TVAC			4.719 Euros
Eclairage			
Nbre de luminaire	Prix unitaire		Total
180	400		72.000 Euros
Total TVAC			87.170 Euros
Parcours Santé + Espace Nature			
Prix total TVAC			40.000 Euros
TOTAL (hors option) TVAC			260.760 Euros
TOTAL (options comprises) TVAC			417.963 Euros

Aménager le cœur de village d'Elouges

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.3. Valoriser les entrées, les espaces publics et les cœurs de villages de l'entité.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E.2. Développement du tourisme culturel.
- E.3. Développement du tourisme historique.

Justification du projet

La restructuration des centres villageois ainsi que d'autres endroits clefs constitue des projets particulièrement stratégiques qui permettent de répondre aux objectifs de cohésion sociale, de cadre de vie et de mobilité. On peut constater que le manque de convivialité potentiel pourrait être lié en particulier à l'omniprésence du trafic routier, le manque d'espace public central qui aurait vraiment valeur de cœur de village.

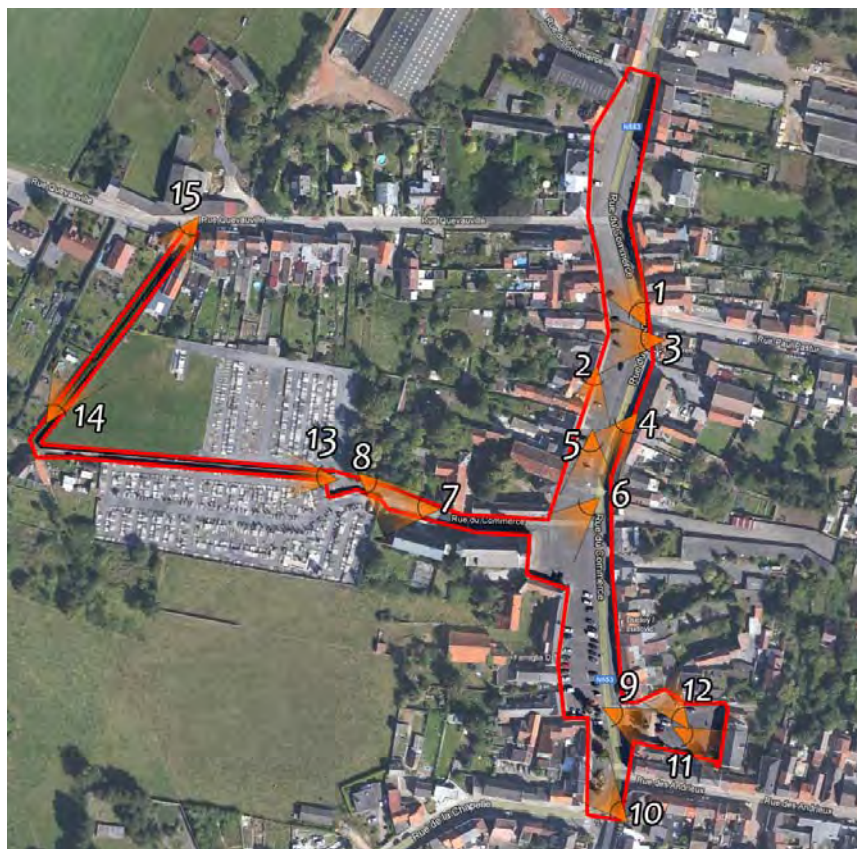
L'espace concerné par la présente fiche nécessite un réaménagement global, en effet, celui-ci est étiré en longueur (environ 355m) et bordé par une route rapide et dangereuse. Le parking y est également

anarchique et sans marquage au sol. La « place » se présente actuellement comme une vaste étendue de tarmac sans identité propre. Des éléments importants comme l'église, le musée Mulpas et le sentier existant longeant le cimetière à l'ouest de la zone d'étude nécessitent également une remise en valeur. On dénombre aussi quelques commerces, cafés et snacks.

L'espace dont la fiche fait objet revêt donc une certaine importance. En effet, ce lieu fait office d'entrée dans le village d'Elouges et ensuite de Wihéries en venant du nord. C'est aussi un espace centralisé muni d'un grand potentiel exploitable pour organiser diverses activités comme des marchés ou autres festivités.

La place d'Elouges résulte d'un retrait des bâtiments lié à la présence du ruisseau d'Elouges, qui, déjà au 18ème siècle, longeait la voirie et interdisait la construction. Par la suite, le ruisseau a été recouvert par une voute en brique qui, après la guerre 40-45, a été remplacée par des buses en béton. Il existait donc, à l'origine, un ruban bleu qui traversait le village et faisait le lien entre les différents quartiers. La potentialité du site et la justification de refaire réapparaître l'ancien ruisseau est donc grande.

Groupe de travail « Cadre de vie » du 12 septembre 2011 à Elouges.



Localisation photographique © S&A - 2013





Description du projet

I. Aménagement de la place longitudinale principale – Création d'un fil conducteur

Vu la longueur et l'étroitesse de l'espace, il semble essentiel de lier les différents éléments par un fil conducteur commun. Celui-ci pourrait être matérialisé de plusieurs manières.

1. Création d'un couloir « vert »

Actuellement, l'espace est totalement dénué de zones vertes. Le projet d'aménagement proposé prévoit la création d'un véritable couloir vert au droit de l'espace concerné. Ce dernier serait concrétisé de la manière suivante :

- Création ponctuelle de petits espaces verts publics de convivialité. Ces espaces seraient agrémentés de mobilier urbain et de petites zones plantées.
- Réorganisation des espaces de stationnement. De nouveaux espaces de stationnement, clairement identifiés, seraient créés. On veillera à la qualité paysagère de ses espaces. Ainsi, ceux-ci seraient accompagnés de zones de plantation permettant de les dissimuler. De plus, afin d'accentuer le caractère vert de ces espaces, les emplacements de stationnement pourraient être réalisés en dalle gazon ce qui permet en outre d'assurer une meilleure gestion des eaux pluviales et de ruissellement.
- Création d'un alignement d'arbres. Le projet prévoit également la mise en place d'un alignement d'arbres continu tout le long du périmètre.



Plantations et Stationnements © S&A, cornellplantations.org - 2013



Dalles gazon © www.laschet-taeter.be - 2013

2. Création d'un couloir « bleu »

Comme signalé précédemment, l'histoire de la place d'Elouges est fortement liée à la présence du ruisseau d'Elouges qui traverse la zone du nord au sud mais qui est aujourd'hui totalement invisible car entièrement enterré. La présente fiche-projet propose d'utiliser cet élément historique comme second fil conducteur. En effet, les cours d'eau ont généralement jusque dans les années 60 été canalisés, voutés ou comblés pour des raisons d'hygiène essentiellement. Dans les années 80, un revirement s'est produit et l'on assiste depuis à la réhabilitation de l'eau dans les villes. Aujourd'hui, l'« eau dans la ville » est considérée comme un véritable atout touristique, récréatif, social, paysager ou encore environnemental.

Le rappel du ruisseau ou de son tracé pourrait être réalisé de plusieurs manières :

- Remise à ciel ouvert de plusieurs tronçons et création d'un égouttage séparatif, en effet un collecteur d'égouttage gravitaire passe aussi sous la place et une séparation devrait alors être faite entre les eaux usées et les eaux du ruisseau vouté;
- Rappel du tracé de ce ruisseau par le placement d'un revêtement spécifique au sol ou par le placement de points lumineux.



Ouverture de l'Orneau à Gembloux © S&A, www.chatel-paysages.com - 2009

II. Aménagement de la place longitudinale principale – Espaces de convivialité

Malgré sa forme longitudinale, la place d'Elouges dispose de deux zones plus larges au niveau desquelles, l'aménagement d'espaces de convivialité pourrait être envisagé. Il s'agit :

- de l'espace situé en face de l'église du village ;
- de l'espace situé au sud de l'église.

Ces deux zones devraient faire l'objet d'un aménagement distinct du reste du périmètre. L'objectif étant d'y créer des espaces références au sein du village, au sein desquels il sera possible d'organiser diverses activités telles que des festivités ou des marchés. L'idée de permettre occasionnellement le placement de toiles tendues au-dessus de ces espaces a notamment été émise.



Afin de permettre à ces espaces de pleinement remplir leur fonction, il serait opportun d'y placer du mobilier urbain d'un design sobre.

La circulation automobile et le stationnement y seront limités au maximum afin d'augmenter la convivialité des lieux. Néanmoins, ces fonctions resteront toujours réalisables en cas de nécessité (mariage, enterrement, livraison des commerces, etc.). Pour ce faire, un système de potelets amovibles devrait être envisagé.

Enfin, signalons que le projet devra prendre en compte l'existence d'arrêt TEC sur le site. Ceux-ci devront faire l'objet d'un réaménagement adéquat.

III. Aménagement de la place longitudinale – Réorganisation du stationnement

Actuellement, le stationnement est uniquement organisé via quelques des anciens marquages au sol peu visibles et inesthétiques. En outre, l'essentiel des emplacements de stationnement jouxte le front bâti ce qui implique un mélange peu adapté entre les déplacements piétons et automobiles.

Le projet entraînera une réorganisation des fonctions dans la zone afin d'en améliorer la lisibilité. Ainsi, les cheminements piétons, les zones de détente et de rencontre et les emplacements de stationnement devront être clairement identifiés.

Plus spécifiquement, il est proposé de déplacer les zones de stationnement le long de la voirie, ceci permettra d'une part de créer un cheminement piétonnier continu et dépourvu de déplacements automobile et d'autre part de sécuriser les déplacements piétons (éloignement par rapport à la voirie).



Déplacement du stationnement © S&A - 2013

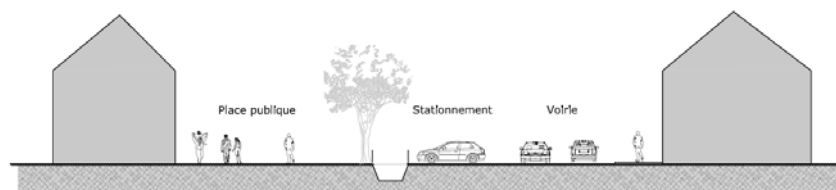


Coupe de principe – Réorganisation des fonctions © S&A - 2013

Comme signalé précédemment, il est également recommandé de limiter le stationnement au niveau des espaces de convivialité au minimum afin d'augmenter l'attractivité de ces zones.



Situation existante



Situation projetée

IV. Aménagement du Square des Combattants

Ce petit espace, situé en face de l'actuel musée Mulpas, est en lien direct avec la place d'Elouges. Il est à l'exception des abords du monument aux morts, actuellement entièrement minéralisé et ne dispose d'aucun aménagement permettant d'y organiser le stationnement.

Le projet consistera ici à :

- remettre en valeur le monument via de nouvelles plantations et éventuellement une mise en lumière adéquate ;
- réaménager l'espace situé en face du musée en zone de stationnement paysager à destination du musée (environ 15 emplacements). Afin de créer un ensemble cohérent, les aménagements réalisés seront identiques au reste de la place (type de revêtement, plantations, mobilier urbain, etc.).



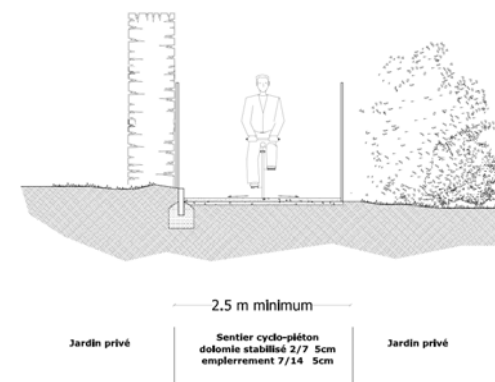
V. Sentier ouest

Actuellement, le sentier se subdivise en deux tronçons distincts :

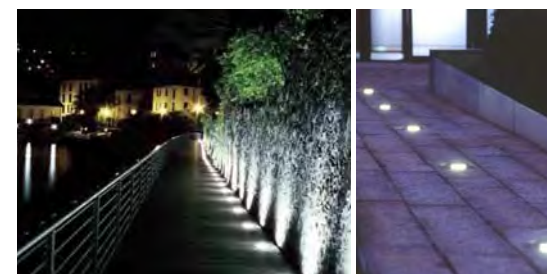
- un tronçon d'environ 140 m constitué de graviers qui coupe le cimetière en deux parties ;
- un tronçon d'environ 110 m ne disposant d'aucun revêtement, permettant de rejoindre la rue Quevauville.



Ces deux tronçons présentent une largeur moyenne d'environ 2,5 m, l'objectif est de réaménager ceux-ci afin de pouvoir permettre les déplacements cyclo-piétons. Une coupe de principe est présentée ci-dessous.



En outre, le nouveau cheminement pourrait faire l'objet d'un éclairage afin de diminuer le sentiment d'insécurité. Ce dernier pourrait notamment être réalisé via un éclairage discret au sol.



Elairage au sol © www.re-majeur.com, www.archiexpo.fr

Origine de la demande

- Réunions d'information et de consultation de la population ;
- Groupes de Travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune de Dour.

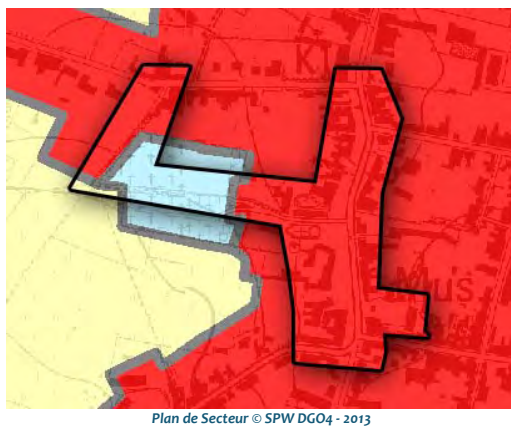
Localisation

Rue du commerce à Elouges

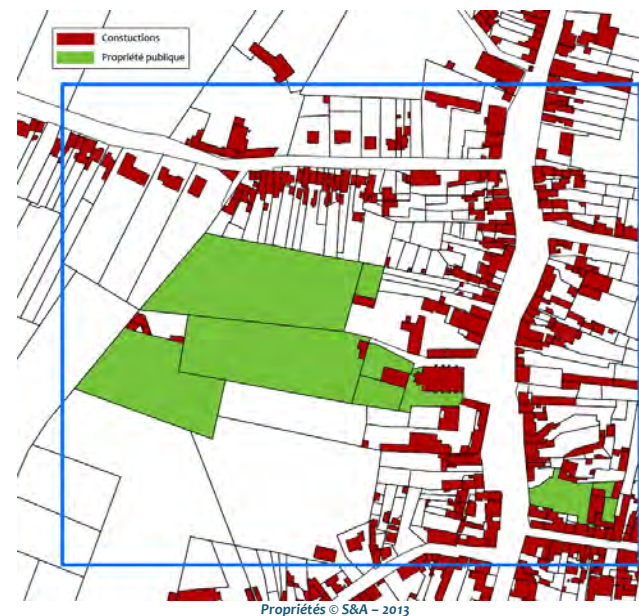


Statut au plan de secteur

Zone d'habitat et zone d'équipement communautaire pour une partie du sentier.



Statut de propriété



Tâches à réaliser

- Recherche de subsides ;
- Rédaction d'un CSC, appel d'offre, consultation et désignation d'un bureau d'études ;
- Démarrage de l'étude, réalisation d'une esquisse et d'un avant-projet avec une estimation précise ;
- Pour chaque phase, organisation de réunions plénières avec les différents intervenants (IBSR, police, impétrants, SPW, pompiers, etc.) ;
- Consultation de la CCATM, de la CLDR et des riverains ;
- Approbation du Collège communal ;
- Demande de permis d'urbanisme ;
- Réalisation du dossier d'exécution ;
- Appel à la concurrence et mise en œuvre ;
- Implication des habitants dans l'entretien des espaces.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.5 - Aménager le quartier de la Citadelle à Elouges ;
- FP 1.7 - Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas) ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce – Réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce – Intersection ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale.

Impact environnemental

- Le site est à l'heure actuelle très peu végétalisé. Le projet devrait remédier à cette situation en proposant de verduriser la zone à l'aide d'essences indigènes et/ou mellifères.
- Les matériaux et les aménagements proposés respectent autant que possible les principes de durabilité, de normes et d'intégration paysagère.
- Le placement de matériaux semi-perméables et/ou perméables permettra une meilleure gestion des eaux pluviales et de ruissellement.

Impact social

- Le but premier de cet aménagement est de recréer des liens entre voisins et habitants du village d'Elouges et en leur fournissant un espace plus identitaire et convivial.
- Le projet permettra de diminuer le sentiment d'insécurité routière au niveau de la zone, notamment via la réorganisation des fonctions.

Impact économique

- Le réaménagement des centres a pour but de redynamiser le village et de susciter l'envie d'y créer du commerce de proximité.
- Amélioration de l'image de la vie contribuera aux retombées économiques liées à l'activité touristique.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Sans objet.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€								
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidies pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les :<ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir)- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Triennal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la	De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1 ^{er} et 3 ^{ème} , du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public. Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.									

		réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L33413 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CLDL).		
DO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidiés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidiés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjudgés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et wateringues (article 21er,1)
DO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisée. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Arrêté du Gouvernement wallon du 13-05-2004 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire. Décret du 05-07-1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les Technologies. Décret du 09-12-1993 relatif aux aides et aux investissements de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.
DO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges	Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire

		type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en oeuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.	frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.	2011
--	--	--	---	------

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Nécessité d'aménager un espace couvert éphémère pour divers événements et marchés du terroir sur la place.

Eat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans objet

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

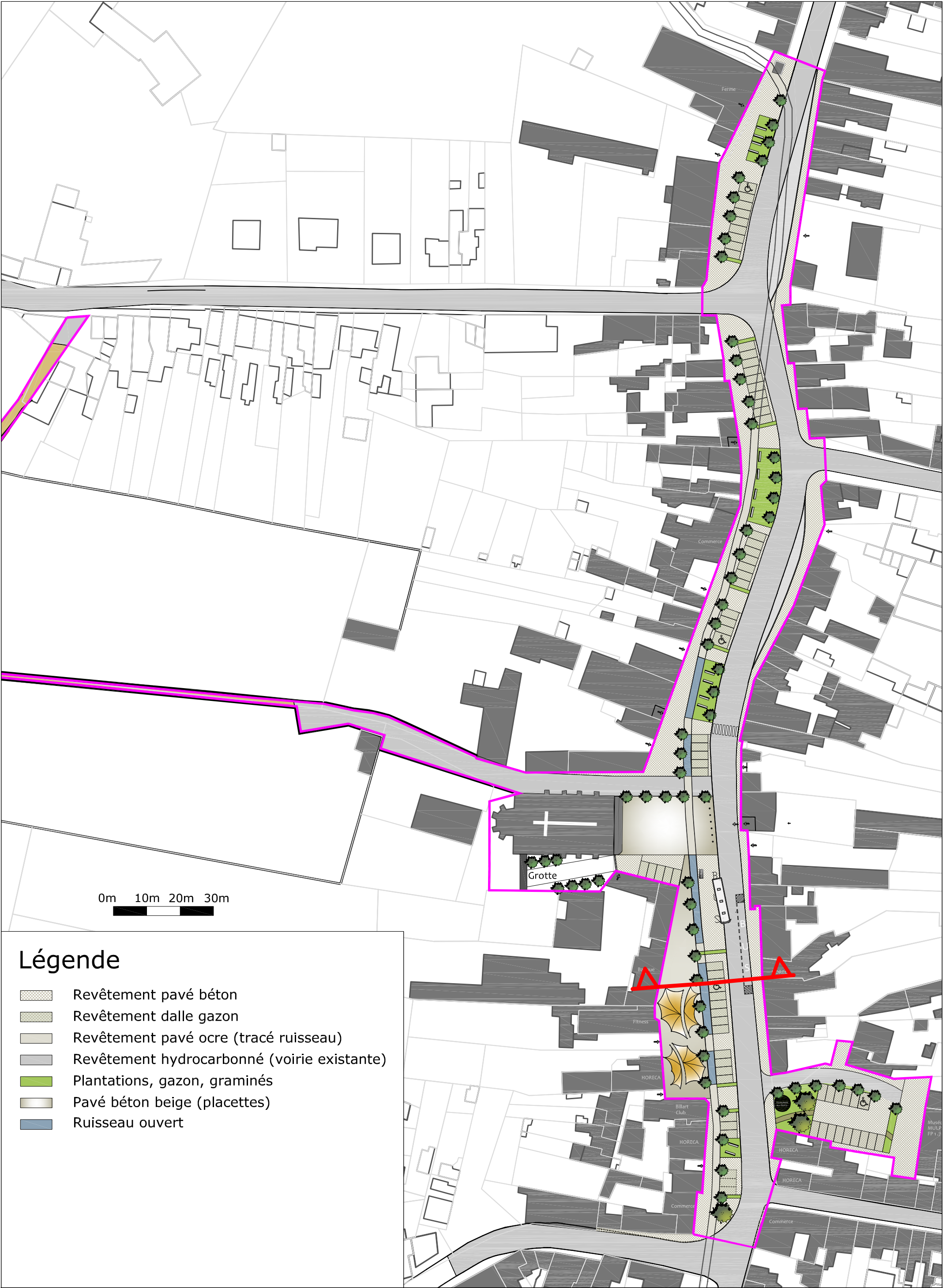
- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4 ;
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Comité des fêtes, associations locales ;
- Implication de la population dans l'entretien de l'espace de convivialité (rôle de surveillance, repérage des problèmes, ...) ;

Estimation financière

- Estimation globale HTVA : +/- 728.000 €
- Estimation globale TVAC : +/- 880.000 €

Annexes

- Annexe 1 : Esquisse ;
- Annexe 2 : Métré estimatif.



Légende

- Revêtement pavé béton
- Revêtement dalle gazon
- Revêtement pavé ocre (tracé ruisseau)
- Revêtement hydrocarbonné (voirie existante)
- Plantations, gazon, graminés
- Pavé béton beige (placettes)
- Ruisseau ouvert

Aménager le coeur de village d'Elouges- Métré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.3

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Démolitions, déblais et évacuation (ensemble du projet)	QP	m²	6253	€ 8,00	€ 50.024,00
Amménagement de la place					
Fourniture et pose de béton désactivé	QP	m²	1528	€ 80,00	€ 122.240,00
Fourniture et pose de pavés béton, y compris fondation	QP	m²	3335	€ 60,00	€ 200.100,00
Fourniture, pose et raccordement d'avaloirs	PU		8	€ 800,00	€ 6.400,00
Marquage	PG				€ 2.500,00
Plantations: arbres hautes-tiges, arbustes et gazon	PG				€ 20.000,00
Fourniture et pose de luminaires	PG				€ 8.000,00
Fourniture et pose de mobiliers urbains	PG				€ 20.000,00
Fourniture et pose d'éléments linéaires	QP	m	1356	€ 45,00	€ 61.020,00
				Sous total	€ 440.260,00
Réaménagement du sentier et éclairage					
Dolomie stabilisée	QP	m	250	€ 57,00	€ 14.250,00
Eclairage au sol	QP		50	€ 150,00	€ 7.500,00
				Sous total	€ 21.750,00
Mise en valeur du ruisseau					
Ouverture du ruisseau	PG				€ 100.000,00
				Sous total	€ 100.000,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 31.601,70
Bureaux d'études					
Architecte	QF	%	7%		€ 46.454,50
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF		2%		€ 13.272,71
Responsable PEB (rénovation importante)	QF				
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 4.645,45
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 728.008,36
TVA 21%					€ 152.881,76
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 880.890,12

Aménager le cœur de village de Wihéries

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.3. Valoriser les entrées, les espaces publics et les cœurs de villages de l'entité.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E.2. Développement du tourisme culturel.
- E.3. Développement du tourisme historique.

Justification du projet

La restructuration des centres villageois ainsi que d'autres endroits clefs est un projet particulièrement stratégique qui permet de répondre aux objectifs de cohésion sociale, de cadre de vie et de mobilité. On peut constater que le manque de convivialité potentiel pourrait être lié en particulier à l'omniprésence du trafic routier, le manque d'espace public central qui aurait vraiment valeur de cœur de village.

Le centre du village de Wihéries est actuellement pourvu d'un grand nombre de places, d'espaces publics et de salles communales (Salon des Bleus, Royale Harmonie, Maison de quartier, Maison du Peuple) arborant un patrimoine architectural relativement intéressant. La problématique est que ces différents éléments ne sont pas directement reliés entre eux par des aménagements concrets et sécurisés (trottoirs absents ou trop étroits). On peut aussi constater une certaine vétusté des aménagements actuels ainsi qu'un manque de mise en valeur de différents éléments patrimoniaux.

Dans l'état actuel, il apparaît que trois quartiers ou points d'intérêts manquent de liant faute d'aménagements adéquats :

- au nord du village, le parc communal, son kiosque et son ancienne maison communale. Le kiosque y est mal mis en valeur et les abords de l'espace multisport sont à réaménager afin de diminuer son impact visuel. Le lien entre le parc communal et l'accès à l'école est également à valoriser et à renforcer.
- au centre, la place du jeu de balle et sa magnifique Maison du Peuple '(classé). La place est actuellement un espace entièrement minéral où le stationnement se fait de manière anarchique. La Maison du Peuple y est donc mal mise en valeur.
- au sud-ouest, la place de l'église. Un grand espace de stationnement perturbe actuellement la perspective sur l'édifice religieux. En effet, l'église est très visible à partir du début de la rue et un réaménagement complet de la place est à envisager afin de valoriser l'espace.

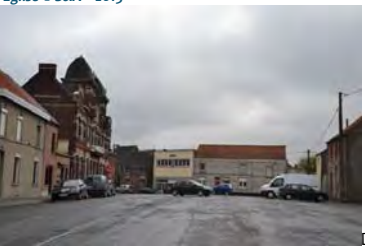


Vue depuis la rue de l'église © Google Street View - 2013

¹ La maison du peuple fut construite sur les plans de l'architecte Maurice Mailleux et terminée en 1922. Elle rappelle que Wihéries est un village rural, influencé dans son développement par l'industrialisation entamée au 19^{ème} siècle. De belle allure, elle dresse une façade de style éclectique parfaitement symétrique et animée de briques blanches décoratives.



1. Place de l'Eglise © S&A – 2013



2. Place du jeu de balle et Maison du Peuple © S&A - 2013



3. Maison communale et parc communal © S&A – 2013

Description du projet

I. Renforcer les liens entre les points d'intérêt formant le cœur de village

Afin de renforcer les liens entre les principaux espaces de référence du cœur de village de Wihéries un réaménagement complet des cheminements piétonniers (trottoirs) est proposé. Certaines voiries ont déjà fait l'objet d'un réaménagement récemment, il s'agit des rues Nacfer et Ferrer. Afin d'obtenir un ensemble cohérent et une meilleure lisibilité des cheminements, il apparaît essentiel de prolonger les aménagements déjà réalisés au niveau des rues de la Carrière, de la Place du Jeu de Balle, de la rue du Moulin et de la rue de l'Eglise à l'aide de matériaux identiques (pavés béton « rosé/bruyère »).

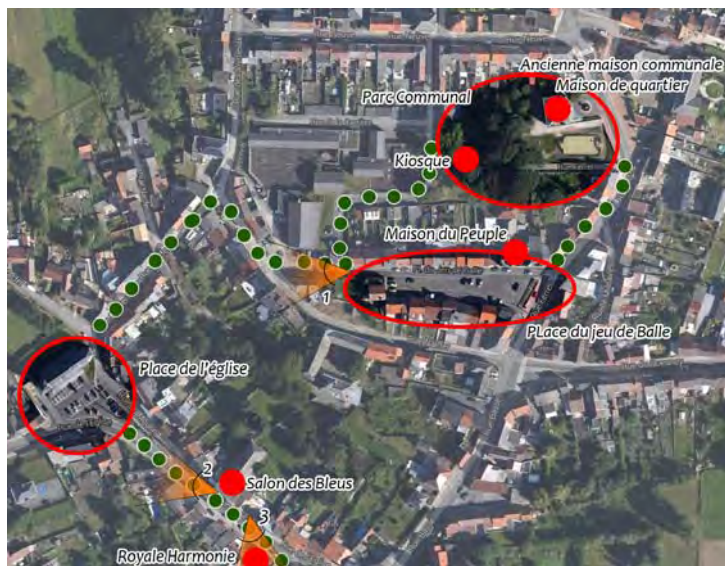


Schéma de localisation des interventions © S&A
Rues dont les trottoirs sont à réaménager © S&A - 2013



II. Réaménagement des espaces références du cœur de village

1. La place de l'église

Actuellement, la totalité de cet espace est allouée à des fonctions de stationnement ce qui a pour effet de dénaturer l'élément patrimonial que constitue l'église. Outre le réaménagement de l'ensemble de l'espace en termes de matériaux, la présente fiche-projet propose de diminuer la fonction de stationnement (diminution de moitié de l'offre actuelle) afin de pouvoir créer une petite zone de convivialité (placement de mobilier urbain) à proximité de l'entrée de l'église et d'y créer ainsi un véritable parvis.



La petite zone verte existante à la pointe sud-est pourrait également être élargie afin d'y créer un nouvel espace vert public.

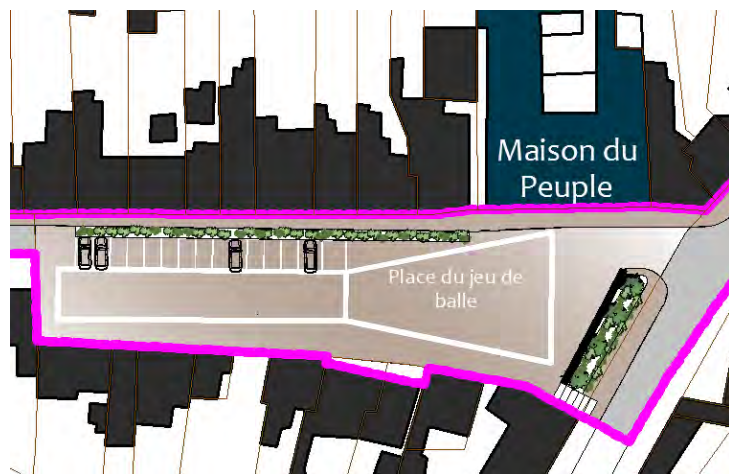
Enfin, on veillera à dissimuler au maximum le nouvel espace de stationnement via l'intégration de plantations (haies indigènes).

2. La place du jeu de balle et sa Maison du Peuple

La place située au centre du village de Wihéries nécessite un aménagement permettant sa remise en valeur. Les possibilités restent néanmoins fortement limitées du fait de la nécessité de maintenir le terrain de jeu de balle et des possibilités de stationnement pour les riverains.

Il est proposé dans le cadre de cette fiche-projet de :

- réaliser un aménagement sobre (béton désactivé) afin de permettre la pérennisation des activités précitées. Une nouvelle zone de stationnement clairement identifiable et agrémentée de quelques plantations pourrait être envisagée dans la moitié ouest de la place ;
- placer, dans la mesure du possible, quelques éléments de mobilier urbain (bancs) qui pourraient être utilisés notamment lors des rencontres sportives de l'équipe locale ;
- mettre en valeur la Maison du peuple via une mise en lumière adéquate ;
- de réaménager le petit espace public situé rue Ferrer. En effet, celui-ci présente un aspect peu dynamique et vétuste. De nouvelles plantations (par exemple graminées), le placement d'un monument ou d'une œuvre d'art en lien avec l'histoire du village et sa mise en lumière devrait permettre de « moderniser » l'image du lieu et de mieux marquer l'entrée de cet espace référence.

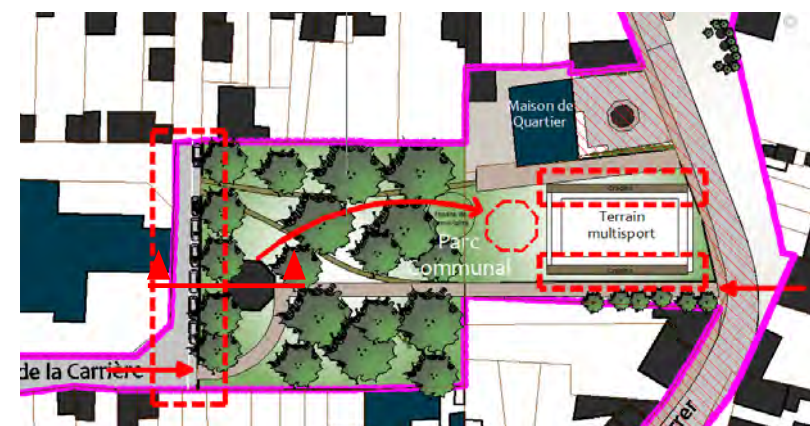


Place du jeu de balle © S&A - 2013

3. Le parc communal, le kiosque et la Maison de Quartier

Les aménagements proposés pour cette zone sont les suivants :

- Création d'un cheminement piétonnier depuis la rue de la Carrière permettant de traverser le parc pour rejoindre le terrain multisport et la rue Ferrer ;
- Réorganisation du stationnement le long de la rue de la Carrière à proximité du parc. Il semble en effet essentiel de clairement distinguer les fonctions de circulation automobile, de stationnement et de parc. Pour ce faire, les emplacements de stationnement seront clairement identifiés et séparés de la zone de parc par une limite physique (muret, gabions, haie, etc.) ;
- Rafraîchissement des abords du terrain multisport, essentiellement en ce qui concerne les gradins qui devraient être remplacés.
- Interventions au niveau du kiosque en vue d'en améliorer la visibilité (éventuellement prévoir le déplacement de celui-ci).



Parc Communal © S&A - 2013



Stationnement en bordure du parc © S&A

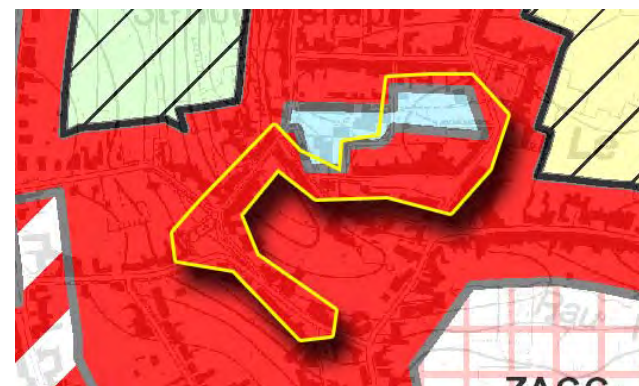


- Réunions d'information et de consultation de la population ;
- Groupes de Travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune de Dour.

[illegible]

Localisation © Google Maps - 2013

L'ensemble du périmètre d'étude se trouve en zone urbanisable au plan de secteur excepté l'école qui se trouve en zone d'équipements communautaires.



Plan de secteur © SPW – DGO4 – 2013

Propriétés © S&A – 2013

- Recherche de subsides ;
- Rédaction d'un CSC, appel d'offre, consultation et désignation d'un bureau d'études ;
- Démarrage de l'étude, réalisation d'une esquisse et d'un avant-projet avec une estimation précise ;

- Pour chaque phase, organisation de réunions plénières avec les différents intervenants (IBSR, police, impétrants, SPW, pompiers, etc.) ;
- Consultation de la CCATM, de l'école, de la CLDR et des riverains ;
- Approbation du Collège communal ;
- Demande de permis d'urbanisme ;
- Réalisation du dossier d'exécution ;
- Appel à la concurrence et mise en œuvre ;
- Implication des habitants dans l'entretien des espaces.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce : réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce : intersections – interconnexions ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.6 - Restaurer la maison citoyenne de Wihéries ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs.

Impact environnemental

- Les matériaux et les aménagements proposés respecteront autant que possible les principes de durabilité, de respect des lois et d'intégration paysagère.
- Les sites et places sont, à l'heure actuelle, très peu végétalisés. Le projet devrait remédier à cette situation en proposant de verdiriser les zones.

Impact social

- Garantir la cohésion sociale et les relations de proximité qui existent dans le cœur du village.
- Renforcer les liens entre les différents lieux et espaces de références comme la Maison du Peuple, le Salon des Bleus, L'Harmonie, l'Eden, le parc, l'école ou la Maison de Quartier.

Impact économique

- Le réaménagement des centres a pour but de redynamiser le village et de susciter l'envie d'y créer du commerce de proximité.
- L'amélioration de l'image de la vie contribuera aux retombées économiques liées à l'activité touristique.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Sans Objet.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidies pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - Infraspports	Ce subsidie est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier. Le programme "Sports de rue" comprend : <ul style="list-style-type: none">- D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer)- D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. Exemples : <ul style="list-style-type: none">- pistes de pétanque,- tables, bancs, mobilier urbain,- espaces pour roller et skateboard,- terrains de sports annexes,- plaine de jeux ;- éclairage, clôtures ;- circulations, abords et plantations.	Le taux du subsidie est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.001 EUR et 1.500.000 EUR, le subsidie est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subsidie n'est pas accordé.	Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.									
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									

		<p>PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts) 		
<p>OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments</p>	<p>Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Triennal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque</p>	<p>Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CLDL).</p>	<p>De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1° et 3°, du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006.</p> <p>Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.</p> <p>Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.</p>
<p>OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement</p>	<p>Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics</p>		<p>Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidiés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidiés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjugés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.</p>	<p>Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et wateringues (article 2 1er, 1)</p>
<p>OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie</p>	<p>Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie</p>	<p>Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en</p>	<p>EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de</p>

		<p>énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.</p>	<p>puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base</p>	<p>subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Arrêté du Gouvernement wallon du 13-05-2004 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire. Décret du 05-07-1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les Technologies. Décret du 09-12-1993 relatif aux aides et aux investissements de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.</p>
<p>OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments</p>	<p>Plan air-climat : éclairage public</p>	<p>Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en oeuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.</p>	<p>Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.</p>	<p>Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011</p>

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Reconnexions des différents espaces entre eux.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Plusieurs rues ont déjà été réaménagées par la commune.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGo1, DGo3 et DGo4
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Comité des fêtes, associations locales ;
- Implication de la population dans l'entretien de l'espace de convivialité (rôle de surveillance, repérage des problèmes, ...)

Estimation financière

- **Estimation globale HTVA** : +/- 590.000 € (Hors éventuel déplacement du kiosque)
- **Estimation globale TVAC** : +/- 715.000 € (Hors éventuel déplacement du kiosque)

Annexes

- Annexe 1 : Esquisse ;
- Annexe 2 : Métré estimatif.

Aménager le coeur de village de Wihéries- Mètré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.4

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Démolitions, déblais et évacuation (ensemble du projet)	QP	m²	4066	€ 8,00	€ 32.528,00
Trottoirs					
Fourniture et pose de pavés béton, y compris fondation (trottoirs)	QP	m²	960	€ 60,00	€ 57.600,00
Fourniture et pose d'éléments linéaires	QP	m	416	€ 45,00	€ 18.720,00
				Sous total	€ 76.320,00
Parc communal					
Aménagements gabions	PG				€ 3.000,00
Gradins espace multisport	PG				€ 5.000,00
Revêtement pour sentier (empierrement stabilisé)	QP	m²	349	€ 22,00	€ 7.678,00
Fourniture et pose de béton désactivé (zone de parking nord)	QP	m²	889	€ 80,00	€ 71.120,00
				Sous total	€ 86.798,00
Place du jeu de balle					
Fourniture et pose de béton désactivé	QP	m²	2111	€ 80,00	€ 168.880,00
Fourniture et pose de pavés béton, y compris fondation	QP	m²	336	€ 60,00	€ 20.160,00
Fourniture, pose et raccordement d'avaloirs	PU		8	€ 800,00	€ 6.400,00
Marquage	PG				€ 1.500,00
Plantations: arbres hautes-tiges et arbustes	PG				€ 4.000,00
Fourniture et pose de luminaires	PG				€ 6.000,00
Aménagements gabions	PG				€ 2.000,00
Mise en valeur Maison du Peuple (éclairage)	PU		9	500	€ 4.500,00
Fourniture et pose d'éléments linéaires	QP		261	€ 45,00	€ 11.745,00
				Sous total	€ 225.185,00
Place de l'Eglise					
Fourniture et pose de béton désactivé	QP	m²	418	€ 80,00	€ 33.440,00
Fourniture et pose de pavés béton, y compris fondation	QP	m²	208	€ 60,00	€ 12.480,00
Fourniture, pose et raccordement d'avaloirs	QP		4	€ 800,00	€ 3.200,00
Plantations: arbres hautes-tiges et arbustes	PG				€ 3.000,00
Fourniture et pose de luminaires	PG				€ 4.000,00
Fourniture et pose de dalles gazon, y compris fondations	QP	m²	140	€ 55,00	€ 7.700,00
Fourniture et pose d'éléments linéaires	QP	m²	190	€ 45,00	€ 8.550,00
Fourniture et pose de revêtements hydrocarbonés	QP	m²	171	€ 55,00	€ 9.405,00
				Sous total	€ 81.775,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 26.130,30
Bureaux d'études					
Architecte	QF	%	7%		€ 38.411,54
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF				
Responsable PEB (rénovation importante)	QF				
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 3.841,15
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 590.989,00
TVA 21%					€ 124.107,69
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 715.096,68

Aménager le quartier de la Citadelle à Elouges

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- B2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Le quartier de la Citadelle est un regroupement d'habitations très anciennes et présentant une architecture très simple mais typique du milieu rural. Ce quartier et sa typologie existaient, en effet, déjà sur les cartes Ferraris à la fin du 18^{ème} siècle.

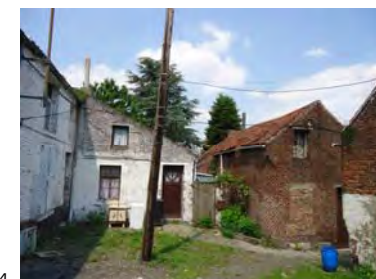


Carte de Ferraris – 1777 © www.kbr.be

Le quartier occupe une place stratégique au sein du Village d'Elouges. Celui-ci est en effet situé à proximité directe de plusieurs points d'intérêts tels que l'école, la principale rue commerçante ou encore la place. Le site est en outre emprunté tous les jours par de nombreux élèves se rendant à pied à leur école.

Malheureusement, depuis plusieurs années le quartier se dégrade. Nombre de bâtiments y sont en effet totalement vétustes et insalubres au point qu'ils pourraient constituer une menace pour les riverains et visiteurs de passage. De même, les cheminements piétons et ruelles existantes au sein du quartier sont à entièrement revoir. Enfin, les infrastructures techniques (pylônes, câbles de distributions électrique, éclairage) sont plus aux normes et constitue un point noir du point de vue paysager.

De par son organisation spatiale typique et la typologie de ses habitations, le quartier de la Citadelle mérite une remise en valeur et ceci tant au niveau des liaisons piétonnes qu'au niveau des habitations elles-mêmes. Son réaménagement, sa sécurisation et sa valorisation se justifient pleinement pour répondre aux objectifs définis dans le cadre de l'Opération de Développement Rural.





12



13

Description du projet

L'objectif principal au niveau des bâtiments existants au sein du quartier consiste à recréer un nouveau quartier de qualité, convivial et respectueux de la typologie existante. Le projet envisage également le rachat ou l'expropriation par la commune de plusieurs bâtiments en vue d'y créer des logements publics de qualité.

Outre les interventions sur le quartier de la Citadelle proprement dit, le projet vise également à :

- Créer une liaison piétonne forte et sécurisée entre le quartier de la Citadelle et l'école voisine à destination essentiellement des élèves ;
- Créer un espace public de qualité au niveau des terrains non aménagés du Logis dourois.

Le schéma ci-dessous reprend les sous-zones du périmètre d'étude.

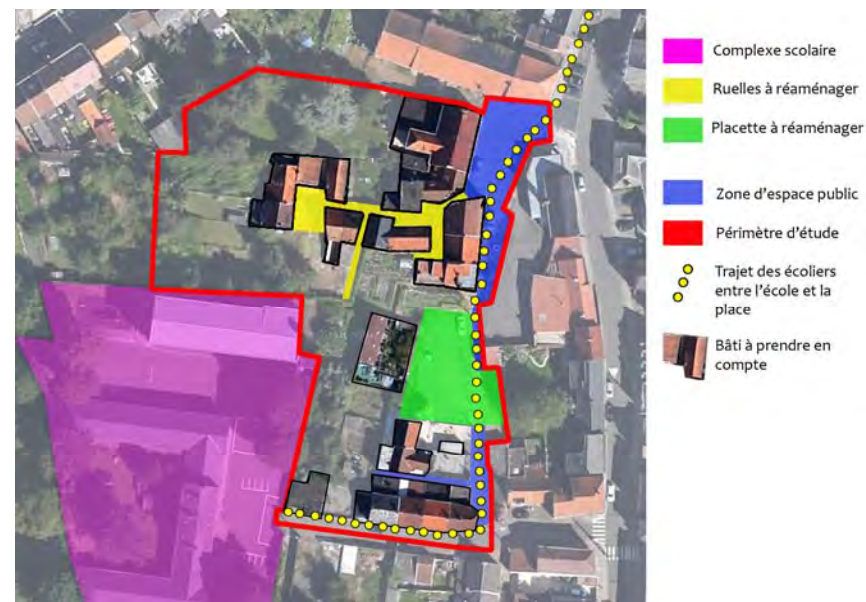


Schéma général © S&A - 2013

I. Servitudes et espaces non bâtis au sein du quartier

I.1. Aménagement proposé

Les petites ruelles situées entre les constructions existantes du quartier de la citadelle sont actuellement revêtues de pavés anciens. Le projet prévoit une réfection complète de ces cheminements tout en gardant exactement le même matériau typique et rustique. Notons que la placette située en bordure est du quartier a fait l'objet d'un réaménagement complet il y a plusieurs années. Dans un souci de cohérence un réaménagement similaire de ces ruelles devrait être envisagé.

Enfin, en terme d'équipements techniques le réaménagement de ces ruelles devra permettre d'assainir le site en enterrant les différents impétrants.

Signalons que ces espaces (en jaune sur la carte ci-dessous) appartiennent actuellement tous à des propriétaires privés. Une expropriation ou une rétrocession de ceux-ci à la commune de Dour devra être envisagée.



Ruelles du quartier de la citadelle et revêtement en pavé oblong © S&A - 2013



Placette d'entrée du site © Vue aérienne - Google Map - 2013

Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 1,5

I.2. Eclairage

Afin de valoriser le quartier, le projet prévoit d'y réaliser un éclairage particulier. Vu l'étroitesse des ruelles et le caractère patrimonial des façades des bâtiments, il ne serait pas judicieux d'appliquer une série de lampadaires traditionnels adossés aux façades. Il paraît dès lors plus opportun d'appliquer au site un éclairage par le sol afin de sécuriser les ruelles et de valoriser le bâti. Les images ci-dessous représentent quelques types d'illuminations par le sol.



Eclairage au sol © www.re-majeur.com, www.archiexpo.fr



Eclairage par le sol à Couvin © S&A - 2013

Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 1,5

II. Espace public au nord du quartier

II.1. Aménagement proposé

Cet espace, situé à mi-chemin entre le quartier de la citadelle et l'école et situé au centre de la zone d'étude (en vert sur le schéma général), appartient actuellement au Logis dourois. La zone ne dispose actuellement d'aucun aménagement et sert actuellement de zone de stationnement pour les habitants des habitations voisines. Rappelons en outre que celle-ci est traversée presque quotidiennement par les élèves de l'école.

Il est proposé dans le cadre de cette fiche de réaménager cet espace afin d'y permettre les fonctions suivantes :

- Zone de cheminement piéton ;
- Stationnement à destination des riverains ou de l'école ;
- Espaces publics de convivialité et espaces verts (mobiliers urbains, plantations, etc.)

Dans un souci de continuité et de cohérence dans les divers aménagements de la zone, le réaménagement de cet espace utilisera des matériaux identiques à ceux prévus précédemment (pavés oblong en pierre naturelle). Afin d'améliorer la lisibilité de la zone, des teintes différentes pourront être utilisées pour les zones réservées à la circulation automobile et aux piétons.



Pavé pierre naturelle © www.pierreesol.com - 2013

II.2. Modifications des sens de circulation

Une modification des sens de circulation pourrait être envisagée au droit du périmètre afin de sécuriser les nouveaux espaces publics prévus et de renforcer la convivialité de la zone. Une zone exclusivement réservée aux piétons pourrait dès lors voir le jour en concertation avec les riverains et le propriétaire des terrains concernés (Logis dourois). Idéalement la circulation automobile pourrait être exclue à l'aide de bornes ou de potelets amovibles.

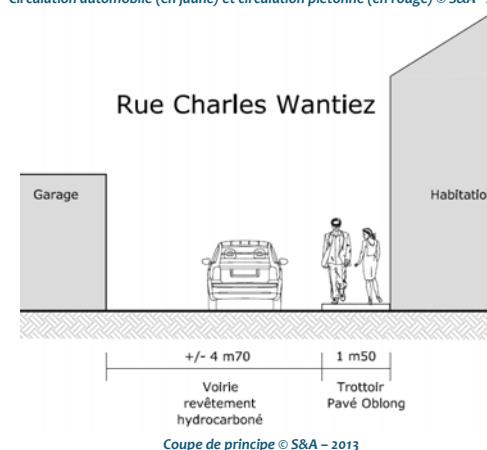
III. Liaison piétonne (école/place)

L'action consistera essentiellement en la sécurisation du trajet emprunté par les élèves entre l'école au sud-ouest du site et la place au nord. Le revêtement existant étant relativement vétuste, le cheminement sera intégré dans l'aménagement de la placette (pavé pierre naturelle).

L'intervention proposée au niveau de la rue Charles Wantiez consiste à recréer un cheminement piéton plus large que l'existant (minimum 1,5m de large) du côté droit de la voirie ce qui correspond au côté où sont situées les habitations. Le côté gauche, alloué actuellement à une fonction de garage, pourrait quant à lui être réaffecté entièrement à la voirie.



Circulation automobile (en jaune) et circulation piétonne (en rouge) © S&A - 2013



IV. Intervention au niveau du bâti

Les interventions au sein du quartier peuvent se subdiviser en 4 types :

- rénovation totale ;
- ravalement de façade ;
- conservation et mise en valeur pour les bâtiments nécessitant aucune intervention particulière ;
- éventuellement, démolitions et reconstructions pour les bâtiments les plus dégradés et représentant un danger.

Rappelons néanmoins que l'ensemble du site appartient à des propriétaires privés. Une collaboration forte entre la commune et les propriétaires est nécessaire afin de mener à bien l'ensemble du projet.

IV.1. Rénovation totale

Suite aux visites de terrains, il apparaît qu'une rénovation totale (extérieure et intérieure) devrait concerner quatre bâtiments au minimum (localisés sur l'esquisse en annexe). Les travaux de rénovation à prévoir seront très lourds et concerneront tous les postes : isolation, le remplacement des châssis, électricité, chauffage, ventilation, finition intérieure, façades, toitures, etc. Afin de respecter les critères de salubrité pour les logements, il va de soi que les travaux de rénovation devront prévoir l'ouverture de nouvelles baies.



D'après nos estimations, les travaux de rénovations concerneraient un total d'environ : 364 m² plancher répartis en 5 bâtiments (cf. esquisse en annexe).

IV.2. Ravalement de façades

Au sein du quartier, plusieurs bâtiments sont toujours occupés. Faute de visite de ceux-ci, il n'est pas possible de juger de l'état interne de ceux-ci et du respect des critères de salubrité. Néanmoins, l'état des façades a pu être constaté. En première évaluation, il apparaît que cinq bâtiments mériteraient d'y effectuer des travaux de ravalement de façade afin d'en améliorer l'aspect esthétique et la conservation essentiellement. Ces derniers sont localisés sur l'esquisse en annexe.



Bâti ancien dont la façade devrait être restaurée © S&A

Signalons néanmoins que ces bâtiments appartenant à des privés, la commune disposera de peu de moyens légaux pour inciter les propriétaires à effectuer de tels travaux.

IV.3. Démolitions / reconstruction

Certains bâtiments présentent un état de délabrement tel qu'une démolition et par la suite une reconstruction pourrait être envisagée. Pour ce faire, il apparaît nécessaire de faire réaliser préalablement une étude de stabilité par un bureau spécialisé. Dans tous les cas, si cette solution s'avère nécessaire, lors de la reconstruction, on veillera à ne pas modifier la physionomie du quartier. Les nouveaux bâtiments devront dès lors présenter des gabarits et une volumétrie identique au bâti préexistant. Il en sera de même en ce qui concerne les matériaux de parement des élévations et de couverture de toiture.

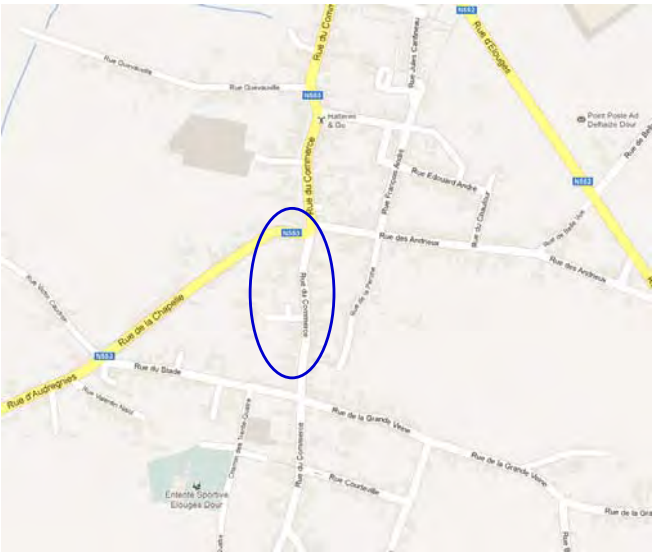
IV.4. Tableau récapitulatif des interventions à prévoir sur le bâti

N° du bâtiment sur l'annexe	Rénovation totale	Conservation	Façade	Surface au sol (m²)
1			X	73
2			X	40
3	X			47
4			X	47
5		X		45
6		X		257
7		X		44
8	X			28
9			X	34
10	X			40
11	X			37
12	X			30
13		X		94
14		X		34
15			X	56

Origine de la demande

- Réunion d'information et de consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

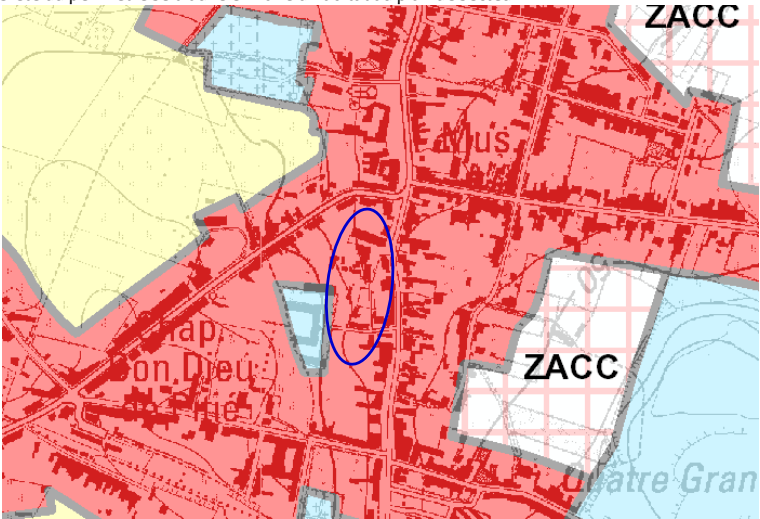
Localisation



Localisation générale © S&A - 2013

Statut au plan de secteur

L'entièreté du périmètre se trouve en zone d'habitat au plan de secteur



Plan de secteur © SPW – DGO4- 2013

Statut de propriété



Tâches à réaliser

- Entamer une concertation avec les propriétaires de la zone ;
- Réaliser une étude précise quant à l'état du bâti (étude de stabilité) ;
- Acquérir ou exproprier des parcelles privées au sein du périmètre ;
- Engagement d'auteurs de projet pour la réalisation des plans d'aménagement des espaces publics et des bâtiments ;
- Réaliser les travaux de rénovation des bâtiments et de réfection des cheminements et voiries concernées et recréer des logements sur certaines parcelles ;
- Réaménager la placette au centre du site.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.3 - Aménager le cœur de village d'Elouges ;
- FP 1.7 - Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas) ;
- FP 1.10 - Aménager le site Ferrand ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce - Réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce : intersections – interconnections ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale.

Impact environnemental

- L'application des normes de performances économiques du bâtiment dans les nouveaux logements ainsi que la réisolation des certaines toitures et murs auront un impact bénéfique sur l'environnement.

Impact social

- La revitalisation du quartier par l'aménagement d'espaces public et par la rénovation de certaines habitations renforcera le sentiment d'appartenance à son village et à son patrimoine tout en renforçant la convivialité et la sécurité.

Impact économique

- Sans objet

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Sans objet

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites	Ce subsidie est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier.	Le taux du subsidie est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA.	Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière									

	infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - Infraspports	Le programme "Sports de rue" comprend: - D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer) - D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. - Exemples : - pistes de pétanque, - tables, bancs, mobilier urbain, - espaces pour roller et skateboard, - terrains de sports annexes, - plaine de jeux ; - éclairage, clôtures ; - circulations, abords et plantations.	Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.000 EUR et 1.500.000 EUR, le subside est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subside n'est pas accordé.	d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Triennal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque	Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à	De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1° et 3°, du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public. Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.

		des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD).		
OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subventionnés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subventionnés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjudgés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 21er, 1)
OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Arrêté du Gouvernement wallon du 13-05-2004 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire. Décret du 05-07-1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les Technologies. Décret du 09-12-1993 relatif aux aides et aux investissements de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en oeuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.	Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011

<p>OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie</p>	<p>Subventions aux pouvoirs publics pour la création de logements sociaux ou moyens</p>	<p>Ce crédit permet la création de logements sociaux ou moyens par les pouvoirs locaux.</p> <p>Dans le cadre de l'ancrage communal, si l'on souhaite recourir aux subventions logement social ou logement moyen, il est préférable de passer une convention avec la Société de Logement de Service Public.</p>	<p>Pour du logement social :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 65 % du coût du logement en cas de construction ; 75 % si le logement est situé dans une zone visée à l'article 79 du Code ; - 75 % du coût du logement, en cas de réhabilitation, de restructuration, d'adaptation du bâtiment aménorable ou de démolition/reconstruction du bâtiment non aménorable. - Montant maximum dans le cadre de la subvention : 110.000 € <p>Pour du logement moyen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 40 % du coût du logement; 45 % si le logement est situé dans une zone visée à l'article 79 du Code. - Montant maximum dans le cadre de la subvention : 135.000 €. 	<p>Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190).</p> <p>Arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007.</p>
<p>OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie</p>	<p>Subventions aux pouvoirs publics pour la création de logements sociaux ou moyens</p>	<p>Ce crédit permet la création de logements sociaux ou moyens par les pouvoirs locaux.</p>	<p>Prévues dans l'ACW : deux plafonds : prix moyen par logement et prix au m².</p>	<p>Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190)</p> <p>Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007</p>
<p>OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie</p>	<p>Subventions aux opérateurs publics pour l'équipement de terrains</p>	<p>Ce crédit est destiné à couvrir les frais d'équipement en infrastructure d'ensembles de logements, c'est-à-dire les travaux de voirie, d'égouttage, de distribution d'eau, d'aménagements des abords, d'éclairage public et de certains équipements d'intérêt collectif, ainsi que l'équipement de terrains pour nomades.</p>	<p>Taux variables en fonction du type d'équipement et de la localisation.</p>	<p>Code wallon du Logement (Article 44 et 187 à 190)</p> <p>Arrêté du Gouvernement wallon du 24-11-2005 - AGW relatif à l'octroi par la Société wallonne du Logement d'une aide aux sociétés de logement de service public en vue de favoriser le montage, le développement et l'exécution d'opérations de partenariat public privé</p> <p>Arrêté ministériel du 16-03-1999 - AM relatif aux modèles de baux à passer entre le demandeur et l'opérateur immobilier et entre l'opérateur immobilier et le sous-locataire dans le cadre d'une opération de création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques</p>

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Etat des bâtiments et risque pour la santé humaine ;

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Néant

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour
- Privés
- Logis dourais

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4 ;
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Logis dourais ;
- Propriétaire privé ;

Estimation financière

- Estimation globale HTVA (hors achat des bâtiments) : +/- 975.000 €
- Estimation globale TVAC (hors achat des bâtiments) : +/- 1.180.000 €

Annexes

- Annexe 1 : Esquisse ;
- Annexe 2 : Métré estimatif.



- Rénovation de la façade
- Rénovation totale
- Bâti à conserver
- Bâti existant
- Marquage piéton
- Eclairage par le sol
- Potelets amovibles

- Revêtement Pavés
- Espace végétalisé
- Cours et jardins privés
- Périmètre d'étude
- Propriété publique (logis dourois)
- Parcelles cadastrales

Aménager le quartier de la citadelle à Elouges- Métré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.5

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Démolitions, déblais et évacuation (ensemble du projet)	QP	m²	1482	€ 8,00	€ 11.856,00
Aménagements espaces publics					
Fourniture et pose de pavés pierre naturelle, y compris fondation	QP	m²	84200,0%	€ 80,00	€ 67.360,00
Fourniture, pose et raccordement d'avaloirs	PU		1200,0%	€ 800,00	€ 9.600,00
Marquage	PG				€ 1.000,00
Plantations: arbres hautes-tiges et arbustes	PG				€ 3.000,00
Fourniture et pose de luminaires	PG		4200,0%	€ 150,00	€ 6.300,00
Mobilier urbain (bancs, potelet)	PG				€ 9.000,00
Fourniture et pose d'éléments linéaires	QP		12000,0%	€ 45,00	€ 5.400,00
				Sous total	€ 101.660,00
Rénovation des bâtiments					
Rénovation totale	QP	m²	36400,0%	€ 1.800,00	€ 655.200,00
Ravalement de façade	QP		500,0%	€ 10.000,00	€ 50.000,00
				Sous total	€ 705.200,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 41.935,80
Bureaux d'études					
Architecte	QF	%	7%		€ 61.645,63
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF		2%		€ 17.613,04
Responsable PEB (rénovation importante)	QF		1		€ 8.806,52
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 6.164,56
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 974.881,54
TVA 21%					€ 204.725,12
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 1.179.606,67

Aménager l'école du Dérodé

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- E. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- E. Développer des initiatives de formations essentiellement à destination des jeunes de l'entité.

Justification du projet

A Dour, plusieurs bâtiments communaux ont perdu leur affectation première et d'autres, sont complètement à l'abandon. C'était le cas notamment de l'ancienne école du Dérodé mais, afin d'éviter une détérioration progressive de son bien, la commune a pour l'instant mis le bâtiment à disposition des scouts (unité Elouges-Dour). La rénovation et la réhabilitation du patrimoine bâti communal s'inscrit clairement dans la politique globale d'assainissement et de réhabilitation des sites de la Région ainsi que dans l'esprit de sauvegarde du patrimoine bâti, de la suppression du bâti inoccupé ou inaffecté.

La présente fiche-projet propose donc de réaffecter et de rénover complètement cette ancienne école située au numéro 8 de la rue du Dérodé à Dour. Il serait aussi proposé à la « Royale Union Musicale de Petit-Dour » d'occuper ces locaux rénovés et de les partager avec les autres associations communales.

Le site, qui s'étend sur une superficie d'environ 3200m² (y compris la prairie), bénéficie d'une implantation stratégique au cœur de différents éléments patrimoniaux et naturels tels le bois de Colfontaine ou le site du Sauwartan situé à 700 mètres (ancien charbonnage et son châssis à molettes en béton, un des derniers de ce type existant encore en Wallonie – voir fiche-projet n°2.7), la campagne environnante ou le Parc Naturel des Hauts Pays (PNHP), etc. Le quartier est relativement calme, sécurisé et rural à la limite de trois communes : Dour, Colfontaine et Frameries.

Le long bâtiment de l'ancienne école (environ 250m² extramuros) présente quatre grandes pièces en enfilade (les anciennes classes de l'école) séparées par des cloisons et communiquant par des portes intérieures. Néanmoins, trois de ces pièces sont accessibles directement depuis la cour. Tout le long de cette façade côté cour, de grandes baies de 3 mètres de haut captent la lumière naturelle. A l'arrière, deux grandes baies offrent une vue sur la campagne (pièces centrales). Le site présente encore d'autres atouts tels :

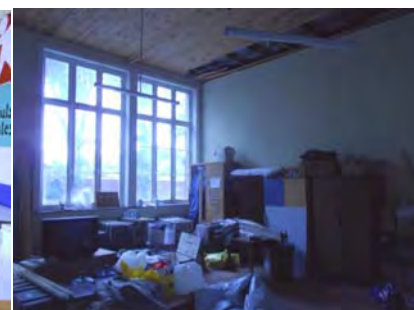
- qu'un grand jardin d'environ 1500 m² (en zone agricole au plan de secteur) situé juste à l'arrière et appartenant à la commune qui pourrait être dédié aux activités de plein air liées au site ;
- qu'une grande cour intramuros d'environ 1300 m² permettant également les activités extérieures des groupes ainsi que le stationnement ou les livraisons et chargements/déchargements aisés ;
- plusieurs arbres d'intérêt au sein de la cour.

L'idée d'y créer un espace d'accueil polyvalent est née de cette implantation stratégique, de la typologie adaptée des lieux et donc du potentiel d'accueil de groupes dégagé par ce site.

Reportage photographique



© Google © S&A - 2013



© S&A - 2013

Description du projet

I. Affectation

Après rénovation et transformation, l'ancienne école du Dérodé deviendra un espace d'accueil polyvalent pour les différentes associations communales, autres groupes d'ouïs dont la fanfare de Petit Dour ou également extérieurs (élèves en classes vertes, mouvements de jeunesse, etc.). Le futur programme de transformation intérieure peut se résumer en la création d'une grande salle polyvalente ainsi qu'une zone d'hébergement de groupes et, leurs services respectifs.

II. Démolitions/Rénovations

Le bâtiment principal présentant un état encore relativement bon et intéressant architecturalement (longue façade typique d'école de village donnant sur cour), il n'y a pas de démolition lourde à envisager au Dérodé. Néanmoins, la petite annexe des sanitaires ne présentant aucune qualité architecturale ni structurelle, sans lien avec le bâtiment principal, est à démolir. Une nouvelle annexe (de type « boîte services ») serait érigée discrètement et dans la continuité du projet architectural contre cette même façade. La continuité de cette annexe tiendrait lieu de porche d'entrée, de signal d'appel à l'entrée vers la salle principale de l'espace d'accueil polyvalent.



Situation existante/Exemple d'intervention discrète pour la nouvelle annexe © S&A – 2013

La façade avant présente de grandes baies sur tout son long mais la façade arrière, seulement deux grandes baies au centre. Nous proposons donc d'en percer deux nouvelles aux proportions identiques et de manière symétrique aux existantes afin d'apporter de la lumière et de l'aération naturelle dans le dortoir qui serait situé à l'arrière du bâtiment ainsi qu'un plus dans la salle polyvalente (en cas de division de celle-ci et donc de fermeture de la cloison mobile par exemple).

Une petite dépendance servant de débarras et située dans la cour est également à rénover et rafraîchir.

III. Aménagements extérieurs

Aucun aménagement lourd à proprement parler n'est indispensable et donc prévu pour les espaces extérieurs. La zone verte pourrait néanmoins être aménagée afin de pouvoir y développer des activités récréatives de plein air. Même s'ils ne seront pas aménagés, ceux-ci seront entièrement rafraîchis et entretenus. Ceci appuie la volonté d'offrir des espaces ouverts polyvalents permettant des activités de groupe si diverses soient-elles. De plus, la complémentarité entre un espace ouvert végétal et un espace ouvert minéral est un atout du site à renforcer.

Néanmoins, à l'entrée de la cour, quelques places de stationnement végétalisées et clairement identifiables pourraient être aménagées.

IV. Organisation de l'espace d'accueil polyvalent

L'entrée principale de l'espace d'accueil polyvalent est mise en évidence par l'intervention architecturale en bois et le porche d'entrée. Cette entrée donne accès à une grande salle polyvalente accessible tant aux associations qu'aux écoles ou mouvements de jeunesse. La salle représente la moitié de la surface totale du bâtiment existant, elle est pourvue d'une cloison amovible permettant de la diviser en deux parties plus petites (environ 40 et 50m² utiles), et donc, d'accueillir deux groupes simultanément. Un petit espace bar-kitchenette y est aménagé, y compris les raccordements nécessaires (eau, électricité et éventuellement gaz). Une autre double-porte existante est conservée et permet l'accès direct à la deuxième partie en cas de division de l'espace. Un petit local de rangement pour le matériel serait aussi prévu pour la Fanfare de Petit-Dour et autres associations (compartiments fermés, casiers de rangements, etc.)

La deuxième partie de l'ancienne école se destine au logement des groupes en cas de séjour au Dérodé. D'un côté, un grand dortoir et sa mezzanine peuvent accueillir jusqu'à 8 lits superposés ; de l'autre, un plus petit dortoir présente jusqu'à 4 lits superposés en mezzanine et deux petites chambres individuelles (professeur, accompagnant de groupe, etc.) : au total, environ 24 lits pour les groupes et 2 à 4 lits pour les chambres individuelles. Les mezzanines sont accessibles via un escalier ou une échelle de meunier. L'échelle de meunier permet de réduire fortement l'encombrement et donc d'aménager par exemple une zone de casiers de rangement pour les effets personnels des hôtes.

Une zone centrale regroupe les services nécessaires tant à la salle polyvalente qu'à l'hébergement de groupes (sanitaires et douches, réserve technique et kitchenette/bar). Précisons qu'une troisième porte permet un accès depuis l'extérieur directement dans la zone d'hébergement. Ces trois accès existants et conservés sont essentiels à la polyvalence et à l'utilisation simultanée des lieux.

V. Travaux de rénovation et équipements techniques

Des travaux de rénovation du bâtiment existant seront à entreprendre. Les postes principaux étant bien sûr l'isolation complète par l'intérieur, le remplacement des châssis ainsi que l'intégration d'un système de ventilation performant afin de répondre à la législation PEB, d'assurer un confort thermique aux futurs utilisateurs et de réduire les consommations d'énergie.

Les faux-plafonds étant complètement délabrés, leur démontage et évacuation s'impose ; de nouveaux faux-plafonds pourront alors être installés dans la salle polyvalente ainsi que dans la zone services (intégration des nouvelles techniques, diminution du volume à chauffer, isolation, etc.). La zone d'hébergement, elle, ne présentera pas de faux-plafond, dégagant un maximum de hauteur pour permettre la mezzanine. La charpente en bois sera alors laissée apparente dans cette partie.

La façade arrière donnant sur la campagne au sud-ouest (pluies et vents dominants notamment) est protégée par un bardage vertical en ardoises fibre ciment type Eternit. Ce bardage a vécu et est en très mauvais état, il y a lieu de le remplacer. Il serait intéressant d'envisager un nouveau bardage en bois qui permettrait d'un part, une approche plus contemporaine de la façade ainsi qu'un matériau plus chaud, plus durable et plus proche de la nature. Ce matériau a l'avantage de pouvoir être placé en tant que bardage continu (façade) ou discontinu (fenêtres). Ce placement de manière discontinue permet le passage de la lumière, la protection contre les surchauffes tout en assurant une continuité visuelle contemporaine de la façade ainsi qu'un jeu possible d'intimité plus ou moins importante souhaitée dans les locaux. En effet, les bardages des baies de la salle polyvalente seraient plus écartés que ceux des locaux services et dortoir.



Situation existante © S&A - 2013
Exemples d'intervention bardage bois

© Maison contemporaine – IXO Architectes sur pro.pagesjaunes.fr/Collège St-Joseph - Hoge architectes - 2013

Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 1.6



Origine de la demande

- Séance d'information de Dour (Plantis) ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Associations de la commune, mouvements de jeunesse, écoles, etc ;
- Commune.

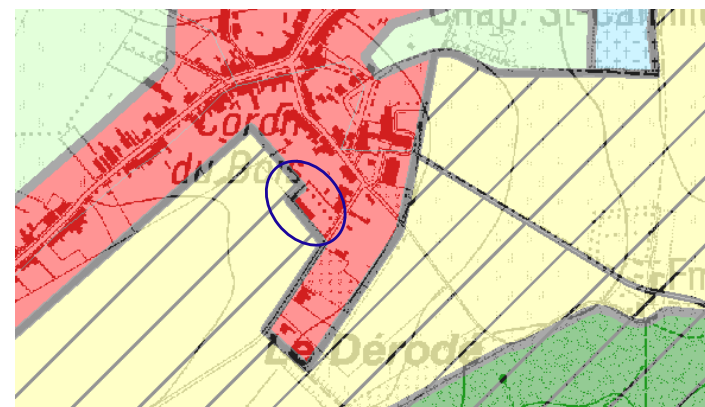
Localisation



© Google © S&A - 2013

Statut au plan de secteur

Zone d'habitat pour la cour et le bâtiment, zone agricole pour le jardin.



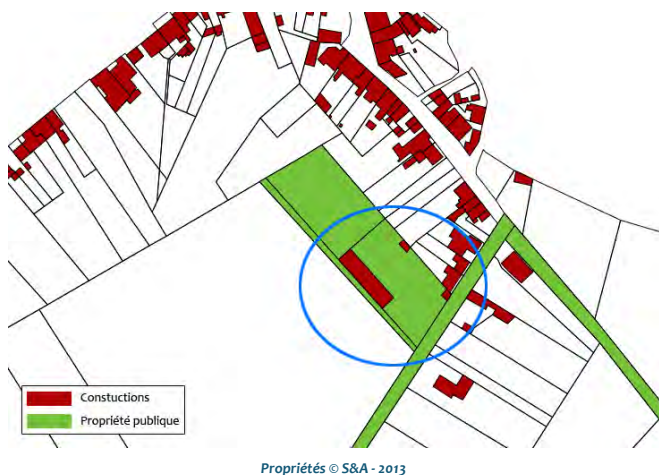
© SPW - DGO4 - 2013

Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 1.6



Statut de propriété

L'entièreté de la zone est de propriété communale.



Tâches à réaliser

- Répertoire et lister les actions précises à envisager dans la salle ;
- Etablir un cahier des charges ;
- Réaliser les modifications par ordre de priorité ;
- Maintenir le suivi des travaux.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.7 - Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas) ;
- FP 1.8 - Aménager l'ancienne école de Petit-Dour ;
- FP 1.9 - Installer un CCCJ ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.6 - Restaurer la maison citoyenne de Wihéries ;
- FP 2.7 - Créer un espace d'accueil polyvalent ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs.

Impact environnemental

- Dans un souci à la fois de montrer l'exemple et d'investir pour l'avenir, ce bâtiment public fera appel à des formules énergétiques allant dans le sens du développement durable : la rénovation des bâtiments permettra de les équiper aux normes actuelles et notamment de répondre à la PEB, à minimiser les impacts des pertes d'énergie du bâtiment et à favoriser les apports solaires gratuits ; la réflexion en termes de techniques du bâtiment sera orientée également vers des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire moins énergivores ; etc.

Impact social

- La rénovation de cet espace en salle polyvalente apportera un cadre logistique de qualité pour les citoyens ou autres et favorisera par là-même l'organisation d'activités culturelles diverses, renforçant ainsi la cohésion sociale.

Impact économique

- L'impact économique sera également positif via notamment l'augmentation de l'attractivité du site.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Personnel d'entretien et de maintenance du bâtiment et de ses abords.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
GO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subside est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
GO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidiés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidiés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjudés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 2 1 ^{er} , 1)									
GO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir)- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									
GO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	UREBA: 50 % pour audit et étude de pré-faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumul avec un autre subside pour le même objet, le taux est divisé par deux.	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments									
GO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : <ul style="list-style-type: none">- 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ;- 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 portant exécution du décret 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local. Décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et l'octroi de subventions aux agences de développement local									

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Etat de dégradation de la salle et nécessité de trouver un lieu de rassemblement pour divers activités culturelles, associations et jeunes.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans objet

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour en éventuel partenariat public-privé avec un investisseur immobilier.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants
- Comité des fêtes
- Implication de la population dans l'entretien de l'espace de convivialité (rôle de surveillance, repérage des problèmes, ...)
- Conseiller en prévention de la commune

Estimation financière

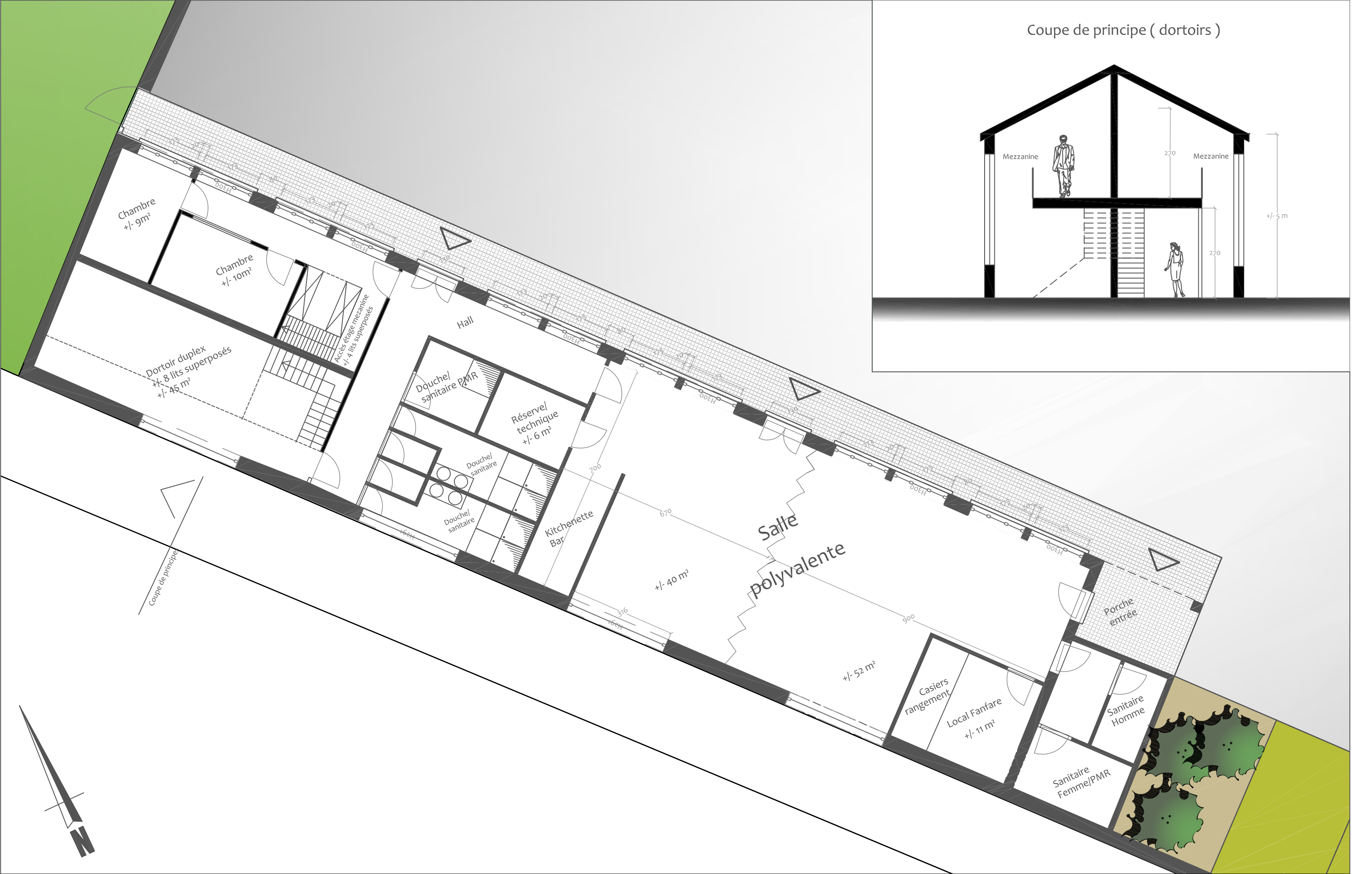
- Estimation globale HTVA : +/- 512.000 €
- Estimation globale TVAC : +/- 620.000 €

Annexes

- Annexe 1 : Esquisses (situation existante, implantation du projet et situation projetée) ;
- Annexe 2 : Métré estimatif.







Aménager l'école du Dérodé - Métré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.6

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Etat des lieux	PM				
Egouttage	PM				€ 10.000,00
Démolitions, déblais et évacuation	QP	m³			€ 5.000,00
Restaurations	QP	-			€ 12.750,00
Restauration parement (nouveau bardage bois)	QP	m²	150	€ 85,00	€ 12.750,00
Gros-œuvre	QP				€ 128.000,00
Nouvelles cloisons intérieures		m²	140	€ 800,00	€ 112.000,00
Nouvelle annexe		m²	20	€ 800,00	€ 16.000,00
Isolation thermique et acoustique (murs intérieurs et toiture)	QP	m²			€ 35.600,00
		m²	445	€ 80,00	€ 35.600,00
Nouvelles menuiseries	QP	-			€ 40.220,00
Portes extérieures en verre	QP	pce	3	€ 2.000,00	€ 6.000,00
Portes intérieures à peindre en bois	QP	pce	12	€ 85,00	€ 1.020,00
Châssis fenêtres fixes	QP	m²	83	€ 400,00	€ 33.200,00
Parachèvements (revêtements murs, sols, plafonds et cloisons)	QP				€ 91.200,00
M² Global		m²	270	€ 260,00	€ 70.200,00
Citerne E.P. 10.000l + alimentation sanitaire	QF	FF	1	€ 8.000,00	€ 8.000,00
Protection et détection incendie	QF	FF	1	€ 5.000,00	€ 5.000,00
Equipement cuisine /bar	QP	FF	1	€ 8.000,00	€ 8.000,00
Techniques spéciales bâtiment	QP	-			€ 87.510,00
Techniques spéciales (sanitaire, HVAC, électricité, éclairage)	QP	m²	270	€ 275,00	€ 74.250,00
Citerne E.P. 10.000l + alimentation sanitaire	QF	FF	1	€ 8.000,00	€ 8.000,00
Raccord électrique et point d'eau extérieurs	QP	FF	1	€ 260,00	€ 260,00
Protection et détection incendie	QF	FF	1	€ 5.000,00	€ 5.000,00
Aménagements extérieurs	QP				
Dalles gazon					
Plantations					
total travaux htva					€ 410.280,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 20.514,00
Bureaux d'études	QF				€ 61.811,16
Architecte (rénovation)	QF	%	12%		€ 49.233,60
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF	%	2%		€ 8.205,60
Responsable PEB (rénovation importante)	QF	FF	1		€ 1.500,00
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 2.871,96
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 512.605,16
TVA 21%					€ 107.647,08
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 620.252,24

Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas)

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).

Justification du projet

A Dour, plusieurs bâtiments communaux ont perdu leur affectation première et d'autres, sont complètement à l'abandon. L'ancienne maison communale d'Elouges a également perdu son affectation première lors de la fusion des communes mais n'est heureusement pas à l'abandon aujourd'hui car affectée en musée communal et sa conciergerie. Le bien est donc sous surveillance et entretenu par la famille l'occupant à titre « gratuit ». C'est aujourd'hui la commune qui finance l'entretien et les petits travaux du musée mais, le bâtiment est en mauvais état : problèmes d'humidité, châssis délabrés, électricité vétuste, structure portante du plancher des combles sous-dimensionnée ou trop âgée afin d'accueillir du public, etc. et nécessiterait une rénovation complète et plus onéreuse. La rénovation et la réhabilitation du patrimoine bâti communal s'inscrit clairement dans la politique globale d'assainissement et de réhabilitation des sites de la Région ainsi que dans l'esprit de sauvegarde du patrimoine bâti, de la suppression du bâti inoccupé ou inaffecté.

Le musée communal n'est plus vraiment avec son temps (les panneaux d'exposition sont par exemple toujours écrits à la main, sont jaunés, etc.), un peu à l'étroit, très mal agencé (objets trop nombreux, mélangés et peu mis en valeur), non-structuré et ne dispose par exemple pas d'une petite structure d'accueil ou de services pour ses visiteurs.

La demande tant des locaux (écoles essentiellement) que des visiteurs extérieurs (belges ou français par exemple) serait que le musée soit rafraîchi, offre un espace de respiration et soit plus dynamique notamment par l'organisation d'expositions temporaires, plus modernes et didactiques. La volonté de la commune serait de rendre à nouveau publique et partagée cette ancienne maison communale.

Le bâtiment, situé sur une petite place d'Elouges (square des Combattants accueillant le monument aux morts, un terrain de basket et du stationnement) est de type Rez + 1 (deux hauts niveaux). L'entrée principale, au centre de la façade se situe au haut d'un perron de quelques marches et mène au hall central ; les locaux du rez sont symétriques à ce hall et face à lui, nous pouvons emprunter le grand escalier en bois menant à l'étage. L'étage se trouve en grande partie dans les combles mais offre néanmoins une hauteur importante. Environ la moitié du sous-sol présente des caves, l'autre moitié est en terre-plein. L'ensemble représente environ 528m² (trois niveaux, murs compris). L'organisation de la conciergerie est illisible, les locaux séjour, cuisine et salle de bains sont étriés et implantés dans un enchevêtrement d'annexes situées à des niveaux différents et reliées entre elles par de petits escaliers. Les chambres sont situées à l'étage et en enfilade (il faut passer par la première pour accéder à la deuxième) ; elles sont uniquement accessibles via le grand escalier principal (et donc plus froid que le logement le soir, manque d'intimité le jour), n'ont aucune connexion avec le logement et surtout la salle de bains.

Le bâtiment présente une typologie ainsi qu'une façade avant typiques de bâtiment public ; le bâti s'y est maintenu dans un état relativement correct (en tous cas pour ce qui est des façades extérieures) hormis quelques soucis d'étanchéité des corniches, descentes d'eau pluviales et l'ensemble des châssis qui est à remplacer. Cependant, l'intérieur du bâtiment est à rénover entièrement (isolation, parachèvements, techniques, etc.).

Le projet que propose cette fiche-projet est d'une part, de rénover et réorganiser le bâtiment qui serait alors revu dans sa globalité (non plus pièce par pièce) et d'autre part, de revoir l'affectation stricte du musée actuel vers un lieu moins statique et attirant un public plus large. L'ancienne maison communale doit redevenir un lieu ouvert à tous.

Reportage photographique



© Google/S&A - 2013



© S&A - 2013

Description du projet

I. Affectation

Après rénovation et transformation, l'ancienne maison communale d'Elouges, aujourd'hui Musée Mulpas deviendra un espace pluriel : des salles polyvalentes, qui pourraient accueillir les associations ainsi qu'une vitrine de la mémoire présentant des objets du passé dourois de manière plus didactique et contemporaine avec un roulement au départ de locaux de stockage. Dans le cadre de cette fiche-projet, nous nommerons cet espace pluriel : espace d'interprétation. Celui-ci comprendra une conciergerie et des espaces de rencontre pour l'associatif.

Le futur programme intérieur se résume en :

- au rez-de-chaussée : le futur espace d'interprétation;
- à l'étage : deux logements, l'un d'eux serait la conciergerie de l'espace d'interprétation ;
- au sous-sol : les caves pour le stockage et la chaufferie.

II. Démolitions/Rénovations

Le bâtiment présentant un état encore relativement bon et intéressant architecturalement (façade typique de bâtiment public donnant sur une placette de village), il n'y a pas de démolition lourde ni de modification du volume à envisager. Néanmoins, au nord, l'annexe en blocs de béton ne présentant aucune qualité architecturale ni structurelle, sans lien avec le bâtiment principal et présentant des traces d'humidité et des fissures, est à démolir. D'autre part, les rajoutes successives en bordure sud (à l'arrière des maisons de la rue des Andrieux) ainsi que la petite annexe cuisine, ne faisant pas partie de la volumétrie de base et nuisant à sa lecture sont démolies également. Les niveaux seront uniformisés dans cette articulation afin de permettre un accès plus clair à un lieu commun extérieur. La pergola est également à démonter et évacuer.



© S&A- 2013

III. Aménagements extérieurs

Les espaces extérieurs seront aménagés selon la logique et les matériaux proposés dans la fiche-projet n°1.3 : aménager le cœur de village d'Elouges. Quelques plantations pourront voir le jour le long de la façade nord (accès au jardin) ; l'espace disponible y est trop étroit pour recevoir du stationnement. Le jardin sera entretenu et rafraîchi, l'un ou l'autre arbre ou quelques parterres de fleurs pourront y être aménagés ainsi qu'une terrasse en bois sur une partie afin de permettre l'installation de quelques tables et bancs de pique-nique.

IV. Organisation de l'espace d'interprétation

L'entrée principale de l'espace d'interprétation sera identique à l'actuelle (au centre du bâtiment via le perron). Cependant, comme l'on note une différence de niveau d'un peu moins de 50 cm, une rampe d'accès PMR devra être aménagée. Au bout du grand hall d'entrée, l'on accède à la zone de services et d'accueil de l'espace d'interprétation.

Les fonctions seront réorganisées de la manière suivante :

- au rez-de-chaussée (environ 206 m² murs compris): trois grandes salles polyvalentes (deux plus dédiées à l'accueil des associations et à la vitrine de la mémoire – environ 26 et 35 m² – et une, à des expositions temporaires – environ 42 m² –), une zone de stockage directement accessible depuis l'extérieur – environ 14m² – une zone d'accueil et de services d'environ 43 m² pour les visiteurs et les associations (accueil, kitchenette, sanitaires, vestiaires, accès au jardin) ;

Statut de propriété

L'ensemble du périmètre d'étude se trouve sur une propriété communale.



Tâches à réaliser

- Répertoire et lister les actions précises à envisager dans la salle ;
- Etablir un cahier des charges ;
- Réaliser les modifications par ordre de priorité ;
- Maintenir le suivi des travaux.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.3 – Aménager le cœur de village d'Elouges ;
- FP 1.6 – Aménager l'école du Dérodé ;
- FP 1.10 – Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.6 – Restaurer la maison citoyenne de Wihéries ;
- FP 2.7 – Créer un espace d'accueil polyvalent.

Impact environnemental

- Dans un souci à la fois de montrer l'exemple et d'investir pour l'avenir, ce bâtiment public fera appel à des formules énergétiques allant dans le sens du développement durable : la rénovation des bâtiments permettra de les équiper aux normes actuelles et notamment de répondre à la PEB, à minimiser les impacts des pertes d'énergie du bâtiment et à favoriser les apports solaires gratuits ; la réflexion en termes de techniques du bâtiment sera orientée également vers des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire moins énergivores ; etc.

Impact social

- La rénovation de cet espace apportera un cadre logistique de qualité pour les citoyens ou autres et favorisera par là-même l'organisation d'activités culturelles diverses (expositions temporaires ou permanentes), renforçant ainsi la cohésion sociale.

Impact économique

- L'impact économique sera également positif via notamment l'augmentation de l'attractivité du site.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Sans objet.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsidies accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les frais d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1ère tranche jusqu'à 500 000€	2ème tranche au dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circularité ministérielle 1012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics	Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidiés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidiés. Le subsidie est calculé sur base du montant des travaux adjugés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsidies pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 2 1er, 1)			
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un			Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour

	favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	montant maximum.	l'exercice 2010
OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	UREBA: 50 % pour audit et étude de faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumul avec un autre subside pour le même objet, le taux est divisé par deux.	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments
OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisée. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 portant exécution du décret 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local. Décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et l'octroi de subventions aux agences de développement local

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4 ;
- Le Logis Dourois ;

Estimation financière

- Estimation globale HTVA : +/-697.000 €
- Estimation globale TVAC : +/-1.170.000 €

Annexes

- Annexe 1 : Esquisse ;
- Annexe 2 : Métré estimatif.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Etat de dégradation du bâtiment et nécessité de remise en valeur des éléments à exposer et collections.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

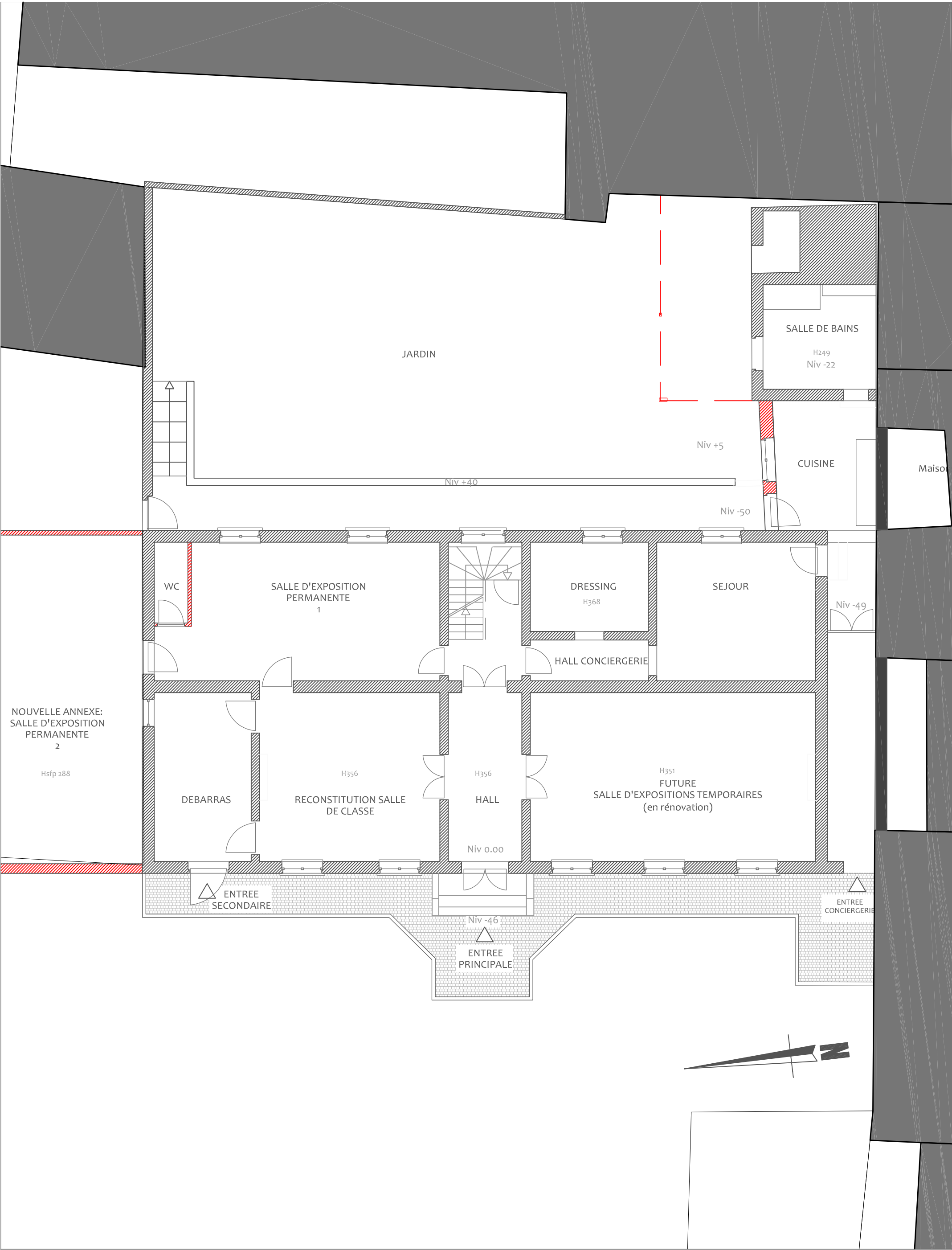
- Rénovation d'une salle d'exposition en cours.

Programmation dans le temps :


- Priorité de la CLDR : Court terme

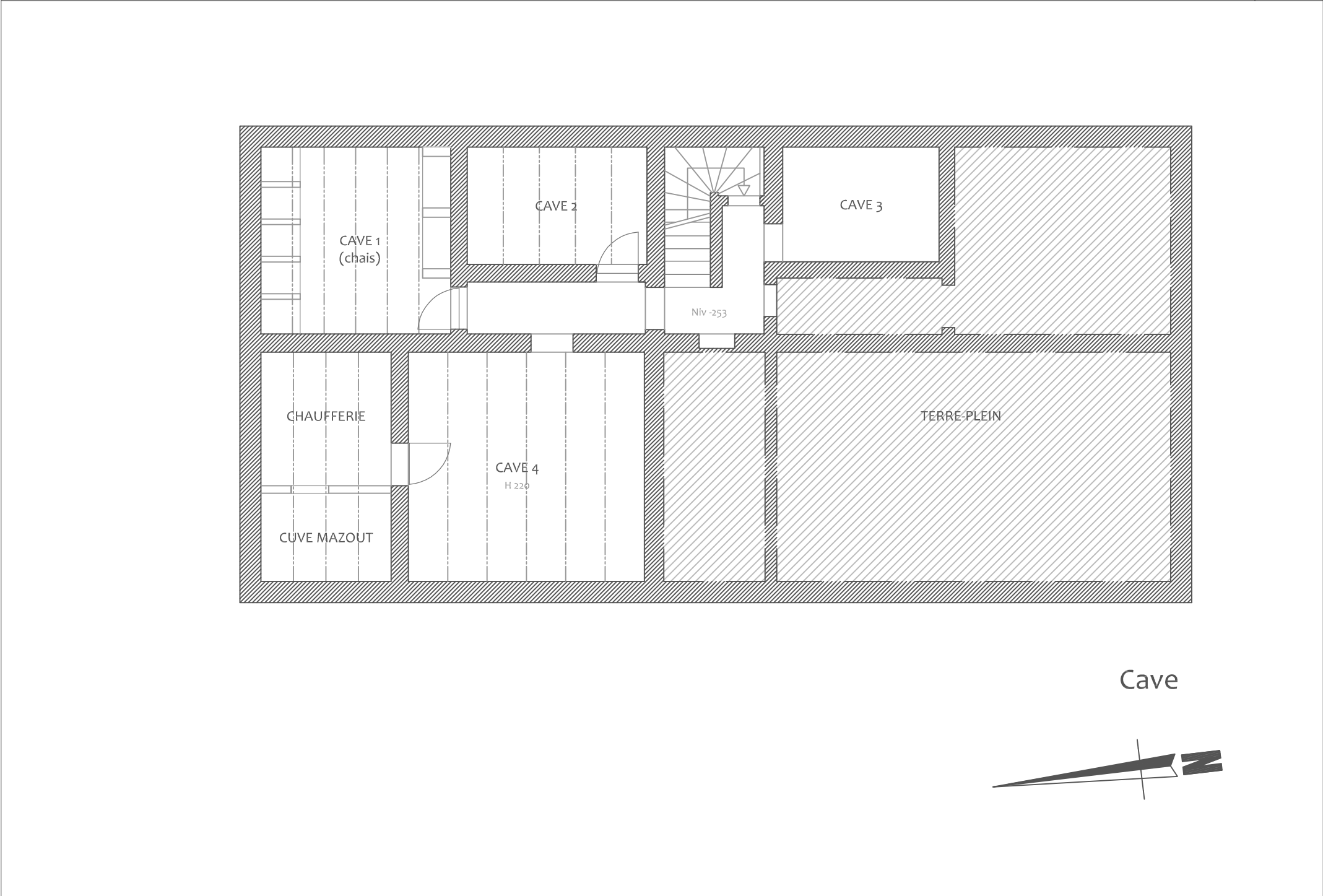
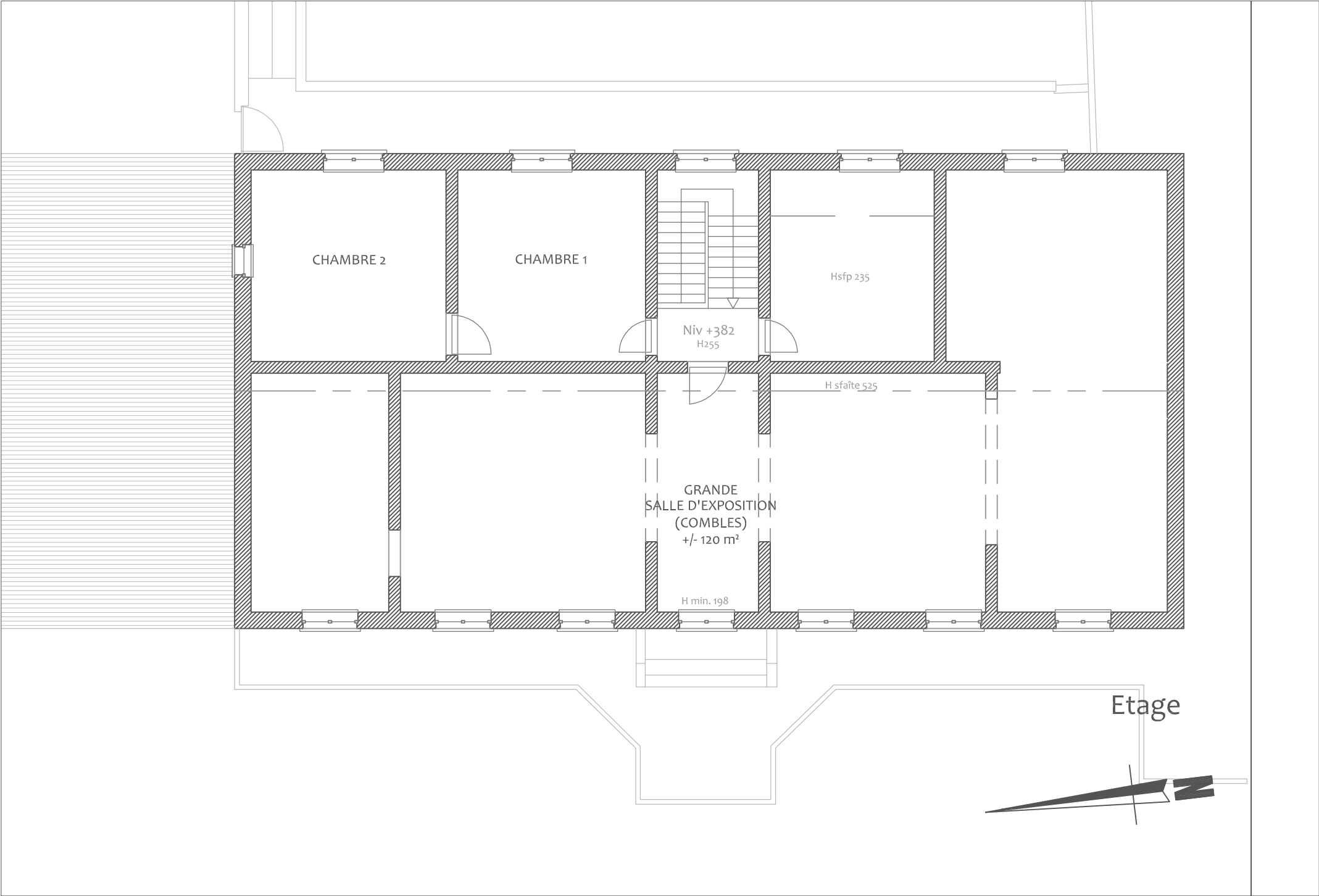
Maître d'ouvrage


Commune de Dour

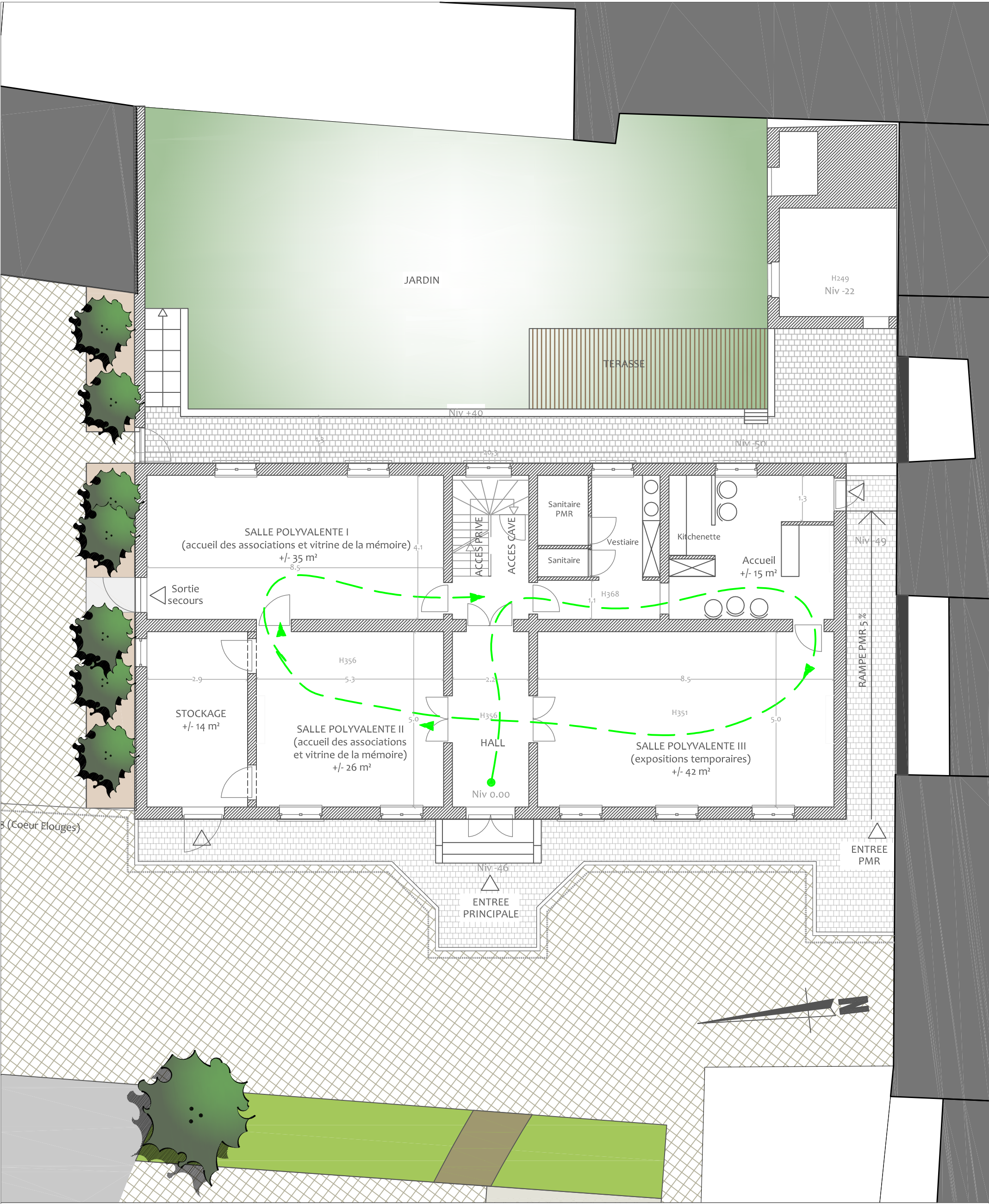


Démolitions

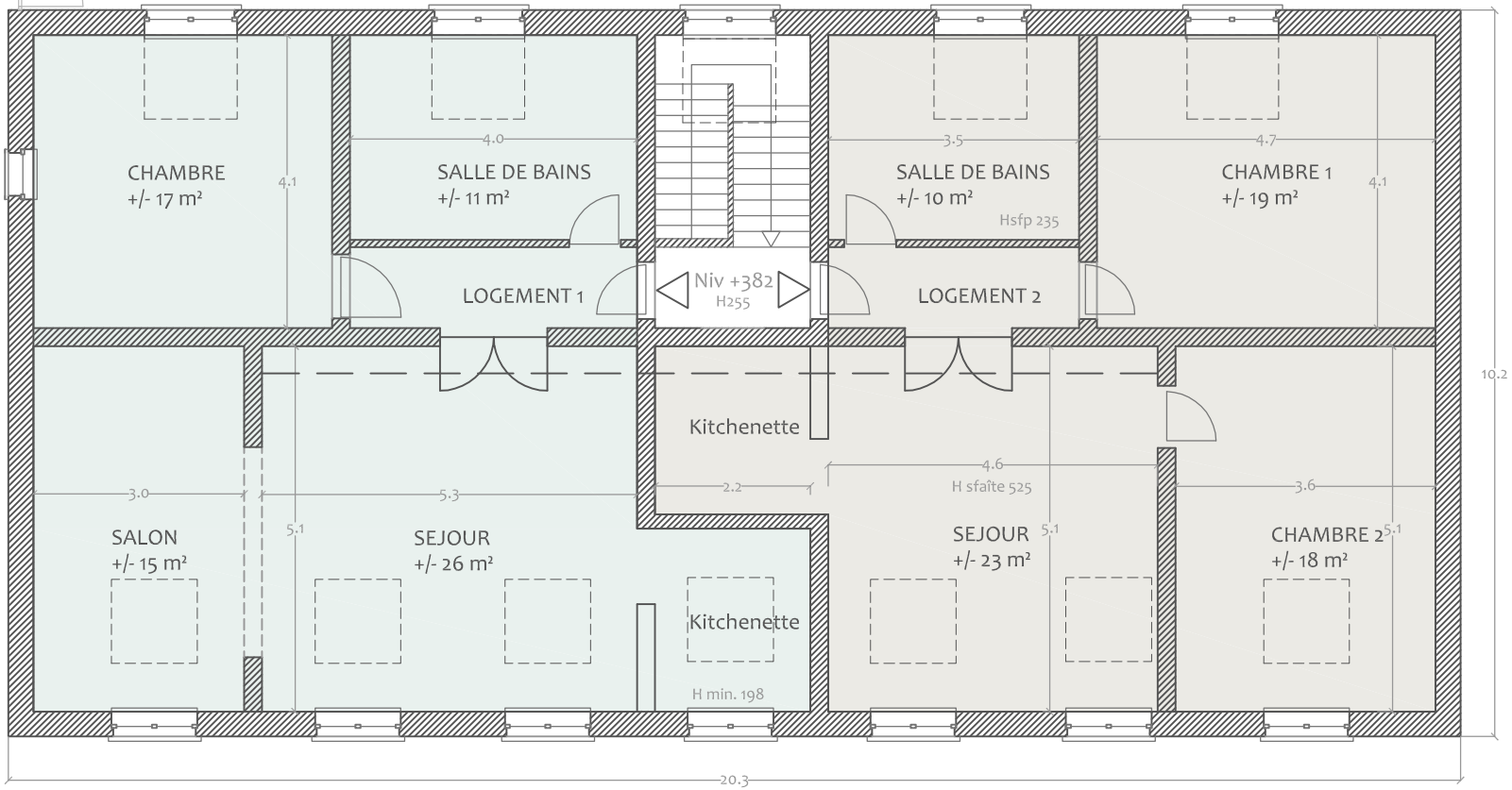
REVISIONS	A	.././....	Fiche Projet 1.7 (Situation existante: Plan terrier) Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas)		SURVEY & AMENAGEMENT S.A. Rue de Chenu 2-4 - 7090 Ronquières Tel: +32 67 64 83 42 Fax: +32 67 64 75 70	
	B	.././....			N° Dossier :	1059
	C	.././....	PROVINCE DE HAINAUT - COMMUNE DE DOUR		Echelle:	1/100
	D	.././....				



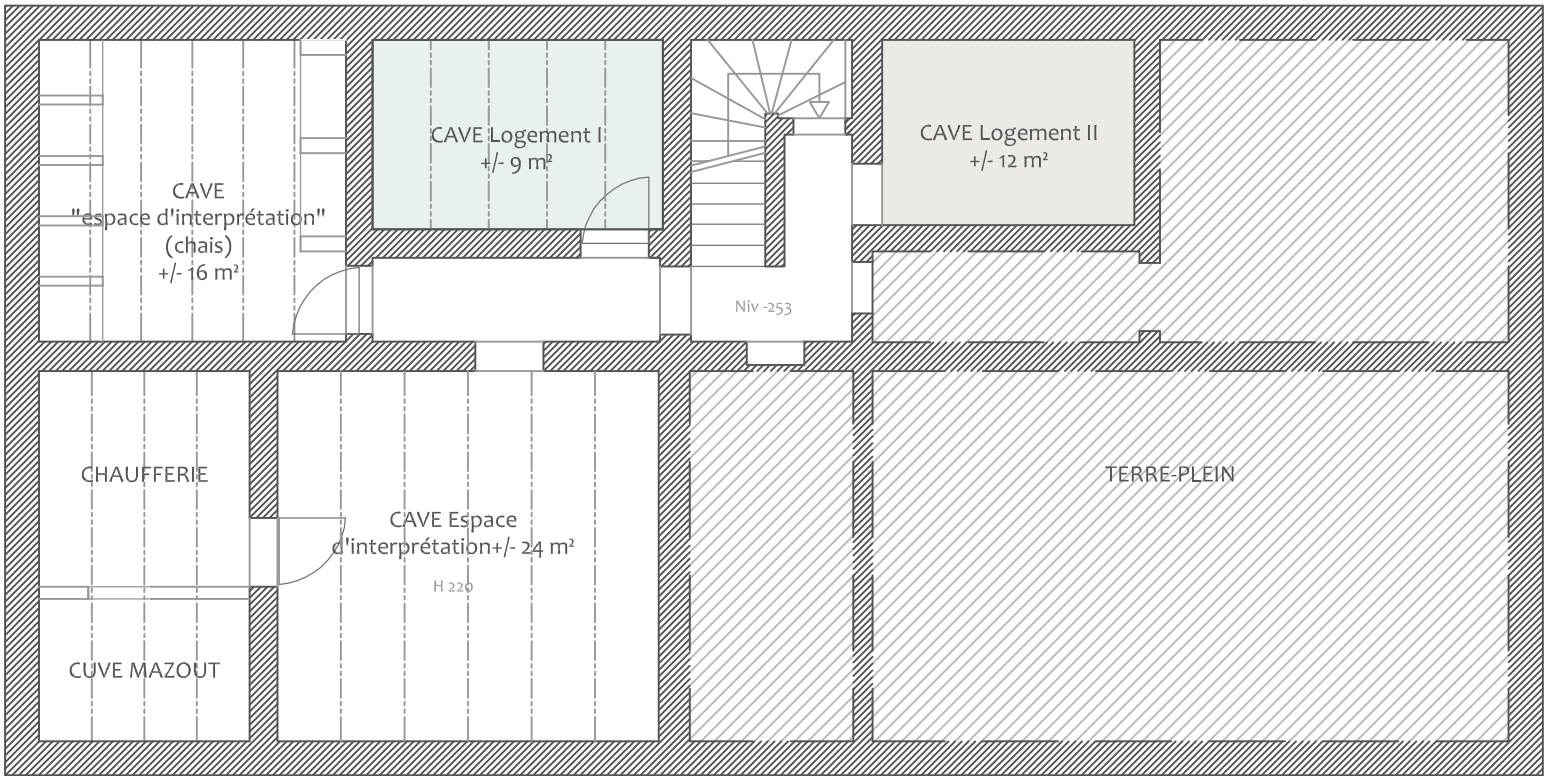
REVISIONS	A	.././....	Fiche Projet 1.7 (Situation existante : Plan Cave - Etage) Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas)			SURVEY & AMENAGEMENT S.A. Rue de Chenu 2-4 - 7090 Ronquières Tel: +32 67 64 83 42 Fax: +32 67 64 75 70	
	B	.././....					
	C	.././....	PROVINCE DE HAINAUT - COMMUNE DE DOUR			N° Dossier :	1059
	D	.././....				Echelle:	1/100



- Parcours proposé pour la visite de l'espace d'interprétation
- Jardin existant
- Espace végétalisé
- Revêtement pavé béton



Etage



Cave



Aménager l'ancienne maison communal d'Elouges- Mètre estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.7

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Etat des lieux	PM				
Egouttage (prévu dans le cadre du projet global hôtel de ville)	PM				€ 10.000,00
Démolitions, déblais et évacuation	QP				€ 15.000,00
Restaurations	QP				€ 299.515,00
Restauration maçonnerie de parement	QP	m²	697	€ 85,00	€ 59.245,00
Restauration toitures	QP	m²	762	€ 210,00	€ 160.020,00
Restauration gros-œuvre	QP	m² plancher	535	€ 150,00	€ 80.250,00
Gros-œuvre	QP				€ 186.000,00
	QP	m² plancher	186	€ 1.000,00	€ 186.000,00
Isolation thermique et acoustique	QP				€ 72.800,00
	QP	m²	910,00	€ 80,00	€ 72.800,00
Nouvelles menuiseries	QP				€ 26.640,00
Portes extérieures en bois simple battant	QP	pce	2	€ 1.185,00	€ 2.370,00
Portes intérieures à peindre en bois	QP	pce	6	€ 85,00	€ 510,00
Double-porte intérieure à peindre vitrée	QP	pce	2	€ 1.255,00	€ 2.510,00
Châssis fenêtres simple ouvrant	QP	m²	50	€ 425,00	€ 21.250,00
Parachèvements (revêtements murs, sols, plafonds et cloisons)	QP				€ 96.420,00
		m² plancher	372	€ 260,00	€ 96.720,00
Techniques spéciales bâtiment	QP	-			€ 94.060,00
Techniques spéciales (sanitaire, HVAC, électricité, éclairage)	QP	m² plancher	372	€ 150,00	€ 55.800,00
Nouvelle chaudières à condensation					€ 7.000,00
Citerne E.P. 10.000l + alimentation sanitaire	QF	FF	1	€ 8.000,00	€ 8.000,00
Raccord électrique et point d'eau extérieurs	QP	FF	1	€ 260,00	€ 260,00
Protection et détection incendie	QF	FF	1	€ 5.000,00	€ 5.000,00
Equipement cuisine (3x)	QP	FF	3	€ 6.000,00	€ 18.000,00
Aménagements extérieur	QP				€ 8.000,00
Rampe PMR					€ 3.000,00
Plantations					€ 5.000,00
total travaux htva					€ 790.435,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 39.521,75
Bureaux d'études	QF				€ 117.693,95
Architecte (rénovation)	QF	%	12%		€ 94.852,20
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF	%	2%		€ 15.808,70
Responsable PEB (rénovation importante)	QF	FF	1		€ 1.500,00
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 5.533,05
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 967.650,70
TVA 21%					€ 203.206,65
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 1.170.857,34

Aménager l'ancienne école maternelle de Petit-Dour

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).

Justification du projet

A Dour, plusieurs bâtiments communaux ont perdu leur affectation première et d'autres, sont complètement à l'abandon. C'était le cas notamment de l'ancienne école maternelle de Petit-Dour mais, afin d'éviter un abandon et donc une détérioration progressive de son bien, la commune a pour l'instant mis le bâtiment à disposition de la fanfare, la « Royale Union Musicale de Petit-Dour » (asbl « Amicale des Gens de Là-Haut ») qui y répète les samedis soirs. La rénovation et la réhabilitation du patrimoine bâti communal s'inscrit clairement dans la politique globale d'assainissement et de réhabilitation des sites de la Région ainsi que dans l'esprit de sauvegarde du patrimoine bâti, de la suppression du bâti inoccupé ou inaffecté.

Dans le cadre de la fiche-projet 1.6 du présent PCDR, l'idée est de créer un espace d'accueil polyvalent pour les différentes associations de Dour sur le site de l'ancienne école du Dérodé à proximité du Sauwartan et du bois de Colfontaine. Il serait donc proposé à la « Royale Union Musicale de Petit-Dour » d'occuper ces locaux rénovés et de les partager avec les autres associations communales.

L'ancienne école maternelle de Petit-Dour, alors vide, serait entièrement rénovée et adaptée afin d'y accueillir du pré-gardiennat. Cette affectation a été choisie par la commune car, comme nous avons déjà pu le voir dans le diagnostic de ce PCDR, un taux très faible de couverture d'accueil de la petite enfance peut

en effet être constaté à Dour¹. D'après le site l'avenir.net, Dour ne se classerait que 224^{ème} commune sur les 253 communes wallonnes en termes d'accueil de la petite enfance et a donc un retard à rattraper dans ce domaine.

Le complexe actuel s'organise en « L » autour d'une cour intramuros ; on pénètre dans celle-ci via un portique d'entrée situé rue Ropaix numéro 125 et accède aux bâtiments de l'ancienne école en la traversant. La parcelle totale représente une surface d'environ 435m² (cour et bâtiments) ; le bâti, extramuros, y recouvre environ 140m². L'ensemble présente une typologie ainsi que des façades classiques d'école de village ; le bâti s'y est maintenu dans un état relativement correct (en tous cas pour ce qui est des façades extérieures). Cependant, l'intérieur du bâtiment est à rénover entièrement (isolation, parachèvements, techniques, etc.). L'ensemble des châssis est également à remplacer.

¹ Selon les données de la faculté d'agronomie de Gembloux et de l'Ulg, en 2011, les places d'accueil disponibles sur le territoire communal ne représentent que 16,27% des enfants âgés de 0 à 2,5 ans de la commune.

Reportage photographique



© S&A - 2013

Description du projet

I. Affectation

Dans le cadre de cette fiche, l'ancienne école maternelle de Petit-Dour sera entièrement rénovée et réaffectée en pré-gardiennat, c'est-à-dire, accueil des enfants de 19 à 36 mois.

II. Démolitions/Rénovations

Les deux bâtiments principaux en « L » seront conservés car ils présentent une typologie intéressante et des façades typiques témoins de l'architecture de l'ancienne école. Les annexes, elles, seront détruites car elles ne présentent pas d'intérêt architectural particulier et bloquent la possibilité d'agrandissement des bâtiments afin d'offrir les surfaces minimum utiles à la nouvelle affectation des lieux. Une nouvelle annexe à toiture plate est adossée à gauche du bâtiment existant, même si celle-ci est plus grande que les annexes précédentes, elle respecte la morphologie de l'ancienne école, un ensemble en « L » s'organisant autour d'une cour centrale.

III. Aménagements extérieurs

Afin d'apporter un peu de couleur et de vie, celle-ci pourrait recevoir quelques plantations dans sa première partie et éventuellement accueillir des parterres de fleurs et/ou un petit potager.



© Berg et Coiron, France - 2011

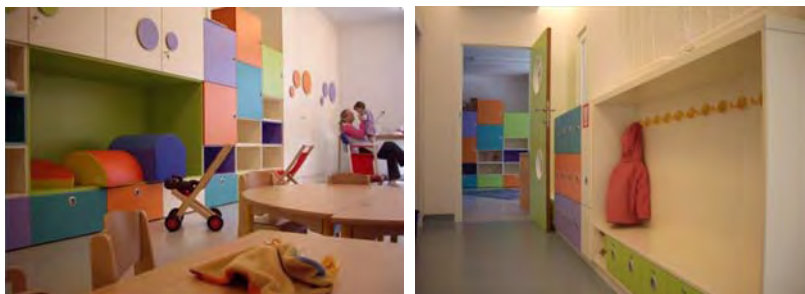
Un espace de jeux sécurisé (entouré de barrières et présentant un revêtement de sol antichoc) est volontairement réalisé au centre de la cour afin de créer un plan en spirale rendant les lieux plus intimes et à l'échelle des enfants en bas âge.



© hellopro.fr/solsetjeux.com - 2013

IV. Organisation du pré-gardiennat

La disposition des fonctions intérieures s'organise très clairement et simplement : un petit hall d'accueil distribue les fonctions de part et d'autre. A gauche de l'entrée, une partie de la future annexe accueillera les services (sanitaires adultes). L'autre partie de cette annexe présente les techniques (local chaufferie, poubelles, débarras, etc.) et est accessible via la cour extérieure. A droite de l'entrée, on accède au grand bâtiment existant à rénover et qui présente deux grandes pièces, les anciennes salles de classe qui seront dédiées aux activités intérieures des enfants. La deuxième pièce se destine à des activités plus calmes et une cloison acoustique amovible permet d'en isoler une partie pour y créer un espace de sommeil/repos plus sombre. Les espaces d'activités intérieures représentent environ 55m² et l'espace de sommeil/repos 23m², un rapport de ½ entre ces deux chiffres conformément à la norme (Arrêté infrastructures : Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des modalités fixées par l'ONE du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil). Compte tenu de ces surfaces, le pré-gardiennat de Petit-Dour pourrait donc accueillir environ une douzaine d'enfants. Pour finir, un bloc de services se présente sous la forme d'une « boîte » colorée et ludique à l'entrée du premier espace d'activités intérieures. Cette boîte renferme les sanitaires enfants (y compris tables à langer) ainsi qu'une kitchenette-biberonerie.



© Crèche communale « Les P'tits Loups », Berchem-Ste-Agathe – CERAU.be – 2013

V. Travaux de rénovation et équipements techniques

Des travaux de rénovation lourde des bâtiments existants seront à entreprendre. Les postes principaux étant bien sûr l'isolation complète des bâtiments existants, le remplacement des châssis ainsi que l'intégration d'un système de ventilation performant afin de répondre à la législation PEB, d'assurer un confort thermique aux futurs utilisateurs et de réduire les consommations d'énergie.

Une attention particulière doit être portée à la sécurité des enfants afin de respecter les normes en vigueur (absence de matériaux pouvant porter atteinte à la santé des enfants, absence d'éléments de chauffage à radiation directe, présence de protection des éléments de chauffage, protection des appareils alimentés en

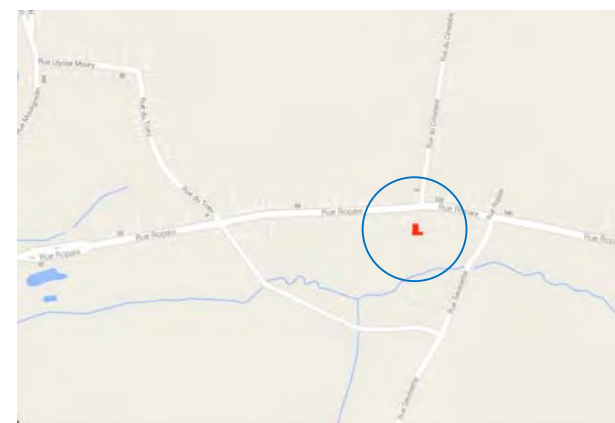
eau chaude, barrières, sécurisation et installation hors d'atteinte des enfants de toutes les installations électriques, etc.).

Les faux-plafonds étant complètement délabrés, leur démontage et évacuation s'impose ; de nouveaux faux-plafonds pourront alors être installés (intégration des nouvelles techniques, diminution du volume à chauffer, isolation, etc.).

Origine de la demande

- Interviews ;
- Séance d'information de Petit-Dour ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune de Dour ;
- Habitants de Dour (jeunes parents).

Localisation



© Google © S&A - 2013

Statut au plan de secteur

Zone d'habitat à caractère rural.



Plan de secteur © SPW – DGO4 - 2013

Statut de propriété



Propriétés © S&A - 2013

Tâches à réaliser

- Accueillir la « Royale Union Musicale de Petit-Dour » dans un autre local, par exemple l'école du Dérodé (voir fiche-projet 1.6);
- Rénover les bâtiments existants, les adapter à leur nouvelle affectation et au besoin, les agrandir ;
- Elaborer un « projet d'accueil » conforme au « code qualité de l'accueil » conçu par des spécialistes de l'O.N.E. ;
- Recevoir l'autorisation de fonctionnement au minimum, voire l'agrément et les subventions de l'O.N.E. (obtenir une attestation de qualité dans les deux derniers cas) ;
- Mettre sur pied la structure d'accueil de la petite enfance et soutenir celle-ci.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.6 - Aménager l'école du Dérodé ;
- FP 2.5 - Aménager le cœur de village de Petit-Dour ;

Impact environnemental

- Dans un souci à la fois de montrer l'exemple et d'investir pour l'avenir, ce bâtiment public fera appel à des formules énergétiques allant dans le sens du développement durable : la rénovation des bâtiments permettra de les équiper aux normes actuelles et notamment de répondre à la PEB, à minimiser les impacts des pertes d'énergie du bâtiment et à favoriser les apports solaires gratuits ; la réflexion en termes de techniques du bâtiment sera orientée également vers des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire moins énergivores ; etc.

Impact social

- L'infrastructure, une fois mise en place, permettra de pallier au manque de places d'accueil de la petite enfance dans la commune et donc de répondre, du moins en partie, à la demande des habitants (jeunes parents essentiellement).

Impact économique

- Sans objet

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Deux puéricultrices
- Personnel de maintenance et d'entretien du bâtiment (en collaboration avec la commune)

Origine du financement

Pas de subventionnement via le Développement Rural

Pouvoir subsidiant	Libellé du subside	Objet du subside	Montant	REFERENCE LEGALE
OGO 5 - Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé	Subventions octroyées à des pouvoirs publics pour la construction, l'agrandissement, la transformation et l'équipement d'institutions intéressant la naissance et l'enfance	Ce subside est destiné à couvrir les subventions d'investissement au taux de maximum 60% des milieux d'accueil de la petite enfance (crèches des CPAS) visé par l'arrêté du 8 juillet 1983.	Coût max subsidiable : le nombre de places agréées et subventionnées par l'ONE x 14.870 EUR. Le subside éventuel est limité à 60 % du coût maximal subsidiable	Arrêté de l'Exécutif de la Communauté Française du 08 juillet 1983 réglant l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, pouponnières, maisons maternelles et centres d'accueil, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipe
OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économes d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	UREBA: 50 % pour audit et étude de faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumul avec un autre subside pour le même objet, le taux est divisé par deux.	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Pénurie d'emplacement pour la petite enfance dans la commune.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Néant

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour en éventuel partenariat public-privé avec un investisseur immobilier.

Partenaires

- Investisseur privé éventuel (PPP) ;
- Comité des parents ;
- ONE.

Estimation financière

- Estimation globale HTVA : +/- 329.000 €
- Estimation globale TVAC : +/- 398.000 €

Annexes

- Annexe 1 : Esquisse situation existante et projetée;
- Annexe 2 : Arrêté infrastructures ;
- Annexe 3 : Auto-évaluation des milieux d'accueil suivant l'Arrêté infrastructures ;
- Annexe 4 : Mètre estimatif.



REVISIONS	A	.././....	...	Fiche Projet 1.8 (Projet) Aménager l'école maternelle de Petit-Dour			SURVEY & AMENAGEMENT S.A.	
	B	.././....	...				Rue de Chenu 2-4 - 7090 Ronquières	
	C	.././....	...	PROVINCE DE HAINAUT - COMMUNE DE DOUR			N° Dossier :	1059
	D	.././....	...				Echelle:	1/100
							Tel: +32 67 64 83 42	Fax: +32 67 64 75 70

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

**19 JUILLET 2007. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant approbation des modalités fixées par l'Office de la Naissance et de
l'Enfance en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la
Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale
des milieux d'accueil**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « ONE »; tel que modifié par les décrets du 27 février 2003 et du 28 avril 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, notamment son article 18, tel que modifié par les arrêtés du 24 septembre 2003, du 27 décembre 2003, du 28 avril 2004 et du 9 décembre 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité de l'accueil;

Vu la décision du conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance prise en date du 11 juillet 2007;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les modalités fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, pour permettre aux milieux d'accueil de veiller à ce que leurs infrastructures et équipements assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et soient de nature à favoriser leur bien-être et leur épanouissement sont approuvées.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur six mois après sa publication au Moniteur belge.

Art. 3. La Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles le, 19 juillet 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Annexe : Modalités fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, visant à permettre aux milieux d'accueil de veiller à ce que leurs infrastructures et équipements assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et soient de nature à favoriser leur bien-être et leur épanouissement

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens de la présente annexe, il y a lieu d'entendre par :

- 1° Infrastructures : ensemble formé par le bâtiment destiné à l'accueil des enfants et les installations fixes à caractère immobilier qui permettent l'activité du milieu d'accueil;
- 2° Equipement : ensemble du matériel et des instruments fournis pour le bon fonctionnement du milieu d'accueil;
- 3° Aménagement : tout agencement de l'espace et de l'équipement en vue du bon fonctionnement du milieu d'accueil;
- 4° Espace accueil : espace, séparé ou non, permettant d'une part de faciliter la transition entre l'environnement familial de l'enfant et celui du milieu d'accueil et d'autre part de recevoir les familles;
- 5° Espace activités intérieures : espace intérieur destiné à satisfaire les besoins d'exploration, de socialisation et d'intimité de l'enfant;
- 6° Espace activités extérieures : espace extérieur complémentaire à l'espace activités intérieures;
- 7° Espace soins et sanitaires : espace destiné à assurer les soins corporels et le change de l'enfant;
- 8° Espace sommeil-repos : espace destiné à satisfaire les besoins de dormir et de se reposer de l'enfant;
- 9° Espace repas : espace destiné à satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels des enfants accueillis;
- 10° Arrêté milieux d'accueil : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;
- 11° Code de qualité : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil;
- 12° Milieux d'accueil : les milieux d'accueil visés par l'article 2 de l'arrêté milieux d'accueil à l'exception de ceux visés au 8° de cette disposition;
- 13° Accueillant(e) d'enfants : le milieu d'accueil visé à l'article 2, 7°, de l'arrêté milieux d'accueil;
- 14° Office : l'Office de la Naissance et de l'Enfance institué par le décret de la Communauté française du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé : « O.N.E. »;
- 15° Projet d'accueil : le projet d'accueil prescrit par l'article 20 du Code de qualité.

Art. 2. Les dispositions de la présente annexe s'appliquent aux milieux d'accueil sans préjudice des autres réglementations applicables émanant de la Communauté française ou d'autres niveaux de pouvoir et dont une liste indicative peut être obtenue auprès de l'Office.

Dans l'application des dispositions de la présente annexe, l'Office prend en compte la spécificité des divers milieux d'accueil et notamment celle résultant du fait qu'un milieu d'accueil est établi dans un lieu d'habitation.

CHAPITRE II. - Modalités générales

Art. 3. Le choix du lieu d'implantation du milieu d'accueil prend notamment en compte la facilité d'accès pour les personnes fréquentant le milieu d'accueil et pour les services de secours.

Art. 4. Le milieu d'accueil est construit ou aménagé pour former un ensemble fonctionnel composé de divers espaces permettant de répondre aux besoins des enfants, des parents et des professionnels dans le cadre de la mise en oeuvre du projet d'accueil prescrit par le Code de qualité.

Le milieu d'accueil dispose des espaces suivants : l'espace accueil, l'espace soins et sanitaires, l'espace sommeil-repos, l'espace repas et l'espace activités intérieures complété, sauf dérogation octroyée par l'Office, par un espace activités extérieures.

Art. 5. Le milieu d'accueil dispose d'une surface intérieure minimale de 6 m² au sol par place d'accueil qui se décompose en 4 m² minimum par place d'accueil pour l'espace activités intérieures et repas et de 2 m² minimum par place d'accueil pour l'espace sommeil-repos. Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la surface intérieure minimale peut être ramenée à 5 m² de l'accord de l'ONE s'il ne s'agit pas d'une nouvelle construction et que le bâtiment en cause ne permet pas 6 m² mais offre les garanties suffisantes de qualité.

Art. 6. L'organisation des différents espaces est déterminée en fonction du nombre, de l'âge des enfants, des activités, du type d'encadrement, des objectifs pédagogiques définis dans le projet d'accueil existant ou à venir. Cette organisation permet au personnel du milieu d'accueil ou à l'accueillant(e) d'assurer une surveillance visuelle des enfants.

Art. 7. Sans préjudice du prescrit de l'article 18bis de l'arrêté milieux d'accueil, l'espace sommeil repos est séparé des espaces d'activités et est aménagé de manière à être isolé acoustiquement des autres espaces.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'espace sommeil repos peut être aménagé dans l'espace activités intérieures pour autant :

1° qu'il ne soit pas dérogé à l'exigence de superficie minimale par place d'accueil visée à l'article 5;

2° que cet aménagement soit pris en compte dans le projet d'accueil;

3° que cet aménagement soit pensé et organisé pour que des enfants puissent être en activité sans que cela porte atteinte au respect du rythme du sommeil et du repos des autres enfants.

Art. 8. Le milieu d'accueil est aménagé de manière à permettre le contrôle de l'accès des personnes extérieures.

Art. 9. § 1^{er}. La superficie de l'espace soins et sanitaires est proportionnelle au nombre et à l'âge des enfants auxquels cet espace est destiné ainsi qu'à la taille des équipements qui doivent y être intégrés.

L'équipement minimal de l'espace soins et sanitaires se compose :

1° d'eau froide et d'eau chaude;

2° d'une baignoire;

3° de tables à langer;

4° d'une poubelle équipée d'un système de fermeture hygiénique;

5° d'un bac à linge sale avec couvercle;

6° d'espaces de rangement.

§ 2. A l'exception des accueillant(e)s d'enfants, l'espace soins et sanitaires des enfants plus grands comporte, en plus :

1° des lavabos bas pour enfants;

2° des wc pour enfants, équipés d'une chasse d'eau, aux dimensions adaptées à l'âge des enfants et directement accessibles à partir de l'espace activités intérieures, l'aménagement doit permettre une utilisation autonome des toilettes par l'enfant;

3° d'un déversoir à proximité.

CHAPITRE III. - Modalités relatives à la sécurité

Art. 10. Dans les espaces accessibles aux enfants, les fenêtres s'ouvrent et se ferment de façon sécurisée.

Art. 11. Les garde-corps des terrasses auxquelles les enfants ont accès ont une hauteur minimale d'1,20 mètre. Ils sont composés soit :

1° de balustres verticaux ayant un diamètre de minimum 1,25 cm, avec un espacement maximal de 6,5 cm. A défaut, le milieu d'accueil prévoit une sécurisation adéquate des barreaux. Afin d'éviter tout effet d'échelle, ces garde-corps ne comportent pas de barres intermédiaires horizontales;

2° d'un dispositif "plein" offrant les mêmes garanties de sécurité que ce qui est visé au point 1°.

Art. 12. § 1^{er}. Dans les espaces accessibles aux enfants, les parois, les sols et les équipements ne présentent pas de bords, coins ou extrémités saillants ou sont équipés de dispositifs permettant de les sécuriser.

§ 2. Les équipements disposant de barreaux :

1° présentent un espacement maximal de 6,5 cm entre deux barreaux;

2° ne comportent pas de barres intermédiaires horizontales.

§ 3. Les équipements au sein des espaces accessibles aux enfants répondent aux normes de sécurité en vigueur.

Les équipements et leurs utilisations sont adaptés à l'âge et au nombre des utilisateurs.

La destination initiale des équipements ne peut être modifiée. Si le milieu d'accueil modifie la structure initiale des équipements, il s'assure que la modification ne présente aucun danger pour les enfants.

Art. 13. Dans les espaces accessibles aux enfants, les prises de courant, les interrupteurs ainsi que tous les appareils et installations électriques pouvant présenter un danger sont installés hors d'atteinte des enfants ou équipés d'un système de sécurité adéquat.

Art. 14. Les produits chimiques à usage domestique, les produits inflammables et les objets potentiellement dangereux sont placés dans des espaces de rangement spécifiques, sécurisés et hors de portée des enfants.

Art. 15. Lorsque le milieu d'accueil dispose d'un espace activités extérieures, celui-ci est clos de façon sécurisée; est situé, de préférence, en continuité avec l'espace activités intérieures et son accès est sécurisé.

Art. 16. Les pièces d'eau, piscines et pataugeoires, font l'objet de moyens de protection adéquats les rendant inaccessibles aux enfants.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les activités en piscine ou pataugeoires adaptées, peuvent être organisées dans le respect strict des normes de sécurité, d'utilisation, d'hygiène, et d'entretien de ces équipements ainsi qu'en veillant à la présence constante aux abords de personnes en nombre suffisant et à même d'intervenir sans délai en cas de nécessité.

Art. 17. Le milieu d'accueil, à l'exception des accueillant(e)s d'enfants, fournit à l'Office un rapport du service incendie compétent, attestant de sa conformité aux normes de sécurité en la matière, tous les cinq ans à compter de son ouverture.

Les accueillant(e)s d'enfants autorisé(e)s après l'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation des présentes modalités fournissent à l'Office la preuve de la demande d'un rapport du service incendie compétent, attestant de sa conformité aux normes de sécurité en la matière, dans les cinq ans à compter de leur autorisation.

L'aménagement des différents espaces composant le milieu d'accueil doit permettre une évacuation facile en cas d'incendie.

Art. 18. Le milieu d'accueil crée et aménage les différents espaces fréquentés par les enfants en vue de garantir une sécurité maximale des enfants. A cette fin, le milieu d'accueil est attentif à identifier tout risque potentiel et prend les mesures adéquates pour créer un environnement à risques corporels réduits.

Art. 19. Le chauffage se fait à l'aide de radiateurs ou d'éléments de chauffage. Aucun système de chauffage à radiation directe n'est autorisé. Les radiateurs ou les éléments de chauffage placés dans les espaces destinés aux enfants sont efficacement protégés.

Le milieu d'accueil veille à prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention des risques d'intoxication au monoxyde de carbone et d'incidents liés à l'usage normal des systèmes de chauffage et de production d'eau chaude. A cette fin, le milieu d'accueil veille notamment à l'entretien régulier de ces systèmes en ce compris les conduits d'évacuation des fumées.

Art. 20. Le milieu d'accueil veille à ce que :

1° les circuits de distribution d'eau et, en particulier, de l'eau chaude sont conçus de façon à prévenir la contamination de l'eau au cours de l'exploitation;

2° les appareils sanitaires alimentés par de l'eau chaude sont équipés ou alimentés de manière à éviter tout risque de brûlure.

Art. 21. L'utilisation de produits nocifs tels que pesticides, insecticides et herbicides, est interdite en présence des enfants et doit se faire de manière à éviter tout risque pour la santé.

Art. 22. Les escaliers sont sécurisés et à cette fin :

1° les escaliers comportent des contremarches ou à défaut un système permettant de garantir la sécurité des enfants à ce niveau;

2° l'accès aux escaliers est protégé par des barrières répondant aux normes de sécurité;

3° les escaliers sont pourvus d'une double main-courante l'une à hauteur d'adulte, l'autre à hauteur d'enfant ou, à défaut, ne peuvent être accessibles aux enfants en dehors de la présence du personnel d'encadrement;

4° l'accès aux escaliers hélicoïdaux est interdit aux enfants seuls ou accompagnés.

Les exigences fixées à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4° ne s'appliquent pas aux accueillant(e)s d'enfants.

Art. 23. A l'exception des accueillant(e)s d'enfants et dans le cadre de constructions neuves :

1° les fenêtres des différents espaces fréquentés par les enfants doivent leur permettre d'avoir une vue "dans un plan vertical" vers l'extérieur;

2° le milieu d'accueil installe des vitres de sécurité pour les surfaces vitrées auxquelles les enfants ont accès ou à tout le moins veille à ce que ces vitres soient protégées de manière efficace contre les risques de bris susceptibles de blesser les enfants.

CHAPITRE IV. - Modalités relatives à la salubrité et à l'hygiène

Art. 24. Le milieu d'accueil veille à la protection efficace, notamment des fenêtres, baies vitrées et vérandas, contre les rayonnements du soleil.

Art. 25. L'éclairage dans les espaces fréquentés par les enfants doit comporter un éclairage naturel direct ou indirect suffisant et adapté à la destination de chacun de ces espaces.

Art. 26. Le milieu d'accueil dispose d'un système d'aération adéquat afin d'assurer une aération efficace et régulière des espaces destinés aux enfants, en toute sécurité.

Art. 27. Dans des circonstances atmosphériques normales, le milieu d'accueil veille à maintenir les températures suivantes : 18 °C dans les espaces de sommeil-repos; 20-22 °C dans les autres espaces.

Art. 28. Les matériaux utilisés lors de la construction, la transformation ou l'aménagement des espaces intérieurs et extérieurs du milieu d'accueil, en ce compris les matériaux de parachèvement des éléments architecturaux et l'état de ceux-ci ne peuvent porter atteinte à la santé des enfants.

Art. 29. Dans les espaces fréquentés par les enfants, il ne peut être fait usage de tapis plain, ainsi que de tout tapis à caractère ornemental comme revêtement de sol.

Art. 30. Les bacs à sable sont implantés et protégés de manière à ne pas être contaminés par les eaux de ruissellement ou par tout autre élément extérieur nuisible. Les bacs à sable sont fermés lorsqu'ils ne sont pas utilisés. Le sable est changé ou régénéré au minimum une fois par an.

Art. 31. Le milieu d'accueil est attentif à la nécessité d'éliminer le risque de contamination par les pollutions intérieures ou pour diminuer celles-ci à un seuil acceptable, selon les normes en vigueur.

Art. 32. Pendant les périodes d'ouverture, les locaux du milieu d'accueil sont nettoyés quotidiennement. Le traitement des sols et des surfaces est adapté aux types de sols et de surfaces et compatible avec l'activité du milieu d'accueil. Il est fait un usage rationnel des produits d'entretien et des désinfectants en respectant leurs protocoles d'utilisation.

Art. 33. Les déchets émanant du milieu d'accueil sont quotidiennement évacués et entreposés dans un espace spécifiquement destiné à cette fonction, situé de préférence à l'extérieur.

Art. 34. Le nombre de lits correspond au moins au nombre maximum d'enfants pouvant être présents simultanément. L'adoption de mesures permettant une individualisation du lit est recommandée.

Le milieu d'accueil assure le nettoyage régulier de la literie.

CHAPITRE V. - Modalités relatives au bien-être et à l'épanouissement des enfants

Art. 35. L'espace repas est aménagé de façon à ce que la prise des repas se déroule dans une ambiance conviviale et sereine, tout en garantissant la sécurité des enfants. En fonction du degré d'autonomie des enfants, le repas est pris individuellement ou collectivement à table.

Art. 36. Le milieu d'accueil ne peut recourir à aucun moyen de vidéo-surveillance des enfants en remplacement de la surveillance par son personnel; l'usage de ce type de moyen ne peut donc constituer qu'un complément par rapport à celle-ci.

Le recours à des moyens techniques de prise et de diffusion d'images des enfants ne peut intervenir que dans le respect strict des règles en vigueur et moyennant le consentement formel des parents.

La diffusion par voie électronique en direct d'images des enfants est interdite.

Art. 37. L'espace soins et sanitaires est aménagé de façon à garantir le confort, la sécurité et l'intimité des enfants qui le fréquentent tout en permettant au personnel, à l'accueillant(e) de garder un contact visuel et verbal avec les enfants présents dans les espaces activités.

CHAPITRE VI. – Recommandations

Art. 38. Sans préjudice du prescrit de l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté milieux d'accueil, l'aménagement d'une entrée particulière est recommandé lorsque le milieu d'accueil est situé dans un bâtiment qui n'est pas affecté à son seul usage ou à un usage mixte milieu d'accueil - habitation privée de l'accueillant(e) d'enfants ou de la responsable du milieu d'accueil.

Art. 39. Il est recommandé que l'espace accueil soit aménagé de façon à accueillir adéquatement et en toute sécurité le public fréquentant le milieu d'accueil.

Art. 40. Il est recommandé que l'espace activités intérieures soit aménagé de façon à permettre le déroulement simultané de plusieurs activités ludiques, individuelles et collectives. L'espace peut être modulé en fonction de l'âge et des activités des enfants sans que cette modularité ne mette en danger la sécurité des enfants.

CHAPITRE VII. - Entrée en vigueur

Art. 41. Les modalités fixées par l'Office en vertu de l'article 18 de l'arrêté milieux d'accueil s'appliquent aux infrastructures des milieux d'accueil :

1° dont la demande d'autorisation est introduite après l'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de ces modalités;

2° autorisés à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de ces modalités qui ont, après cette date, changé de locaux;

3° autorisés à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de ces modalités qui ont, après cette date, procédé à des transformations de leur bâtiment et dans la limite de celles-ci; à l'exception des transformations qui ont fait l'objet d'une approbation par l'Office antérieure à cette date.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux demandes d'autorisation, aux changements de locaux et aux transformations afférentes à l'ouverture de places dans le cadre de la programmation 2006-2007 des milieux d'accueil en collectivité subventionnés.

Art. 42. Les modalités fixées par l'Office en vertu de l'article 18 de l'arrêté milieux d'accueil s'appliquent aux équipements des milieux d'accueil dont la demande d'autorisation est introduite après l'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation de ces modalités.

Pour les milieux d'accueil autorisés à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation, les modalités relatives aux équipements s'appliquent dans un délai de deux ans à compter de cette date à l'exception de la modalité visée à l'article 12, § 2, 2°, qui s'appliquera au fur et à mesure

du remplacement des équipements existants et au plus tard dans un délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté d'approbation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des modalités fixées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance en vertu de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil,

Bruxelles, le 19 juillet 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Annexe 5 : Auto-évaluation des milieux d'accueil suivant l'Arrêté infrastructures

Introduction

Cette grille qui vous est proposée a pour but de vous accompagner dans le processus de construction, de transformation et / ou d'aménagement de votre milieu d'accueil. Elle reprend les différents articles de l'arrêté afin de vous permettre de vérifier à la fois s'ils sont bien présents et que vous le respectez. Les articles auxquels nous faisons référence étant à la fois repris dans la grille et dans les titres de la brochure, vous pouvez aisément trouver des informations complémentaires en parcourant la brochure. En effet, la grille y est structurée de la même manière. Ainsi, la première et la troisième colonnes reprennent les principaux titres de la brochure. La seconde fait référence à l'article de l'arrêté dont il est question. Ensuite, la quatrième colonne précise les caractéristiques auxquelles doit répondre le milieu d'accueil. Les deux colonnes suivantes vous permettent de cocher si oui ou non vous répondez au critère en question. Enfin, la dernière colonne vous permet de préciser en quoi votre milieu d'accueil répond au critère en question.



Articles			Caractéristiques	Oui	Non	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?
Où installer le milieu d'accueil ?	Article 3	Facilités d'accès	Proximité du domicile ou du lieu de travail des familles			
			Proximité transports en commun			
			Carrefour de différents quartiers et groupes sociaux			
			Facilité de parking			
			Proximité d'autres structures collectives			
			Proximité d'autres services éducatifs et/ou sociaux			
Quels espaces prévoir ?	Article 5	La norme	4m²par place d'accueil pour l'espace activité intérieur et repas			
			2 m² par place d'accueil pour l'espace sommeil/repos			
	Article 4	Les espaces	Espace accueil			
			Espace soins et sanitaires			
			Espace sommeil-repos			
			Espace repas			
			Espace activités intérieures			
		Espace activités extérieures				
Quel type d'organisation des espaces	Article 6	Leur organisation	Permet au personnel du milieu d'accueil ou à l'accueillant(e) d'assurer une surveillance visuelle des enfants			
			Tient compte du nombre d'enfants de l'âge des enfants des objectifs pédagogiques définis dans le projet d'accueil			
	Article 4		L'aménagement ou la construction du milieu d'accueil permet de répondre aux besoins des enfants des parents des professionnels			
Informations techniques relatives à la construction	Article 10	Les fenêtres	S'ouvrent et se ferment de façon sécurisée			
	Article 23		Permettent aux enfants d'avoir une vue «dans un plan vertical» vers l'extérieur			
			Vitres protégées contre les risques de bris			
	Article 24	Protection contre les rayonnements du soleil	Présence de protection extérieure			
			Présence de protection intérieure			
	Article 25	Questions d'éclairage	Priorité à l'éclairage naturel direct et/ou indirect			
			Éclairage suffisant dans les espaces d'activités			
			Éclairage adapté pour les espaces de repos			



Articles	Caractéristiques	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?	
		Oui	Non
Informations techniques relatives à la construction	Article 26 L'aération en question	Présence d'un système efficace d'aération	
	Article 28 Les matériaux	Absence de matériaux pouvant porter atteinte à la santé des enfants	
	Article 19 Les installations	De chauffage	
		Absence d'élément de chauffage à radiation directe	
		Présence de protection des éléments de chauffage	
		Entretien régulier des systèmes et conduits d'évacuation	
	Article 20	De distribution d'eau	
		Prévenir toute contamination de l'eau	
		Protection des appareils alimentés en eau chaude	
Comment aménager l'espace ?	Article 11 Les garde-corps	Hauteur minimale : 1,20 mètre	
		Balustres verticaux : diamètre 1,25 cm minimum	
		Espacement des barreaux : 6,5 cm maximum	
		Pas de barres intermédiaires horizontales OU présence d'un dispositif « plein »	
À quoi faut-il être attentif ?	Article 12 Les barrières	Hauteur minimale : 65 cm	
		Distance entre les barreaux de la barrière ou la barrière et le mur : entre 4,5 cm et 6,5 cm	
		Cadre de la barrière au ras du sol	
		Pas de partie saillante ou d'encoche	
		Pas d'orifices ou d'ouvertures	
		Pas de pièces détachées de petite taille ni de bords coupants	
	Article 22 Les escaliers	Mécanisme de fixation solide	
		Les escaliers comportent des contremarches ou à défaut un système permettant de garantir la sécurité des enfants à ce niveau	
		Les escaliers sont pourvus d'une double main-courante	
		<ul style="list-style-type: none"> • l'une à hauteur d'adulte • l'autre à hauteur d'enfant ou, à défaut, • ne peuvent être accessibles aux enfants en dehors de la présence du personnel d'encadrement 	



Articles			Caractéristiques	Oui	Non	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?
À quoi faut-il être attentif ?	Article 22	Les escaliers	L'accès aux escaliers est protégé par des barrières répondant aux normes de sécurité. L'accès aux escaliers hélicoïdaux est interdit aux enfants seuls ou accompagnés			
	Articles 12, 13 et 18	Éviter les risques corporels	Sont sécurisés ou installés hors d'atteinte des enfants			
			<ul style="list-style-type: none"> • Les prises de courant • Les interrupteurs • Les appareils ou installations électriques 			
			Les parois, les sols et les équipements ne présentent pas de bords, de coins, d'extrémités saillants			
			Les équipements accessibles aux enfants			
			<ul style="list-style-type: none"> • répondent aux normes de sécurité en vigueur ; • sont adaptés à l'âge et au nombre des utilisateurs ; • ne sont pas modifiés par rapport à leur destination initiale. • en cas de modification de la structure initiale des équipements, sa réalisation ne présente aucun danger pour les enfants 			
	Article 14	Les produits dangereux	Les produits chimiques à usage domestique, les produits inflammables et les objets potentiellement dangereux sont placés dans des espaces de rangement			
			<ul style="list-style-type: none"> • spécifiques • sécurisés • hors de portée des enfants 			
	Article 21		L'utilisation de produits nocifs tels que pesticides, insecticides et herbicides,			
			<ul style="list-style-type: none"> • est interdite en présence des enfants • se fait de manière à éviter tout risque pour la santé 			
	Article 17	Sécurité incendie	Rapport du service incendie compétent, attestant de la conformité du milieu d'accueil aux normes de sécurité en la matière			



Articles	Caractéristiques	Oui	Non	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?
La salubrité et l'hygiène au quotidien	Article 27	Les questions de température	18°C dans les espaces de sommeil-repos 20-22°C dans les autres espaces	
	Article 29	Type de sol	Dans les espaces fréquentés par les enfants, • pas de tapis plain • pas de tapis à caractère ornemental	
	Article 32	Entretien des locaux	Pendant les périodes d'ouverture, les locaux du milieu d'accueil sont nettoyés quotidiennement.	
			Le traitement des sols et des surfaces est • adapté aux types de revêtements • compatible avec l'activité du milieu d'accueil.	
			Utilisation des produits d'entretien et désinfectants • usage rationnel • respect de leurs protocoles	
	Article 33	La gestion des déchets	Les déchets émanant du milieu d'accueil sont • quotidiennement évacués • entreposés dans un espace spécifiquement destiné à cette fonction, situé de préférence à l'extérieur.	
	Article 31	Les pollutions intérieures	Le milieu d'accueil prend des mesures afin • d'éliminer le risque de contamination par les pollutions intérieures • de diminuer celles-ci à un seuil acceptable selon les normes en vigueur.	
Zoom sur l'espace accueil	Article 39	L'accueil au sein de la structure	L'espace est aménagé afin d'accueillir le public fréquentant le milieu d'accueil : • adéquatement • en toute sécurité	
	Article 8	L'entrée d'un milieu d'accueil	Existence d'un moyen de contrôle de l'accès des personnes extérieures	
	Article 38		Entrée particulière si implantation dans un bâtiment non affecté au seul usage du milieu d'accueil	

Articles		Caractéristiques	Oui	Non	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?
Zoom sur l'espace soins / sanitaires	Article 37	Aspects pédagogiques L'espace soins et sanitaires est aménagé de façon à garantir aux enfants qui le fréquentent • confort, • sécurité, • intimité tout en permettant au personnel, à l'accueillant(e) de garder avec les enfants présents dans les espaces activités, un contact • visuel • verbal			
	Article 9	Aspects techniques La superficie est proportionnelle • au nombre et à l'âge des enfants • à la taille des équipements qui doivent y être intégrés L'équipement minimal se compose : • d'eau froide et d'eau chaude ; • d'une baignoire ; • de tables à langer ; • d'une poubelle équipée d'un système de fermeture hygiénique ; • d'un bac à linge sale avec couvercle ; • d'espaces de rangement. A l'exception des accueillant(e)s d'enfants, l'espace soins et sanitaires des enfants plus grands comporte, en plus : • des lavabos bas pour enfants; • des WC pour enfants ; • d'un déversoir à proximité			
Zoom sur l'espace sommeil / repos	Article 7	L'espace sommeil repos est : • séparé des espaces d'activités • aménagé de manière à être isolé acoustiquement des autres espaces.			
	Article 34	• Le nombre de lits correspond au moins au nombre maximum d'enfants pouvant être présents simultanément. • Les mesures adoptées permettent une individualisation des lits • L'hygiène de la literie est assuré			



Articles	Caractéristiques		Oui	Non	En quoi le milieu d'accueil répond-il à ce critère ?
Zoom sur l'espace repas	Article 35		<p>L'espace repas est aménagé de façon à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ce que la prise des repas se déroule dans une ambiance conviviale et sereine • garantir la sécurité des enfants <p>En fonction du degré d'autonomie des enfants, le repas est pris individuellement ou collectivement à table.</p>		
Zoom sur l'espace activités extérieures	Article 15	Clôture	<p>Lorsque le milieu d'accueil dispose d'un espace d'activités extérieures, celui-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> • est clos de façon sécurisée • est situé de préférence en continuité avec l'espace d'activités intérieures • son accès est sécurisé 		
	Article 16	Les pièces d'eau, piscines et pataugeoires	<p>Présence de moyens de protection adéquats les rendant inaccessibles aux enfants</p>		
	Article 30	Bac à sable	<p>Les bacs à sable sont implantés et protégés de manière à ne pas être contaminés par les eaux de ruissellement ou par tout autre élément extérieur nuisible :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation adéquate • Protections efficaces • Système de fermeture <p>Le sable est au minimum une fois par an changé ou régénéré.</p>		
Vidéosurveillance	Article 36		<p>Le milieu d'accueil ne recourt à aucun moyen de vidéosurveillance des enfants en remplacement de la surveillance par son personnel ; l'usage de ce type de moyen ne peut donc constituer qu'un complément par rapport à celle-ci.</p>		
			<p>Le recours à des moyens techniques de prise et de diffusion d'images des enfants se fait dans le respect strict des règles en vigueur moyennant le consentement formel des parents</p>		
			<p>Diffusion par voie électronique en direct d'images des enfants : respect de l'interdiction</p>		



Aménager l'ancienne école de Petit Dour- Métré estimatif
PCDR de Dour - Fiche-projet n° 1.8

POSTE	Mm	UNITE	QUANTITE	PRIX UNITAIRE	PRIX TOTAL
Etat des lieux	PM				
Egouttage	PM				€ 10.000,00
Démolitions, déblais et évacuation	QP	m³			€ 12.000,00
Restaurations	QP	-			€ 18.485,00
Restauration faux- plafonds	QP	m²	107	€ 55,00	€ 5.885,00
Restauration toitures	QP	m²	126	€ 100,00	€ 12.600,00
Gros-œuvre	QP				€ 35.000,00
Nouvelles aile est	QP	m²	35	€ 1.000,00	€ 35.000,00
Isolation thermique et acoustique (murs intérieurs et toiture)	QP				€ 39.800,00
	QP	m²	398	€ 80,00	€ 31.840,00
Nouvelles menuiseries	QP	-			€ 16.570,00
Portes extérieures en verre	QP	pce	2	€ 1.000,00	€ 2.000,00
Portes extérieures en bois simple battant	QP	pce	1	€ 1.185,00	€ 1.185,00
Portes intérieures à peindre en bois	QP	pce	8	€ 85,00	€ 680,00
Châssis fenêtres fixes	QP	m²	33	€ 385,00	€ 12.705,00
Parachèvements (revêtements murs, sols, plafonds et cloisons)	QP				€ 60.600,00
M² Global	QP	m²	160	€ 260,00	€ 41.600,00
Citerne E.P. 10.000l + alimentation sanitaire	QF	FF	1	€ 8.000,00	€ 8.000,00
Protection et détection incendie	QF	FF	1	€ 5.000,00	€ 5.000,00
Equipement cuisine	QP	FF	1	€ 6.000,00	€ 6.000,00
Techniques spéciales Installation de chauffage (normes spéciales)	QP				€ 56.000,00
		m²	160	€ 350,00	€ 56.000,00
Aménagements extérieurs	QP	-			€ 9.000,00
Plantations					€ 5.000,00
Espace de jeux sécurisé					€ 4.000,00
total travaux htva					€ 257.455,00
Installation chantier	QF	FF			€ 20.000,00
Imprévus	QF	%	5%		€ 12.872,75
Bureaux d'études	QF				€ 39.345,89
Architecte (rénovation)	QF	%	12%		€ 30.894,60
Bureaux d'études techniques spéciales et stabilité	QF	%	2%		€ 5.149,10
Responsable PEB (rénovation importante)	QF	FF	1		€ 1.500,00
Coordination sécurité-santé	QF	%	0,7%		€ 1.802,19
TOTAL GENERAL HORS TVA					€ 329.673,64
TVA 21%					€ 69.231,46
TOTAL GENERAL TVAC (21%)					€ 398.905,10

Installer un Conseil Consultatif des Jeunes (CCJ)

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.

Objectifs opérationnels

- A.5. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales.

Justification du projet

La commune de Dour souhaite accorder une importance maximale au débat démocratique et ce à tous les niveaux. Dans ce cadre quelques tentatives de mises sur pied d'un Conseil Consultatif des Jeunes (CCJ) ont été lancées mais sans succès. La Commune veut être attentive aux besoins et souhaits de ses jeunes. Or, bien qu'il existe quelques comités rassemblant des jeunes dans l'entité, la communication avec la Commune quant à leurs attentes n'est pas assez fréquente. De manière générale, les jeunes sont difficiles à mobiliser. La création d'un Conseil consultatif permettrait d'atteindre cet objectif. L'amélioration de la communication avec les jeunes, permettra de renforcer leur encadrement et de développer de nouvelles activités pour compléter l'offre existante. Les jeunes participeront ainsi davantage à la vie sociale et culturelle de la Commune. De plus, la collaboration entre les différents comités de jeunes sera renforcée.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

Le projet consiste à mettre en place un CCJ en vue de leur donner la parole, de les écouter et de déterminer leurs attentes. La présente fiche aura pour objectif d'apporter les outils nécessaires à l'administration communale pour mettre en place celui-ci. L'objectif général est de sensibiliser les jeunes à la vie politique et la citoyenneté responsable tout en leur permettant d'exprimer leur point de vue, de faire part de leurs opinions et d'ouvrir le débat.

La création d'un Conseil Consultatif des Jeunes passe par la mise en œuvre de différentes étapes. Les étapes décrites ci-après s'inspirent notamment du processus mis en œuvre dans d'autres Villes et Communes et pour lesquelles les CCJ ont connu une véritable réussite en la matière.

Préambule : Mise en place d'un comité d'accompagnement

Avant le lancement proprement dit d'un appel à candidature, il s'avère primordial de mettre sur pied un comité d'accompagnement réunissant les différentes associations porteuses de ce type d'initiative et les représentants de la ville de Dour. En effet, il s'avère indispensable que les associations porteuses puissent amener leur savoir-faire, leur expertise de terrain mais également leur connaissance du public concerné (les jeunes). D'autre part, la ville de Dour doit pouvoir apporter, de manière proactive, son soutien et son aide logistique à ces différentes associations. Par ailleurs la commune aura pour mission de mettre un local à disposition du CCJ pour que celui-ci puisse y tenir ses réunions.

De sorte à assurer une discussion pleine, les associations représentées devront concerner les domaines les plus vastes pour prendre en compte la pluralité des avis. Chacune de ces associations pourra désigner un représentant au sein du comité d'accompagnement qui assumera son mandat en corrélation avec les valeurs défendues par son association.

Lancement d'une campagne d'information

Pour toucher les jeunes, il faut entreprendre des démarches auprès de ceux-ci. Celles-ci peuvent être très différentes : une personne relais au sein des différentes associations, clubs sportifs, mouvements de jeunesse,... qui informerait les jeunes sur cette démarche de mise sur pied du CCJ. D'autres organismes peuvent également jouer le rôle de relais tels que les écoles, les comités de quartier, de villages, les jeunesses syndicales,...

Au niveau de l'administration, une diffusion peut être réalisée via le bulletin communal et le site internet de la commune. L'objectif de cette campagne est toucher le plus grand nombre de jeunes possible afin de récolter un maximum de candidature.

De plus, sur base des données population, un courrier nominatif pourrait être envoyé aux jeunes âgés entre 12 et 17 ans. Ce courrier devra être succinct mais suffisamment clair pour interpeller le jeune citoyen (utilisation du « tu », conscientiser le jeune,...). (**Cf. Annexe 1**) Selon les données du diagnostic, la commune de Dour comptait, en 2011, 1.210 adolescents âgés entre 12 et 17 ans. Si nous considérons que l'âge maximal optimal pour faire partir d'une telle commission est de 15 ans, ce chiffre tombe à 795 (De sorte à ce que chaque jeune soit âgé de moins de 18 ans durant toute la durée de son mandat).

Une fois les candidatures arrêtées, les programmes du CCJ sont envoyés à nouveau à cette jeune population, de même que les bulletins de vote à rentrer. Le dépouillement des votes sera organisé par les autorités communales qui informeront personnellement chaque candidat des résultats obtenus. Ce type

d'élection obtient un impact d'autant plus important si elle est réalisée dans la continuité d'élections communales, provinciales ou fédérales. Dès lors, une première réunion de démarrage pourra être mise sur pied avec l'ensemble des candidats ayant reçu le plus de votes et les suppléants pour lancer la création du CCJ.

Composition du CCJ

Afin d'éviter toute discrimination, hormis l'obligation d'être domicilié au sein du territoire, aucune restriction de nationalité ne devra être appliquée au sein de ce CCJ. De plus, afin de se conformer à ce qui se fait au niveau supérieur, une parité homme/femme devra également être respectée au sein du Conseil. Les futurs membres seront désignés pour un mandat d'une durée de 2 ans. Les attributions, les compétences, la composition, l'organisation, le fonctionnement du CCJ et du bureau seront définis par un règlement. Un exemple de règlement est fourni en annexe (**Cf. Annexe 2**).

Le CCJ de Dour pourrait par exemple être constitué de 26 membres (idem que le Conseil Communal), dont un président, un vice-président et un secrétaire ainsi que deux membres qui forment ensemble ce qu'on appelle le bureau du CCJ. Ce bureau aura les rôles suivants :

- Gérer les affaires quotidiennes du CCJ ;
- Faire le suivi des propositions et des projets auprès des autorités politiques ;
- Analyser et répondre aux sollicitations émanant des différentes structures extérieures ;
- Fixer l'ordre du jour des Séances Plénières.

Un coordinateur du CCJ devra également être désigné parmi le personnel communal ou les élus locaux dans le but d'encadrer les jeunes et leur apporter un soutien notamment au niveau du bureau du CCJ.

Les membres du CCJ pourront participer à deux types de rencontres, à savoir les Séances Plénières et les Commissions Thématiques. Ces séances et commissions se dérouleront selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur (ROI) du CCJ. Ce règlement d'ordre intérieur, devra établir et définir les modalités :

- Organisation des rencontres (jour, lieu, heure,...) ;
- La définition du nombre de Commission Thématiques ;
- De composition du bureau du CCJ ;
- De démission ou d'absence ;
- Déontologiques (acte raciste, grossièreté, ...).

Un exemple de ROI est présenté en annexe. (**Cf. Annexe 3**)

Origine de la demande

- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural (CLDR) ;
- Commune de Dour.

Localisation

- Néant.

Statut au plan de secteur

- Néant.

Statut de propriété

- Néant.

Tâches à réaliser

1. Mettre sur pied un groupe de travail réunissant les acteurs locaux et des élus ;
2. Mettre en place un comité d'accompagnement ;
3. Lancer une campagne d'information du CCJ ;
4. Organiser les élections pour les membres de la CCJ ;
5. Lancer le CCJ et assurer sa pérennité dans le temps.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 2.6 - Restaurer la maison Citoyenne de Wihéries.

Impact environnemental

- La mise en œuvre du CCJ des jeunes ne devrait pas engendrer d'impact environnemental particulier sur le territoire. Cependant, les jeunes, généralement plus préoccupés que leur aînés dans les matières environnementales pourraient avoir un impact positif sur les décisions et projets de l'administration en la matière sur le territoire communal.

Impact social

- La mise en place du CCJ permettra un échange social important entre les membres même de ce CCJ mais également entre ces derniers, le monde politique et les différents acteurs du territoire.

Impact économique

- La mise en place du CCJ permettra d'intégrer les jeunes non seulement dans la vie politique mais également économique.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- En termes de création d'emploi, il est possible de voir se créer un emploi pour le coordinateur du CCJ, à moins que ce poste ne soit implémenté dans les attributions d'un tiers.

Origine du financement

Pas de subventionnement Développement Rural, à prévoir sur fonds communal.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Part de la jeune population concernée.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Néant.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

- La commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie ;
- Administration communale ;
- Elus locaux ;
- Comités des fêtes ;
- Groupements de jeunesse ;
- Associations du territoire.

Estimation financière

- Frais de la campagne d'information : 2.000 € TVAC
- Frais de fonctionnement annuel du CCJ : 6.000 € TVAC

Annexes

- Annexe 1 : Lettre aux jeunes ;
- Annexe 2 : Règlement du CCJ ;
- Annexe 3 : Règlement d'ordre intérieur du CCJ.

Bientôt un Conseil Consultatif des jeunes à Tournai !



Tournai, le 24 mars 2006

Bonjour,

Tu as 15, 16 ou 17 ans ? Tu as des idées, tu veux monter un projet ? Alors voici un nouveau moyen de bouger !

Comme tu le sais peut-être, le Conseil Communal de Tournai a décidé de soutenir la création d'un Conseil Consultatif des Jeunes à Tournai, approuvant ainsi l'initiative de plusieurs associations actives à Tournai dans le secteur Jeunesse : Les Amis du Monde, Canal J, La COJT, Forum Citoyen /Front Antifasciste, Infor Jeunes, la Ligue de l'Enseignement, les maisons de jeunes Masure 14 et Porte Ouverte, Du Pain sur la Planche, le SAIS.

La Ville de Tournai et toutes ces associations souhaitent promouvoir l'exercice d'une citoyenneté responsable et critique. La participation à la vie communale de tous et, notamment, des jeunes qui vont voter pour la première fois, constitue un rempart important face à la propagation et la banalisation des idées d'extrême droite.

Nous faisons donc appel à toi, tu as entre 15 et 17 ans (si tu es donc né(e) entre le 1^{er} janvier 1990 et le 31 décembre 1992) et que tu es domicilié(e) dans l'entité de Tournai. **Nous t'invitons à te porter candidat(e) pour faire partie du premier Conseil Consultatif des Jeunes de Tournai qui sera installé début 2007.**

Comme beaucoup d'autres jeunes, tu as sûrement envie de réaliser des projets, pour favoriser le respect des différences, pour t'exprimer au sujet de la place des jeunes à Tournai, pour prendre des responsabilités, pour représenter celles et ceux qui voteront pour toi ...

Il y a certainement des choses que tu souhaiterais mettre en place ou améliorer dans ton cadre de vie, dans ton village, dans ton quartier ou, plus globalement dans la Ville de Tournai, en matière de démocratie, d'activités pour les jeunes, de sport, de mobilité, de vie culturelle, d'environnement, etc.

Une campagne de sensibilisation est lancée. Tu trouveras tous les infos utiles dans le dépliant ci-joint.

Si tu es tenté(e) par l'aventure, nous t'invitons cordialement à participer à l'une des séances d'information qui se dérouleront dans les villages du Grand Tournai et à te procurer un dossier de candidature auprès d'**Infor Jeunes** qui pourra te donner toutes les infos pratiques sur ce projet :

soit par téléphone au n° **069/22 92 22**
soit par courriel **tournai@inforjeunes.be**
soit en consultant le site **www.tournai.be/ccj**

<p>Attention ! Ta candidature devra être rentrée pour le <u>30 septembre 2006</u> au plus tard !</p>

Le premier mandat des jeunes conseiller(ère)s sera de 3 ans : 2007, 2008 et 2009. Si tu es élu(e), tu seras invité(e) à siéger en séance plénière et en groupes de travail pour discuter et proposer des projets concrets à la Ville. Tu seras aidé(e) dans ta mission par les membres d'un Comité d'accompagnement et par les services de l'administration communale.

Une véritable aventure enrichissante et constructive pour faire bouger les jeunes à Tournai !

En espérant t'avoir convaincu(e) de t'intéresser à ce projet, nous attendons avec impatience de tes nouvelles.

Nous te souhaitons bonne chance et te disons déjà à très bientôt !

Didier COUPEZ,
Secrétaire Communal

Christian MASSY
Bourgmestre

Règlement *(basé sur celui établi au niveau de la ville de Charleroi)*

Chapitre 1 : Attributions et compétences du Conseil Consultatif des Jeunes

Art.1 - Le Conseil Communal de Dour crée un Conseil Consultatif des Jeunes (CCJ) ayant essentiellement pour objet :

- de veiller aux intérêts des jeunes et de délibérer par voie d'avis sur toutes les questions d'ordre éthique, social, économique, sanitaire, culturel, pédagogique, juridique, de sécurité et d'environnement qui, sur le plan communal, les concernent directement ou indirectement.
- de remettre, à la demande du Collège des Bourgmestre et Echevins (minimum 2 sujets par an) ou d'initiative, un avis consultatif. Le Collège l'inscrit éventuellement à l'ordre du jour du Conseil communal ou à la commission ad hoc du Conseil communal ou le transmet au Président du CPAS. Le CCJ est informé par le Collège des Bourgmestre et Echevins du suivi de ses avis.

Tout point porté à l'ordre du jour du Conseil communal par un conseiller communal ayant trait à l'objet du Conseil consultatif des jeunes est transmis pour avis préalable à ce conseil sauf si les organes communaux et /ou du CPAS se sont déjà prononcés sur le même objet.

Art.2. - Le CCJ dispose d'un rôle consultatif. Ses activités sont préparées et exécutées par le bureau du CCJ. Le pouvoir de décision, sur des sujets appelant l'intervention des autorités communales appartient au Collège des Bourgmestre et Echevins, au Conseil communal, au Conseil de l'Aide Sociale ou au bureau permanent, chacun pour ce qui le concerne.

Chapitre 2 : Composition du Conseil Consultatif des Jeunes (CCJ)

Art. 3. - Le CCJ est composé au maximum de 32 membres (sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures) qui se décompose en 16 jeunes conseillers maximum et le solde représentant les jeunes conseillers suppléants.

Les 16 candidats obtenant le plus de voix sont élus "jeunes conseillers", et les candidats restant représentent les "jeunes conseillers suppléants".

Ils sont élus par l'ensemble des jeunes de la même tranche d'âge qui sont repris dans les registres d'inscription à la population de Dour.

Les membres doivent obligatoirement être domiciliés à Dour.

Une autorisation parentale est exigée afin de pouvoir siéger.

En aucun cas, la nationalité du jeune ne pourra être un obstacle à l'admission au CCJ.

Art.4. - Les membres du CCJ doivent être âgés entre 12 et 16 ans au moment de l'élection. Les jeunes élus peuvent néanmoins terminer leur mandat au-delà du terme de 18 ans mais ils sont démissionnaires d'office

dès que leur candidature est validée sur une liste arrêtée définitivement par le Bureau Principal pour des élections communales, régionales, provinciales, fédérales ou européennes.

Art.5. - Les membres sont élus à titre individuel et ne peuvent en aucun cas être désigné(e)s par le Conseil Communal ni par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art.6. - Le Conseil Communal charge le Collège des Bourgmestre et Echevins :

- de déterminer les modalités d'inscription ;
- de choisir les moyens les plus appropriés afin d'inciter les jeunes de la tranche d'âge concernée à poser leur candidature;
- d'organiser le bon déroulement des élections du CCJ et du bureau dans ses différentes phases et ce, jusque la mise en place définitive du Conseil Consultatif des Jeunes.

Art.7. - Les membres du CCJ sont désignés pour 2 ans.

Chapitre 3 : Organisation et Fonctionnement du CCJ

Art.8. - Lors de leur première assemblée, les membres désignent parmi les jeunes conseillers un(e) président(e), un(e) vice-président(e), un(e) secrétaire, deux membres du bureau, qui forment avec le coordinateur, désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le Bureau du CCJ.

Art.9. - Les jeunes conseillers établiront leur Règlement d'Ordre Intérieur dans les trois mois suivant l'installation du CCJ. Ils le porteront à la connaissance du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Art10. - Le CCJ se réunit au minimum 4 fois par an dont une fois au cours du mois de décembre; l'Echevin ayant la Jeunesse dans ses compétences est invité à participer à cette dernière réunion au cours de laquelle le (la) Président(e) adresse aux membres un rapport sur l'activité du Bureau durant l'année écoulée.

Le CCJ établit également un rapport d'activités de l'année écoulée et le transmet au Collège communal à l'attention du Conseil communal. Il est porté à l'ordre du jour de la réunion d'information du Conseil communal suivant après avoir été préalablement examiné à la commission "Participation du Citoyen" avec invitation aux membres de la commission "Education- Formation-- Jeunesse- Centres Récréatifs Aérés".

Art11. - Chaque réunion fait l'objet d'un ordre du jour arrêté par le Bureau ; les urgences à traiter, en fonction de l'actualité, peuvent y être ajoutées en séance par le Président. L'ordre du jour peut tenir compte des suggestions des jeunes conseillers si elles ont été transmises 15 jours calendrier au moins avant la réunion du CCJ. Le Président, assisté du coordinateur, font respecter l'ordre du jour afin d'assurer le bon déroulement des réunions.

Art 12. - Les convocations, avec ordre du jour, sont expédiées par le Président et le Secrétaire, par écrit, au domicile 5 jours ouvrables au moins avant la date prévue de la réunion ou, en cas de nécessité, par simple appel téléphonique.

Art 13. - En cas de besoin , le CCJ peut inviter une ou des personnes réputées pour ses ou leurs compétences en rapport avec l'ordre du jour afin d'apporter son (leur) concours sur un sujet déterminé.

Art 14. - La séance est présidée par le (la) Président(e) ou défaut par le (la) vice-Président(e) du CCJ. S'ils sont absent(e)s ou empêché(e)s, la présidence est assurée par le plus âgé des membres. Si celui-ci se désiste, le (la) Président(e) de séance est choisi(e) parmi un des jeunes conseillers.

Art 15. - Le CCJ ne peut prendre de résolution que si la majorité simple des jeunes conseillers est présente ou représentée à la réunion. Si le nombre n'est pas atteint, il pourra, endéans les 15 jours ouvrables, après une nouvelle convocation, délibérer valablement quel que soit le nombre de jeunes conseillers présents. Il en sera fait mention dans le procès-verbal.

Art.16. - Chaque jeune conseiller du CCJ a voix délibérative.

Art.17. - Toutes les résolutions sont prises à la majorité simple des suffrages émis par les jeunes conseillers présents. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Art.18. - Le secrétaire, assisté du coordinateur, rédige le procès-verbal de chaque séance. Le procès-verbal est communiqué dans les plus brefs délais aux membres du CCJ. Il mentionne les résolutions prises, le texte complet des avis émis, le résultat des votes ainsi que le nom de tous les membres présents, excusés ou absents.

Art.19. - Le Conseil communal met à la disposition du CCJ et du Bureau les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, le local et l'infrastructure et un budget de fonctionnement.

Art.20. - Le secrétariat administratif du CCJ et du bureau du CCJ est assuré par le coordinateur.

Art.21. - L'adresse de contact est établie au service de la Jeunesse de Dour.

Chapitre 4 : Organisation et fonction du Bureau

Art22. - Le Bureau du CCJ est composé du (de la) Président(e), du (de la) Vice-Président(e), du (de la) Secrétaire, des deux membres du bureau, et du coordinateur.

Art 23. - Il a pour mission :

- de fixer l'ordre du jour du CCJ.
- d'assurer la préparation et le suivi des résolutions et missions du CCJ.

Art 24. - Le Président, assisté du coordinateur, réunissent le Bureau aussi souvent que nécessaire et au moins autant de fois que le CCJ.

Art 25. - Les décisions se prennent à la majorité des voix et en cas de parité, la voix du (de la) Président(e) est prépondérante. Tout membre du Bureau empêché ou absent n'est pas remplacé sauf si son absence se prolonge au-delà de 6 mois à compter à partir de la première absence.

Art 26. - Le Secrétaire, assisté du coordinateur, rédigent le procès-verbal de chaque séance. Ce procès-verbal est communiqué dans les plus brefs délais aux membres du Bureau.

Règlement d'ordre intérieur du C.C.J.

1. ORGANISATION DES RENCONTRES :

Trois types de rencontres seront organisés :

- les réunions plénières
- les commissions thématiques (au nombre de 3)
- le forum de discussion

1.1 Les réunions plénières :

Les réunions plénières se tiendront, sauf cas de force majeure, en alternance le (jour de semaine) de ... h à ... h à ...

Les jours et les heures de réunion seront fixés pour un semestre (6 mois).

Chaque début de semestre, le point sera inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière afin, si nécessaire, de changer le jour de rencontre.

Tout point inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière qui ne pourra être débattu sera automatiquement inscrit à l'ordre du jour de la réunion plénière suivante.

Tout jeune conseiller est tenu d'avertir le coordinateur de son absence à la réunion plénière soit par téléphone soit par écrit.

Afin d'optimiser la communication entre les membres et le Bureau, une boîte à suggestions sera mise à disposition des conseillers lors de chaque séance plénière.

Chaque jeune conseiller qui désire prendre la parole doit lever la main et attendre l'autorisation du Président pour s'exprimer.

Tous les Gsm devront être coupés pendant toute la durée de la séance plénière et autres réunions de commissions.

Lors de la présentation des projets par les différentes commissions, les jeunes conseillers ne peuvent pas refuser la ou les propositions mais peuvent demander d'y apporter des modifications.

Si une révision est nécessaire, les jeunes conseillers qui ont voté « contre » seront invités à argumenter leur choix soit oralement soit via la boîte à suggestions.

Ensuite, le Bureau transmettra un courrier avec les remarques à la commission concernée qui représentera, pour accord, la proposition modifiée à la séance plénière suivante.

1.2. Les commissions thématiques :

Les thèmes suivants ont été retenus par les jeunes conseillers à la suite d'une enquête préalable à la première réunion plénière :

- a. La commission « ... »
- b. La commission « ... »
- c. La commission « ... »
- d. La commission « ... »

Les différentes commissions se réuniront en fonction des agendas tant des conseillers que de l'animateur responsable et se tiendront sur convocation de ce dernier.

Les décisions se prendront à la majorité simple des voix (soit la moitié + 1) et ce, quel que soit le nombre de Conseillers présents.

La ville de Dour pourra mettre à disposition des différentes commissions, sous l'unique responsabilité de l'animateur tant au niveau de l'occupation que de la réservation, les locaux nécessaires à la tenue des réunions. Les demandes de réservation seront centralisées auprès du coordinateur ou auprès des animateurs de Commission.

Dans chaque commission, les membres doivent désigner un rapporteur chargé de réaliser, lors de chaque réunion plénière, le compte-rendu du travail effectué en commission.

Au-delà du compte-rendu, les commissions qui désirent inscrire un point à l'ordre du jour de la réunion plénière doivent en informer le bureau par écrit.

L'animateur de commission doit obligatoirement informer le coordinateur de chaque démarche (date de réunion, lieu de la réunion, visites extérieures,...) effectuée par la commission dans le suivi des projets. Pour ce faire, des réunions d'évaluation de l'équipe d'animation se tiendront régulièrement dans les locaux du Département Jeunesse.

La commission qui produit un document nécessaire au suivi des propositions doit obligatoirement en fournir un exemplaire au coordinateur.

L'animateur rédigera un P.V. de la réunion. Celui-ci sera remis, pour approbation, aux membres de la commission lors de la réunion suivante.

1.3. Le Forum de discussion :

Tous les autres thèmes qui n'entrent dans aucune des 3 commissions seront abordés dans une commission transversale sous la forme d'un FORUM DE DISCUSSION.

Celui-ci sera mis en place au début du mandat.

Ce forum abordera à un sujet différent à chaque fois, choisi par les jeunes conseillers (sauf si les membres souhaitent l'approfondir à la réunion suivante).

Si nécessaire, une personne de référence pourra éventuellement être invitée.

De plus, si un projet intéressant se dégage, une concrétisation pourra être envisagée.

2. LE BUREAU :

Le bureau élu lors de la réunion plénière du 14 décembre 2007 se compose comme suit:

Président(e):

Vice-Président(e):

Secrétaire:

Membre:

Membre:

Le coordinateur :

3. DEMISSIONS :

Le jeune conseiller qui désire démissionner doit introduire une demande écrite au *Département Jeunesse* soit par courrier postal ou soit par courrier électronique.

4. ABSENCES AUX REUNIONS :

Après 5 absences excusées ou 3 absences non excusées consécutives d'un jeune conseiller, que ce soit en commission ou en séance plénière, le bureau interpellera le jeune concerné afin d'entendre les raisons de ces absences et d'envisager son maintien ou sa démission en tant que membre du CCJ.

Remarque : les absences du lendemain ne seront pas valables

5. DEONTOLOGIE :

La plus grande courtoisie envers les jeunes conseillers et les animateurs est requise durant les débats, que ce soit en réunion plénière ou en commission. Tout litige à ce propos sera tranché par le Bureau.

Les propos à caractère raciste, xénophobe ou sexiste, ainsi que la grossièreté en général sont formellement proscrits.

Le jeune conseiller qui se rendrait coupable d'une telle infraction sera immédiatement sanctionné de la manière suivante :

- a. 1ère infraction : un blâme écrit, rédigé par le bureau et signé par le Président.
- b. 2ème infraction : expulsion du CCJ et remplacement par un conseiller suppléant.

D'autre part, toute forme de propagande de forme philosophique, religieuse ou politique n'est pas autorisée entre conseillers.

Les jeunes conseillers ne pourront en aucun cas effectuer de démarche engageant le CCJ sans avoir reçu l'aval du/de la coordinateur/rice.

Le présent règlement d'ordre intérieur est susceptible d'être modifié en fonction de cas qui se présenteraient en cours d'exercice. Ces modifications devront être décidées en réunion plénière.

Doter Dour d'une stratégie touristique

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- B.4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- C.2. Répondre aux différents enjeux et objectifs définis dans la stratégie de développement du projet Cœur de Hainaut.
- D.1. Protéger le patrimoine naturel et valoriser la biodiversité, le maillage écologique et le réseau hydrographique du territoire.
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Le diagnostic a clairement démontré le potentiel touristique de l'entité au niveau patrimonial, historique, festif, économique ou encore naturel et surtout son manque de valorisation due notamment au fait qu'il n'existe sur le territoire aucune structure permettant de diffuser l'information dans cette matière.

La volonté des autorités communale est actuellement clairement de pallier à ces carences en dotant la commune d'un véritable plan stratégique en matière de tourisme. Ce projet s'inscrit pleinement dans une réflexion globale en cours au niveau du territoire communal avec notamment divers projet d'importance tel que le Centre Récréatif du Belvédère.

L'objectif général de ce projet est d'évaluer l'offre touristique à Dour et proposer un plan stratégique d'action pour son développement et sa pérennisation. Le but final de cette stratégie touristique est de rendre la commune de Dour attractive, cohérente et compétitive.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

I. Préambule

Le développement de l'activité touristique d'un territoire est une matière vaste et diversifiée nécessitant d'être confiée à des professionnels du secteur pour être correctement réalisée.

Le projet consistera donc à faire réaliser sur la commune de Dour un plan touristique stratégique par un bureau d'études spécialisé dans le domaine.

Cette étude devra au minimum comporter un diagnostic exhaustif de la situation actuelle en termes de faiblesses et de potentialités touristique afin de définir par la suite une stratégie claire qui devra se traduire par des objectifs et actions stratégiques spécifiques à court, moyen et long terme.

Insistons néanmoins sur le fait qu'afin de répondre aux besoins actuels des habitants sans pour autant compromettre les générations futures, il s'avère indispensable de tourner cette stratégie touristique vers le développement durable. En effet, le tourisme durable a tendance à concilier les objectifs aussi bien économiques qu'environnementaux sans pour autant détériorer ces derniers. Ce concept du tourisme assure un développement économique inscrit sur le long terme, respectueux des ressources environnementales et culturelles tout autant que l'habitant, les visiteurs, les acteurs et salariés du secteur. De plus ce tourisme doit être accessible à tous et également adapté, dès lors, aux personnes à mobilité réduite (pentes des promenades, rampes d'accès aux musées,...).



Cette thématique du tourisme durable est d'autant plus d'actualité dans le cadre de la commune de Dour du fait que celle-ci fait partie du Parc Naturel des Hauts-Pays. Celui-ci est actif dans différents domaines et propose de nombreuses activités en rapport avec les ressources naturelles, économiques et culturelles du territoire, telles que les marchés « saveurs et terroir », les balades du Haut-Pays, les bonnes adresses (artisanat, saveurs, restauration, logement).

II. La structure du plan stratégique touristique

Le présent PCDR peut servir de base au diagnostic du plan stratégique touristique de la commune de Dour, mais nécessite des précisions au niveau notamment des fréquentations, de l'étude de l'offre et de la demande. Dans ce cadre la commune, par l'intermédiaire de cette fiche-projet est invitée à lancer une étude qui consistera en un plan stratégique de développement touristique. Ce type d'étude pourrait se développer selon la méthodologie suivante :

- La visite du territoire dourais, des sites touristiques et équipements majeurs ;
 - Réaliser un état des lieux de l'existant :
 - La desserte de la destination ;
 - Les principaux marchés touristiques et excursionnistes de Dour ;
 - Les hébergements touristiques ;
 - Les attractions touristiques ;
 - L'environnement concurrentiel.
 - L'analyse documentaire
 - Statistiques de fréquentation des sites touristiques et équipements majeurs existant sur le territoire ;
 - Relevé les éditions locales et régionales mentionnant les activités du territoire ;
 - Analyser les guides touristiques de la région.
 - Identifier les forces et les faiblesses du territoire :
 - Adéquation offre-demande
 - Identification des problèmes
 - Identifier les potentialités territoriales ;
 - Analyse de la structuration de l'offre par filière :
 - Détente ;
 - Découverte ;
 - Activité de plein air ;
 - Tourisme d'affaires.
- L'entretien avec les acteurs du territoire (public, privé) :
 - Questionnaire auprès de la population mais également des acteurs directs du tourisme au sein du territoire ;
 - Définir les dynamiques locales :
 - Identification des intérêts des acteurs locaux.
- Préconiser des éléments stratégiques d'actions :
 - Les actions spécifiques à chaque filière ;
 - Les actions transversales.

Sur base d'un inventaire de l'offre existante sur le territoire, il faut proposer une structuration des filières, sous-filières, types de produits touristiques, identifiés par le plan marketing de l'Office de Promotion du Tourisme 2006-2016 (découverte, détente, activité de pleine nature, tourisme d'affaire) sous forme de tableaux synthétique. A titre d'exemple nous renvoyons à la publication de la Région Wallonne : « Plan stratégique de structuration et de valorisation de l'offre touristique 2008-2016 », qui reprend la structure pour la réalisation d'un tel plan.

III. Les défis de la stratégie touristique

Il est important d'établir cette stratégie touristique de manière structurelle en déterminant des défis notamment en essayant de déterminer le public cible. En effet, cela pourra mettre en évidence les objectifs à poursuivre pour toucher et maîtriser le type de visiteurs sur le territoire. Ces objectifs peuvent être les suivants :

- Favoriser le tourisme hors saison ;
- Améliorer l'accueil touristique ;
- Responsabiliser les clients ;
- Promouvoir Dour auprès de la clientèle française ;
- Identifier de nouveaux marchés ;
-

Le deuxième défi peut consister à la détermination du produit touristique du territoire avec des objectifs tels que :

- Disposer d'une offre variée en termes de promenades balisées ;
- Préserver l'environnement naturel et de qualité pour chacune des activités du territoire ;
- Améliorer l'accueil touristique ;
- Responsabiliser les clients ;
- Promouvoir Dour auprès de la clientèle française ;
- Identifier de nouveaux marchés ;
-

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population
- Groupes de travail
- Commission Locale de Développement Rural
- Collège communal

Localisation

- Commune de Dour.

Statut au plan de secteur

- Néant.

Statut de propriété

- Néant.

Tâches à réaliser

- Rédaction d'un Cahier Spécial des Charges ;
- Appel d'offre ;
- Désignation d'un bureau d'études ;
- Réalisation de l'étude.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.7 - Aménager le site des Cocarts (bois, chapelle, ancienne école) ;
- FP 1.10 - Diversifier l'accès aux produits locaux.

Indicateurs de résultats

- Analyse de l'évolution du nombre de nuitées sur l'entité ;
- Analyse de l'évolution de la fréquentation des sites touristiques.

Impact environnemental

- La commune de Dour présente une richesse naturelle particulière liée à l'activité passée. Dans ce cadre, la commune bénéficie de nombreuses promenades basées sur le passé industriel du territoire et liée à la présence du PNHP. La mise en œuvre d'un plan stratégique aura pour impact de permettre l'entretien et la mise en valeur de l'environnement naturel du territoire dans un respect parcimonieux de celui-ci.

Impact social

- La mise en valeur et la pérennisation du tourisme local aura pour impact social l'augmentation des relations entre habitants d'un part mais également entre les habitants et le cadre communal. Cette mise en œuvre de plan touristique stratégique aura pour but la rénovation de nombreux sites et le rattachement de la population avec ceux-ci.

Impact économique

- D'une part, l'activité touristique et la pérennisation de celle-ci sera accompagnée par la création d'emploi constant mais également saisonnier. D'autre part, l'activité touristique permet des retombées économiques notamment au niveau de l'horeca et des petits commerces.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Dans l'optique de la mise en œuvre d'un plan stratégique touristique amènera indéniablement à la création d'emploi. Un poste pourrait être créé au niveau de l'administration communale de sorte à assurer le suivi d'un tel plan et de permettre les rencontres entre les acteurs du territoire. La mise en œuvre d'une structure d'accueil devra également être accompagnée de la création d'un poste pour l'accueil des touristes mais également pour le suivi administratif.

Origine du financement

Pas de subventionnement en Développement Rural. Subventionnement via le Commissariat Général au Tourisme à envisager.

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Réalisation de l'étude stratégique proprement dite
- Prédéfinir le type de tourisme à développer au sein du territoire en rapport avec l'offre existante mais également les attentes de la population.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Le présent PCDR peut servir de diagnostic de base à la mise en œuvre d'une stratégie touristique, nécessitant plus de précisions au niveau des attractions touristiques, hébergements, fréquentation,...

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme
- Priorité du Collège : Court terme

Maître d'ouvrage

- La commune de Dour.

Partenaires

- Commune de Dour ;
- Office de Promotion du Tourisme Wallonie-Bruxelles ;
- Service Public de Wallonie ;
- Le Parc Naturel des Haut-Pays ;
- ASBL Dour Centre-Ville ;
- ADL ;
- ARC Borinage – Haut-Pays ;
- Privés.

Estimation financière

Réalisation d'un plan stratégique en matière de tourisme

- **Estimation globale HTVA : +/- 40.000 €**
- **Estimation globale TVAC : +/- 48.400 €**

Diversifier l'accès aux produits locaux

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.

Objectifs opérationnels

- A.3. Revaloriser et soutenir l'activité et les productions agricoles au sein du territoire.
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.

Justification du projet

Comme dans de nombreuses régions, les circuits courts ont trouvé un regain d'intérêt à Dour. La plus value durable est triple :

- Pour les consommateurs tout d'abord, qui souhaitent retisser le lien social avec les producteurs mais aussi avoir accès à des produits frais, de qualité et de saison et réaliser des économies en réduisant le nombre d'intermédiaires.
- Pour les producteurs ensuite, dont il est important de coordonner et valoriser le travail afin de leur permettre d'augmenter la diversification de leur activité et leur chiffre d'affaire.
- Enfin, au niveau environnemental, les circuits courts permettent de réduire le nombre d'intermédiaires, les distances de transit de marchandises et donc les rejets de CO₂.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

De nombreux agriculteurs et artisans de Dour et des environs se sont diversifiés dans la vente directe aux particuliers et/ ou dans la transformation de leurs produits. Cet accès aux produits locaux est plutôt répandue et appréciée mais ne convient pas à tous les consommateurs. Les dourois souhaitent pouvoir accéder aux produits du terroir via d'autres filières.

Ce projet vise donc à développer l'accès aux produits locaux par :

Volet A – La pérennisation des marchés du terroir à long terme - le projet s'appuiera sur les Marchés Saveurs et Terroir initiés par le Parc naturel des hauts Pays (PNHP) et l'asbl Action et Recherche culturelle (ARC) en 2013 grâce à l'aide d'un subside ponctuel du Ministre de la Ruralité (voir *Partie II – chapitre XIV. Projets mis en place lors de l'élaboration du PCDR*).

Volet B - L'utilisation de ces ressources par les collectivités locales (écoles, repas à domicile du CPAS, ...).

Volet C - Leur mise en valeur via notamment :

- La création d'un guide des producteurs ;
- L'organisation de journées « Dour se découvre » (en référence à l'évènement « Honnelles se découvre ») ;
- La création d'un packaging attractif réservé aux produits de Dour et de ses communes voisines ;
- La création de chèques-cadeaux utilisables chez les producteurs dourois ;
- La création d'une charte de collaboration entre les commerçants dourois ;
- L'annonce des activités et un retour de celles-ci dans la presse et sur les réseaux sociaux ;
- ...

Origine de la demande

- Interviews
- GT Economie
- Réveil Agriculture
- CLDR

Localisation

Sans objet.

Statut au plan de secteur

Sans objet.

Statut de propriété

Sans objet.

Tâches à réaliser

Volet A - L'organisation de marchés du terroir

Plusieurs étapes seront nécessaires :

- L'évaluation du marché Saveurs et Terroir 2013 par le PNHP et ses partenaires
- La mise sur pied d'une structure dédiée à l'organisation du marché (ex : asbl) ou la reprise par une asbl existante (ex : l'ARC)
- L'identification d'un lieu couvert qui puisse accueillir le marché à long terme (voir FP 2.08 « Créer une halle couverte »)
- La mise en place de documents administratifs relatifs aux modalités pratiques (règlement, contrats avec les producteurs, ...)

Volet B - L'utilisation des produits du terroir par les collectivités locales

Un groupe de travail comprenant les producteurs et les collectivités locales sera mis en place. Il sera animé par la FRW et aura pour mission de mener la réflexion sur l'accès aux produits locaux par les collectivités (administration, écoles, crèches, CPAS, maisons de repos, ...).

Le groupe de travail se basera sur :

- Le projet de centrale des marchés instauré par l'APAQ-W pour permettre aux pouvoirs publics d'effectuer des achats de produits wallons ;
- Le cahier des charges spécial proposé aux écoles dans le cadre du Plan Alimentation Saine et axé sur les produits du terroir.

Volet C - La mise en valeur des productions locales

Un groupe de travail comprenant les producteurs et artisans locaux, les commerçants dourais, le PNHP et des membres de la CLDR sera également mis en place. Il sera animé par la FRW et aura pour mission de mener la réflexion sur :

- La sensibilisation des consommateurs aux avantages des produits frais locaux et la promotion des produits du terroir chez les restaurateurs dourais ;
- La création d'une charte de collaboration entre les commerçants de l'entité (synchronisation des horaires d'ouverture, ventes de produits complémentaires à la production principale,...) et le suivi des systèmes mis en place ;
- La création d'un guide des producteurs locaux (en format papier ou mis en ligne sur internet) ;

- L'organisation d'un circuit Découverte des producteurs locaux lors d'une journée Portes ouvertes comme cela se fait pour 'Honnelles se découvre' ou lors des Wallonie Week-ends Bienvenue ;



<http://haut-pays.blogs.sudinfo.be/archive/2012/09/09/honnelles-que-de-decouvertes.html>

- La création d'un packaging qui permettra aux dourais et aux touristes d'identifier les produits locaux en un coup d'œil et qui pourra servir à l'emballage de produits, de paquets cadeaux ou encore de paniers gourmands. Les producteurs pourront par exemple être reconnus par un logo propre aux produits de Dour et de ses environs ou par la pastille 'Agriculture de Wallonie' ;
- L'instauration d'un système de chèque-cadeaux uniquement valables chez les producteurs locaux qui pourraient, par exemple, être offerts lors de l'accueil des nouveaux habitants par la commune ;
- La communication autour des événements ponctuels et des activités récurrentes (marché du terroir, événements, ...) via la presse locale, les réseaux sociaux, le Dour'infos ou encore le site internet communal ;
- ...

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.8 - Créer une halle couverte ;
- FP 2.12 - Créer une ADL ;
- FP 3.17 - Créer un atelier partagé ;
- FP 3.18 - Créer un atelier rural ;
- FP 3.19 - Conforter et diversifier l'activité agricole.

Origine du financement		
Investissements	Montant (HTVA)	Origine du financement
Mise en œuvre des actions – Communication	À déterminer en fonction de la nature des actions	À déterminer en fonction de la nature des actions
<i>Exemple du Marché Saveurs et Terroir (5 dates):</i>		
▪ Matériel	+/- 500 €	
▪ Animation	+/- 2700 €	
▪ Promotion	+/- 2800 €	

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- La forte demande de la population pour la valorisation des produits locaux ;
- Le succès des marchés Saveurs et Terroir ;
- Le souhait des citoyens de réitérer l'organisation des marchés chaque année.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Mise sur pied en 2011 d'un Groupe d'Achat Commun (GAC) basé à Elouges
- Edition d'une Brochure « les bonnes adresses du Parc Naturel des Hauts Pays » en 2011 (en annexe)
- Organisation de juin à octobre 2013 de 5 marchés Saveurs et Terroir aux anciennes câbleries de Dour



Marché Saveurs et Terroir de Dour du 21 juin 2013

- Projet de centrale des marchés instauré par l'APAQ-W en 2013
- Cahier des charges spécial pour la fourniture des repas proposé aux écoles dans le cadre du Plan Alimentation Saine

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Court terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Parc Naturel des Hauts-Pays (PNHP) ;
- ARC Borinage – Hauts-Pays ;
- Bulletin communal « Dour-Info » ;
- Producteurs dynamiques ;
- Entreprises, commerçants ou artisans locaux.

Créer un réseau de mobilité douce : réseau secondaire (petits sentiers)

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.6. Développer la mobilité utilitaire et de loisirs dans un esprit durable sur le territoire (modes doux, transports en commun, intermodalité, etc.).
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Le développement de la mobilité douce est un thème ayant été très régulièrement mis en évidence lors, d'une part des informations de la population et d'autre part lors des différents groupes de travail et ce, tant dans sa dimension utilitaire que de loisir. Tous s'accordent en effet, sur le fait que la réhabilitation et/ou le réaménagement de liaisons douces revêtent de nombreux avantages justifiant totalement le projet. En effet, l'aménagement de liaisons pour les modes doux constitue :

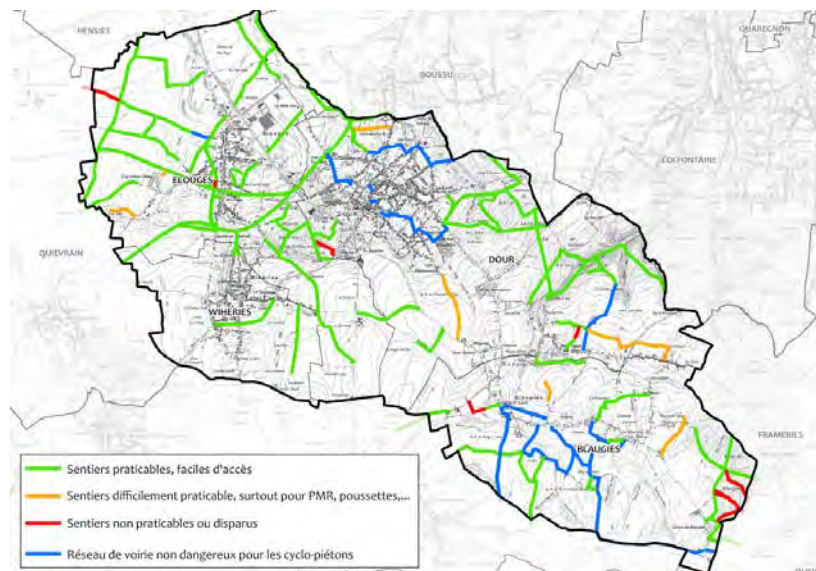
- un moteur pour favoriser l'intermodalité notamment via les arrêts de bus ;
- une opportunité de rapprocher les villages et les hameaux entre eux et de les connecter plus directement aux différents centres villageois ;
- un moyen sécurisé d'effectuer des déplacements utilitaires (se rendre à l'école, au travail, etc.) ;
- une nouvelle façon de découvrir son village et offre une approche différente des paysages ;
- un moteur de développement touristique ;
- etc.

L'entité dispose à l'heure actuelle d'un potentiel de développement important en termes de déplacements doux. Celui-ci est matérialisé par :

- la présence du RAVeL, qui à terme devrait permettre de rejoindre au départ de l'entité le RAVeL 1 Ouest (relie Comines-Warneton à Mons) et le RAVeL 4 (relie Saint-Aybert en France à Ath) ;
- l'existence de quelques promenades balisées (4 promenades sur le territoire : le circuit de Blaugies, la promenade Natura 2000, le circuit des Stériles et le circuit des 3 ruisseaux) ;
- ou encore le passage sur le territoire de 2 circuits de Grande Randonnée (GR412 et GR129 HP).

En outre il ne faut certainement pas oublier le travail considérable d'inventaire et de diagnostic¹ (relevé de la praticabilité) réalisé par le GT nommé Réseau Vert d'Initiatives Locales (Réveil) des sentiers de l'entité. Ce travail a permis d'une part de confirmer le potentiel de l'entité mais également de mettre en évidence les faiblesses du réseau. En effet, certains de ces sentiers ne sont malheureusement que très peu ou plus empruntés, tandis que d'autres ont totalement disparus. De plus, le diagnostic socio-économique a permis de mettre en évidence la faiblesse du réseau cyclable dourois (limité à une seule piste cyclable).

Potentiel dourois en matière de déplacements doux



Etat des lieux des sentiers sur le territoire de Dour © Réveil 2012 © S&A 2013
Réseau RAVeL – Circuit de Grande Randonnée – Circuit des stériles et des 3 ruisseaux

Quelques définitions :

- Une Voie verte est un chemin réservé aux déplacements des usagers non motorisés (piétons, cyclistes, cavaliers,...).
- Le RAVeL (Réseau Autonome des Voies Lentes) se déploie à l'initiative de la Région Wallonne (DGO1) avec son financement et selon ses priorités.
- A l'initiative des Communes existe le Pré-RAVeL, voie aménagée de manière simple en attendant l'aménagement définitif dans le cadre du RAVeL. Pour ne pas attendre la réalisation d'un RAVeL sur une ancienne ligne de chemin de fer, les communes, les intercommunales ou les parcs naturels peuvent entamer un pré-RAVeL, c'est-à-dire :
 - o le défrichage minimum ;
 - o le rétablissement des écoulements ;
 - o l'amélioration éventuelle de la surface ;
 - o l'aménagement minimum permettant de faire passer un cycliste, un piéton ou un cavalier.

L'avantage de cette formule est qu'elle est relativement peu coûteuse, qu'elle peut être réalisée par les communes ou les intercommunales. De plus, elle bénéficie d'un impact très positif sur le public. Ces travaux devront être réalisés en coordination avec la DGO1 qui pourra éventuellement prendre en charge la réfection des ouvrages d'art. Il s'agit en effet d'organiser la mise à disposition de la ligne par la SNCB et de rester cohérent avec la concrétisation du futur RAVeL. Une fois le pré-RAVeL aménagé, il reviendra aux communes d'assurer l'entretien courant de cette voie verte.

Reportage photographique

- Néant.

Description du projet

La présente fiche-projet a pour objectif principal de proposer des solutions quant à réhabilitation des sentiers et leur mise en valeur au sein du territoire notamment avec la mise en œuvre de liaisons inter villages et la connexion au réseau RAVeL. De plus, il va sans dire que l'entretien des sentiers est souvent un frein à leur réouverture car il constitue une charge supplémentaire de travail pour les services communaux. Cette fiche-projet proposera dès lors quelques pistes de réflexion destinée à conscientiser et informer la population à l'utilisation de la marche à pied ou du vélo via des sites propres tels que les sentiers et chemins afin d'augmenter leur utilisation et parallèlement de diminuer les besoins en entretien.

I. Réalisation / finalisation de l'inventaire et détermination des priorités

Le projet consiste à mettre en réseau les chemins et sentiers vicinaux, voies vertes, etc. existantes ou non sur le territoire dourais afin de recréer des liaisons entre les différents lieux de vie et points d'intérêts à travers tout le territoire. Pour réaliser ce réseau d'itinéraires pour usagers doux, certains chemins et sentiers seront soit à réhabiliter, à créer, à sécuriser ou encore simplement à signaler.

En outre, il s'agira d'identifier les tronçons prioritaires en fonction de leur praticabilité, des coûts de mise en œuvre mais également de leur potentiel d'utilisation (proximité d'une école, du RAVeL, d'une zone d'activité économique, etc.) et ce, en tenant compte bien évidemment du type d'utilisateur ciblés (piétons, cyclistes, cavaliers, etc.).

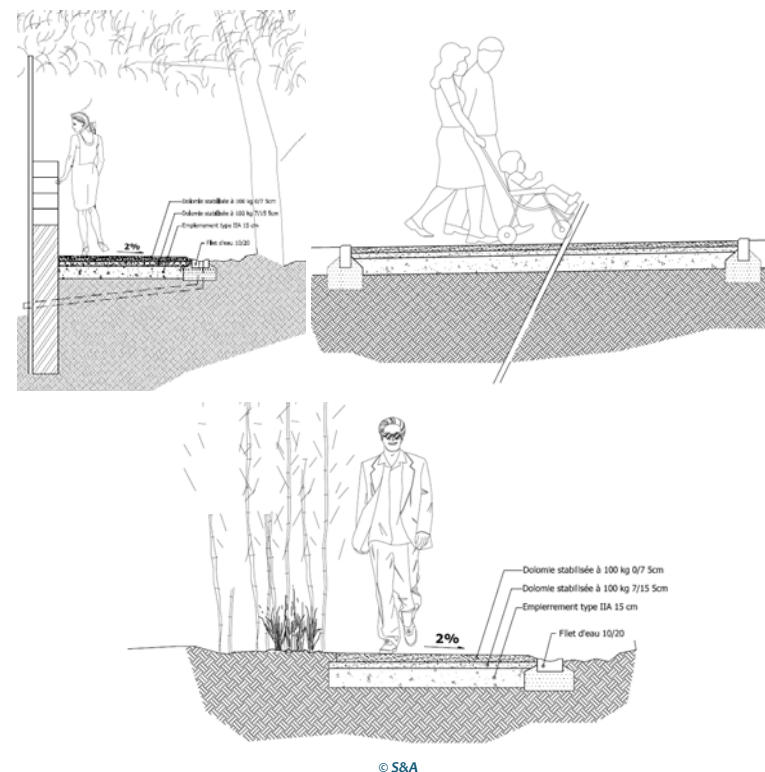
Comme signalé, une importante partie de l'inventaire a déjà été réalisé (cartographie de l'état des lieux des chemins et sentiers sur le territoire communal réalisé par le GT Réveil). Ce premier inventaire doit servir de base à la réflexion afin de déterminer les tronçons et les actions prioritaires à accorder en termes d'aménagement des modes doux.

Les lignes qui suivent présentent plusieurs aménagements « types » pouvant être réalisés dans le cadre de ce projet.

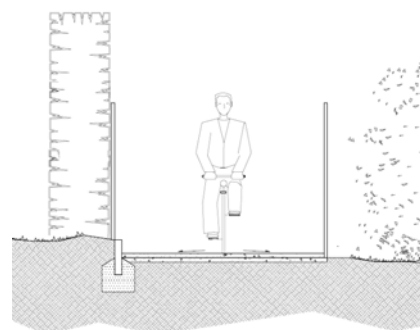
II. Types d'aménagements

Divers types de revêtements et d'aménagements, accompagnés d'une estimation des coûts et d'une coupe de principe sont présentés ci-après. Ceux-ci dépendent principalement de la pente et du milieu dans lequel s'intègre le cheminement.

**Type 1 : Revêtement pour sentier pentu et dans un environnement boisé
(Dolomie stabilisée 0/7 et 7/15 (5cm) et fondation en empierrement IIA (15 cm))
Coût : 70 €/m² ou 100 €/m**

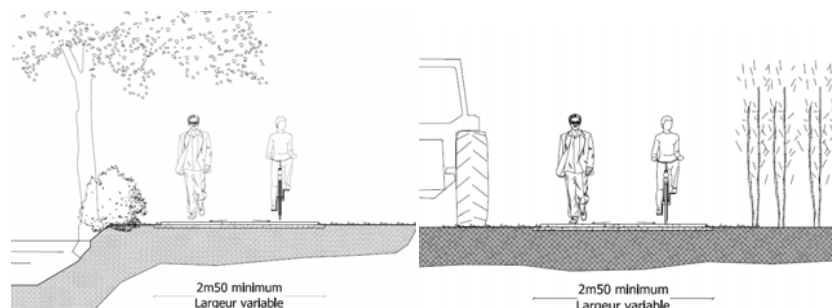


Type 2 : Revêtement pour sentier dénué de pente et dans un environnement agricole sans obstacles
 (Empierrement stabilisé 2/7 (5cm) et 7/14 (5cm))
 Coût : 57 €/m ou 22 €/m²



2.5 m minimum
Largeur variable

Sentier cyclo-piéton
Dolomie stabilisée 2/7 5cm
empierrement 7/14 5cm



2m50 minimum
Largeur variable

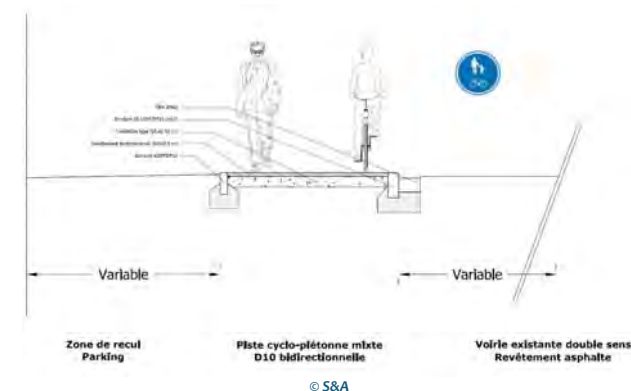
Sentier cyclo-piéton
Dolomie stabilisée 2/7 5cm
empierrement 7/14 5cm

2m50 minimum
Largeur variable

Sentier cyclo-piéton
empierrement stabilisé 2/7 5cm
empierrement 7/14 5cm

© S&A

Type 3 : Revêtement pour piste cyclo-piétonne en bordure de voirie existante (Revêtement hydrocarboné BBIVD (5cm) et fondation type IIA (15cm))
 Coût : 108 €/m ou 43 €/m²



Variable

Variable

Zone de recul
Parking

Piste cyclo-piétonne mixte
D10 bidirectionnelle

Voie existante double sens
Revêtement asphalte

© S&A

III. Diffusion de l'information et sensibilisation

Le succès d'un projet de ce type réside bien évidemment dans son utilisation par le plus grand nombre. Pour ce faire, la réalisation de campagne de sensibilisation et d'information continue apparaît nécessaire (Cf. FP 2.3 Améliorer la mobilité générale). Les lignes qui suivent donnent quelques pistes de réflexion à ce sujet.

Un large public est potentiellement intéressé par une information précise, claire et accessible en matière de possibilité de mobilité douce. Un des enjeux serait alors de transmettre cette information aux futurs usagers à des points clefs de la commune comme les bâtiments communaux, et autres lieux très fréquentés de l'entité (salle de sport, commerces, etc.). Le portail Internet de la commune de Dour devrait aussi faire le relais de l'information en diffusant les différents itinéraires possibles qu'ils soient locaux ou régionaux.

Diverses activités pourraient être organisées durant l'année (activités pédagogiques et didactiques, balades avec classes vertes, etc.).

Un guide de l'utilisateur pourrait être édité, celui-ci rappellerait les bons gestes (comment utiliser la voie lente et la respecter), les priorités, etc. Il faudrait également inscrire ces recommandations sous forme de charte (avec pictogrammes) au verso des panneaux d'informations du réseau (le recto comprenant la carte du réseau). Un panneau pourrait être installé dans chaque village et à chaque carrefour faisant partie de la voie lente ciblée.



© www.tracstpi.com, www.Milquet.all2all.org, www.fr.wikipedia.org, 2012

Origine de la demande

- Réunion de consultation de la population ;
- CLDR ;
- Commune.

Localisation

- Ensemble du territoire communal

Statut au plan de secteur

- Sans objet

Statut de propriété

- Public

Tâches à réaliser

- Finalisation de l'inventaire et du diagnostic réalisé par le GT Réveil ;
- Détermination des tronçons/itinéraires et actions prioritaires ;
- Réhabilitation des chemins et sentiers ;
- Réalisation des travaux d'aménagement ;
- Placement des panneaux d'information des liaisons, du réseau ;
- Campagne de sensibilisation/information (diffusion de cartes, etc.) ;
- Entretien du réseau.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 : Créer un réseau de mobilité douce - Artères principales ;
- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars ;
- FP 1.3 - Aménager le cœur de village d'Elouges ;
- FP 1.4 - Aménager le cœur de village de Wihéries ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce – Intersections ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.5 - Aménager le cœur de village de Petit-Dour ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan (châssis à molette) ;
- FP 2.10 - Améliorer le site Ferrand.

Impact environnemental

- La réhabilitation, la sauvegarde et l'entretien des sentiers sont des moyens de remettre la marche à pied au goût du jour dans un contexte où la pression de la voiture est de plus en plus forte. La mise en œuvre de liaisons sécurisées et confortables pour les modes doux dans une philosophie intermodale (notamment en connectant les sentiers, itinéraires cyclables et autres avec l'offre en transport en commun) favorisera un changement dans les comportements modaux des habitants de Dour.
- Les sentiers constituent un moyen de faire découvrir l'entité aux habitants sous un angle différent de celui qu'ils ont pris pour habitude d'adopter. En effet, ils offrent une échelle d'approche différente des paysages et font prendre à tout-un-chacun l'importance de préserver l'environnement, la nature et les paysages.
- Les sentiers constituent un potentiel important en matière d'étude du milieu pour les plus jeunes. Ils offrent un cadre d'apprentissage grande nature pour les élèves et peuvent donc facilement servir de support didactique pour un projet scolaire portant sur l'environnement, la nature, les paysages, etc.

Impact social

- La création de liaisons pédestres et cyclables constitue parfois un moyen de désenclaver un quartier ou un hameau et d'assurer une connexion rapide et sécurisée vers le centre du village où se regroupent souvent les commerces et services.
- La création de ces liaisons permet un déplacement peu coûteux et sain.

Impact économique

- Les sentiers sont souvent un vecteur de développement économique local. Certes à petite échelle mais pour un village rural, les chemins et sentiers peuvent avoir des répercussions sur les commerces locaux et sur le dynamisme local.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

La réalisation de liaisons modes doux pourrait potentiellement déboucher sur l'engagement de personnes affectées à l'entretien des liaisons (dégagement, balisage, etc.). L'entretien des lieux devra être assuré en étroite collaboration avec le service des travaux de la commune.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) ;- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.									
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation	Ce subsidie est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de	75 % du métré estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et									

	des plans communaux de mobilité	subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière défini dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	50. 000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
--	---------------------------------	---	---	--

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Phasage du projet (détermination des tronçons prioritaires) ;
- Problème de sécurité routière au niveau de certain tronçon ;
- Potentialité de fréquentation des diverses liaisons ;
- Moyens budgétaires à affecter aux diverses liaisons ;
- Opportunités diverses telles que des appels à projet du Service Public de Wallonie, réfection de voirie, etc.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Etat des lieux réalisé par le GT Réveil.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : moyen terme ;

Maître d'ouvrage

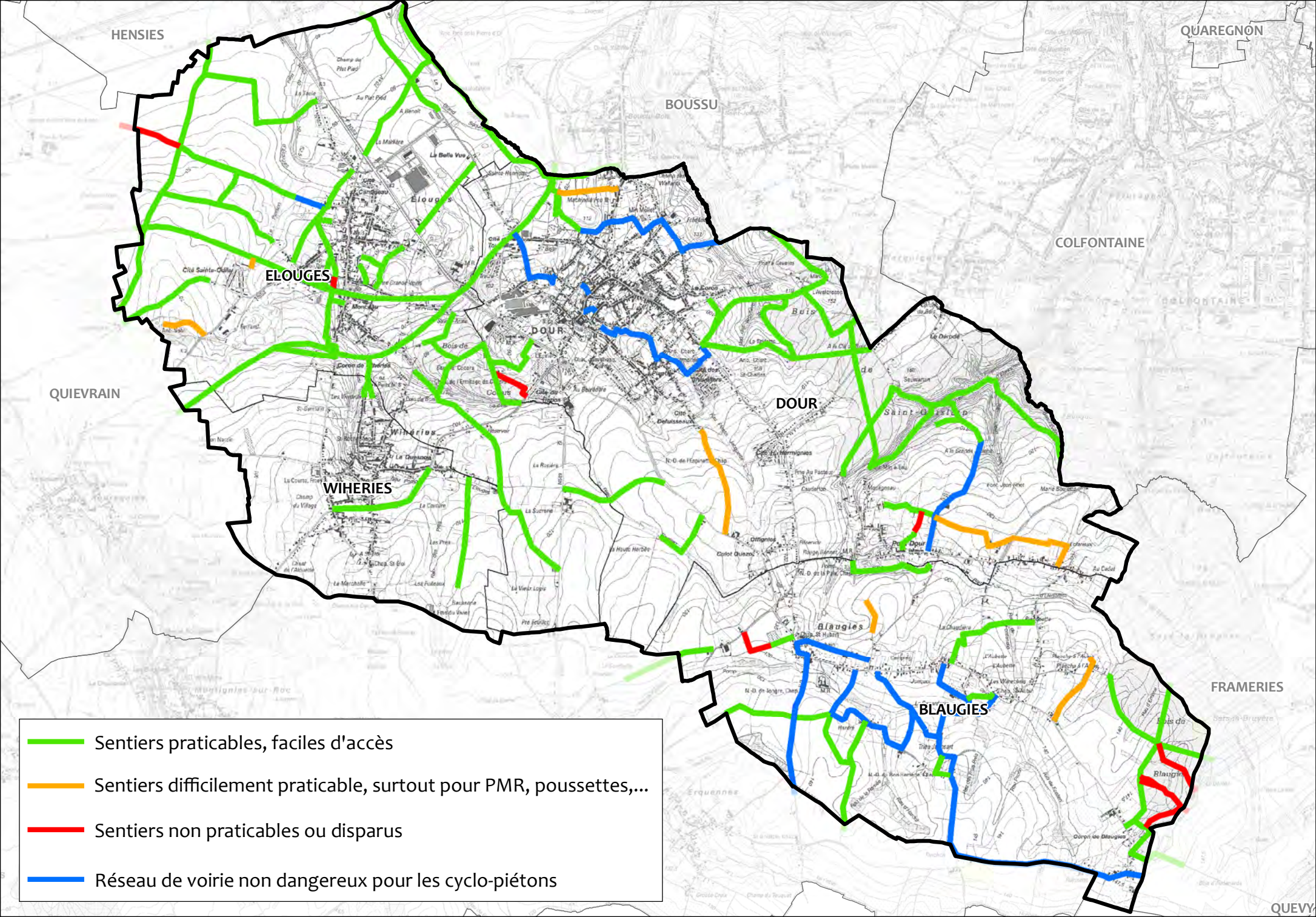
- Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4 ;
- Commune ;
- Associations locales (GT Réveil, etc.) ;
- Propriétaires privés.

Annexe

- Annexe 1 : Carte de l'état des lieux réalisé par le GT Réveil.



- Sentiers praticables, faciles d'accès
- Sentiers difficilement praticable, surtout pour PMR, poussettes,...
- Sentiers non praticables ou disparus
- Réseau de voirie non dangereux pour les cyclo-piétons

Créer un réseau de mobilité douce : intersections-interconnexions

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.6. Développer la mobilité utilitaire et de loisirs dans un esprit durable sur le territoire (modes doux, transports en commun, intermodalité, etc.).
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Dour souhaite considérablement améliorer dans les années à venir son réseau alloué aux déplacements doux. La FP 2.1. « créer un réseau de mobilité douce – réseau secondaire » traduit par ailleurs clairement cette volonté. Néanmoins, il est évident qu'un projet de cette ampleur ne peut fonctionner qu'en apportant une attention particulière à la sécurité et plus particulièrement au traitement des connexions entre les voies de liaisons douces et les voies carrossables. En effet, l'utilisation du réseau doux ne sera réellement effective que si l'ensemble des usagers éprouve un sentiment de sécurité.

Dans ce cadre, la mise en valeur et la redéfinition de certaines connexions et traversées piétonnes à certains endroits stratégiques de la commune se justifie pleinement. Les principaux problèmes généralement mis en évidence sont :

- o Le mauvais éclairage de certaines traversées ;
- o Le manque de visibilité globale du passage pour piétons ;
- o Le manque de signalisation pour les conducteurs de véhicules concernant la présence d'un passage ;
- o Un nombre de traversées piétonnes trop faible et peu éclairées notamment le long de la N552 et de la N553 ;
- o Etc.

Reportage photographique

Quelques lieux typiques ciblés en exemple

- Successions de passages pour piétons non signalés, non éclairé et intégré dans un tournant.



Croisement N553 et rue du commerce © Google Street View

- Passages pour piétons long, sur 3 bandes (dont une directionnelle), signalés mais non éclairé sur une voirie à vitesse limitée à 70 km/h.



Croisement N552 et rue du Prêtre © Google Street View

- Croisements de voiries et de voies lentes utilisés par les piétons mais non aménagés. Exemples :

Connexion entre la cité Sainte-Odile et le Ravel

Le Ravel sous le pont de la rue de Là-Haut à Elouges



© FRW - 2013

Description du projet

Subdivision du projet en plusieurs phases :

Phase 1 : Etat des lieux et inventaire

Afin d'attribuer des priorités d'intervention, un état des lieux sous forme d'inventaire pourrait être réalisé. Les données et appréciations pourraient provenir d'enquêtes auprès de la population, des services communaux ou de police de Dour. Les éléments à prendre en compte sont par exemple ;

- la vétusté des marquages au sol ;
- le manque de contraste entre le passage pour piétons et la chaussée proprement dite ;
- la proximité d'une école ou autre pôle d'attraction ;
- la densité d'habitat ;
- la vitesse maximum autorisée sur l'axe de voirie ;
- la fréquentation ;
- les projets de liaisons douces envisagés ;
- etc.

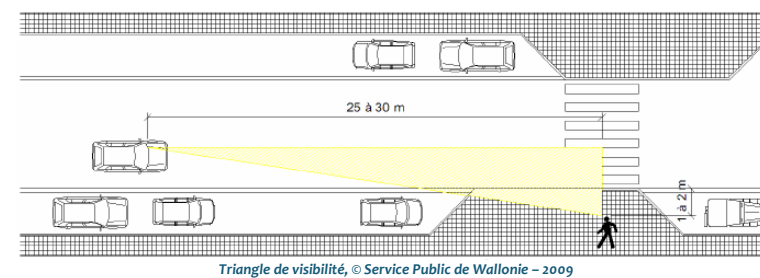
Au terme de cet inventaire, une liste d'interventions prioritaires pourra être établie.

Phase 2 : Propositions d'améliorations sur passages existants

Afin d'être informé de manière complète, le lecteur est invité à consulter le guide des traversées piétonnes. Celui-ci est un fascicule réalisé par le Service Public de Wallonie qui reprend en détail les différentes normes et conseils concernant les traversées piétonnes en Région Wallonne.

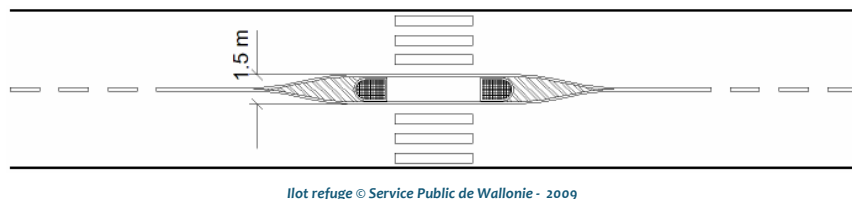
Ci-dessous sont repris quelques techniques de mises en œuvre et principes de base pour la réalisation d'un aménagement adéquat des passages pour piétons.

- Utilisation de l'avancée de trottoir qui permet de créer une zone de prise de contact visuel, de réduire la longueur de la traversée, de rendre visible les piétons sur le point de traverser et inversement, permet aux piétons de visualiser les véhicules en approche (voir et être vu).



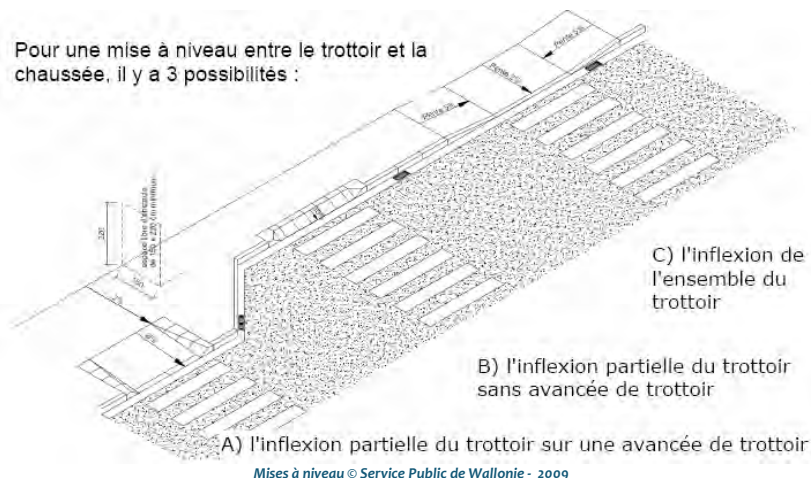
Triangle de visibilité, © Service Public de Wallonie – 2009

- L'utilisation d'un îlot refuge d'une largeur d'au moins 1,5m.

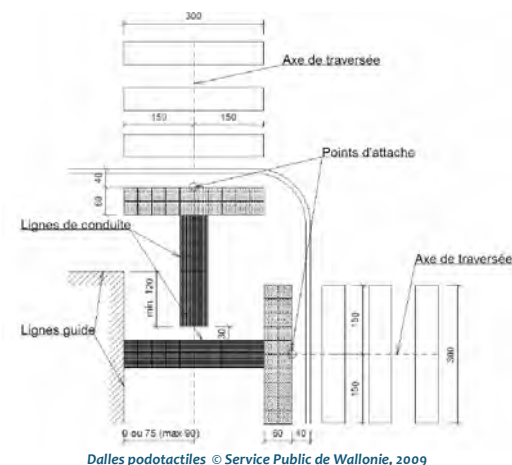


- L'utilisation d'un abaissement des bordures. Dans la mesure du possible, le niveau général du trottoir doit rester constant y compris aux entrées cochères et de garages, afin d'éviter l'effet toboggan, très inconfortable pour les personnes à mobilité réduite et désagréable pour les piétons.

Pour une mise à niveau entre le trottoir et la chaussée, il y a 3 possibilités :



- Dispositions particulières pour les malvoyants. Pour faciliter aux malvoyants l'accès des passages pour piétons qui sont physiquement aménagés et conformes au code de la route, il y a lieu de prévoir dans le pavement du trottoir des dalles spéciales (appelées dalles podotactiles).



De manière générale, il est recommandé de se référer aux préconisations de l'Asbl Gamah (Groupe d'Action pour une Meilleure Accessibilité aux personnes Handicapées) dont la mission consiste à fournir des conseils de mise en œuvre pour améliorer les déplacements et conditions d'accès des PMR au niveau des espaces et bâtiments publics.

- Utilisation d'une signalisation verticale destinée aux automobilistes et aux piétons.



A21 : Signal de danger annonçant un passage piétons
 A23 : Signal de danger annonçant un endroit spécialement fréquenté par des enfants
 F49 : Signal d'indication à hauteur d'un passage piétons
 © Service Public de Wallonie, 2009

- Utilisation adéquate de l'éclairage :
 - o Utilisation d'un éclairage général. Un bon éclairage où les lampes sont correctement placées par rapport aux endroits de traversée permettra de bien percevoir les piétons qui traversent dans l'obscurité.
 - o Utilisation d'un éclairage spécifique. L'éclairage ponctuel est un appareil placé en surplomb mais légèrement en amont du passage pour piétons qui envoie un bandeau de lumière limité à la surface du passage.

- Utilisation de traversées suggérées. Ce type de traversée est semblable à un passage piétons y compris les aménagements d'avancées de trottoir, d'abaissement des bordures et éventuellement d'îlot refuge mais sans le marquage qui donne la priorité aux piétons. La traversée suggérée privilégie certains lieux propices à la traversée des piétons sur des routes prioritaires.
- Utilisation d'une zone neutralisée en milieu de chaussée (comme les îlots refuges précédemment cités excepté le fait que les voitures peuvent l'emprunter pour les tourne-à-gauche et/ou les manœuvres).



© Service Public de Wallonie, 2009

- Utilisation d'un trottoir traversant. (Même matériaux qu'un trottoir traditionnel mais qui traverse la chaussée).



© Service Public de Wallonie, 2009

Phase 3 : Propositions de nouveaux axes de traversées piétonnes

Après enquêtes citoyennes et/ou analyse, les différents points dangereux relevés pourraient être marqués et/ou aménagés en tant que nouvelles traversées piétonnes en fonction de leur situation et du contexte environnant.

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

- Ensemble du territoire communal de Dour.

Statut au plan de secteur

- Sans objet

Statut de propriété

- Commune de Dour : voiries communales ;
- Province du Hainaut : routes provinciales ;
- Service Public de Wallonie : routes régionales.

Tâches à réaliser

- Repérer les passages dangereux (travail d'inventaire) ;
- Appliquer les différentes normes aux passages pour piétons ou lieux dangereux.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce (artères principales) ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce (réseau secondaire) ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale.

Impact environnemental

- Le déplacement doux de la population a un réel impact environnemental sur l'empreinte énergétique des usagers.

Impact social

- La sécurisation des traversées piétonnes est un élément rassurant l'ensemble des citoyens ;
- Le projet améliorera le cadre de vie des riverains (insécurité, difficulté pour les piétons, trottoirs inexistant, etc.) ;
- Santé (préférence aux modes doux).

Impact économique

Sans Objet

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Sans Objet

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE
DOGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidies pour travaux aux administrations publiques	Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : - la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ; - la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe. - l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subside est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subside peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.
DOGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
DOGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DOGO 3 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subside est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons,	75 % du mtré estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50. 000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires.

		cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	Conditions d'octroi: avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
--	--	--	---	---

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Intervention au niveau des zones les plus à risques (nécessite la réalisation d'une étude (inventaire préalable).
- Statut de la voirie (communale ou régionale).

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans Objet

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour pour les voiries communales ;
- Province du Hainaut pour les routes provinciales ;
- Service Public de Wallonie pour les routes régionales.

Partenaires

- IBSR ;
- Service Public de Wallonie : DOGO1 et DOGO2 ;
- Police ;
- CCATM.

Pour aller plus loin...

- Guide des traversées piétonnes (Service Public de Wallonie) :
<http://routes.wallonie.be/listePublication.do?action=1&shortId=60>

Améliorer la mobilité générale

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.

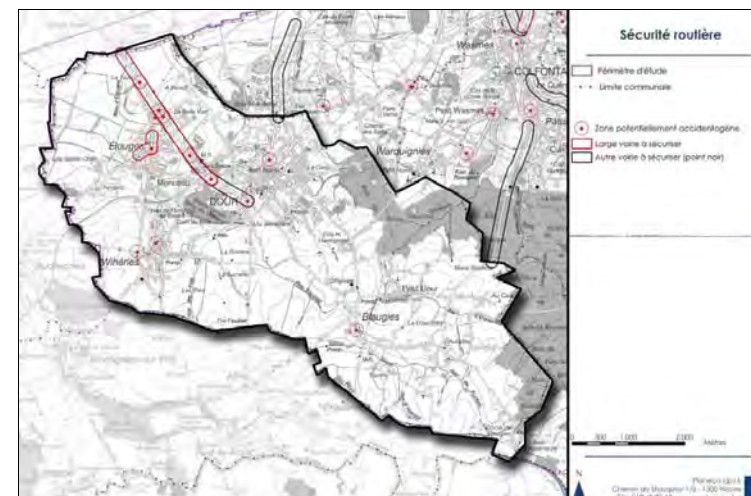
Objectifs opérationnels

- A.6. Développer la mobilité utilitaire et de loisirs dans un esprit durable sur le territoire (modes doux, transports en commun, intermodalité, etc.).
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.

Justification du projet

A l'instar de nombreuses communes wallonnes, Dour présente des faiblesses en termes de mobilité. Les réunions de consultation de la population et le diagnostic socio-économique ont notamment permis de mettre en évidence plusieurs problématiques :

- sur-utilisation de la voiture dans les déplacements quotidiens et faible part des déplacements doux ;
- problème d'accessibilité dans certaines zones ;
- offre en transport en commun qualitativement et quantitativement insuffisante dans certaines parties du territoire ;
- problème de sécurité routière sur certains tronçons ;
- Etc.



Localisation des points noirs sur l'entité de Dour et les voiries à sécuriser.
(Source : PICM Borinage – Planeco, 2009)

Pourtant, les solutions ne manquent pas aujourd'hui notamment en termes de mobilité alternative et durable.

Description du projet

L'amélioration de la mobilité en générale revêt d'une multitude d'aspects très variés : mobilité douce, transport en commun, sécurité routière, sensibilisation, mobilité alternative, etc. A cette diversité de thématiques s'ajoute le nombre importants d'acteurs concernés : citoyens, entreprises, organismes publics et semi-publics, etc.

Pour répondre à ce défi, la présente fiche-projet propose la création de structures de concertation aussi bien intra qu'inter communales dont les objectifs principaux consisteront à :

- Définir les principaux enjeux en terme de mobilité de la commune et sa microrégion ;
- Etablir un plan d'actions réaliste ;
- Assurer le suivi du plan d'action ;
- Améliorer la communication ;
- Evaluer le plan d'action.

I. Création d'un groupe de travail intra communal

Afin d'améliorer la mobilité au sein de l'entité, il y a tout d'abord lieu de mettre en évidence les principaux enjeux existants. Pour ce faire, un groupe de travail spécifique pourrait être créé. Idéalement, ce dernier réunirait des membres représentatifs de la population de chaque village, des représentants de la SNCB, du TEC ou encore du Service Public de Wallonie, des politiques locaux, des représentants du monde économique, des associations locales, etc. Ce groupe de travail aura pour objectif de définir les principaux enjeux en matière de mobilité sur le territoire et de proposer des pistes d'actions. Son travail devra bien évidemment se baser sur les conclusions du Plan interCommunal de Mobilité (PICM) réalisé en 2009.

II. Création d'une structure de concertation extra communale

En terme de mobilité, une intervention locale a généralement des conséquences ailleurs sur le territoire pouvant parfois dépasser les limites communales. Afin de garantir une mobilité harmonieuse à une échelle plus vaste, il semble pertinent de créer une structure plus large reprenant des représentants des entités voisines. Idéalement, l'ensemble des partenaires du PICM Borinage (communes de Dour, Boussu, Colfontaine, Frameries et Quaregnon) devrait être représenté dans cette structure. Ce type de structure permettra d'avoir une vision globale de la mobilité à l'échelle de la microrégion (complémentarité des liaisons TEC, information sur les projets des uns et des autres, création de liaisons douces intercommunales, etc.).

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

- Commune de Dour et sa microrégion ;

Statut au plan de secteur

- Néant.

Statut de propriété

- Néant.

Tâches à réaliser

- Mettre sur pied un groupe de travail thématique avec l'ensemble des acteurs du territoire concernés par la mobilité (usagers, TEC, groupements cyclistes, de randonneurs, écoles, SPW, etc.) ;
- Mettre sur pied une structure extra communale regroupant notamment des représentants des communes voisines.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce - Artères principales ;
- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars ;
- FP 1.3 - Aménager le cœur de village d'Elouges ;
- FP 1.4 - Aménager le cœur de village de Wihéries ;
- FP 1.5 - Aménager le quartier de la citadelle à Elouges ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce - réseau secondaire ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce – Intersections ;
- FP 2.5 - Aménager le cœur de village de Petit-Dour ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan (châssis à molette) ;
- FP 2.10 - Améliorer le site Ferrand.

Impact environnemental

- L'amélioration de la mobilité de manière générale sur le territoire peut avoir des effets positifs sur l'environnement notamment par la diminution des gaz à effet de serre produits par les véhicules motorisés.

Impact social

- Une autre mobilité peut avoir des effets positifs sur les relations sociales au sein du territoire (rencontres, associations,...) de même que la sécurisation des entrées de villages et des abords d'écoles.

Impact économique

- Les alternatives à la voiture telle que la marche à pied, le vélo voire même le transport en commun peuvent diminuer de manière importante les coûts personnels quant à l'utilisation de la voiture, mais également les coûts généraux liés à l'entretien des infrastructures routières.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Un poste pourrait être créé au sein de l'administration afin de gérer/animer les nouvelles structures de concertation extra-communales mises en place.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidies pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : - la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ; - la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe. - l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) ; - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Triennal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres	De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1 ^{er} et 3 ^o du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public. Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.

		publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD).		
OGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
OGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subsidie est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Priorités dégagées dans le cadre du PICM.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- PiCM Borinage déjà réalisé.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie ;
- Citoyens ;
- Ecoles ;
- Entreprises locales ;
- TEC Hainaut ;
- SNCB ;
- Associations locales ;
- Communes voisines.

Aménager la place de l'église à Blaugies

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.5. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.3. Valoriser les entrées, les espaces publics et les cœurs de villages de l'entité.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E.2. Développement du tourisme d'affaire, culture, historique et vert.

Justification du projet

La restructuration des centres villageois ainsi que d'autres endroits clefs est un projet particulièrement stratégique qui permet de répondre aux objectifs de cohésion sociale, de cadre de vie et de mobilité. On peut constater que le manque de convivialité potentielle peut être lié en particulier à l'omniprésence du trafic routier, le manque d'espace public central qui aurait vraiment valeur de cœur de village, le difficile partage de l'espace public entre les différents modes de transport (difficultés de parage, mauvaise accessibilité de la gare des bus, insécurité pour les piétons et deux-roues) et enfin le mauvais éclairage.

La place de l'église de Blaugies et l'espace rue situé au sud de celle-ci sont bordés par la rue de la Frontière qui permet de rejoindre la rue Viane (nord de la place) qui elle-même permet de rallier le centre de Dour. La zone constitue dès lors une réelle vitrine pour l'image du village de Blaugies notamment pour la population provenant de Coron ou des villages français telle que La Folie, La Ruelle, etc.

A l'heure actuelle, la place de Blaugies consiste en un espace largement minéralisé dont la fonction principale est le stationnement. La place constitue pourtant un véritable espace référence pour le village. Elle regroupe en effet de nombreuses fonctions faisant d'elle un lieu de vie et de rencontre de première importance pour le village. On y retrouve en effet des services et commerces de base tels qu'un café, une librairie ou encore une pharmacie. En outre, la place est entourée par une maison communale destinée aux associations locales et l'église du village. Enfin, des activités sportives s'y déroulent avec notamment la présence du jeu de balle.

Ajoutons que cet espace revêt également un caractère patrimonial avec la présence de pas moins de 3 monuments classés (monument funéraire Emmanuel Joseph Bouvez, la Maison des Associations et l'Eglise Saint-Aubin) peu mis en valeur.

Malgré cela, la place de Blaugies manque cruellement de convivialité (absence de mobilier urbain) et de lisibilité. Rappelons que l'identité et la valorisation des villages ont souvent été mises en avant à la fois dans le diagnostic et lors des consultations villageoises. La cohésion sociale et l'identité locale sont renforcées par la valorisation de l'image du village. Valoriser les espaces centraux tels que la place de Blaugies répond en partie à cet objectif.

Reportage photographique



Localisation © Google Maps – 2013

La place de l'église avec son jeu de balle



Espace rue au sud de la place de l'église



© S&A - 2013

Description du projet

Introduction

Le but du projet consistera à :

- embellir la place de l'église et l'espace rue situé au sud de celle-ci ;
- augmenter la convivialité de ces espaces ;
- sécuriser la zone ;
- valoriser les éléments patrimoniaux existants ;

Ces objectifs devront être atteints tout en permettant de maintenir les fonctions existantes : stationnement, ducasse, brocante, fête de quartier, rencontres de balle pelote, etc. Ces éléments devront dès lors bien évidemment être pris en compte dans l'élaboration du projet. Ci-dessous sont présentées quelques pistes de réflexion pour ce projet.

I. Aménagement de la place de l'église

L'aménagement de la place pourrait être maintenu sous la forme d'un espace ouvert bordé d'arbres (maintien des éléments existants). Idéalement, la circulation automobile et le stationnement y seront réduits au maximum. Pour ce faire, il est recommandé de regrouper la fonction stationnement dans la partie sud du site (proximité des habitations) et au niveau des voiries.

Le projet devrait également proposer une réfection du revêtement actuel (asphalte) afin de diminuer le caractère austère des lieux. Les possibilités sont multiples, béton désactivé, pavés, etc. L'objectif étant d'augmenter la lisibilité des lieux et de clairement séparer les fonctions (circulation automobile, zone piétonne, stationnement, etc.).

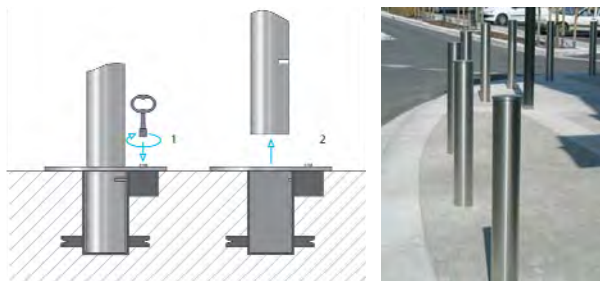


Exemples d'espace publics avec modification de teinte © www.infociments.fr

Dans la partie nord (proximité de l'église) un espace de détente, de rencontre et de convivialité pourrait être créé (proximité avec les éléments d'intérêts et patrimoniaux). Ce dernier serait matérialisé par l'implantation de mobilier urbain et de plantations.

La traversée de la place via la rue Trieu Poulain devra néanmoins être garantie et sécurisée. Pour ce faire, le placement de potelets amovibles pourrait constituer une solution.

Ceux-ci présentent l'avantage de fournir une grande modularité aux espaces (organisation de festivités, rencontres sportives, etc.).



Le stationnement au droit de la place et des voiries avoisinantes devrait être revu et clairement défini (via des marquages au sol par exemple ou via une variation de la teinte ou des matériaux). Il est néanmoins recommandé de limiter au maximum le stationnement au niveau de la place proprement dite afin d'en augmenter son attractivité.

II. L'espace situé au sud (place du jeu de balle)

L'aménagement de cet espace rue pourrait être maintenu sous la forme d'un espace ouvert bordé d'arbres, la plupart déjà existants. Cet espace pourrait être subdivisé en deux zones : une zone de stationnement en épis avec un terre-plein central et une zone de sport (pétanque) ou de détente. La séparation des deux zones peut être faite par éléments durs (murets, clôtures) ou via des plantations.

Les matériaux et le mobilier utilisés devraient être en concordance avec ceux utilisés au niveau de la place de l'église de sorte à instaurer une homogénéité au sein du périmètre. Par ailleurs, la liaison entre les deux espaces publics devra se faire par l'intermédiaire d'une liaison sécurisée.

III. Sécurisation du périmètre

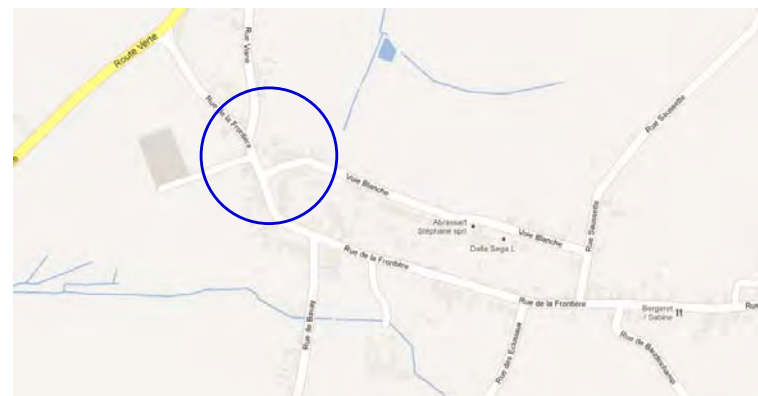
L'ensemble du périmètre pourrait faire l'objet d'aménagement afin d'augmenter le sentiment de sécurité au sein de celui-ci. Pour ce faire, le placement de dispositifs de ralentissement de vitesse (plateau, dos d'âne, chicanes, etc.) devrait être envisagé par exemple au niveau des divers points d'entrée de l'espace.

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

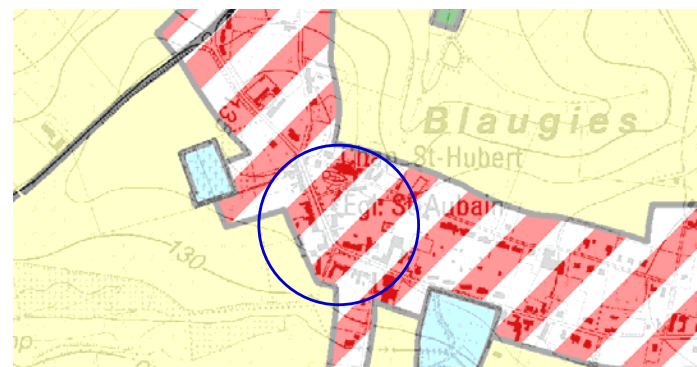
Le périmètre étudié est traversé par une voirie communale à savoir la rue de la Frontière qui sépare le périmètre en deux zones bien distinctes : la place de l'église et la place du jeu de balle.



Localisation © Google Maps - 2013

Statut au plan de secteur

L'entiereté du périmètre est reprise en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur.



Plan de secteur © SPW - DGO 4 - 2013

Statut de propriété

Le périmètre concerné est une propriété communale.



Propriétés © S&A - 2013

Tâches à réaliser

- Recherche de subsides ;
- Rédaction d'un CSC, appel d'offre, consultation et désignation d'un bureau d'étude ;
- Démarrage de l'étude, réalisation d'une esquisse et d'un avant-projet avec une estimation précise.
- Pour chaque phase, organisation de réunions plénières avec les différents intervenants (IBSR, police, impétrants, SPW, pompiers, CCATM, CLDR, riverains, etc.) ;
- Approbation du Collège communal ;
- Demande de permis d'urbanisme ;
- Réalisation du dossier d'exécution ;
- Appel à la concurrence et mise en œuvre.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs.

Impact environnemental

- La surface imperméable n'est ni augmentée ni diminuée. Néanmoins, le projet devrait envisager le placement de matériaux plus perméables.
- Le projet devrait permettre la plantation d'essences locales et la création d'espaces verts supplémentaires.

Impact social

- L'impact du projet a une valeur sociale forte car il vise à ce que ce lieu soit réinvesti par les riverains en lui conférant davantage de convivialité et de sécurité.

Impact économique

- Le réaménagement du centre a également pour but de redynamiser celui-ci et de susciter l'envie d'y créer des nouveaux commerces de proximité.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- La création de nouveaux commerces ou de nouvelles activités liées au « redynamisme » de place de Blaugies pourrait déboucher sur la création de quelques nouveaux emplois au sein du village.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
			Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.			
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.			Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.

DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	de l'éclairage public.		
		Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminement destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en œuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.	Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Trienal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque	Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des	De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1° et 2°, du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public. Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.

		générations, pour autant qu'elles soient Inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD).		
DGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Énergie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherches relatives au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74-368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments. Arrêté du Gouvernement wallon du 13-05-2004 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire. Décret du 05-07-1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les Technologies. Décret du 09-12-1993 relatif aux aides et aux investissements de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Nécessité de redynamiser le centre de Blaugies.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans objet

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGo1, DGo3 et DGo4 ;
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Associations locales.

Annexes

- **Croquis d'aménagement :**

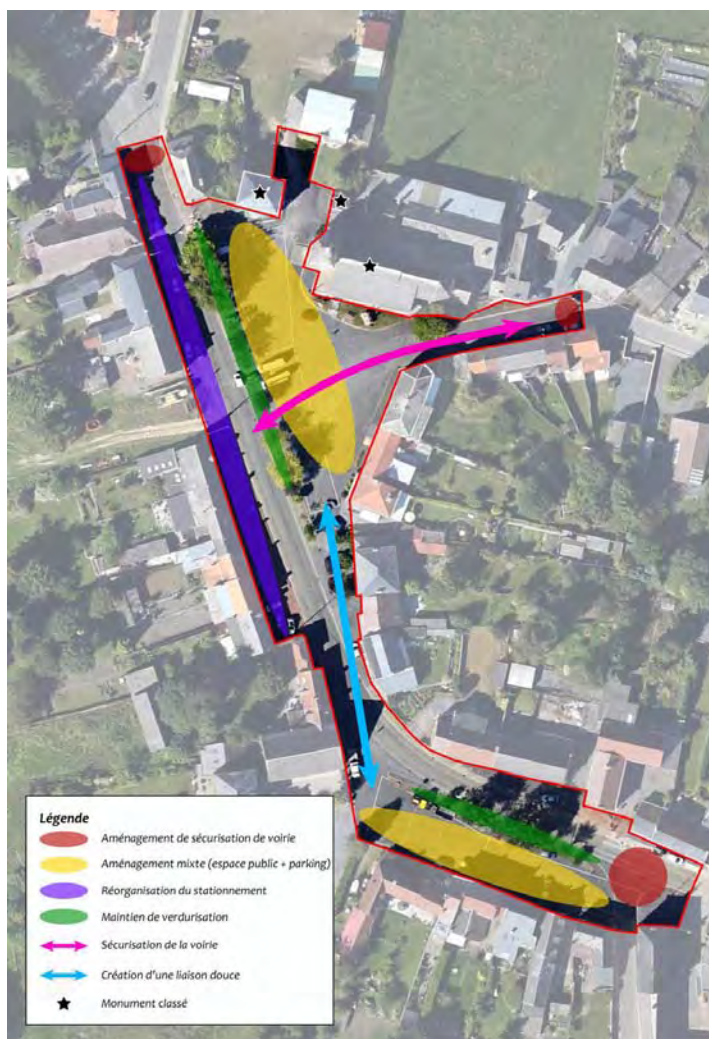


Schéma général © S&A - 2013

Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 2.4



Aménager le cœur de village de Petit-Dour

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.5. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales
- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.3. Valoriser les entrées, les espaces publics et les cœurs de villages de l'entité.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

La restructuration des centres villageois ainsi que d'autres endroits clefs est un projet particulièrement stratégique qui permet de répondre aux objectifs de cohésion sociale, de cadre de vie et de mobilité. On peut constater que le manque de convivialité potentielle peut être lié en particulier à l'omniprésence du trafic routier, le manque d'espace public central qui aurait vraiment valeur de cœur de village, le difficile partage de l'espace public entre les différents modes de transport (difficultés de parage, mauvaise accessibilité de la gare des bus, insécurité pour les piétons et deux-roues) et enfin le mauvais éclairage.

Petit-Dour est un village-rue qui est traversé par la rue de Ropaix le long de laquelle la circulation est dense et rapide. Actuellement, le cœur de village est fortement marqué par la présence de cette voirie ce qui engendre un sentiment d'insécurité important et ce, malgré l'aménagement de dispositifs de sécurisation (îlot central avec traversée piétonne). En outre, plusieurs fonctions importantes pour le village existent au niveau de cet espace : école communale, commerces de proximité, taverne et local pour les scouts au niveau de l'ancienne cure (Cf FP Long terme 3.1). Signalons également l'existence d'un cheminement piétonnier non aménagé (la ruelle Totomme) qui permet de rejoindre à travers bois et champs la rue Saussette.

L'espace « place » proprement dit jouxte l'église du village. L'ensemble de la zone y est asphalté, dénué de toute végétation et est essentiellement alloué au stationnement non organisé. La place manque dès lors cruellement de convivialité et de lisibilité. Rappelons que l'identité et la valorisation des villages ont souvent été mises en avant à la fois dans le diagnostic et lors des consultations villageoises. La cohésion sociale et l'identité locale sont renforcées par la valorisation de l'image du village. Valoriser les espaces centraux tels que la place de Petit-Dour répond en partie à cet objectif.

Reportage photographique



Cœur de village de Petit-Dour © S&A - 2013

Description du projet

Introduction

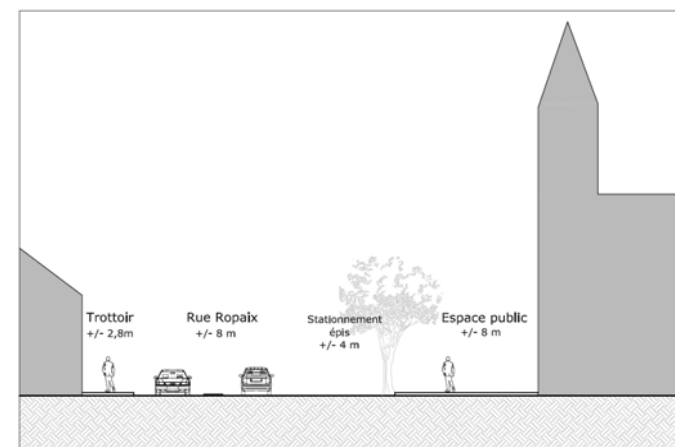
Le but du projet consistera à :

- embellir le cœur de village ;
- augmenter la convivialité de cet espace ;
- créer une nouvelle liaison douce (ruelle Totomme) ;
- de sécuriser la zone ;

I. Aménagement de la place

L'espace étant très exigu, les possibilités d'aménagements sont relativement limitées. Un projet d'aménagement réfléchi, devrait néanmoins permettre d'atteindre les différents objectifs listés ci-dessus.

L'aménagement de cette place pourrait être maintenu sous la forme d'un espace ouvert bordé d'arbres ou de végétation en bac. On veillera à séparer les fonctions. Ainsi, le stationnement et la circulation automobile sera limité au maximum au sein du nouvel espace afin de ne pas interférer avec les activités qui pourraient s'y dérouler (zone de convivialité, terrain de pétanque, etc.). Pour ce faire, il paraît adéquat de reporter la fonction stationnement en bordure de voirie. La zone de stationnement serait alors séparée physiquement de l'espace « place » par des plantations, ce qui permettra en outre de sécuriser le site. Une coupe de principe est présentée ci-dessous



Coupe de principe © S&A - 2013

Le projet devrait également proposer une réfection du revêtement actuel (asphalte) afin de diminuer le caractère austère des lieux. Les possibilités sont multiples, béton désactivé, pavés, etc. l'objectif étant d'augmenter la lisibilité des lieux et de clairement séparer les fonctions (circulation automobile, zone piétonne, stationnement, etc.).



Du mobilier urbain pourrait être placé. Vu les fonctions existantes sur le site (jeunes, scouts,...), celui-ci sera choisi pour sa solidité. Il sera idéalement simple dans ses formes pour donner de la sobriété au lieu actuel et pour plaire à un public jeune. Il est proposé de jouer sur un mobilier en béton, éventuellement peint ou en béton armé teinté dans la masse.

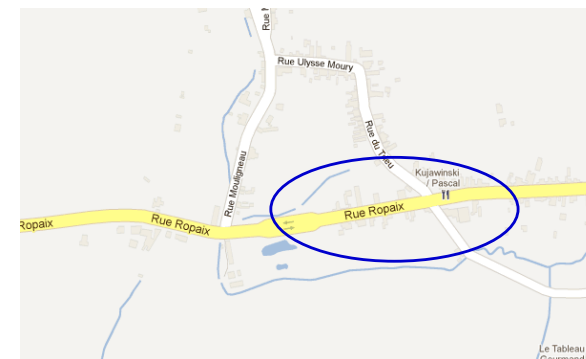


La seconde partie du projet consisterait en l'aménagement de la ruelle Totomme. Ce cheminement revêt d'un certain intérêt en matière de développement des modes doux et de liaisons intervillage. En effet, celui-ci permet de relier la place de Petit-Dour à la rue Saussette. Cette dernière consiste en une petite voirie rurale permettant quant à elle de lier Petit-Dour au village de Blaugies.

Le projet consistera donc à aménager cette ruelle de manière à permettre l'accès aux piétons et cyclistes. Le placement d'un éclairage public devrait également être envisagé.

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

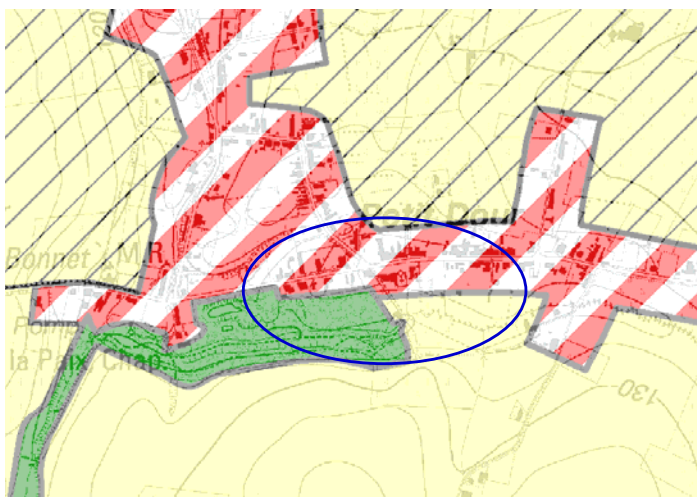
Le périmètre étudié est traversé par une voirie communale à savoir la rue Ropaix.



Programme Communal de Développement Rural de la commune de Dour
Partie 4 – Fiches-projets – FP n° 2.5

Statut au plan de secteur

La quasi-totalité du périmètre est reprise en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur. Notons que la ruelle Totomme est quant à elle en partie reprise en zone agricole au plan de secteur.



Plan de secteur © SPW – DGO4 - 2013

Statut de propriété

Le périmètre concerné est une propriété communale.



Propriétés © S&A - 2013

Tâches à réaliser

- Recherche de subsides ;
- Rédaction d'un CSC, appel d'offre, consultation et désignation d'un bureau d'étude ;
- Démarrage de l'étude, réalisation d'une esquisse et d'un avant-projet avec une estimation précise.
- Pour chaque phase, organisation de réunions plénières avec les différents intervenants (IBSR, police, impétrants, SPW, pompiers, CCATM, CLDR, riverains, etc.) ;
- Approbation du Collège communal ;
- Demande de permis d'urbanisme ;
- Réalisation du dossier d'exécution ;
- Appel à la concurrence et mise en œuvre.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 – Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.2 – Créer un réseau de mobilité douce : intersections-interconnexions ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;

Impact environnemental

- La surface imperméable n'est ni augmentée ni diminuée. Néanmoins, le projet devrait envisager le placement de matériaux plus perméables.
- Le projet devrait permettre la plantation d'essences locales et la création d'espaces verts supplémentaires.
- Si des terrains de pétanque sont instaurés, cela augmentera les espaces perméables du périmètre.

Impact social

- L'impact du projet a une valeur sociale forte car il vise à ce que ce lieu soit réinvesti par les riverains en lui conférant davantage de convivialité et de sécurité.

Impact économique

- Le réaménagement du centre a également pour but de redynamiser celui-ci et de susciter l'envie d'y créer des nouveaux commerces de proximité.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Le réaménagement du centre a également pour but de redynamiser celui-ci et de susciter l'envie d'y créer des nouveaux commerces de proximité.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
OGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusque 500 000€	2 ^{ème} tranche au- dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : - la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voies publiques , dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ; - la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public , pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe. - l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60% . Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.			Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voies ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum .			Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en œuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subsidie est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux	Montant pris en considération pour le calcul du subsidie : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subsidie est de maximum 150.000 EUR.			Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011

		particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.		
<p>OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments</p>	<p>Subventions visant à encourager certains investissements d'intérêt public. Programme Triennal - Subventions pour travaux aux administrations publiques subordonnées, en ce compris les travaux améliorant la sécurisation des quartiers urbains, les travaux à exécuter aux bâtiments publics y compris les abords et les travaux exécutés à des édifices relevant de l'exercice des cultes reconnus ou de l'exercice de la morale laïque</p>	<p>Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants : la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voies publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion, la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe, la construction, la réfection et le renouvellement des aqueducs et d'égouts, l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public, la construction, la transformation et la réhabilitation, ainsi que l'aménagement de leurs abords de bâtiments destinés aux services publics communaux et provinciaux, de bâtiments communaux destinés aux locaux administratifs des centres publics d'action sociale, de bâtiments nécessaires à l'exercice des cultes reconnus ou à l'exercice de la morale laïque, de bâtiments destinés aux locaux administratifs des associations de communes dont seules sont membres les personnes de droit public, des petites infrastructures sociales de quartier, et plus particulièrement des maisons de quartier ayant pour but de redynamiser la vie en société ou pour fonction de favoriser la rencontre des générations, pour autant qu'elles soient inconditionnellement accessibles à tous et non exploitées à des fins commerciales, de bâtiments destinés aux locaux administratifs et techniques de toute personne morale désignée par le Gouvernement, des crèches et maisons communales d'accueil de l'enfance autorisées par l'autorité compétente, l'acquisition, à l'exclusion du terrain, des biens immobiliers destinés à l'usage des personnes morales désignées à l'article L3341-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD).</p>	<p>De 60% à 75% dans certains cas, notamment pour les investissements repris à l'article L3341-5, 1^{er} et 3^{ème}, du CDLD, ayant pour objectifs la sécurité et la convivialité de la voirie publique contribuant à la fois à la limitation de la vitesse des véhicules à moteur et à l'amélioration du cadre de vie.</p>	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret du 21 décembre 2006.</p> <p>Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.</p> <p>Décret du 22 décembre 2006 modifiant l'article L3341-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif à une matière dont l'exercice de la compétence a été attribué par la Communauté française à la Région wallonne.</p>
<p>OGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie</p>	<p>Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherches relatives au domaine de l'énergie</p>	<p>Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économeurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.</p>	<p>EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé.</p> <p>Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base 	<p>Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie.</p> <p>Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.</p> <p>Arrêté du Gouvernement wallon du 13-05-2004 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2003 visant à octroyer une prime pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.</p> <p>Décret du 05-07-1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les Technologies.</p> <p>Décret du 09-12-1993 relatif aux aides et aux investissements de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de</p>

				l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables.
--	--	--	--	---

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Nécessité de redynamiser le coeur de village de Petit-Dour.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans objet.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGo1, DGo3 et DGo4 ;
- Gestionnaire du réseau d'éclairage public et autres impétrants ;
- Associations locales.

Annexes

- Croquis d'aménagement :

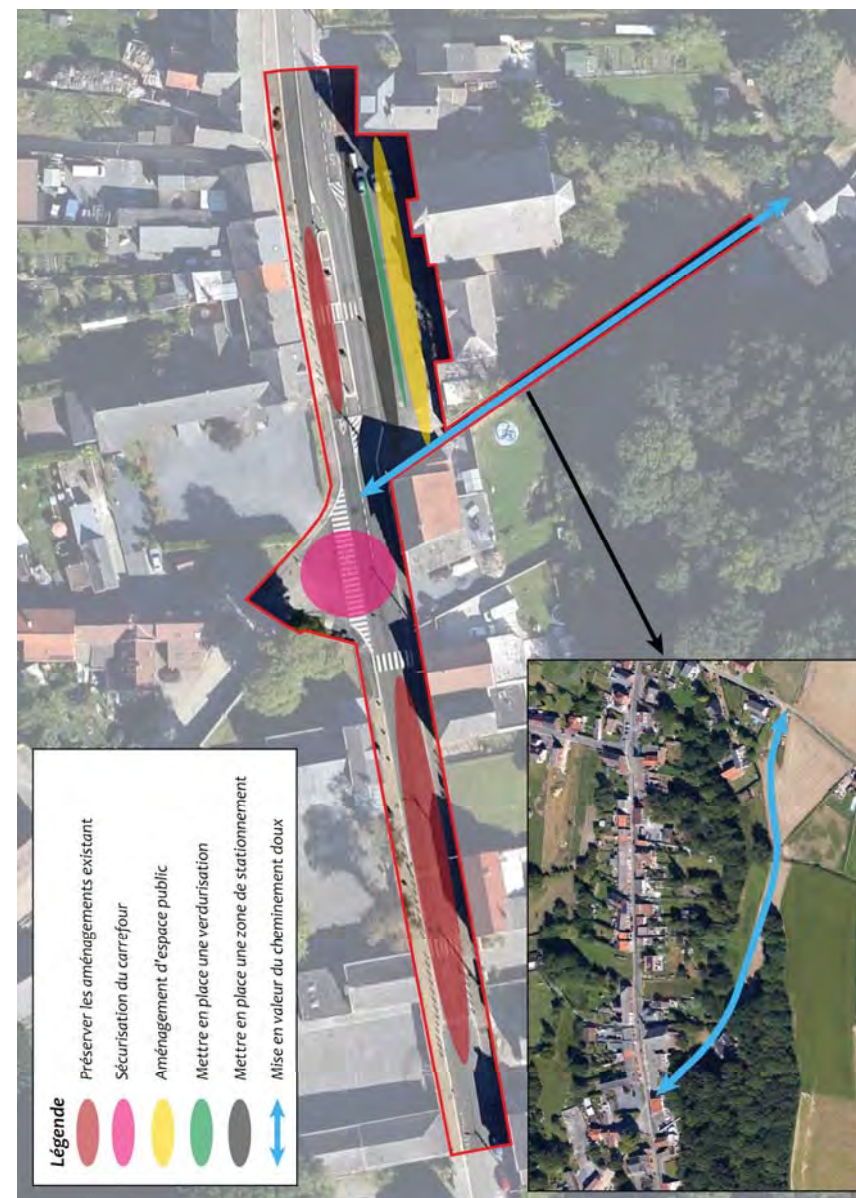


Schéma d'aménagement © S&A - 2013

Restaurer la maison de citoyenne de Wihéries

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- B2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- B5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.

Justification du projet

Wihéries est un village constitué de différents quartiers et d'espaces « non-connectés » : la place de l'église, la place du jeu de balle et sa Maison du Peuple, le parc où s'implantent un kiosque, l'ancienne maison communale ainsi qu'une aire de sport (Infrasports), etc. Aucune liaison ni indication n'existe actuellement entre ces différents lieux. La fiche-projet n°1.9 : Aménager le cœur de village de Wihéries permettra de relier ces espaces, en ce compris la maison citoyenne qui se trouve au sous-sol de l'ancienne maison communale de Wihéries.

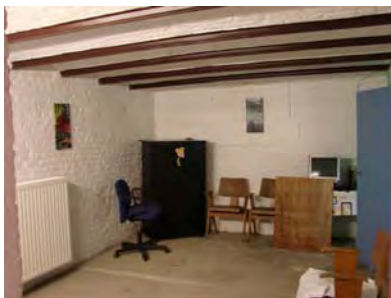
Situés dans le parc du village de Wihéries, le rez-de-chaussée et le premier étage du bâtiment de l'ancienne maison communale abritent une maison d'enfants, les « Mini-Mômes » depuis 2008. Cette maison peut recevoir environ 15 enfants de 0 à 36 mois.

Au vu du relief du parc, le sous-sol du bâtiment est accessible via l'arrière. L'on parvient à cet ancien cachot, aujourd'hui Maison citoyenne, en empruntant le chemin (rampe) jouxtant le bâtiment au sud. La Maison citoyenne de Wihéries a été inaugurée le 28 mai 2010. Similaire à une maison de quartier, la Maison citoyenne est un espace de rencontres, d'échanges, d'écoutes, de réflexions ou tout simplement de détente vouée à accueillir l'ensemble de la population douroise tous âges confondus (activités ludiques, formations, etc.).

Il semblerait que les jeunes de l'entité se soient appropriés ces locaux assez vétustes ; ils ont d'ailleurs repeint ceux-ci un été dans le cadre du projet « Été solidaire, je suis partenaire ».

En fonction de l'état des lieux (assez vétustes), le projet envisagé par cette fiche est donc de définir et de réaliser la rénovation, la mise en conformité et l'aménagement des locaux en collaboration étroite avec les jeunes concernés.

Reportage photographique



© Photos S&A - 2013

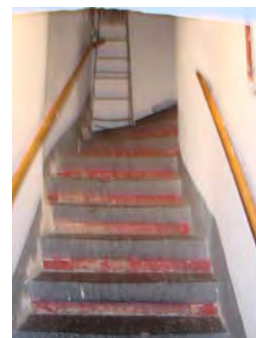
Description du projet

Comme énoncé ci-dessus, le projet d'aménagement de la Maison citoyenne de Wihéries commencera tout d'abord par un état des lieux réalisé par un architecte ou un expert qui déterminera le niveau de vétusté des locaux et les travaux à entreprendre afin de le rendre conforme à un accueil du public, le rénover et l'aménager comme il se doit.

Le processus complet du projet sera mené en étroite collaboration avec les jeunes concernés. Ceux-ci pourraient être impliqués tant dans la phase projet que dans la phase réalisation. Des contrats de travail étudiants ou de bénévolat pourraient voir le jour, éventuellement à nouveau dans le cadre du projet « Été solidaire, je suis partenaire » dont question ci-dessus.

L'accès se fait à l'arrière du bâtiment via le parc ou en descendant depuis la rue Ferrer. Il faudra veiller à vérifier la pente de la rampe d'accès au parc ou à la Maison citoyenne afin que celle-ci ne soit pas trop raide pour les personnes à mobilité réduite. La cage escaliers intérieure sera maintenue libre de tout encombrement car elle permet l'accès à la maison d'enfants située au-dessus et en constitue certainement une sortie de secours.

A l'extérieur, une terrasse pourrait être réalisée afin de permettre un lieu de convivialité plus minéral au sein du parc et qui permette également l'installation de mobilier extérieur (barbecue, table, chaises, etc.). Deux grands garages communaux existants se situent sur cette terrasse et un accès carrossable doit y être maintenu. Il pourrait être envisagé de se séparer de ceux-ci (démolition). En effet, ceux-ci ont pour effet de dénaturer le site et présente en outre un aspect vétuste. (à voir leur utilité au sein de la commune et l'espace qu'ils occupent au sein de l'espace de convivialité extérieur par rapport à la dimension et l'esthétique que l'on souhaite lui donner).



© Photos S&A - 2013

La surface intérieure (hors murs) du niveau à réaménager représente environ 120m² se répartissant comme suit :

- 1 salle commune (entrée) : 26m² ;
- 2 locaux polyvalents : 2 x 19,5m² ;
- 2 locaux techniques : 16,8m² (local chaudière) et 18m² ;
- 1 local de rangement : 4,6m² ;
- 1 cage escaliers menant à l'étage et donc à la maison d'enfants ;
- 1 couloir menant à deux petits locaux en façade ;
- 2 petits locaux en façade où seront aménagés des sanitaires ainsi qu'une kitchenette.

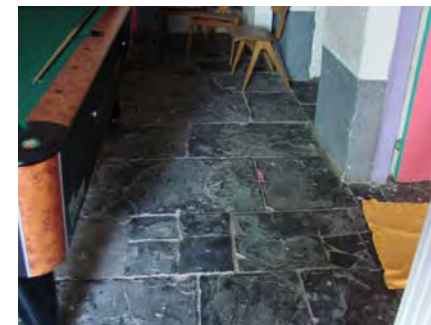
Les aménagements intérieurs les plus importants concernent : l'installation de sanitaires ainsi que d'une kitchenette dans les deux petits locaux de façade à l'ouest. Des portes seront ajoutées afin de clore ces espaces ainsi que le couloir d'accès à ceux-ci et le local de rangement. Les autres portes seront remises aux normes et éventuellement remplacées (ventilation, hauteur, coupe-feu, etc.). Certaines baies pourraient être percées dans les locaux polyvalents (en façade sud) afin d'offrir davantage de lumière naturelle et les baies de façade seront ouvertes dans les futurs sanitaires et kitchenette voire être agrandies.

Les hauteurs sous-plafonds (plafonds à voussettes) sont à vérifier suivant la réglementation applicable aux lieux accueillant du public. Lors de la visite des locaux, la hauteur relevée était de seulement 238cm au centre des voussettes et de 224cm sous les poutrelles. Pour information, le Code du bien-être au travail stipule un minimum de 250cm (locaux de travail) et le Code wallon du Logement 220cm pour les pièces d'habitation de jour afin de respecter les critères de salubrité et 230cm en cas d'adaptation, de réhabilitation ou de restructuration du bien. Il n'est donc pas sûr que les normes soient respectées à ce point de vue. L'intégration de techniques dans des faux-plafonds pourrait dès lors être compromise. En effet, actuellement, les techniques (tuyaux d'arrivée et d'évacuation) de la maison d'enfants sont apparentes sur les murs et plafonds de la Maison citoyenne et il serait intéressant de pouvoir les intégrer dans des faux-plafonds ou faux-planchers.



© Photo S&A - 2013

Une autre solution existe afin de conserver les voussettes intéressantes architecturalement et patrimoniallement, d'assurer le respect des hauteurs minimales requises, d'intégrer les techniques et, éventuellement d'isoler le sol : la descente du niveau fini de plancher intérieur. Si cette solution est envisagée, la conservation et le remplacement ultérieur des dalles de sol en pierre bleue pourraient être intéressants, si cela s'avérait techniquement possible bien sûr. Un accès PMR devra alors être prévu car le niveau intérieur sera plus bas que le niveau extérieur. Ce type de travaux a bien sûr un coût non négligeable.

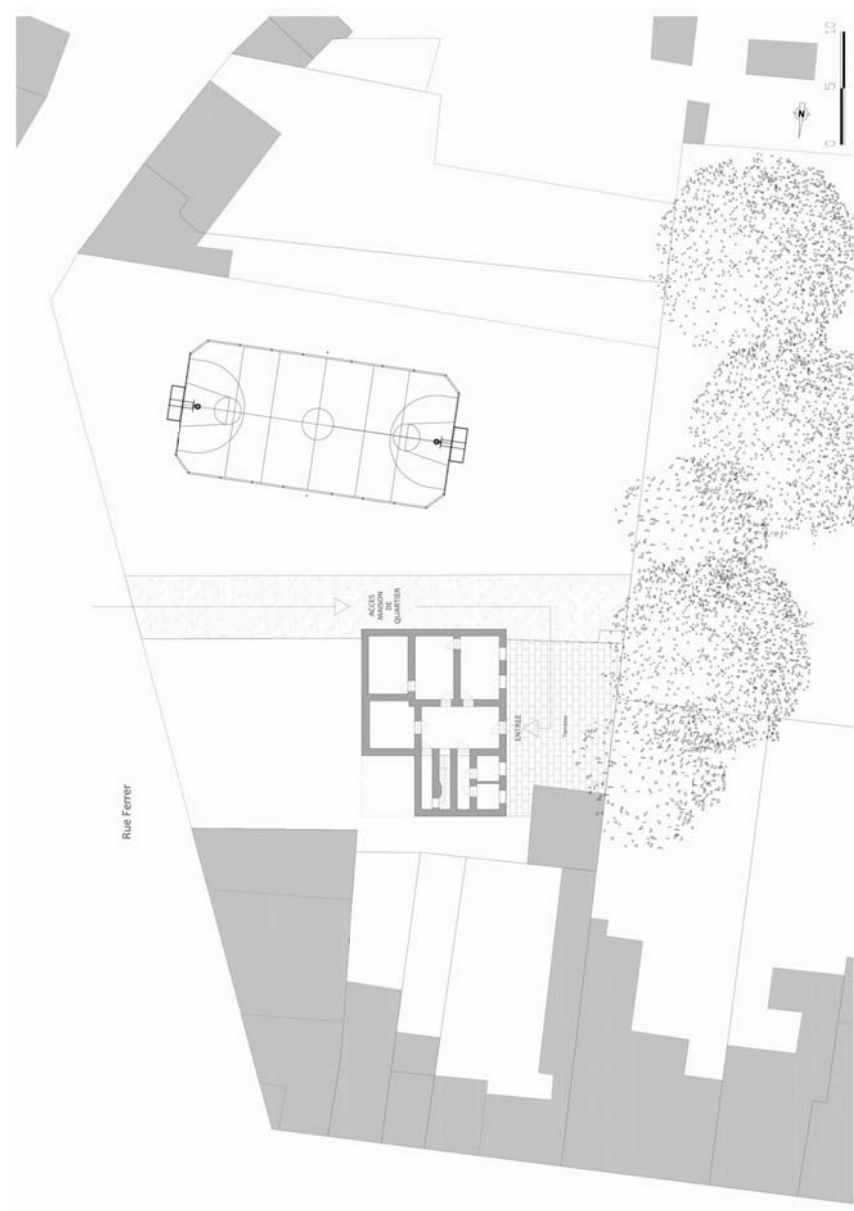


© Photo S&A - 2013

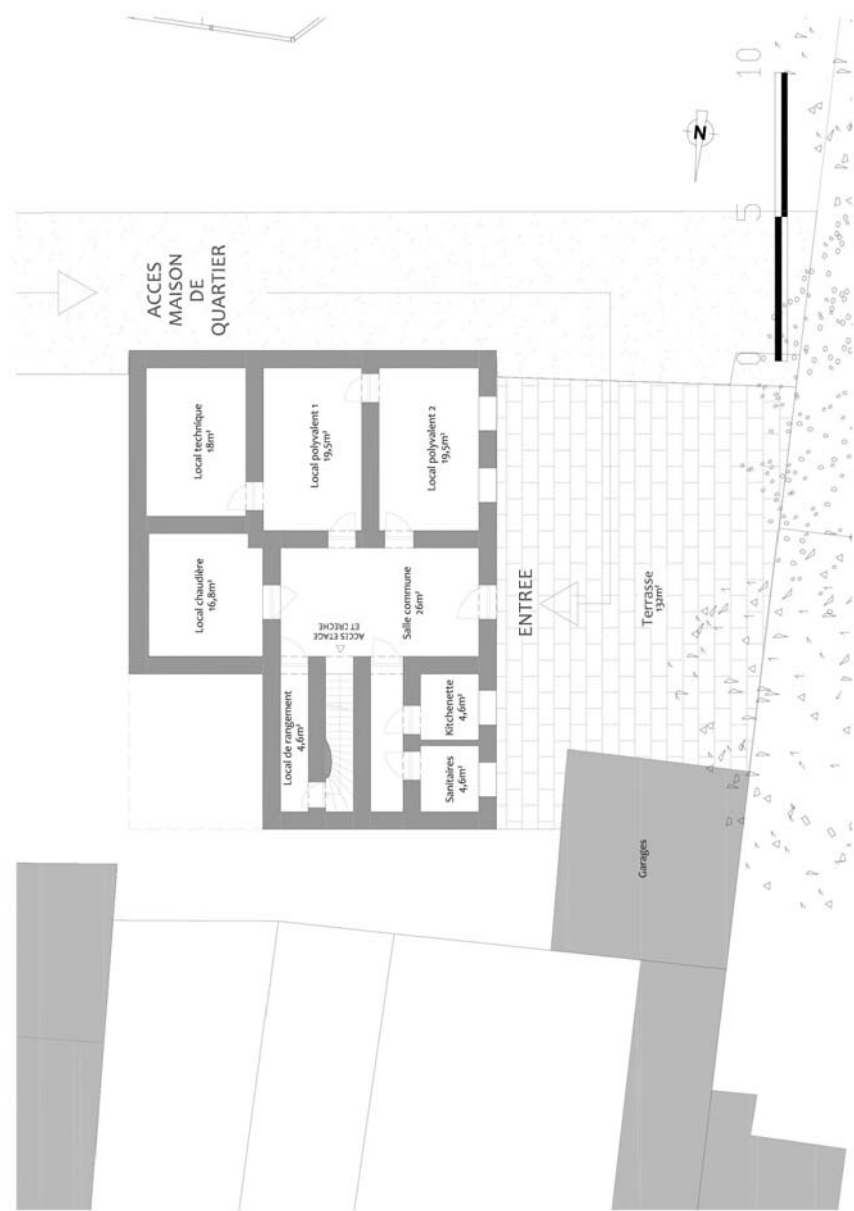
Il s'agit d'une rénovation simple (procédure sans responsable PEB) mais les conseils d'un responsable PEB (Performance Énergétique des Bâtiments) ne sont pas à négliger car il faudra de toute façon apporter une résistance minimum des éléments modifiés ou nouveaux éléments apportés au projet ainsi que répondre à des exigences en termes de ventilation (amenée d'air). Les murs de cet ancien cachot sont de gros murs en brique de 60cm d'épaisseur qui confèrent une très bonne inertie thermique aux locaux mais qui devraient tout de même être vérifiés points de vue « sensation de froid, humidité » et déperdition thermique. Le conseiller PEB recommandera également s'il est opportun d'isoler les locaux et/ou de remplacer les châssis, et/ou la chaudière.



© Photos S&A - 2013



Implantation du projet © S&A - 2013



Organisation des fonctions en plan © S&A - 2013

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Aménager l'école du Dérodé ;
- FP 1.6 - Installer un Conseil Consultatif des Jeunes ;
- FP 1.9 - Aménager le cœur de village de Wihéries ;
- FP 2.4 - Créer un réseau de mobilité douce – réseau secondaire ;
- FP 2.11 - Créer un maillage d'équipements sportifs.

Impact environnemental

- Par sa rénovation, la Maison de la citoyenneté se munira de techniques de chauffage, d'isolation ou de matériaux tenant compte de la réglementation en vigueur en termes de Performance Energétique des Bâtiments. Comme tout bâtiment public, dans un souci à la fois de montrer l'exemple et d'investir pour l'avenir, elle doit opter pour des dispositifs innovants d'économie d'énergie et pour le recours à des énergies alternatives (panneaux solaires, chaudière à bois ou à condensation, pompe à chaleur, etc.) auxquels on peut associer des systèmes originaux et pédagogiques en lien avec le développement durable : citerne d'eau de pluie, matériaux labellisés, etc.

Impact social

- Au travers de sa fonction même, la Maison de la citoyenneté remplit un rôle social éminent : espace de rencontres, d'échanges, d'écoutes, de réflexions ou tout simplement de détente vouée à accueillir l'ensemble de la population douroise tous âges confondus (activités ludiques, formations, etc.). Sa rénovation apporte un cadre logistique de qualité qui soutiendra et favorisera l'organisation d'activités, renforçant ainsi la cohésion et la mixité sociale.
- Rénover un bâtiment existant, qui plus est l'ancienne maison communale de Wihéries, situé dans le parc du village et sur un réseau clé de lieux manquant de liens entre eux au sein du village renforce l'image du village et redonne un sentiment d'appartenance aux habitants par la mise en évidence d'un patrimoine communautaire.

Impact économique

- Par leur implication dans le projet de conception et de réalisation, les jeunes concernés auront la possibilité d'être rémunérés via des contrats étudiants, socio-culturels ou bénévolat, etc.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

L'entretien des lieux devra être assuré en étroite collaboration avec le service des travaux de la commune ; des partenariats avec les jeunes de la commune peuvent être envisagés (contrats étudiants, socio-culturels ou bénévolat, etc.).

Origine du financement

Pouvoir subsidiant	Libellé du subsidie	Objet du subsidie	Montant	REFERENCE LEGALE									
DCO 3 – Direction générale opérationnelle Agricuture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DCO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économes d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	UREBA: 50 % pour audit et étude de pré-faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumul avec un autre subsidie pour le même objet, le taux est divisé par deux.	Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie. Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments									
DCO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidies aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) ;- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Le projet porte une dimension sociale très forte.
- Le projet s'inscrit dans un projet important de lot 1 : l'aménagement du centre de Wihéries et avec lui, le tissage de liens entre les espaces clé déstructurés du village.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- La fonction du bâtiment est déjà en place et opère déjà de manière active (ancienne maison communale réhabilitée en Maison des enfants et Maison de la citoyenneté (jeunes)).
- Les jeunes ont repeint l'intérieur des locaux lors d'un projet « Été solidaire, je suis partenaire ».

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Plan de Cohésion Sociale ;
- Associations locales, jeunes.

Créer un espace d'accueil polyvalent

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- A.5. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales.
- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.

Justification du projet

La commune de Dour ne possède pas d'espace pouvant accueillir des activités diverses liées au développement économique, touristique et culturel. Dans cette optique, la commune a décidé de mettre sur pied un espace de ce type. La création d'un tel espace est l'occasion pour la collectivité d'un village ou d'une commune d'inscrire un nouvel équipement public. Ceci, soit par la reconversion d'un édifice du patrimoine communal ou la construction d'un nouveau bâtiment. Les questions qui se posent alors sont : Quelle implantation ? Quelle architecture ? Quelle vocation ?

Ce type d'espace nécessite une étude préalable vu que celui-ci doit comprendre une grande surface polyvalente et des espaces techniques (sanitaires, chaufferie, stockage).

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

I. Le site

Le choix de l'implantation est déterminant. C'est lui qui favorisera l'intégration du bâtiment dans le paysage communal. Il s'agit en effet d'un équipement dont l'impact pourrait être conséquent (grands volumes : grande salle, scène,...) et présenter des espaces extérieurs non négligeable pour le stationnement. Son implantation est déterminante pour en faire un éventuel pôle attractif au sein du territoire, et pourrait générer de nouvelles pratiques quotidiennes.

Son implantation en centre-ville peut en faire un pôle attractif majeur, pôle d'animation mais nécessite une organisation plus complexe en ce qui concerne l'accès et le stationnement et entrainera une réflexion plus importante, notamment, quant aux nuisances sonores générées (véhicules, festivités,...).

Son implantation en périphérie quant à elle peut favoriser l'accès mais dévaloriser son image et en restreindre l'usage.

II. Nouvelle construction ou réhabilitation d'un ancien bâtiment

Le choix de la commune pourrait donc comporter soit la décision d'implanter un nouveau bâtiment après avoir trouvé un terrain qui convient (liberté de modularité du futur bâtiment), soit implanter la fonction polyvalente au sein même d'un bâtiment existant (contraintes par rapport à la taille de l'enveloppe existante du bâtiment mais réhabilitation souvent patrimoniale).

III. L'architecture

C'est la destination elle-même de l'espace polyvalent qui détermine le style architectural préconisé. En effet, les espaces dédiés aux spectacles et aux festivités, de même que l'émergence de volumes rectilignes (scène, salle...), invitent à une écriture architecturale contemporaine sans référence aux typologies d'habitat.

Comme expliqué ci-dessus, sa bonne intégration sera liée à son implantation dans le site et le site en tant que tel, de même qu'à la qualité de la composition architecturale, du choix des matériaux de parement et de leur mise en œuvre (durabilité, esthétisme,...), du traitement, puis de la gestion et de l'entretien des espaces extérieurs.

La répartition fonctionnelle des espaces, leur polyvalence et leur modularité, découleront des exigences communales. De même, tous les matériaux de parement intérieur de même que leur mise en œuvre (sols, murs, plafonds, sièges,...) seront déterminant pour l'acoustique et l'ambiance selon ce que la commune recherche.



© klinger-favre-acoustique.blogspot.com – 2013

IV. Utilisation de l'espace

1. **Etablir un programme** : Il s'avère indispensable d'établir un programme de mise en œuvre de sorte à définir, avec l'ensemble des acteurs concernés (population, utilisateurs, élus, maître d'ouvrage, entrepreneur,...) des objectifs à atteindre et les équipements nécessaires. Un programme de fonctionnement pour chaque type d'usage devra être établi de sorte à déterminer les capacités d'accueil nécessaires et de définir les aménagements intérieurs et extérieurs.
2. **Définir la polyvalence de l'espace** : Il est indispensable de définir la destination de la polyvalence et l'importance qui sera accordée à cet espace. De nombreuses interrogations doivent trouver réponses telles que :
 - a. Création d'une salle de réception pour séminaires, banquets, rencontres associatives et pour 100, 200 ou 300 personnes ?
 - b. Création d'une salle de spectacle, de concert, de théâtre ?
 - c. Faut-il prévoir une petite restauration ?
 - d. Souhaitons-nous y définir un cadre culturel : expositions, groupes d'artistes,...
 - e. S'agira-t-il d'un équipement communal, intercommunal ou en partenariat privé-public ?
3. **Définir les priorités d'usage** : La définition des principales utilités est primordiale pour orienter les destinations et pouvoir concilier les points communs et contradictoires des différentes destinations. Les priorités définies serviront de guide à la définition des espaces intérieurs et extérieurs, à l'équipement matériel et au mobilier.
 - a. Exemple : Si les deux fonctions principales définies sont la salle de spectacle et de réception nous aurons :

- i. **Points communs** : Besoin d'un bâtiment important, un grand hall d'accès, une grande salle, une scène, une zone de stationnement importante,...
- ii. **Points contradictoires** : nécessités acoustiques, l'ouverture et baies vitrées, la flexibilité des espaces, l'ambiance, les équipements techniques, le mobilier, les luminaires,...

Il faut réaliser un compromis et faire en sorte d'éviter d'avoir :

- Une scène un peu petite et mal équipée (absence de micro, baffle, luminaires,...);
- Une isolation phonique amoindrie pour les spectacles du fait de la présence de vitrages ;
- Une salle festive sans vues ou sans ouvertures (salle obscure) ;
- Un éclairage mal orienté ;
- Une salle trop grande pour certains spectacles mais un peu petite pour un banquet ;
- Un bar fermé ou inexistant;
- Un équipement trop modeste limitant l'accueil de troupes ou de groupes ;
- Des manipulations importantes pour changer l'utilisation (déplacements de mobilier lourd,...) ;
- Une multiplicité d'espaces annexes (manque de lisibilité des lieux,...) ;
- ...

Selon l'espace disponible, certaines pièces pourraient se voir définir des destinations spécifique et bénéficier d'aménagements particuliers (salle d'expo, cuisines, salle de réunions restreintes notamment pour les associations,...)

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

Sans objet.

Statut au plan de secteur

Sans objet.

Statut de propriété

Sans Objet

Tâches à réaliser

- Définir les activités principales pouvant être mises en œuvre dans l'espace polyvalent ;
- Déterminer un site pour la construction ou la réhabilitation d'un bâtiment ;
- Recherche de subsides ;
- Rédaction d'un CSC, appel d'offre, consultation et désignation d'un bureau d'étude ;
- Démarrage de l'étude, réalisation d'une esquisse et d'un avant-projet avec une estimation précise ;
- Pour chaque phase, organisation de réunions plénières avec les différents acteurs concernés ;
- Approbation du Collège communal ;
- Demande de permis d'urbanisme ;
- Réalisation du dossier d'exécution ;
- Appel à la concurrence et mise en œuvre.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.6 - Aménager l'école du Dérodé ;
- FP 1.7 - Réaménager l'ancienne maison communale d'Elouges (Mulpas) ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs.

Impact environnemental

- Le projet permet de fournir des services associatifs et culturels aux habitants dans des locaux équipés aux normes d'aujourd'hui (notamment d'accessibilité, thermiques et acoustiques). S'il s'agit d'un ancien bâtiment public il sera intéressant de pousser la réflexion concernant les équipements à installer en termes de chauffage, d'alimentation en eau chaude sanitaire, etc. Dans un souci à la fois de montrer l'exemple et d'investir pour l'avenir, ce bâtiment public fera appel à des formules énergétiques allant dans le sens du développement durable.
- L'infrastructure sera conçue de manière à permettre plusieurs activités simultanément sans pour autant devoir chauffer tous les espaces tout le temps (surtout le grand espace polyvalent).

Impact social

- La nouvelle infrastructure offre au milieu associatif l'opportunité de développer de nouvelles manifestations ou activités.

- Les activités organisées au sein de l'espace polyvalent permettent de créer des liens entre les personnes, de favoriser la cohésion sociale et le brassage social.
- L'espace polyvalent sera géré de manière participative (élaboration d'une charte, d'un règlement d'ordre intérieur, etc.), en impliquant à la fois les habitants, les élus, l'administration communale et les associations susceptibles d'utiliser le site.

Impact économique

- Le projet pourrait valoriser des bâtiments faisant partie du patrimoine communal et évite qu'un chancre ne se forme au sein de la commune. Il renforce l'attrait touristique, culturel et donc économique de Dour.
- L'espace polyvalent permet l'organisation d'événements culturels et touristiques de plus grande envergure sur le territoire communal.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Le projet à proprement parler ne favorisera la création d'aucun emploi mais l'entretien des lieux devra être assuré en étroite collaboration avec le service des travaux de la commune.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les frais d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000 €	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000 €	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habileté et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les :<ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir)- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.			Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
DGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide	UREBA: 50 % pour audit et étude de pré-faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumulé avec un autre subsidie			Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et

du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	pour le même objet, le taux est divisé par deux.	provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments
DGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : EP-URE pour l'amélioration de l'éclairage public existant et de son efficacité énergétique.	EPURE: La subvention est plafonnée à 100 % du montant total des travaux et études avec un maximum de 74.368,06 euros TVAC par dossier introduit. Ce montant est proportionnel au pourcentage d'économie réalisé. Le montant de base de subvention par luminaire remplacé sera de : - 300 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance inférieure ou égale à 100 watts ; - 350 euros pour un nouveau luminaire d'une puissance supérieure à 100 watts. Un coefficient appelé "Coefficient EPURE" qui est proportionnel à l'économie d'énergie réalisée, sera appliqué à ce montant de base	Arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 portant exécution du décret 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local. Décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et l'octroi de subventions aux agences de développement local
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides pluriannuels aux pouvoirs publics pour les actions en faveur de l'environnement	Subsides dont la durée est supérieure à un an octroyés au profit des pouvoirs publics menant des actions en faveur de l'environnement.	En fonction du projet.	Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190) Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007
Fédération Wallonie-Bruxelles	Subsides pour : Equipement : équipement d'animation, équipement technique, matériel de bureau (hors fournitures, assurances, frais d'installation et contrat d'entretien) et bureautique (y compris informatique). Aménagement : matériel utile à l'aménagement de locaux affectés à la mission du Centre culturel destinés à l'accueil des publics (hors dossiers « infrastructure »).		50 % des dépenses admissibles	D.28-07-1992 art.30; A.Gvt.22-07-1996, art.11

Partenaires

- Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- Associations locales ;
- Centre Culturel.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Le projet répond à un besoin de la commune et porte une dimension sociale, culturelle, patrimoniale et environnementale très forte ;
- Acquisition d'un terrain ou d'un bâtiment voir utiliser un bâtiment existant appartenant à l'administration communale.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Sans objet

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour.

Créer une halle couverte

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- A.2. Créer, développer et soutenir un tissu d'infrastructures économiques en s'appuyant sur les atouts typologiques rural/urbain.
- A.3. Revaloriser et soutenir l'activité et les productions agricoles au sein du territoire.
- A.4. Maintenir et soutenir les commerces et services de proximité existants dans les différents villages.
- C.2. Répondre aux différents enjeux et objectifs définis dans la stratégie de développement du projet Cœur de Hainaut.
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

La demande en produits locaux et sains est grandissante et les citoyens des villages ne se déplacent pas (ou plus) à la ferme afin de se procurer ceux-ci. Dans 5 ou 10 ans, on devrait constater un retour massif aux productions locales et aux circuits courts. Le monde de l'industrie l'a déjà compris et investit dans des campagnes de pub très coûteuses pour vendre des produits du terroir. Il est donc intéressant de prévoir ce retour aux produits sains et de répondre aux besoins spécifiques des producteurs qui veulent s'écarter du modèle agricole classique.

C'est de cette réflexion qu'est apparue l'idée de créer une halle couverte à Dour qui ne dispose à l'heure actuelle d'aucune structure d'accueil pour l'organisation de ce type d'activités. Le parc Naturel des Hauts-Pays et l'Asbl Arc Borinage ont organisé en 2013, sur le site des anciennes câbleries de Dour, le marché « Saveurs et terroir ». Celui-ci fût un grand succès. Le marché se réorganisera en 2014 au même endroit mais devra trouver un nouveau site en 2015 vu le démarrage des travaux sur le site des câbleries pour un centre commercial.

Cette structure devrait à terme, permettre :

- De dynamiser la vie économique locale ;
- de promouvoir les projets, l'artisanat et les produits locaux.
- d'apporter une aide aux producteurs et commerçants locaux.
- de créer un lieu de cohésion sociale, de rencontre.
- Eventuellement, par la morphologie de l'infrastructure : renforcer la structure villageoise, offrir un espace public couvert-ouvert qui se présente comme une place publique.
- par le système de marché couvert :
 - o diminuer les trajets et gagner du temps (un seul endroit pour trouver un éventail de produits sains sous le même toit, combinaison d'une meilleure qualité des produits avec les avantages d'horaires et de services proposés par les moyennes et grandes surfaces) ;
 - o diminuer l'investissement parfois très lourd pour un particulier qui veut se lancer ;
 - o diminuer le prix des marchandises (économie d'échelle) ;
 - o améliorer le lien social et dynamiser la vie associative.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

Le projet consiste en la mise en œuvre d'une halle couverte sur le territoire de la commune de Dour. Les possibilités sont bien évidemment multiples. Néanmoins, une attention particulière devra être apportée au projet architectural afin de conférer à la structure une image dynamique.

Bien que l'idée de base consiste à utiliser cette structure pour l'organisation de marchés du terroir, la future halle devrait être conçue afin d'accueillir diverses activités (halle « multi usages ») nécessitant un grand espace extérieur couvert (marchés, foires, festivités, etc.). Le site des câbleries est aussi utilisé pour la brocante depuis que les marchés ont été organisés.

Le marché couvert ou halle gourmande serait, en un même lieu, un présentoir de l'ensemble de l'offre des produits de l'entité (produits fermiers, etc.); des produits du Parc Naturel des Hauts-Pays (PNHP); des produits « locaux » du Pays de Mons par exemple. Ce marché peut également être agrémenté d'un marché de l'art/de l'artisanat (voir GT Tourisme). Chaque producteur serait amené à vendre sa propre production, cela sous-entend une coopération entre eux. Pour améliorer ce service de marché couvert, il est possible d'imaginer un système de commande (gain de temps pour les clients « quotidiens ») et des horaires adaptés (Les marchés saveur et terroir sont ouvert de 17h à 21h); du stationnement en suffisance sera présent ou aménagé à proximité.

Origine de la demande

- Groupes de travail : économie, tourisme et patrimoine ;
- Commission locale de Développement rural ;
- Commune ;
- Acteurs locaux (producteurs, commerçants, etc.).

Localisation

Sans objet pour le moment. Cependant, plusieurs lieux potentiels ont été cités lors des consultations :

- à proximité de l'ancien camping de Blaugies intégrée dans un ensemble touristique dans l'optique des déplacements doux et du tourisme « vert » : hangars de l'ancienne sucrerie, ancien camping de Petit-Dour à proximité de Blaugies qui n'a actuellement plus de fonction, etc. (GT Patrimoine);
- une grange qui devrait bientôt être vendue, en face de l'ancienne maison communale de Wihéries et donc à la situation centrale par rapport au village, stratégique pour de la vente (GT Patrimoine);
- plusieurs bâtiments en ruine sur l'entité présenteraient une opportunité (GT Vivre à Dour);

- l'impasse qui mène à l'arrière de l'église d'Elouges en face de la Maison des Jeunes ou la ruelle entre la rue des 4 veines et le centre sportif d'Elouges entre les deux ponts du RAVeL présentent assez de largeur pour disposer des échoppes ainsi que des possibilités de parkings (GT Economie).

Il faudra rester attentif à opter pour un lieu facile d'accès, offrant une position stratégique par rapport à un centre ou un noyau et permettant le stationnement en suffisance.

Statut au plan de secteur

Sans objet.

Statut de propriété

Sans objet. Cependant, il sera préférable que le futur site soit acquis par la commune.

Tâches à réaliser

- Mise en place d'une structure de coopération des producteurs ;
- Localisation et choix du site/des sites d'implantation potentiel(s) ;
- Acquisition éventuelle du site choisi par la commune ;
- Construire et aménager la halle couverte ;
- Soutenir les projets accueillis par la halle afin de garantir son fonctionnement à long terme.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP.1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 1.11 - Diversifier l'accès aux produits locaux ;
- FP 2.14 - Créer une ADL ;
- FP 2.16 - Mettre en place un agenda 21 Local.

Impact environnemental

- Le projet pourrait envisager un investissement dans les énergies renouvelables. Plusieurs systèmes sont possibles : toiture végétale et/ou panneaux solaires, récupération des eaux de pluie de la toiture pour le nettoyage ou les sanitaires, etc.

Impact social

- L'organisation de marchés, foires et la promotion des produits locaux permet au consommateur d'acheter des produits « de chez lui », le sentiment d'appartenance au territoire se voit renforcé. Acheter local peut soutenir la fierté des habitants par rapport à leur commune. Le marché, la foire, l'exposition ou tout autre événement au-delà de la fonction commerciale, est un lieu de rencontre et de

cohésion sociale où la vie sociale peut s'exprimer. Ces événements participent activement à rythmer celle-ci.

Impact économique

- La halle couverte assurera la promotion de l'artisanat et des produits locaux, ce qui permettra de donner un coup de pouce publicitaire ainsi qu'en termes de vente aux maraîchers, agriculteurs, petits producteurs, commerçants ou associations locaux. Pour la population douroise, il sera possible d'acheter des produits locaux de qualité à moindre prix (sans frais de transport et directement du producteur).
- La nouvelle infrastructure ne devra pas causer de tort aux petits commerçants en place ; au contraire, elle attirera les consommateurs pour des achats plus spécifiques et de proximité. Ce mécanisme peut faire évoluer les mentalités vers un nouveau type de consommation plus local et spécialisé que dans la grande distribution. Comme autrefois, l'animation sera ramenée vers le marché local.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- La nouvelle halle accueillera les maraîchers, forains, régisseurs, etc. de la région mais aussi les agriculteurs, petits producteurs, commerçants ou associations locaux ; elle aura également besoin d'une équipe de gestion et d'entretien (entretien qui devra être assuré en étroite collaboration avec le service des travaux de la commune).

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidies aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidies destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subside est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
DGO 4 - Direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie	Contrats, subventions ou transferts au secteur public en vue d'investissements matériels ou immatériels, y compris les projets de recherche relatifs au domaine de l'énergie	Ce crédit est destiné à l'octroi de subventions que la Région wallonne accorde dans divers programmes d'aide aux investissements économiseurs d'énergie et à la recherche visant à améliorer l'efficacité énergétique de produits ou de procédés et/ou à développer de nouveaux procédés en énergie renouvelable : UREBA pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments et travaux faisant appel aux sources d'énergies renouvelables et à la cogénération de qualité pour les communes, provinces et CPAS.	UREBA: 50 % pour audit et étude de pré-faisabilité, 30 % pour les travaux. Si cumul avec un autre subside pour le même objet, le taux est divisé par deux.			Arrêté du Gouvernement wallon du 01-04-1999 relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie Arrêté du Gouvernement wallon du 10-04-2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments
DGO 6 - Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche	Intervention pour infrastructures d'accueil des activités économiques	Ce subside est destiné à financer l'aménagement d'infrastructures d'accueil des entreprises (terrains, bâtiments, en application de la loi sur l'Expansion économique du 30 décembre 1970.	1) Travaux, hors bâtiments : 80% du montant subsidiable des travaux avec majoration jusqu'à 95 % pour les travaux effectués dans un			Arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 2004 portant exécution du décret du 11 mars

		bâtiments, travaux d'accessibilités), en application du décret du 11 mars 2004. Conditions d'octroi : Les infrastructures doivent être situées à l'intérieur d'un périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 ou y donner accès. Les bâtiments (halls relais et ateliers de travail partagé peuvent être situés hors périmètre de reconnaissance.	périmètre S.A.R. ainsi que pour la fourniture et la pose de panneaux photovoltaïques et majoration jusqu'à 100% pour les travaux à réaliser sur une voirie régionale ou communale. 2) Bâtiments: 80% du montant total "acquisition (éventuelle) + travaux subsidiables", plafonnés à 375.000 EUR pour les halls relais et ateliers de travail partagé et à 500.000 EUR pour les centres d'entreprises, centres de services auxiliaires et incubateurs. Majoration de 50% pour les bâtiments situés en Zones franchises urbaines ou rurales.	relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. Décret du 11 mars 2004 sur l'intervention pour infrastructures d'accueil des activités économiques.
DGO 6 - Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche	Intervention pour l'acquisition et l'aménagement de terrains et bâtiments industriels, artisanaux et de services ainsi que leurs voies d'accès	Ce subside est destiné à financer l'acquisition et l'aménagement d'infrastructures d'accueil des entreprises (terrains, bâtiments), en application de la loi sur l'Expansion économique du 30 décembre 1970.	Travaux : 80% du montant subsidiable des travaux, plafonnés à 375.000 EUR pour les halls-relais et à 500.000 EUR pour les centres d'entreprises.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27-09-2001 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 1991 déterminant les conditions d'octroi et les taux des subventions pour l'aménagement et l'équipement de terrains et bâtiments à l'usage de l'industrie, de l'artisanat ou de services ou d'autres Directive du 12-05-1993 permettant d'octroyer une prime à l'investissement aux intercommunales et autres organismes de droit public dans le cadre de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique Loi du 30-12-1970 sur l'expansion économique

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Localisation et choix du site/des sites d'implantation potentiel(s) et acquisition éventuelle ;
- Projet d'espace d'accueil pour le marché au cœur de village d'Elouges (voir fiche-projet 1.8).

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Les marchés « Saveurs et terroir » aux anciennes câbleries de Dour depuis juin 2013 ;
- Par ailleurs, l'entité compte quelques agriculteurs qui ont déjà fait le pari d'une agriculture familiale proposant des produits de qualité.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Projet « Mons 2015, capitale européenne de la culture » ;
- Parc Naturel des Hauts-Pays (PNHP) ;

- ARC Borinage – Hauts-Pays ;
- Association des Commerçants et des Artisans Dourois (ACAD) renseignée sur le site communal asbl Dour Centre-Ville ;
- Bulletin communal « Dour-Info » ;
- Producteurs dynamiques ;
- Entreprises, commerçants ou artisans locaux.
- Intercommunale.

Aménager le site du Sauwartan (châssis à molettes)

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E.1. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

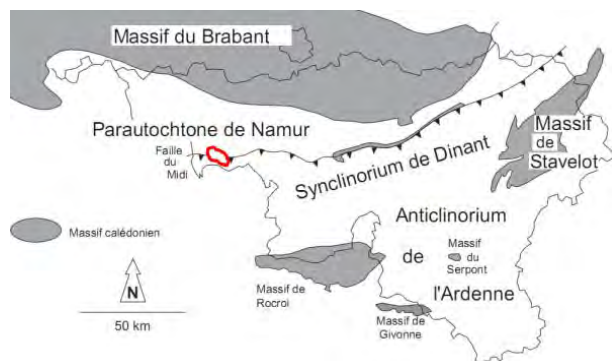
Justification du projet

Le site du Sauwartan est un ancien charbonnage situé à l'orée du Bois de Saint-Ghislain, au lieu-dit du Dérodé. Le châssis à molettes en béton a été construit en 1928, sur les plans de l'architecte Crombez ; remplaçant un chevalement en bois. Ce puits où l'on extrayait la houille depuis la fin du 18^e siècle, était très peu automatisé et a fermé le 6 octobre 1938. Vers 1959, lors de la liquidation de la « Société Anonyme des Charbonnages du Borinage », dont Sauwartan faisait finalement partie, le châssis et son terril furent rachetés par des privés : la famille Dréau de Flénu. Repris sous le libellé « Sauwartan n°1 », le site est repris en tant que SAR (Site à Réaménagement) par un arrêté de rénovation du 30.05.1977, non accessible par le public (châssis et terril notamment) et fortement isolé, il appartient toujours à un privé à l'heure actuelle et présente pourtant un potentiel non négligeable mais hélas peu mis en valeur : le châssis à molettes, les chemins et sentiers qui le traversent, la mare naturelle à proximité, le Bois de Saint-Ghislain, l'ancienne école du Dérodé (voir fiche-projet 1.6), etc.



De haut en bas et de gauche à droite : PPNC, IGN, Plan de Secteur, Occupation du sol
© SPW-DGO3, CNOSW-DGO4, PLI VO © S&A-2011

Le site fait en outre partie d'une zone Natura 2000 : BE32018 « Bois de Colfontaine » (qui s'étale aussi sur Colfontaine, Boussu et Frameries et qui, à Dour, concerne les Bois de Saint Ghislain et de Blaugies) et est reprise au sein d'un périmètre d'intérêt paysager au Plan de Secteur. La faille du midi (ligne de rupture géologique partant d'Angleterre et passant par la Belgique) est visible à proximité du Sauwartan. De plus, Dour fait partie du géoparc du bassin de Mons ainsi que du Parc naturel des Hauts Pays.



Positionnement de Dour sur la faille du midi © geocaching.com © S&A – 2013

Le châssis (un des seuls si pas le seul de ce type encore existant en Wallonie) et le terril sont classés. La structure en béton est à l'abandon et se dégrade de plus en plus ; si rien n'est mis en œuvre celle-ci pourrait se détériorer davantage, voire s'effondrer. Le site n'étant pas clôturé, ni sécurisé, il représente donc un risque pour les curieux de passage. Le Service Public de Wallonie est en pourparlers avec l'actuel propriétaire en vue d'une acquisition à l'amiable. Un projet de rénovation est en cours. D'importants subsides sont possibles suite au classement déjà effectif, arrêté de classement du 30/08/1991 : « Charbonnage de Sauwartan : châssis à molettess ou « belle fleur » (Monument) et terrils (Site), à l'exclusion des structures (dont la salle des machines et trémies) ».

C'est indéniable, le Sauwartan et ses environs présentent clairement une vocation multiple : historique, patrimoniale, géologique, naturelle, didactique et de découverte, etc. qu'il serait opportun de mettre en avant ; plusieurs pistes de projet s'inscrivant dans un projet global seront donc développées ci-après.

Reportage photographique



Environs du site du Sauwartan © Photos S&A – 2013



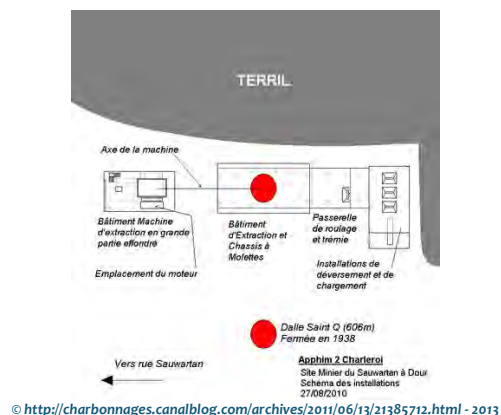
Site du Sauwartan © Photos S&A – 2013

Description du projet

Pistes d'aménagement s'inscrivant dans un projet global pour le Sauwartan et ses environs:

I. Restaurer, préserver et valoriser le châssis à molettes et le terril, sécuriser le site

Le châssis en béton réalisé selon le système de Freycinet (ingénieur français spécialisé dans le béton armé) et selon les plans de l'architecte Crombez de Wasmes est le seul du genre subsistant en Wallonie, celui-ci est classé et présente un intérêt patrimonial certain, il est un site de mémoire, notamment ouvert aux Journées du Patrimoine. Il ne reste aucune trace d'installations annexes telles : loge de garde, bureaux, vestiaires, ateliers ou murs d'enceinte, etc. mais il subsiste encore le carré de la « recette » (où s'arrêtent les cages) et une partie de « l'envoyage ». Les structures métalliques (molettes, machines, rails, etc.) ont, elles, disparu, seules les structures en béton du bâtiment sont conservées mais en très mauvais état et nécessiteraient d'être complètement vérifiées, recalculées et ensuite, restaurées et mises en valeur (cheminements, éclairage, végétation, éventuellement accès en respectant les mesures de sécurité, etc.) en étroite collaboration avec un bureau d'études de stabilité spécialisé dans le béton ainsi qu'avec la Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRSMF).



© Photos S&A - 2013



II. En parallèle avec l'aménagement de l'ancienne école du Dérodé, permettre l'accueil de groupes (étudiants ou scientifiques par exemple)

La fiche-projet 1.6 de ce PCDR propose d'aménager l'ancienne école du Dérodé en structure d'accueil de groupes (classes vertes, mouvements de jeunesse, etc.); sa proximité avec le site permettra de fortes interactions entre les deux infrastructures. Le site pourra en effet accueillir les différentes activités extérieures du futur centre du Dérodé (bois, parcours découverte géologique, naturelle ou historique, clairière du châssis, carrefour clé et son futur espace de rencontre illustré ci-dessous, etc.).

III. Mettre en place un circuit de découverte géologique

Un circuit local de découverte géologique pourrait passer par la Faille du Midi, le Sauwartan (lien vers le sous-sol houiller, l'histoire industrielle de Dour), le terril (observation des vallées du Hanneton et des Hauts Pays, de la végétation spécifique des terrils), etc. Ce circuit local pourrait s'inscrire dans un réseau de circuits et sites plus étendu (voir ci-après).

Notons qu'il existe déjà un circuit de découverte des terrils sur le territoire communal : « Le Triangle des stériles », un sentier pédestre de 11km qui forme un triangle entre trois terrils majeurs de la Commune de Dour (Frédéric, Sauwartan et Saint-Charles).

IV. Aménager et baliser les différents chemins et sentiers

Mettre en place une signalétique propre au circuit de découverte dont question ci-dessus serait également une piste de projet. Celle-ci peut également proposer des panneaux didactiques et d'information (localisation, historique, géologique, faune/flore locales, etc.).



Signalétique existante © Photo S&A - 2013

Le schéma ci-dessous illustre un carrefour clé du site qui devrait faire l'objet d'une attention plus particulière lors du réaménagement du site :

- **en jaune**, un chemin menant vers la zone agricole et notamment la propriété d'un producteur local qui propose la vente de ses propres produits. Les particuliers (couples, familles, etc.) ou des groupes (seniors, enfants par exemple) pourraient être invités via des panneaux informatifs. Des partenariats avec les groupes du futur centre du Dérodé pourront être envisagés ;
- **en vert**, le sentier poursuivant la zone Natura 2000 vers Colfontaine (il existe un parcours au sein de celle-ci avec un balisage existant) ;
- **en orange**, le chemin remontant vers le châssis et le terril et ensuite, le Dérodé ;
- **en bleu**, le ruisseau menant au Ruisseau d'Elwasmes à mettre davantage en évidence à cet endroit ;
- **en rouge**, un endroit clé pour l'aménagement d'une petite infrastructure de rassemblement style kiosque, tables et bancs, panneaux didactiques, jeux, etc.



© S&A – 2013

V. S'inscrire dans un réseau plus large, patrimoine commun houiller et industriel franco-belge (Hainaut et du Nord-Pas de Calais en France)

Une initiative très intéressante et didactique existe : l'ICI (Itinéraire de la Culture Industrielle). Celle-ci met en réseau de nombreux projets du patrimoine industriel commun franco-belge (réhabilitation de bâtiments industriels, aménagement d'espaces naturels ou paysagers développés de part et d'autre de la frontière, etc.) et propose des outils interactifs afin de visiter très aisément les sites du bassin minier via de nombreux outils mis à disposition du public : site Internet, application d'exploration 3D, carte, carnet et feuillets d'exploration (160 sites répartis sur 5 routes thématiques et 3 parcours vélo), événements, etc. Les institutions partenaires de l'ICI sont : le Pass, le Bois du Cazier, l'écomusée de Bois-du-Luc, la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, la Mission Bassin Minier et le Musée d'Histoire Naturelle de Lille réunies grâce au soutien du programme européen de coopération transfrontalière Interreg IV 2009-2012.

L'opportunité pour le Sauwartan après rénovation et aménagement serait de se voir insérer au sein de cette initiative. L'ICI organise des ateliers de travail à destination des professionnels afin de découvrir les outils en compagnie de l'équipe-projet ou encore adhérer au label « ICI » (informations et réservations au +32 (0)6.56.12.180 ou sur vrammout@pass.be).



Aperçu de la carte d'exploration 3D © ici-itineraire.eu – 2013

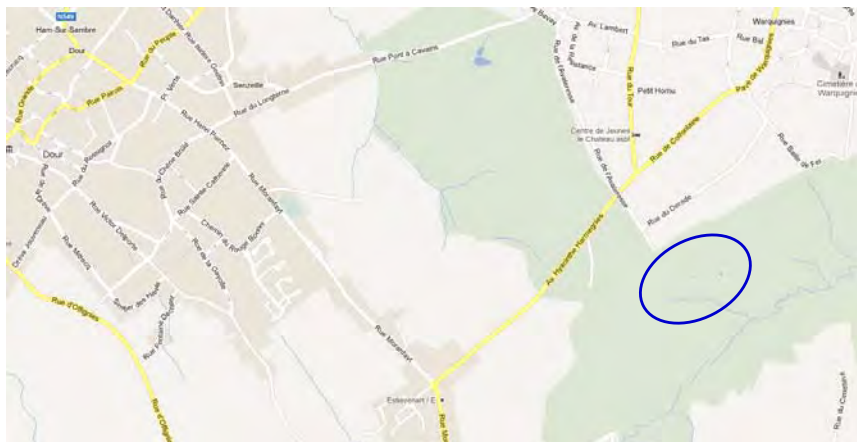


© S. Dhote - MBM Raid Bassin Minier © M. Mathieu - Pass / www.ici-itineraire.eu – 2013

Origine de la demande

- Réunions d'information et de consultation de la population ;
- Groupes de travail, essentiellement GT « Patrimoine » et « Tourisme » mais aussi « Environnement » et « Cadre de vie » ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune ;
- Service Public de Wallonie (propriétaire du Bois de Saint-Ghislain).

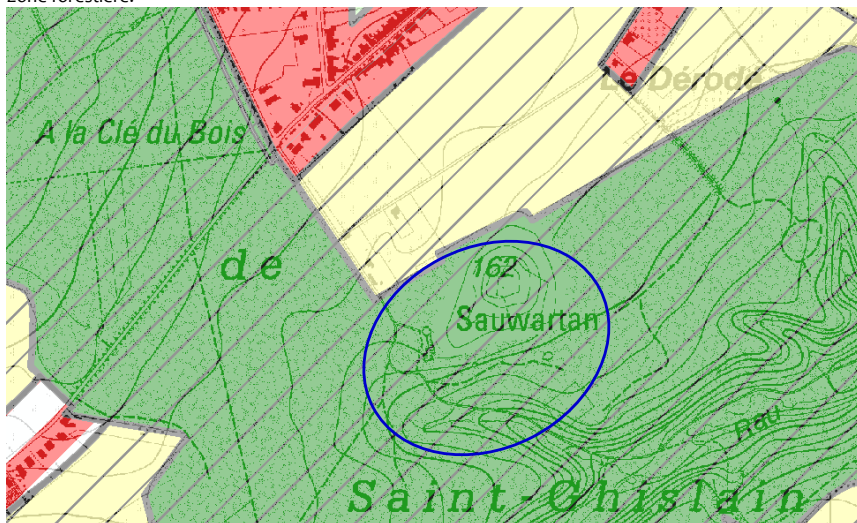
Localisation



Localisation © Google S&A - 2013

Statut au plan de secteur

Zone forestière.



Plan de secteur © SPW – DGO4 © S&A - 2013

Statut de propriété



Propriétés © S&A - 2013

Tâches à réaliser

- Acquérir le site du Sauwartan (Région wallonne);
- Sécuriser le site et le rendre accessible;
- Restaurer, préserver et valoriser le châssis à molettes et le terri;
- Aménager et baliser les sentiers et chemins du site et à proximité;
- Envisager un projet de signalétique et de panneaux didactiques pour le site et environs;
- Mettre en place un circuit de découverte géologique local;
- S'inscrire dans un réseau de circuits de manière plus globale (ICI par exemple);
- Encourager les partenariats.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce : artères principales (voiries principales);
- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars;
- FP 1.6 - Aménager l'école du Dérode;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce – réseau secondaire;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce – intersections - interconnexions;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale;
- FP 2.10 - Aménager le site Ferrand;

- FP 2.11 - Protéger le terroir Saint-Charles ;
- FP 2.12 - Aménager le terroir Grande Veine à Elouges ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs ;
- FP 2.16 - Mettre en place un agenda 21 local.

Impact environnemental

- Le réaménagement du site à l'abandon aujourd'hui aura un impact positif sur l'environnement car celui-ci sera alors entretenu et surveillé par rapport à des dépôts sauvages, des détériorations humaines, de la végétation non désirée ou à préserver, etc.
- Le Sauwartan dispose d'un important potentiel naturel, géologique et biologique, le mettre en valeur et le faire connaître au public constitue donc une opportunité à saisir.

Impact social

- La mise en avant d'un patrimoine commun renforcera le sentiment d'appartenance à un territoire chargé de vécu, d'histoire mais également plein de ressources en termes de diversité biologique et géologique, l'image du lieu.
- Accessible à tous, le Sauwartan offrira un site de promenade, de découverte, de rencontre et de convivialité pour les habitants de Dour et environs mais aussi un attrait certain pour des visiteurs extérieurs à la commune.
- Par son aménagement, le site améliorera le cadre de vie des dourois.
- Des partenariats dynamiques pourront voir le jour tant localement que plus globalement au sein d'un territoire de mémoire et au paysage commun.

Impact économique

- Si le site prend un visage axé sur le tourisme, les revenus de droits d'entrée éventuels et de visites guidées auront une retombée sur le tourisme de Dour.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

L'entretien des lieux devra être assuré en étroite collaboration avec le service des travaux de la commune et/ou la Région wallonne si elle devient propriétaire ; des partenariats avec les groupes du Dérodé peuvent être envisagés. Une petite équipe de guides touristiques, spécialisés en géologie et nature pourrait être envisagée.

Origine du financement

- Des fonds régionaux et européens pourraient être sollicités pour sauvegarder le châssis et le terroir classés.
- Commissariat Général au tourisme : Une demande de subvention peut être introduite auprès de la Direction des Attractions et des Infrastructures touristiques.
- Subsidés provenant de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de l'Office de Promotion du tourisme.

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidés aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsidés destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsidés accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidé est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusqu'à 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au-dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidés pluriannuels aux pouvoirs publics pour les actions en faveur de l'environnement	Subsidés dont la durée est supérieure à un an octroyés au profit des pouvoirs publics menant des actions en faveur de l'environnement.	En fonction du projet.	Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190) Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidés pour travaux aux administrations publiques	Ce subsidé est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidé est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidé peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidés aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir)- Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subsidé est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires.									

	œuvre des Plans communaux de mobilité			Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
OGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subside est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en oeuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - infraspports	Ce subside est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier. Le programme "Sports de rue" comprend : - D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer) - D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. Exemples : - pistes de pétanque, - tables, bancs, mobilier urbain, - espaces pour roller et skateboard, - terrains de sports annexes, - plaine de jeux ; - éclairage, clôtures ; - circulations, abords et plantations.	Le taux du subside est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.001 EUR et 1.500.000 EUR, le subside est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subside n'est pas accordé.	Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.
OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidisés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidisés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjugés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 21er, 1)
OGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en faveur de l'acquisition d'espaces verts publics	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'acquisition de terrains à destination d'espaces verts publics.	De 50 à 65%.	Arrêté royal du 10 décembre 1975 déterminant, pour la Région wallonne, les conditions d'octroi et les taux de subsides pour l'acquisition de terrains en vue de la conservation, de la création ou de l'aménagement d'espaces verts publics. Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010.
OGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en oeuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.	Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Possibilité de rachat du site par la Région wallonne
- Danger occasionné par les structures à l'abandon : risque d'effondrement sur les personnes et de perte d'un patrimoine non négligeable
- Opportunité de lien de partenariat fort avec le projet 1.1 : Aménager l'école du Dérodé

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Le site est repris en SAR : Arrêté de rénovation SAR « Sauwartan n°1 » du 03/05/1977
- Le châssis est classé en tant que monument et le Sauwartan en tant que site : Arrêté de classement du 30/08/1991

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour ;
- Service Public de Wallonie.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGO1, DGO3 et DGO4 ;
- Implication des groupes du Dérodé dans l'entretien du site (propreté, rôle de surveillance, repérage des problèmes, etc.) ;
- Institut du Patrimoine Wallon (IPW) et Commission Royale des Monuments, Sites et Fouilles (CRSMF) ;
- Commission de Gestion des Terrils du Borinage ;
- Itinéraire de la Culture Industrielle (ICI).

Annexes

- Annexe 1 : Arrêté de rénovation SAR « Sauwartan n°1 » du 03/05/1977 et plan de cadastre en annexe ;
- Annexe 2 : Arrêté de classement du monument et du site du 30/08/1991 et plan de cadastre en annexe.

Pour aller plus loin...

- Site de la commune de Dour, rubrique tourisme : www.communedour.be/site/La-chaine-des-tertils.html
- Plaquette de présentation du « triangle des stériles », circuit des terrils :
www.communedour.be/plandecohesionsociale/attachments/034_carte%20sch%C3%A9matis%C3%A9%20triangle%20des%20st%C3%A9riles.pdf
- Site de l'itinéraire de la Culture Industrielle : www.ici-itineraire.eu

ROYAUME DE BELGIQUE.

MINISTERE DES AFFAIRES WALLONNES, DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT.

SECRETARIAT D'ETAT A L'ECONOMIE REGIONALE.

Arrêté royal portant décision d'assainissement du site charbonnier désaffecté n° 31 dit "Sauwartan n° 1", à Dour, et déterminant la destination de ce site.

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté royal n° 2 du 18 avril 1967 sur l'assainissement des sites charbonniers désaffectés, modifié par l'arrêté royal n° 92 du 11 novembre 1967 ;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1975 délimitant parmi les attributions du Ministère des Affaires économiques, les matières où une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie ;

Vu l'arrêté royal du 2 avril 1975 délimitant parmi les attributions du Ministère des Travaux publics, les matières où une politique régionale différenciée se justifie en tout ou en partie ;

Vu le plan ci-annexé du site charbonnier désaffecté n° 31 dit "Sauwartan n° 1" à Dour ;

Vu l'avis de Notre Ministre, Adjoint aux Affaires économiques ;

./.

Vu l'avis du Collège des Bourgmestre et Echevins de Dour, donné le 5 avril 1974 ;

Vu l'avis de la Députation permanente du Conseil provincial du Hainaut, donné le 18 avril 1974 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Wallonnes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie Régionale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ARTICLE 1.- En vue de sa reconversion, il y a lieu d'assainir le site charbonnier désaffecté n° 31 dit "Sauwartan n° 1", à Dour, composé des parcelles cadastrées à Dour, Section C n°s 80 w 2, 81 h 10, 81 r 10, délimité en rouge sur le plan ci-annexé.

ART.2.- La destination du site défini à l'article 1er est : zone d'espace vert à boiser pour l'ensemble du site.

ART.3.- La commune de Dour doit, dans un délai de trois ans, dresser le plan particulier d'aménagement de la partie du territoire communal qui comprend le site dont question ; ce plan consacrer la destination fixée ci-dessus.

ART.4.- Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication par extrait, au Moniteur belge.

ART.5.- Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires Wallonnes, de l'Aménagement du Territoire et du Logement et Notre Secrétaire d'Etat à l'Economie Régionale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à *Bruxelles* le *3 mai 1947*

Pour en être certifié.
Le Premier Conseiller Juridique

1 P

[Signature]

PAR LE ROI :
LE MINISTRE DES AFFAIRES WALLONNES, DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT,

[Signature]

A. CALIFICE.
LE SECRETAIRE D'ETAT A L'ECONOMIE REGIONALE,

[Signature]
J. GOL.

REGION WALLONNE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
de la Recherche, des Technologies et des
Relations Extérieures pour la Région Wallonne

Division des Monuments, Sites et Fouilles
EL/GM/22/DOUR/13

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes
institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988
notamment l'article 6, § 1er, I, 7° ;

Vu le décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du
patrimoine immobilier, notamment les articles 8 à 13 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 18 janvier 1989 fixant la
répartition des compétences entre les Ministres et réglant
la signature des actes de l'Exécutif ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 31 janvier 1991 portant
règlement de son fonctionnement ;

Vu les propositions motivées de la Commission Régionale des
Monuments, Sites et Fouilles en date du 8 juillet 1991 .

Considérant qu'il convient de sauvegarder certains spécimens
d'archéologie industrielle liés à l'exploitation minière ;

Considérant d'autre part que le châssis à molettes ou Belle
fleur constituait toujours la pièce maîtresse la plus à vue
de l'ensemble des installations de la mine, provoquant ainsi
une émulation entre les patrons charbonniers, d'où une
recherche esthétique évidente ;

Considérant que le béton armé a été très rarement utilisé
pour ce genre de structure ;

Considérant que malgré l'utilisation dudit béton armé, cette
pièce de petite taille offre des proportions harmonieuses et
dégage une impression de légèreté ;

Considérant son bon état de stabilité et le peu d'entretien
qu'il nécessitera ;

A R R E T E :

Article 1er : Est classé comme monument en raison de sa valeur historique et sociale, le châssis à molettes ou "belle fleur" du charbonnage de Sauwartan. Celui-ci est cadastré à DOUR 1ère division sur les parcelles section C 80 Z 2 partie et 80 A 3 partie et délimité par un fin trait noir au plan ci-annexé ;

Article 2 : Est classé comme site en raison de sa valeur esthétique et scientifique, l'ensemble formé par le terril du Sauwartan, à Dour, cadastré sur Dour, 1ère division - section C - n°s 80Z 2 (9 a 60 ca), 80 A 3 (4 ha 80 ca), 81 W 11 (7 a 20 ca) et 81 H 10 (34 a 79 ca).

Le site classé est délimité par un épais trait noir discontinu sur plan ci-annexé ;

Article 3 : Sont exclus de tout classement et autorisés à être démolis : toutes les autres structures se trouvant sur les lieux (salle des machines, trémies, etc...), tels que repris au plan annexé délimités par un fin trait noir discontinu et indiqué "parties à démolir" ;

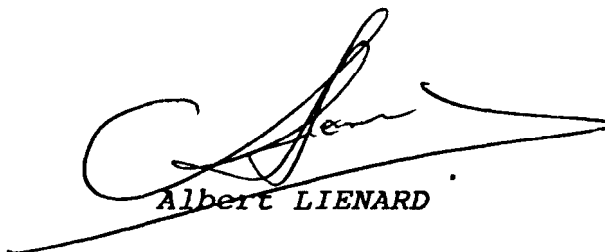
Article 4 : Afin de sauvegarder l'intérêt des biens, il est interdit aux propriétaires, sauf autorisation préalable accordée conformément aux dispositions du décret du 17 juillet 1987 d'apporter ou de laisser apporter aux biens aucun changement définitif qui en modifie l'aspect.

En outre, sauf autorisation accordée comme il est dit ci-dessus, il est interdit aux propriétaires du site :

- 1° d'effectuer tout travail de terrassement, construction, fouilles, ouverture de carrière ou travaux quelconques d'exploitation, sondage, creusement de puits, en général, tous travaux de nature à modifier l'aspect du terrain ou de la végétation ;
- 2° de modifier en aucune façon l'écoulement des eaux dans le site et de déverser dans les cours d'eau ou dans le sous-sol - par puits perdus - aucune substance de nature à altérer la pureté des eaux et par là, influencer le phénomène de formation des grottes, ainsi que la composition de la faune et de la flore ;
- 3° d'abattre, de détruire, de déraciner ou d'endommager les arbres et les plantes ; l'entretien normal des plantations reste toutefois autorisé dans les limites permises par l'Administration locale des Eaux et Forêts ;

- 4° d'établir des tentes, et d'ériger toute installation quelconque (fixe, mobile ou démontable, provisoire ou définitive) servant d'abri, de logement ou à des fins commerciales ;
- 5° d'abandonner ou de jeter des papiers, récipients vides, déchets ou détritrus quelconques ;
- 6° d'établir tout affichage publicitaire ;
- 7° d'ériger des constructions nouvelles ou de modifier celles qui existent sans que les plans aient été au préalable soumis à la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles et approuvés par un arrêté de l'Exécutif ;

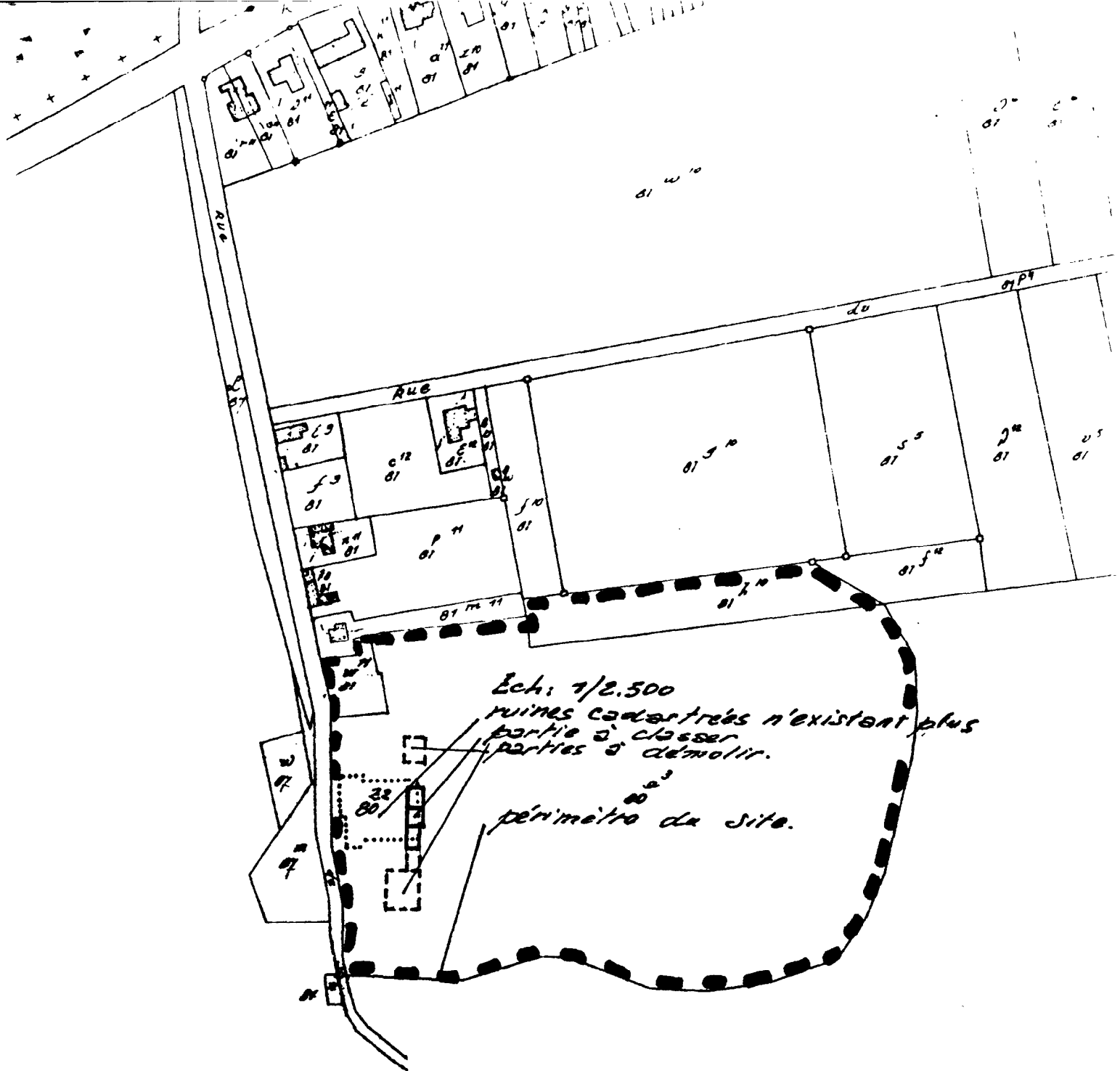
Fait à Bruxelles, le 30 août 1891


Albert LIENARD



Pour copie conforme


E. LEFRANT



VU POUR ETRE ANNEXE A
L'ARRETE DU 30 août 1991

St Ghislain

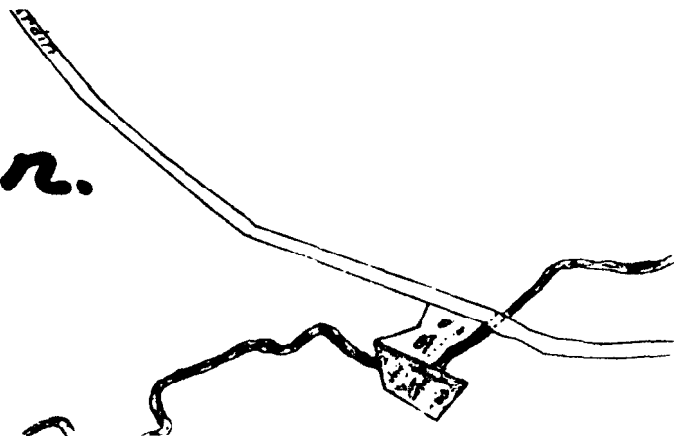
A. Lienard
A. LIENARD

DOUR. Sauwartan.



Pour copie conforme

E. Lefrant
E. LEFRANT



Aménager le site Ferrand

Défis thématiques du PCDR

- A. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- A.5. Renforcer les échanges, la solidarité et la communication entre les citoyens, les forces vives locales (monde associatif, monde agricole, etc.) et les autorités communales.
- B.2. Créer des lieux de rencontre conviviaux dans une dimension intergénérationnelle, patrimoniale et de multifonctionnalité.
- B.4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet



© www.spaque.be - 2013

Cette zone d'environ 20 ha située en périphérie ouest du petit village d'Elouges a été arrêtée comme site à réaménager et à assainir en 1977. Entre 1856 et 1959, le site dont il est question a d'abord été un centre d'exploitation minier, occupée par la Société SA du Charbonnage de Longterme-Ferrand » en 1856, puis par la « SA des Charbonnages unis de l'Ouest de Mons », en 1886. Le terril apparu en conséquence de cette exploitation minière passée a ensuite été exploité de 1963 à 1997 par diverses sociétés qui utilisent successivement l'ensemble des installations de surface à des fins de revalorisation de matériaux issus de ce terril. Le site a aussi été occupé par un chantier de récupération des métaux, de 1966 à 1997, puis par un centre de regroupement de déchets plastiques de 1998 à 2008.

Le site « N1 Ferrand » présente une superficie totale d'environ 18.5 ha dont les deux tiers sont occupés par un terril. Cet ancien charbonnage ne doit pas être laissé à l'abandon, il constitue l'entrée de Dour depuis Audregnies. La zone de décharge à ciel ouvert « Covadec » occupait une surface comprise entre 3 et 4 ha. Cette zone était partiellement construite et les bâtiments étaient délabrés et amiantés.

A partir de 2009, la dépollution est commencée par la Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement (Spaque). Après un historique et un audit des bâtiments, la société commence à procéder à la démolition desdits bâtiments et à l'évacuation des différents déchets. En 2011, la Spaque évacue complémentirement 11.000 tonnes de déchets anciens mélangés avec des terres contaminées.

La direction souhaitée pour l'avenir de ce site serait donc basée sur la thématique de l'espace vert, l'espace de détente, la reconversion en site beaucoup plus naturel. La sécurisation de la liaison entre la cité Saint-Odile et le Site Ferrand serait aussi primordiale vu la dangerosité de la rue d'Audregnies. En effet la cité est située au nord du terril et séparée de celui-ci par la rue d'Audregnies. Un lien fort et sécurisé entre les deux serait donc à établir. Une des problématiques est que le projet ne pourrait se réaliser tant que la Spaque n'a pas complètement terminé l'assainissement. La commune pourrait alors ensuite racheter la parcelle afin de réaliser le projet.

Reportage photographique



Ancienne image © www.mondour.be - 2013



Terril © www.mondour.be - 2013



Description du projet

Le projet concerne bien évidemment plus spécifiquement le réaménagement du site Ferrand pour lequel des affectations de type nature, espaces verts, loisirs de plein et patrimonial apparaissent toutes indiquées. Néanmoins, il paraît intéressant d'ajouter à ce projet central un ensemble d'interventions connexes qui permettront d'articuler le site Ferrand au réseau RAVeL et à la Cité Sainte-Odile. L'ensemble de ces interventions est décrit ci-après. Le schéma ci-dessous reprend l'ensemble du projet proposé.



Schéma d'affectations © S&A - 2013

I. Réaménagement du Site Ferrand

L'importante superficie du site permet d'envisager une multitude de projets au niveau de ce site. De nombreuses pistes et réflexions ont déjà été menées que ce soit au niveau de l'administration communale ou d'associations diverses. Les principaux projets dégagés sont présentés ci-après.

Signalons dès à présent que l'Asbl Paper Chain Forum dont la mission depuis 1992 est axée sur la communication des messages relatifs à la relation entre le papier et l'environnement et ce, dans le sens le plus large a déjà proposé un projet global pour le site Ferrand (l'ensemble du projet est fourni en annexe). L'objectif est de subdiviser la zone en :

- Un espace NATUREL, en mettant en évidence sa valeur écologique intrinsèque :
 - Préserver et valoriser la biodiversité ;
 - Démontrer l'importance des sites miniers pour la diversité biologique ;
 - Participer à la préservation d'habitats naturels de grande valeur.
- Un lieu de MEMOIRE, en mettant en évidence son patrimoine et son histoire :
 - Connaître son patrimoine pour mieux le respecter, le protéger, l'interpréter et le valoriser ;
 - Participer au changement d'image du Bassin Minier franco wallon ;
 - Valoriser au niveau culturel et touristique l'héritage minier.

Le site se prête tout particulièrement bien à l'aménagement d'un lieu de mémoire et de commémorations. En effet, le 6 mars 1852, 63 mineurs ont périés par un coup de grisou dans le Charbonnage de Ferrand dit Longterne Elouges, les éboulements bouchant l'unique voie de retraite des survivants. D'autres catastrophes suivirent en 1856, 1862 et 1930 avec jusqu'à 20 morts par accident. En hommage aux nombreux hommes qui ont travaillé dans les mines et plus précisément, en commémoration du drame qui s'est déroulé il y a plus de 160 ans, une stèle ou un lieu commémoratif pourrait être érigé à l'entrée du site ou à un autre endroit propice en relation avec les futurs espaces créés.



Anciennes images du site Ferrand © www.fossiles-et-mineraux.forumactif.com - 2013

- Un espace EDUCATIF :
 - Sensibiliser la population et les visiteurs au patrimoine naturel, à l'importance de la biodiversité et au rôle de la forêt grâce à des sentiers pédagogiques ;
 - Mobiliser et sensibiliser les habitants pour créer les conditions d'une réappropriation de leur cadre de vie ;
 - Attirer l'attention de la population locale sur les richesses patrimoniales et naturelles de proximité ;
 - Initier les habitants et notamment les jeunes à leur patrimoine et à l'importance d'un espace naturel, et participer à leur sensibilisation.
- Un lieu de RENCONTRE :
 - Sentiers éducatifs thématiques du site intégrés à des sentiers plus vastes régionaux, Ravel, etc.
 - Aménagement spécifiques ludiques et attractifs (Jeux pour enfants, murs escalades, pistes VTT, quad, sentiers promenades, parcours VITA, etc.) ;
 - Expositions permanentes à travers les entiers et sur site, expositions temporaires en pleine nature ;
 - Murs d'expression libre thématiques.
- Un espace d'initiation à l'ECONOMIE locale :
 - Sensibilisation à l'économie locale grâce aux ressources locales : élevage, jardins, arbres fruitiers, zones Maya ;
 - Zones réservée pour arbres à croissance rapide pour affectation biomasse ;
 - Sensibilisation aux énergies renouvelables.

La taille du périmètre permet en effet d'aménager différents types de zones, toutes en relation avec le développement de la biodiversité et du réseau écologique. Notamment l'idée de créer une zone Maya permet de faire un lien direct avec l'adhésion de la commune au Plan Maya (promotion de la coexistence des différentes races d'abeilles dans un maximum de milieu)



II. Interventions connexes

II.1. Cité Saint-Odile : Aménagement espace de détente

L'espace est situé au cœur de la cité, entre les fonds de jardins, est actuellement vierge de tout aménagement et est donc une étendue sans identité propre. Afin de fournir un espace de convivialité et de détente à l'ensemble des habitants de la cité, plusieurs aménagements concrets pourraient y être réalisés comme :

- l'implantation de petits espaces végétalisés afin d'apporter une touche verte ;
- la création d'un espace de jeux pour les plus petits ;
- l'aménagement de jeux pour les plus grands comme une piste de pétanque ;
- l'apport de mobilier urbain ;

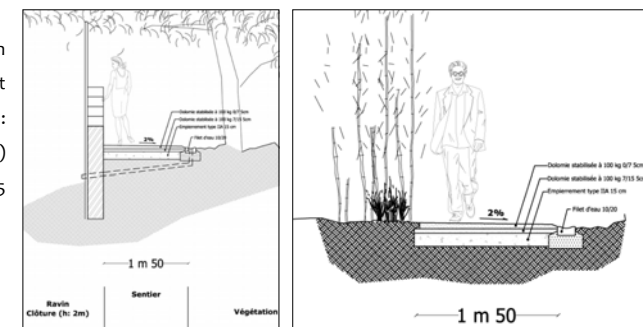


Espace public et exemple d'espace végétalisé © Google Maps, www.citytripplanner.com – 2013

II.2. Création d'une liaison forte avec le réseau RAVeL

Le site Ferrand et la Cité se trouvent entre les deux branches du Ravel (L98 et L98 a), il paraît dès lors intéressant de profiter du réaménagement du site en vue d'établir une liaison douce forte entre ces différents pôles d'intérêts. Le lien avec la cité Sainte-Odile pourrait s'établir au nord-est de l'ensemble urbanisé en réaménageant le sentier déjà tracé et en permettant le passage aisé des cyclistes, des piétons et des personnes à mobilité réduite. Le lien avec le site Ferrand pourrait quant à lui s'établir au sud-est de la parcelle. Ceci nécessitera la création d'une nouvelle liaison cyclo-piétonne au sein même du site Ferrand. Les possibilités d'aménagement sont nombreuses, l'une d'entre elle est présentée ci-dessous.

Le revêtement utilisé est un revêtement pour sentier pentu et dans un environnement boisé : (Dolomie stabilisée 0/7 et 7/15 (5cm) et fondation en empierrement IIA (15 cm))



II.3. Sécurisation de la rue d'Audregnies et liaison entre la cité et le site Ferrand

La portion de voirie à sécuriser s'étend sur une longueur d'environ 280m entre les deux futures entrées du site. Différentes interventions seraient nécessaires à appliquer afin, d'une part, de diminuer la vitesse des automobiles empruntant la route et d'autre part, de fournir des espaces de déambulations propres aux piétons, cyclistes et PMR :

- Application de ralentisseurs à l'approche des entrées du site ;
- Réaménagement de trottoirs de min 1 m50 de part et d'autres de la portion de voirie ;
- Création de plusieurs passages piétons aux trois points important de traversée de la voirie vers le site Ferrand.



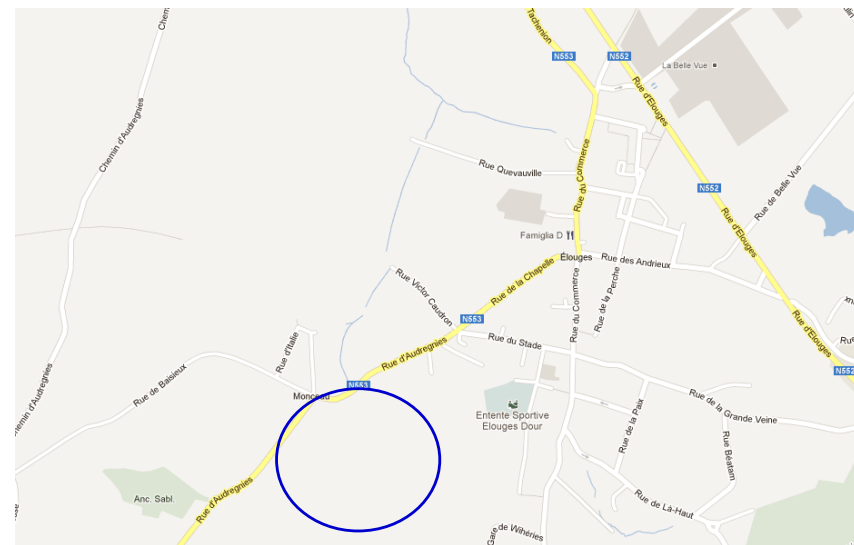
Sécurisation © S&A - 2013

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

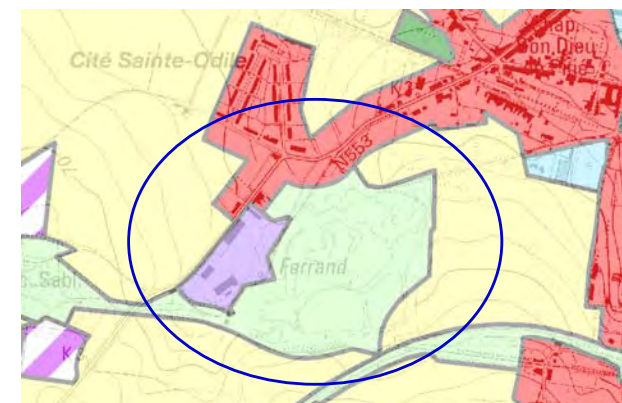
Le site se trouve le long de la rue d'Audregnies, au sud-ouest du village d'Elouges.



Localisation © Google Maps - 2013

Statut au plan de secteur

Le site d'étude se trouve en majorité en zone de parc, et pour une petite partie en zone d'activité économique.



Plan de secteur © SPW – DGO4 - 2013

Statut de propriété

Le site se trouve actuellement encore sur un terrain privé.



Tâches à réaliser

- Acquisition du site par la commune ;
- Recherche de subsides ;
- Définition d'un projet de réaménagement global (via auteur de projet) ;
- Réhabilitation des chemins et sentiers ;
- Réalisation des travaux d'aménagement ;
- Entretien des espaces.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce (artères principales) ;
- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 - Créer un réseau de mobilité douce (réseau secondaire) ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce : intersections – interconnexions ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité générale ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan ;
- FP 2.11 - Protéger le terroir Saint-Charles ;
- FP 2.12 - Améliorer le terroir Grande Veine à Elouges ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs ;
- FP 2.16 - Mettre en place un agenda 21 local.

Impact environnemental

- Le réaménagement du site aura un impact positif sur l'environnement car celui-ci sera alors entretenu et surveillé par rapport à des dépôts sauvages, des détériorations humaines, de la végétation non désirée ou à préserver, etc.
- Nous l'avons vu, le but du projet consiste à créer une « zone verte » à multifonctionnelle. L'impact sera dès lors positif.

Impact social

- La mise en avant d'un patrimoine commun renforcera le sentiment d'appartenance à un territoire chargé de vécu, d'histoire mais également plein de ressources en termes de diversité biologique et géologique, l'image du lieu.
- Accessible à tous, le site Ferrand offrira un site de promenade, de découverte, de rencontre et de convivialité pour les habitants de Dour et environs mais aussi un attrait certain pour des visiteurs extérieurs à la commune.
- Par son aménagement, le site améliorera le cadre de vie des dourois.
- Des partenariats dynamiques pourront voir le jour tant localement que plus globalement au sein d'un territoire de mémoire et au paysage commun.

Impact économique

- Positif. Correctement aménagé, le site devrait permettre d'augmenter l'attractivité touristique de la commune.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Des emplois supplémentaires pourraient donc être envisagés à la fois pour l'entretien mais également pour l'animation et la gestion du site.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIAIRE	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les frais d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1ère tranche jusque 500 000€	2ème tranche au dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture,	Subsides pluriannuels aux pouvoirs publics pour les	Subsides dont la durée est supérieure à un an octroyés au profit des pouvoirs	En fonction du projet.			Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190)

Ressources naturelles et environnement	actions en faveur de l'environnement	publics menant des actions en faveur de l'environnement.		Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007
DO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsidés pour travaux aux administrations publiques	Ce subside est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment : - la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ; - la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe. - l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subside est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subside peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.
DO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidés aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de : - sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ; - éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ; - aménagement de l'espace public ; - d'entretien de voiries ; - amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ; - étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ; - création de piste d'habilité et de sécurité et se concrétisent notamment, dans les : - Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité, RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)	Le subside est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010
DO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subside est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière définis dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsidés pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - infraspports	Ce subside est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier. Le programme "Sports de rue" comprend : - D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer) - D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. - Exemples : - pistes de pétanque,	Le taux du subside est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.000 EUR et 1.500.000 EUR, le subside est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subside n'est pas accordé.	Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.

		- tables, bancs, mobilier urbain, - espaces pour roller et skateboard, - terrains de sports annexes, - plaine de jeux ; - éclairage, clôtures ; - circulations, abords et plantations.		
DO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidés aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsideés à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsideés. Le subside est calculé sur base du montant des travaux adjudgés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsideer.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsideés pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 2 ter, 1)
DO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsidés aux pouvoirs publics subordonnés en faveur de l'acquisition d'espaces verts publics	Subsidés aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'acquisition de terrains à destination d'espaces verts publics.	De 50 à 65%.	Arrêté royal du 10 décembre 1975 déterminant, pour la Région wallonne, les conditions d'octroi et les taux de subsideés pour l'acquisition de terrains en vue de la conservation, de la création ou de l'aménagement d'espaces verts publics. Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010.
DO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en œuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subside est consacré au financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.	Montant pris en considération pour le calcul du subside : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subside est de maximum 150.000 EUR.	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Rachat de la parcelle du site par la commune.
- Finalisation de la dépollution du site par la SPAque.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Phase finale de dépollution par la Spaque en cours.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGo1, DGo3 et DGo4 ;
- Associations locales ;
- Spaque ;
- Centre Culturel ;
- Asbl Paper Chain Forum.

Protéger le terril Saint-Charles

Défis thématiques du PCDR

- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.

Objectifs opérationnels

- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.1 Protéger le patrimoine naturel et valoriser la biodiversité, le maillage écologique et le réseau hydrographique du territoire.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.

Justification du projet

L'activité minière a laissé derrière elle des traces qui ont façonné le paysage : les terrils. Ces derniers ponctuent le paysage communal. Les terrils deviennent l'expression du territoire et constituent un capital à la fois historique, écologique, paysager, environnemental et touristique.

Le terril du Saint-Charles, de par sa superficie et sa richesse biologique contribue de façon importante à la diversité biologique et paysagère du territoire Dourois. Selon l'asbl Natagora, le terril présente actuellement un intérêt écologique pour ses pelouses rases et les zones humides existantes (marais à phragmite).

Malheureusement, ce site ne bénéficie actuellement d'aucun statut de protection particulier (réserve naturelle, Natura 2000, Site de Grand Intérêt Biologique, etc.). Au contraire, le terril est actuellement repris en zone de parc au plan de secteur. De plus, il est couvert par un périmètre SAR dont l'arrêté datant du 21/09/1973, l'affecte aux équipements communautaires à vocation sportive.



Reportage photographique



Vue aérienne du terril Saint-Charles © Google Maps



© www.mondour.be – 2013



© S&A - 2013

Description du projet

L'objectif principal de cette fiche est d'aboutir à la protection du terroir Saint-Charles, afin d'y garantir la sauvegarde, la conservation et le développement des éléments d'intérêts existants.

Pour acquérir ce statut, il y a tout d'abord lieu de prendre contact avec les services concernés du Service de Wallonie afin de préciser les possibilités envisageables.

Notons qu'en août 2008, l'asbl Natagora a établi des relevés de terrains sur le site. Ces derniers ont permis de mettre en évidence plusieurs éléments intéressants au niveau du terroir Saint-Charles, à savoir essentiellement l'existence d'une zone humide à phragmites dominant et la présence de pelouses schisteuses ouvertes et rases.



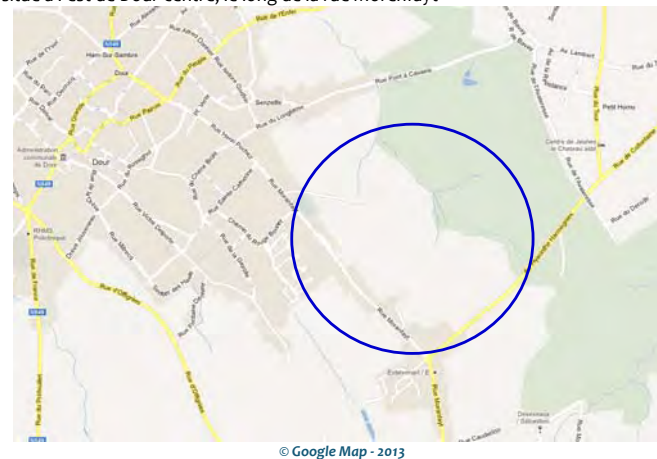
Il est bien évident que des inventaires biologiques complémentaires seront à prévoir dans la zone afin de confirmer ou non la présence d'espèces protégées.

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

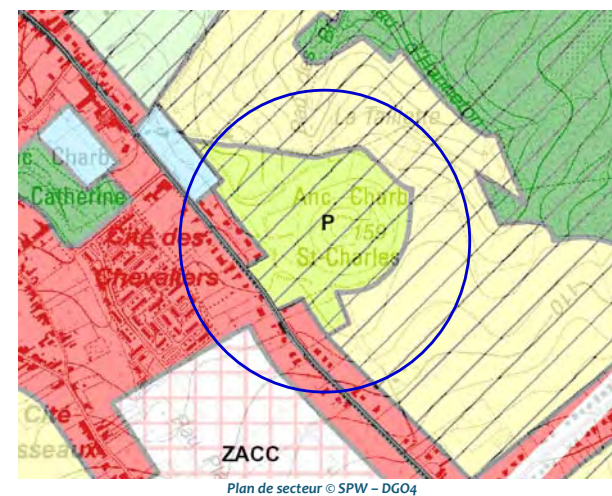
Localisation

Le terroir se situe à l'est de Dour-centre, le long de la rue Morenfayt



Statut au plan de secteur

Le terroir se trouve en zone de parc au plan de secteur.



Statut de propriété

Le terriil se trouve sur une propriété communale



Propriété communale © S&A - 2013

Tâches à réaliser

- Prise de contact avec les services concernés du SPW ;
- Faire réaliser des inventaires biologiques complémentaires.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan ;
- FP 2.10 - Améliorer le site Ferrand ;
- FP 2.12 - Améliorer le terriil Grande Veine à Elouges ;
- FP 2.16 - Mettre en place un Agenda 21 local.

Impact environnemental

- Préservation de la biodiversité du site ;
- Préservation et renforcement du lien entre le site d'étude et la zone Natura 2000 qui la jouxte par le nord-est ;

Impact social

- Intéresser les jeunes à la faune et flore, puis leur permettre de partir à leur découverte si le site s'ouvre aux visites.

- Redonner une identité et un sentiment d'appartenance au patrimoine de leur commune tant au point de vue historique que écologique.

Impact économique

Sans objet

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Sans objet

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT			REFERENCE LEGALE
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
			En fonction du projet			
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement. Département de la Ruralité et des Cours d'eau Direction des Espaces Verts	Subsides au secteur public en matière d'étude du milieu naturel et agricole	Subsides octroyés aux organismes publics en matière d'expérience pilote et de protection de l'environnement	En fonction du projet			Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Réalisation d'inventaire complémentaire afin de confirmer ou non l'intérêt écologique du site.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Inventaire réalisé par Natagora en 2008

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour.

Partenaires

- Service Public de Wallonie ;
- Asbl Natagora ;
- Associations locales.

Aménager le terrii Grande Veine à Elouges

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.
- E. Développer et renforcer le cadre infrastructurel d'accueil et l'offre touristique communale en exploitant les atouts culturels et patrimoniaux ainsi que son positionnement au niveau régional.

Objectifs opérationnels

- B.4. Utiliser, valoriser et développer le socle culturel existant comme véritable moteur de développement.
- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.
- C.1. Restaurer, protéger et valoriser le patrimoine au sens large du terme (matériel ou immatériel).
- D.1. Protéger le patrimoine naturel et valoriser la biodiversité, le maillage écologique et le réseau hydrographique du territoire.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.
- E. Développement du tourisme d'affaire, culturel, historique et vert.

Justification du projet

Le site d'étude, dont la commune est entièrement propriétaire, comprend une surface d'environ 9 ha. L'entièreté du site est reprise en site à réaménager. En effet, en 1970 a été signé l'Arrêté royal portant décision d'assainissement du site charbonnier désaffecté dénommé n° 12 dit n°4 Grande Veine à Elouges.



De par sa position géographique stratégique et sa superficie, l'ancien terrii Grande Veine présente une grande potentialité pour la commune en vue notamment d'y implanter divers aménagements. Le site d'étude se trouve en effet au cœur de la commune de Dour et à l'est du village d'Elouges. Il se situe également en future relation avec divers autres projets et pôles d'intérêts comme :

- o Le Ravel qui passe à quelques mètres au sud du site d'étude ;
- o Le réaménagement du site des Cocars (à 500 m au sud-est) ;
- o Le site du Belvédère ;
- o La Zone d'Aménagement Communal Concerté « Quatre Grande Veine ». Cette petite zone de 3.92 ha se trouve au pied du terrii n°4 Grande Veine, à l'est de la rue principale d'Elouges et représente un potentiel non négligeable.

Reportage photographique



© S&A - 2013

Description du projet

Le projet global consisterait en un ensemble d'interventions de tailles et d'importances différentes. Ces interventions s'articuleront sur le site dit « Grande Veine » en relation avec le Ravel. Le schéma ci-dessous reprend l'ensemble du projet qui sera ensuite décrit pas à pas :



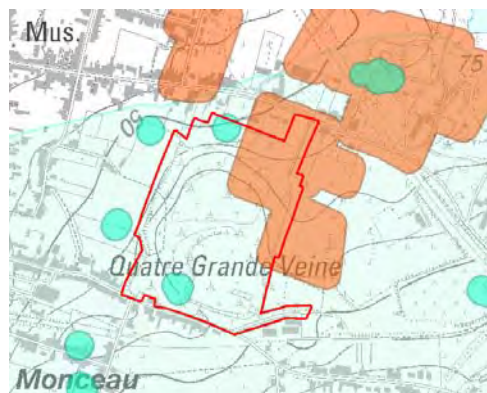
Organisation schématique du projet © S&A - 2013

I. Projet de stand de Tir

Vu la volonté du Cercle sportif dourois, actuellement installé dans l'ancienne brasserie de la rue du Peuple à Dour, de poursuivre ses activités dans des locaux plus modernes et plus spacieux, un nouveau stand de tir enterré devrait être réalisé au sud-ouest de la zone d'étude. Il s'agit de la construction d'une école de tir comprenant :

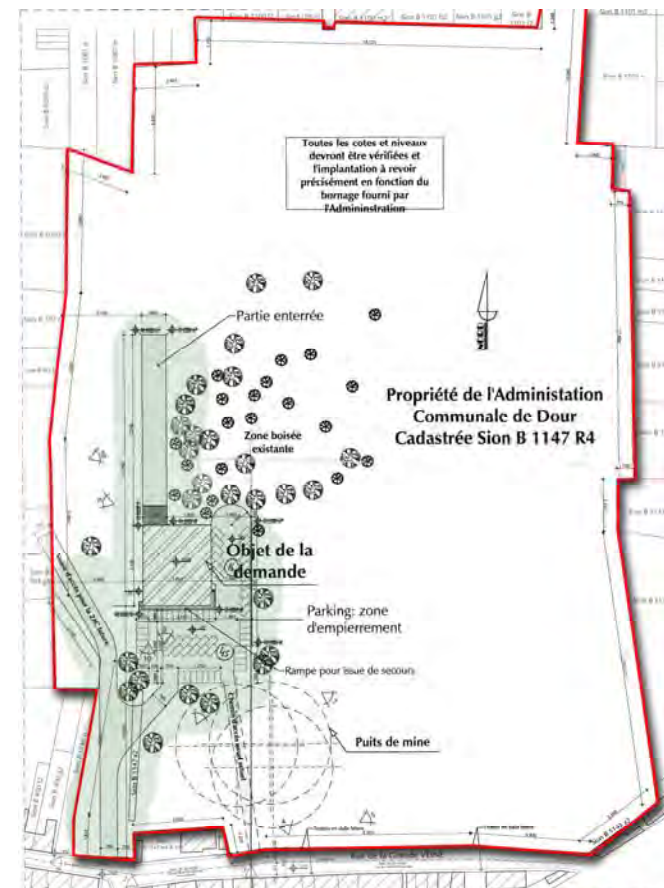
- Un ensemble de locaux de service administratif, à savoir : bureaux de réception et d'administration ; locaux d'entreposage des armes et munitions ; cafétéria ; réserves et sanitaire ;
- Un espace polyvalent permettra de tenir les assemblées, l'organisation de manifestations diverses et également l'aménagement d'un stand de tir à 10 m réservé au tir d'initiation à air comprimé ;
- Un stand de tir à 25 m réservé au tir à l'arme de poing ;
- Un stand de tir à 50 et 100 m réservé au tir à l'arme d'épaule.

La situation prévue pour la construction – entre la rue de la Grande Veine et la rue des Andrieux – éloignée de +/- 100 m des premières habitations permettra de rendre inexistantes les nuisances éventuelles dues au bruit pour les riverains. Il sera prévu des barrières végétales autour de la construction afin de l'intégrer au mieux sur le site et parfaire son isolation par rapport aux premières habitations. D'autre part, sa localisation sur la zone gauche du terrain permettra de ne pas hypothéquer le reste du terrain, permettant ainsi l'implantation future d'autres infrastructures sportives ou de délasserment, conformément à la destination prévue au plan de secteur (zone d'équipement communautaire). La situation du complexe a aussi été choisie afin de se tenir suffisamment éloigné des anciens puits de mine et des carrières souterraines situées sur le terrain. La fonction de zone de détente et naturelle se justifie aussi par l'impossibilité d'urbaniser totalement la zone à cause des contraintes du sous-sol.



Carrières sous-terraines (orange) et puits de mine (vert) © SPW-DGATLP - 2013

Le bâtiment sera construit sur un système de type industriel simple : colonnes, poutres et panneaux de murs préfabriqués, afin de réduire sa hauteur hors sol et son coût.



Extrait du plan d'implantation du futur stand de tir © Architectes Flasse Huez - 2010

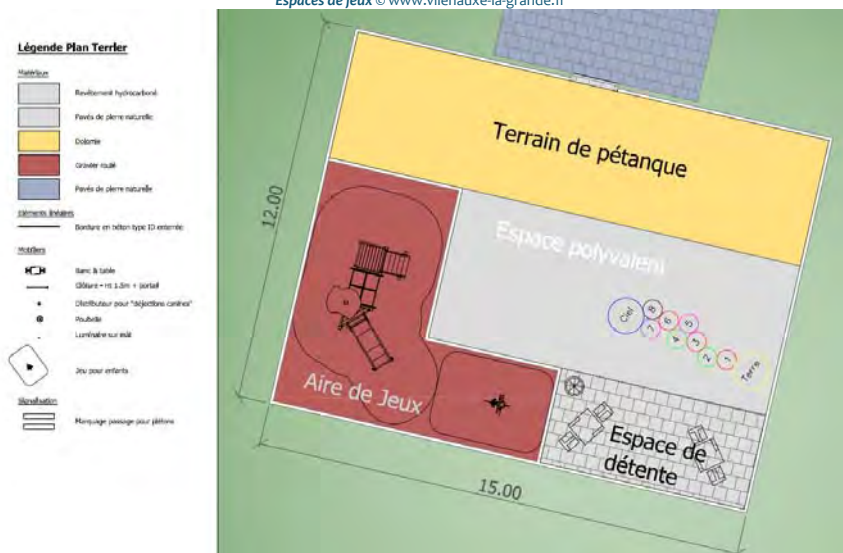
II. Création d'une zone Agora Space

Une zone Agora Space est constituée par un ensemble d'aménagements mettant en avant les dimensions sportives, conviviales et intergénérationnelles. Aucune localisation précise n'est encore définie pour cet espace qui pourrait comporter comme aménagement de convivialité :

- une petite plaine de jeux pour jeunes enfants ;
- un espace de détente arboré ;
- une aire multisport ;
- une piste de pétanque ;
- etc.



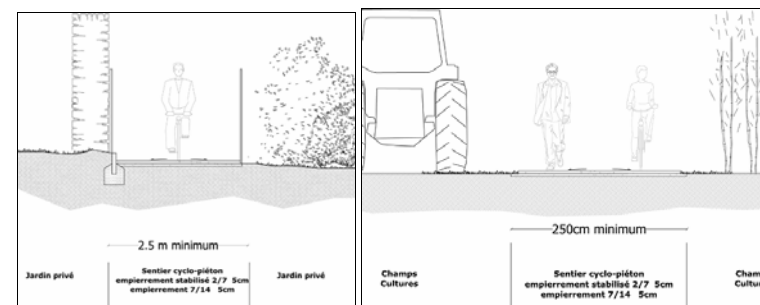
Espaces de jeux © www.vilenauxe-la-grande.fr



Exemple d'une configuration de différents petits terrains de jeux © S&A - 2013

III. Création d'une liaison cyclo-piétonne Nord-Sud

Le projet devrait prévoir la création d'une liaison cyclo-piétonne entre la rue des Andrieux située au nord du site et la rue de la Grand Veine située au sud. Parallèlement, un nouvel accès au RAVeL serait aménagé. Des exemples de coupes de principes sont présentés ci-dessous.



© S&A - 2013

IV. Liaison sécurisée avec le Ravel et Instauration d'un point ravitaillement

Le RAVeL est actuellement coupé par la rue de la Grand Veine. Cette même rue longe le site d'étude sur son flanc sud. Afin de connecter ces deux éléments, une sécurisation de la voirie est nécessaire sur une centaine de mètres afin de permettre aux cyclistes et piétons de rejoindre facilement le site. Les aménagements pourraient être l'installation de plusieurs types de ralentisseurs de circulations, le marquage de larges passages piétons ou la création de plateaux surélevés.

Lors de divers évènements sportifs, un espace précis pourrait être réservé et dédié au ravitaillement des cyclistes empruntant le Ravel. Cet espace pourrait aussi faire office de lieu d'accueil et de renseignements pour l'ensemble des aménagements du site.



Ravel, sécurisation et ravitaillement © S&A - 2013

V. Zone boisée

Au centre de la zone d'étude se trouve un massif arboré d'une surface d'environ 1 ha. Dans le cadre du projet d'aménagement, cette zone pourrait être conservée et être mise en valeur dans un esprit d'aménagement vert et durable. Les possibilités sont multiples : parcours VITA, sentiers de promenade, panneaux didactiques, etc.

VI. Création des jardins communautaires

Un espace spécifique pourrait également être consacré à la création de jardins communautaires ou à la plantation d'un verger. Les jardins communautaires sont des terrains gérés de manière commune par un groupe d'habitants, un comité de quartier, une association, un organisme public (commune, cpas, etc.) ou d'insertion socioprofessionnel. Les objectifs poursuivis par la mise en place de jardins et/ou vergers communautaires sont multiples et variés. Ils permettent en effet de répondre aussi bien à des besoins sociaux, environnementaux, ou économiques pour les citoyens d'un quartier, d'une commune.



Potager urbain , Genève © <http://www.bafu.admin.ch> – 2013
Jardins potager en France © <http://alain.bucherie-evergreen.over-blog.com/> - 2013

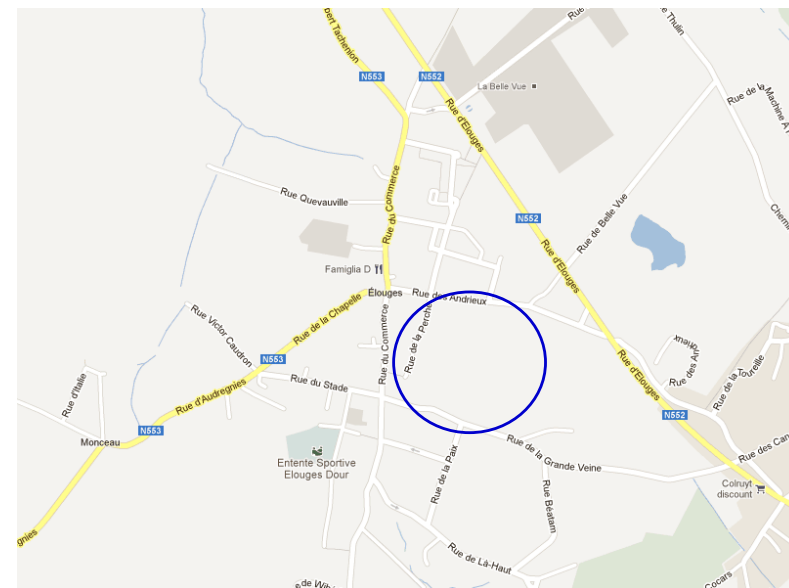


Jardins communautaire à Montréal © www.radio-canada.ca

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

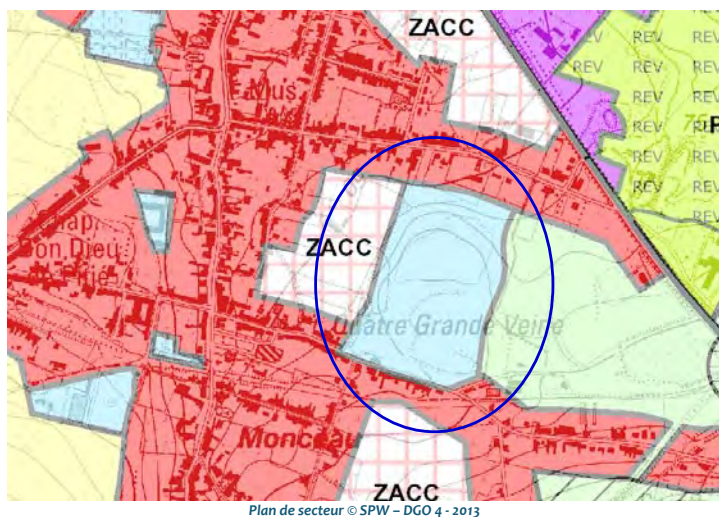
Localisation



Localisation © Google Map – 2013

Statut au plan de secteur

La zone d'étude se trouve en zone d'équipement communautaire et jouxte une zone d'aménagement communal concerté.



Statut de propriété

L'entièreté de la parcelle est une propriété communale.



Tâches à réaliser

- Recherche de subsides ;
- Définition d'un projet de réaménagement global (via auteur de projet) ;
- Réhabilitation des chemins et sentiers ;
- Réalisation des travaux d'aménagement ;
- Entretien des espaces.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.1 - Créer un réseau de mobilité douce : artères principales (voiries principales) ;
- FP 1.2 - Aménager le site des Cocars ;
- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.1 – Créer un réseau de mobilité douce : réseau secondaire (petits sentiers) ;
- FP 2.2 - Créer un réseau de mobilité douce : intersections-interconnexions ;
- FP 2.3 - Améliorer la mobilité ;
- FP 2.9 - Aménager le site du Sauwartan ;
- FP 2.10 - Aménager le site Ferrand ;
- FP 2.11 - Protéger le terroir Saint-Charles ;
- FP 2.13 - Créer un maillage d'équipements sportifs ;
- FP 2.16 - Mettre en place un Agenda 21 local.

Impact environnemental

- Le réaménagement du site aura un impact positif sur l'environnement car celui-ci sera alors entretenu et surveillé par rapport à des dépôts sauvages, des détériorations humaines, de la végétation non désirée ou à préserver, etc.
- Nous l'avons vu, le but du projet consiste à créer une « zone verte » à multifonctionnelle. L'impact sera dès lors positif.

Impact social

- La mise en avant d'un patrimoine commun renforcera le sentiment d'appartenance à un territoire chargé de vécu, d'histoire mais également plein de ressources en termes de diversité biologique et géologique, l'image du lieu.
- Accessible à tous, le site Grandes Veines offrira un site de promenade, de découverte, de rencontre et de convivialité pour les habitants de Dour et environs mais aussi un attrait certain pour des visiteurs extérieurs à la commune.
- Par son aménagement, le site améliorera le cadre de vie des dourois.
- Des partenariats dynamiques pourront voir le jour tant localement que plus globalement au sein d'un territoire de mémoire et au paysage commun.

Impact économique

- Positif. Correctement aménagé, le site devrait permettre d'augmenter l'attractivité touristique de la commune.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Des emplois supplémentaires pourraient être envisagés à la fois pour l'entretien mais également pour l'animation et la gestion du site.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE									
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subsidie est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les faits d'acquisition et d'étude.	<table><tr><td>Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention</td><td>1^{ère} tranche jusque 500 000€</td><td>2^{ème} tranche au dessus de 500 000€</td></tr><tr><td>Aménagements d'espaces publics</td><td>60%</td><td>50%</td></tr><tr><td>Autres</td><td>80%</td><td>50%</td></tr></table>	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusque 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€	Aménagements d'espaces publics	60%	50%	Autres	80%	50%	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Circulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusque 500 000€	2 ^{ème} tranche au dessus de 500 000€											
Aménagements d'espaces publics	60%	50%											
Autres	80%	50%											
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides pluriannuels aux pouvoirs publics pour les actions en faveur de l'environnement	Subsides dont la durée est supérieure à un an octroyés au profit des pouvoirs publics menant des actions en faveur de l'environnement.	En fonction du projet.	Code wallon du Logement (Articles 29 et 187 à 190) Arrêté du Gouvernement wallon du 19-07-2007									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Programme triennal - Subsides pour travaux aux administrations publiques	<p>Ce subsidie est destiné à couvrir les investissements d'intérêt public suivants (travaux en ce compris les études, les essais préalables et ceux nécessaires à leur contrôle et/ou en des acquisitions énumérées ci-après (art. L3341-5 du CDLD), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- la création, l'aménagement et l'entretien extraordinaire des voiries publiques, dont l'assiette appartient à un pouvoir public, y compris les accessoires, tels que le mobilier urbain, la signalisation, les plantations et les œuvres d'art créées pour l'occasion ;- la création et l'aménagement de parkings établis sur le domaine public, pour autant que ces travaux respectent le plan communal de mobilité, s'il existe.- l'installation, l'extension, le déplacement et le renouvellement de l'éclairage public.	Le taux du subsidie est fixé à 60%. Par dérogation, le taux du subsidie peut être relevé à 75%.	Arrêté du Gouvernement wallon du 03 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public. Décret du 21 décembre 2006 modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du CDLD relatifs aux subventions à certains investissements d'intérêt public.									
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides aux administrations publiques subordonnées pour favoriser l'amélioration du cadre de vie, les conditions d'accueil et d'accessibilité aux bâtiments publics et l'intégration sociale	<p>Ce crédit est destiné au développement d'actions en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none">- sécurisation et amélioration des cheminements destinés aux usagers les plus vulnérables (PMR, piétons, cyclistes, motards) ;- éclairage public pertinent et adapté, et globalement économe en énergie ;- aménagement de l'espace public ;- d'entretien de voiries ;- amélioration de l'accessibilité aux PMR dans les bâtiments publics et lieux publics ;- étude et mise en place de réseaux locaux d'itinéraires communaux verts ;- création de piste d'habilité et de sécurité <p>et se concrétisent notamment, dans les :</p> <ul style="list-style-type: none">- Plans MERCURE (ME : mieux éclairer, RC : rechercher convivialité,	Le subsidie est de 80% du montant effectivement déboursé (travaux et frais d'études éventuels) limitée néanmoins à un montant maximum.	Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010									

		RE : rénover et entretenir) - Projets PICVERTS (projets d'itinéraires communaux verts)		
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité	Actions visant à concrétiser les chartes communales de mobilité et à favoriser des expériences pilotes en matière d'intermodalité et de mobilité et à faciliter la coordination et la mise en œuvre des Plans communaux de mobilité.	En fonction du décret et des instructions du cabinet du ministre.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DGO 2 - Direction générale opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques	Subventions complémentaires d'impulsion aux pouvoirs locaux pour la réalisation des plans communaux de mobilité	Ce subsidie est destiné à soutenir financièrement les investissements destinés à concrétiser les résultats d'études de mobilité, en permettant de subventionner des projets à destination d'aménagements piétons, cyclables, PMR, liaison avec les transports en commun et sécurité routière défini dans le programme de mise en œuvre d'un Plan Communal de Mobilité ou d'un Plan de Déplacement Scolaire.	75 % du mètre estimatif du projet. Avec un maximum de 150.000 EUR pour les communes de moins de 10.000 habitants, 200.000 EUR pour les communes comptant entre 10.000 et 50.000 habitants et 250.000 EUR pour les communes de plus de 50.000 habitants. Conditions d'octroi : avoir un PCM ou un Plan de déplacement scolaire (PDS) terminé et approuvé par le conseil communal, ainsi qu'un conseiller en mobilité formé. Le projet doit respecter les normes d'accessibilité, de sécurité routière et le RW99.	Arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 relatif au financement de l'élaboration de plans communaux de mobilité et de plans de déplacements scolaires. Décret du 01 avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité.
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - Infrasports	Ce subsidie est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier. Le programme "Sports de rue" comprend : - D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer) - D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. Exemples : - pistes de pétanque, - tables, bancs, mobilier urbain, - espaces pour roller et skateboard, - terrains de sports annexes, - plaines de jeux ; - éclairage, clôtures ; - circulations, abords et plantations.	Le taux du subsidie est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.000 EUR et 1.500.000 EUR, le subsidie est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subvention. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subsidie n'est pas accordé.	Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'aménagement d'espaces verts publics		Les travaux de création et d'aménagement d'espaces verts, de même que les plantations effectuées dans le cadre de ces opérations, peuvent être subsidiées à un taux de 65 % y compris la TVA mais non compris les frais de révision de prix. Les frais d'études et les honoraires de l'auteur de projet ne sont pas subsidiés. Le subsidie est calculé sur base du montant des travaux adjudgés. A noter que les interventions financières qui seraient obtenues en vertu d'autres réglementations sont déduites pour établir le montant à subsidier.	Arrêté du Régent du 02-07-1949 relatif à l'intervention de l'Etat en matière de subsides pour l'exécution de travaux pour les provinces, communes, associations de communes, commissions d'assistance publique, fabriques d'église et associations de polders et waterings (article 21er, 1)
DGO 3 - Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en faveur de l'acquisition d'espaces verts publics	Subsides aux pouvoirs publics subordonnés en vue de l'acquisition de terrains à destination d'espaces verts publics.	De 50 à 65%.	Arrêté royal du 10 décembre 1975 déterminant, pour la Région wallonne, les conditions d'octroi et les taux de subsides pour l'acquisition de terrains en vue de la conservation, de la création ou de l'aménagement d'espaces verts publics. Décret du 10 décembre 2009 - Budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'exercice 2010.
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Plan air-climat : éclairage public	Dans le cadre du plan "Air Climat" relatif au réchauffement climatique, le Gouvernement wallon en date du 15 mars 2007, a autorisé de déroger aux prescriptions du cahier des charges type CCT310 version 2000 relatif à l'éclairage public et au code de bonne pratique attaché pour tenir compte d'une part des évolutions techniques et aussi de permettre aux communes de mettre en œuvre des investissements conduisant globalement à des économies d'énergie, tout en assurant un éclairage pertinent, adéquat et adapté. Ce subsidie est consacré au	Montant pris en considération pour le calcul du subsidie : montant du devis estimatif des travaux majoré, dans le cas où interviendrait un marché de service dans le strict respect des marchés publics, des frais d'étude avec un maximum de 5% Taux : 80% Le montant de l'investissement est de minimum 50.000 EUR et le montant du subsidie est de maximum 150.000 EUR.	Décret du 22-12-2010 - Décret du 22 décembre 2010 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011

		financement de projets visant au remplacement de l'éclairage public obsolète. Les projets doivent contribuer à faire des économies d'énergie, à adapter l'éclairage aux particularités des lieux pour une meilleure convivialité et à accroître la sécurité de tous les usagers et plus particulièrement des plus vulnérables.		
--	--	--	--	--

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Etat d'avancement du projet de stand de tir

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Esquisse de projet du stand de tir

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour

Partenaires

- Service Public de Wallonie : DGo1, DGo3 et DGO4 ;
- Associations locales ;

Créer un maillage d'équipements sportifs

Défis thématiques du PCDR

- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.

Objectifs opérationnels

- B.5. Développer le maillage d'équipements afin d'amplifier et de pérenniser les dynamiques culturelles, sportives et associatives.

Justification du projet

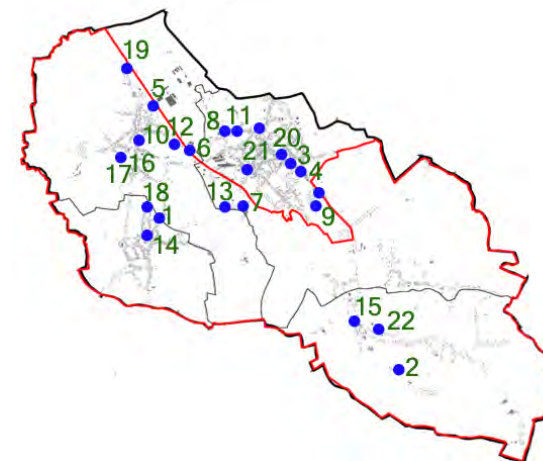
Les activités sportives apparaissent comme essentielles pour le renforcement des liens sociaux au sens large du terme au sein d'une commune. La tendance actuelle en milieu rural est de centraliser les activités sportives dans les noyaux d'habitat les plus importants de l'entité. Ce regroupement des activités, même s'il se justifie à bien des égards (mobilité, accessibilité, attractivité des centres, sphère d'influence, etc.), peut avoir pour effet négatif d'engendrer un sentiment d'isolement de la part de certains citoyens.

Dour n'échappe pas à cette problématique. En effet, un des constats posé lors des réunions avec la population est que tous les villages ne sont pas pourvus d'équipements sportifs de qualité; les deux principaux sont Dour sport et le hall sportif d'Elouges, ce qui induit de devoir disposer de capacité de déplacement pour les résidents des villages éloignés. Les villageois doivent se rabattre sur les classes de gymnastique des écoles, ce qui n'est pas idéal. Lors de ces réunions, le Bourgmestre précisait aussi qu'une nouvelle salle sera construite pour l'école de Blaugies, celle-ci sera accessible aux activités sportives extrascolaires. Un participant proposait qu'une petite salle de sport soit créée à Wihéries pour répondre aux attentes des jeunes et expliquait, qu'il serait opportun de concevoir à l'échelle de l'entité un maillage d'équipements sportifs complémentaires.

Le diagnostic a mis en évidence la présence de nombreuses infrastructures sportives sur la commune mais ces dernières se trouvent concentrée sur le nord de la commune. Il serait donc opportun dans le cadre de la fiche-projet, de compléter, de rééquilibrer l'offre en zones à activités sportives dans tous les villages de Dour. Les idées et les projets ne manquent pas et se répartissent dans de nombreuses fiches-projet mais

une réorganisation et une exploitation complète des potentialités des terrains qu'offre la commune (terris, etc) serait justifiée.

La carte et le tableau ci-dessous proviennent du diagnostic et reprennent l'ensemble des infrastructures de l'entité que la présente fiche-projet viendra compléter en créant un maillage des différents projets déjà décrit dans les différentes fiches-projets.



Localisation des infrastructures sportives © cadastre des Infrastructures Sportives - 2011

Dénomination du site	Adresse	Village	Sport
1. Multisports au Parc communal	Rue Ferrer	Wihéries	Badminton, basket-ball, handball, Mini-basket, Mini-foot, Mini-tennis, Volley-ball (1 terrain de sports de rue).
2. Ecuries du Hardret	Rue Hardret, 43	Blaugies	Equitation (piste d'équitation).
3. Gymnase de l'école communale de Moranfayt	Rue Henri Pochez, 93	Dour	Tennis de table (salle de sport). http://www.dourpalette.be
4. Equidour Stables	Rue Henri Pochez, 153	Dour	(2 pistes d'équitation). http://www.equidourstables.be/
5. Multisports Cité Jules Cantineau	Rue Jules Cantineau	Elouges	Badminton, Mini-basket, Mini-foot, Mini-tennis, Volley-ball (terrain de sports de rue).
6. Entente Sportive Elouges-Dour (Implantation de Dour)	Rue Moranfayt	Dour	Terrain de football.
7. Piste de Rollers Cité du Repos	Avenue Victor Regnart, 10	Dour	Piste de Roller.
8. Stade de la Machine à Feu	Chemin des Fours	Dour	Athlétisme, Course à pied, Lancer du disque, Lancer du marteau, Lancer du poids, Musculation, saut en hauteur, saut en longueur, triple saut, course à pieds, lancer du disque, javelot, marteau, poids, saut à la perche, saut en hauteur et en longueur, triple

			saut. (4 aires de lancer, 4 aires de saut, 2 pistes d'athlétisme et 2 salles de sport). http://www.doursports.be
9. Multisports Cité des Chevalières	Place des fées	Dour	Terrain de sport de rue
10. Gymnase de l'école communale d'Elouges	Rue Charles Wantiez	Elouges	Arts martiaux, Judo, tennis de table (salle de sport).
11. Carrière du Four à Chaux	Rue d'Elouges	Elouges	Plongée (piste pour les sports moteurs). http://www.sportcommunal.be/page206.html
12. Pétanque Elougeoise « les 6 Boulettes »	Rue d'Elouges	Elouges	Pétanque (terrain de pétanque).
13. Centre sportif et récréatif sur le site dit « Le Belvédère » (en projet)	Rue de France	Dour	Course à pied, Fitness, Marche, Psychomotricité, Tennis (1 parcours et 2 terrains de tennis).
14. Gymnase de l'école communale de Wihéries	Rue de la Carrière, 5	Wihéries	Tennis de table, Volley-ball (1 salle de sport).
15. Balle pelote « Blaugies Salon »	Rue de la frontière, 31	Blaugies	Balle pelote (2 terrains de balle-pelote).
16. Entente Sportive Elouges-Dour	Rue de la Tournelle	Elouges	1 Terrain de Football.
17. Salle omnisport d'Elouges	Rue de la Tournelle	Elouges	Badminton, Basket-ball, Danse, Escrime, Mini-basket, Mini-foot, musculation, psychomotricité, volley-ball (2 salles de sport).
18. Les crosseurs cambusiens	Rue des Vivroeux, 72	Elouges	Différentes prairies de la région. http://www.communedour.be/site/Crossage-en-plaine.html
19. Vélo Club « La Chapelle »	Rue du Commerce	Elouges	(Place d'Elouges Café Tram 6).
20. Rue du Peuple – Ancienne Coopérative	Rue du Peuple	Dour	(1 ligne de tir).
21. Institut « La Sainte-Union »	Rue du Roi Albert, 10	Dour	Basket-ball, Danse, Gymnastique, Gymnastique rythmique, psychomotricité, Volley-ball (2 salles de sport).
22. Olympique Blaugies Jogging	Voie Blanche, 46	Blaugies	http://www.obj.be

Liste des sites sportifs wallons situés sur le territoire communal de Dour © Données communales – DGO5 – cadastre des Infrastructures Sportives - 2011

Reportage photographique

Sans objet

Description du projet

Il est bien évident que la construction d'une salle omnisport dans chaque village n'est pas réalisable, tout d'abord pour des raisons financières et ensuite d'un point de vue de la fonctionnalité (fréquentation, utilisation, etc.). Une solution afin de permettre à tous de pratiquer des activités sportives au sein de chaque village consiste en la création de structure de plus petite taille mais bien adaptée. Le projet consiste donc à compléter l'offre existante en équipements sportifs pour les dourois. Un ensemble de petits projets ont déjà été mis ou remis en valeurs dans les divers fiches projets du PCDR et seront repris ci-dessous.

I. Parcours Vita

Le parcours de santé ou parcours sportifs est une promenade sportive rythmée par un ensemble d'activités, généralement dans un cadre naturel ou un parc urbain. Plusieurs de ces petits aménagements pourraient être disponibles dans l'entité et être accessibles à tous. Ces derniers se trouvent :

- Dans le bois de Cocars, à l'ouest de Dour-centre ;
- Sur le site Ferrand, au sud-ouest du village d'Elouges ;
- Sur le site Grande Veine, à l'est du village d'Elouges.

Voir fiches-projets :

- FP 1.2 – Aménager le site des Cocars
- FP 2.10 – Améliorer le site Ferrand
- FP 2.12 – Améliorer le terril Grande Veine à Elouges

II. Agora Space

Une zone de type Agora Space pourrait être créée sur le site du terril Grand Veine. Cet espace regrouperait une plaine de jeux pour enfant, un espace de détente arboré, une aire multisport, une piste de pétanque, etc.



Exemple d' Agora Space © www.dna.fr - 2013

Voir fiche projet :

- FP 2.12 – Améliorer le terril Grande Veine à Elouges

III. Terrain multisport

Il existe déjà plusieurs espaces multisport dans l'entité mais un de ceux-ci ferait l'objet d'une remise en valeur dans une des fiches projets par le réaménagement des espaces extérieurs et des gradins.



Terrain multisport de Wihéries © S&A - 2013

Voir fiche projet :

- FP 1.4 – Aménager le cœur de village de Wihéries

IV. Terrains de jeux de balle

Les espaces dédiés au jeu de balle seront aussi pris en compte dans la création d'un maillage d'équipements sportifs. Ces derniers seront aussi parfois réaménagés en fonction du projet de place sur laquelle certains se trouvaient. Ces terrains se trouvent :

- Sur la place du jeu de Balle de Wihéries faisant partie du projet de réaménagement de cœur du village ;
- Sur la place de Blaugies et faisant partie du réaménagement du centre du village.

Voir fiche projet :

- FP 1.4 – Aménager le cœur de village de Wihéries
- FP 2.4 – Aménager la place de l'église de Blaugies

V. Réseau de sentier cyclo-piéton existant ou à compléter

Un grand nombre de fiches-projets traite de la mobilité douce en générale et tente de compléter le réseau relativement frêle de sentiers cyclo-piétons existant sur la commune. Un potentiel de circuit existe et est déjà répertoriés sur la commune comme :

- Le Triangle des stériles qui propose la découverte du patrimoine minier par le biais d'un itinéraire de marche (circuit du Plan de Cohésion Sociale) ;

- Le circuit de Blaugies ;
- Le circuit des trois ruisseaux en partance du Sauwartan (circuit du Plan de Cohésion Sociale) ;
- Les circuits de grande randonnée (412 et 129 hp) ;
- Le circuit de la biodiversité sur Elouges et Wihéries (circuit du Plan de Cohésion Sociale).

Diverses liaisons cyclo-piétonnes à but utilitaire, de loisir ou sportive pourraient aussi être créées comme :

- La liaison cyclable entre Dour-centre et Blaugies le long de la rue d'Offignies ;
- Les liaisons internes au site des Cocars et qui connectent le sud de Dour et Elouges ;
- Plusieurs liaisons internes au site du Sauwartan ;
- Les liaisons entre le Ravel et le site du terril Grande Veine et Ferrand à Elouges ;

Voir fiche-projet :

- FP 1.1 – Créer un réseau de mobilité douce (artères principales)
- FP 1.2 – Aménager le site des Cocars
- FP 2.1 – Créer un réseau de mobilité douce (réseau secondaire)
- FP 2.2 – Créer un réseau de mobilité douce (intersections)
- FP 2.3 – Améliorer la mobilité générale
- FP 2.9 – Aménager le site du Sauwartan
- FP 2.10 – Améliorer le site Ferrand
- FP 2.12 – Améliorer le terril Grande Veine à Elouges

Origine de la demande

- Réunion d'information et de consultation de la population ;
- Groupes de travail ;
- Commission Locale de Développement Rural ;
- Commune.

Localisation

Sans objet

Statut au plan de secteur

Sans objet

Statut de propriété

Sans objet

Tâches à réaliser

- Réaliser l'ensemble des fiches projet afin de compléter le maillage ;
- Identifier les manques dans les différents villages ;
- Appliquer une politique de communication envers la population concernant les offres en infrastructures sportives disponibles sur la commune.

Liens avec d'autres projets du PCDR

Voir chapitre « description du projet »

Impact environnemental

- Les projets qui s'appliquent dans les différents sites naturels permettent de protéger leur biodiversité par leur mise en valeur ;
- Les sentiers et pistes cyclo-piétonnes constituent un moyen de faire découvrir l'entité aux habitants ou aux touristes sous un angle différent de celui qu'ils ont pris pour habitude d'adopter. En effet, ils offrent une échelle d'approche différente des paysages et font prendre à tout-un-chacun l'importance de préserver l'environnement, la nature et les paysages.

Impact social

- Les infrastructures sportives, petites ou grandes, sont des vecteurs de cohésion sociale entre les générations pour l'ensemble de l'entité.

Impact économique

Sans objet

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

Sans objet

Origine du financement

Subsides Infrasport en fonction de la réalisation souhaitée et si les aménagements sont uniquement dédiés au sport.

Pouvoir subissant	Libellé du subside	Objet du subside	Montant			Référence légale
DGO 3 – Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et environnement	Subsides aux pouvoirs et organismes publics en matière de développement rural	Subsides destinés à contribuer au financement des programmes communaux de développement rural (PCDR) en exécution des conventions conclues annuellement avec les communes concernées. Les subsides accordés portent sur des investissements corporels et incorporels qui concourent aux objectifs de développement rural, repris dans un programme approuvé par le Gouvernement. L'assiette du subside est composée du coût réel des travaux et des frais accessoires tels que les frais d'acquisition et d'étude.	Type de projet/ Montant de l'assiette de subvention	1 ^{ère} tranche jusqu'à 500 000€	2 ^{ème} tranche au-dessus de 500 000€	Arrêté d'exécution du 20 novembre 1991. Décret du 06 juin 1991 relatif au développement rural. Cirulaire ministérielle 2012/01 du 25 octobre 2012 en application du décret du 6 juin 1991 et de l'arrêté du 20 novembre 1991.
			Aménagements d'espaces publics	60%	50%	
			Autres	80%	50%	
DGO 1 - Direction générale opérationnelle des Routes et des Bâtiments	Subsides pour des opérations d'acquisition, de construction, de rénovation et d'équipement de petites infrastructures sportives initiées par des pouvoirs locaux et leurs régies autonomes dans le cadre du programme "Sport de rue" - Infrasports	Ce subside est destiné à promouvoir des investissements de proximité permettant des animations sociales de quartier. Le programme "Sports de rue" comprend: <ul style="list-style-type: none">- D'une part, un terrain multisports (existant ou à créer)- D'autre part, suivant l'espace disponible, le programme pourra comprendre des installations annexes dans le but de compléter la panoplie de disciplines sportives mises à la disposition des utilisateurs et de parfaire l'idée de convivialité, d'accueil, de sécurité et d'accessibilité en soirée. Exemples : <ul style="list-style-type: none">- pistes de pétanque,- tables, bancs, mobilier urbain,- espaces pour roller et skateboard,- terrains de sports annexes,- plaine de jeux ;- éclairage, clôtures ;- circulations, abords et plantations.	Le taux du subside est de 85% pour les investissements relatifs à des installations immobilières et dont les montants sont inférieurs ou égaux à 1.200.000 EUR hors TVA. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, est compris entre 1.200.001 EUR et 1.500.000 EUR, le subside est limité à 60 % du montant de la promesse ferme de subside. Si le montant des travaux hors T.V.A., lors de l'adjudication, dépasse 1.500.000 EUR, le subside n'est pas accordé.			Arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives. Décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- Finalisation des projets des autres fiches concernant les infrastructures sportives

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Le maillage se créera en fonction de l'état d'avancement des autres fiches-projet.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune de Dour

Partenaires

- Service Public de Wallonie.
- Associations locales et clubs sportifs.

Créer une ADL

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Développer des initiatives de formations essentiellement à destination des jeunes de l'entité.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- A.2. Créer, développer et soutenir un tissu d'infrastructure économiques en s'appuyant sur les atouts typologiques rural/urbain.
- A.3. Revaloriser et soutenir l'activité et les productions agricoles au sein du territoire.
- A.4. Maintenir et soutenir les commerces et services de proximité existants dans les différents villages.
- B.1. Développer des initiatives de formations essentiellement à destination des jeunes de l'entité.
- C.2. Répondre aux différents enjeux et objectifs définis dans la stratégie de développement du projet Cœur de Hainaut. Vérifier les objectifs de Cœur de Hainaut.
- D.2. Protéger, développer et promouvoir le caractère rural de l'entité en termes de produits locaux, paysages, ballades, etc.

Justification du projet

Depuis la disparition des associations des commerçants à Dour, la commune manque d'une structure permettant d'animer la vie économique de l'ensemble de l'entité. En effet, bien que bénéficiant d'une asbl Dour Centre-Ville très active, cette dernière limite ses activités à une zone trop restreinte du territoire : le centre-ville de Dour. La mise en place d'une ADL apparaît dès lors nécessaire en vue de dynamiser et de coordonner l'activité économique de l'entité en aidant les différents acteurs économiques existants.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

La présente fiche-projet propose la mise en place d'une Agence de Développement Local (ADL), soit uniquement au niveau communal, soit trans-communal. La mise en place de cette ADL a pour but de soutenir les projets et les activités économiques qui sont intégrées de manière cohérente au sein du territoire. Cette ADL aura notamment comme mission de dynamiser les pôles actuels de développement générateurs d'emplois et de tenter d'attirer de nouveaux investisseurs sur le territoire.



Le projet consiste en la mise en place d'une collaboration entre les acteurs locaux (publics/privés) pour répondre aux différentes problématiques de la commune (commerces vides, insuffisance commerciale,...).

Les missions de l'ADL pourraient être les suivantes :

- o accueillir les porteurs de projets, les accompagner et les orienter vers les partenaires utiles ;
- o réunir les acteurs du monde économique local pour mener des actions créatrices d'emploi ;
- o stimuler des réseaux au service de l'entreprenariat ;
- o mettre en évidence les ressources et le savoir-faire ;
- o diagnostiquer les atouts et les faiblesses d'une région ;
- o établir un plan stratégique de développement durable ;
- o définir les actions à mener et se donner les moyens de les évaluer.

Au niveau de Dour, cette ADL pourrait être en charge de différents aspects du monde économique local tel que :

- Présenter un producteur local par le bulletin communal Dour'infos (comme cela se fait pour les nouveaux commerces) ;
- Organiser des journées diverses : Wallonie Week-end Bienvenue, rallyes gourmands, fermes ouvertes, fête de la soupe, atelier de cuisine,... ;
- Gérer le marketing des produits locaux : signalétique, idées et chèques cadeaux, site internet, label 100% dourais,... ;
- Insuffler et maintenir une synergie entre les indépendants (artisans et producteurs) et le pouvoir public ;
- Promouvoir l'horeca.

La demande d'agrément (cf. Annexe 1) pour une ADL doit être accompagnée d'un diagnostic du territoire communal selon les modalités explicitées dans l'annexe 2. Le présent PCDR peut parfaitement jouer ce rôle. Pour mettre sur pied ce type d'infrastructure, il faut néanmoins que les principaux bénéficiaires acceptent de jouer le jeu et d'être partenaires. Ces acteurs pourraient intervenir financièrement dans le fonctionnement de l'ADL de sorte à les responsabiliser et les sensibiliser au succès de celle-ci.

Origine de la demande

- Réunion d'information et consultation de la population
- Groupes de travail
- Commission Locale de Développement Rural
- Commune

Localisation

- Néant.

Statut au plan de secteur

- Néant.

Statut de propriété

- Néant.

Tâches à réaliser

- Tenir compte de la note explicative quant à la demande d'agrément (annexe 1) ;
- Compléter le formulaire de demande d'agrément (annexe 2) ;
- Rentrer le dossier à la Région Wallonne.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- FP 1.10 - Doter Dour d'une stratégie touristique ;
- FP 2.8 - Créer une halle couverte.

Impact environnemental

- La mise sur pied, de manière cohérente, de ce type d'agence de développement vise un cadre général de respect des ressources locales à divers niveaux. Dans le cadre d'une commune comme Dour, l'aspect environnemental et l'entretien de son cadre sont primordiaux. La mise sur pied d'actions sur la richesse naturelle tente à préserver le cadre environnemental communal.

Impact social

- La mise sur pied d'une ADL apporte une collaboration intense entre les différents acteurs du territoire. Cette collaboration doit être prédéfinie, de même que les actions, de sorte à ce que les projets proposés ne soient pas voués à l'échec. De plus, cette ADL permettra la formation des jeunes notamment par l'intermédiaire du CPAS.

Impact économique

- L'ADL a pour but de coordonner et de mener des actions afin de favoriser le développement économique local, par la création de nouveaux types de commerces et la mise en valeur des existants. L'aspect économique est à voir également d'un point de vue de l'offre touristique et de sa diversité, de sorte à pérenniser l'économie locale du territoire de Dour.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Un minimum de 2 emplois pourrait être créé pour le bon fonctionnement de l'ADL. Ces 2 personnes sont à recruter, une de niveau 1 et la seconde de niveau 2+.

Origine du financement

POUVOIR SUBSIDIANT	LIBELLE DU SUBSIDIE	OBJET DU SUBSIDIE	MONTANT	REFERENCE LEGALE
DGO 6 - Direction générale opérationnelle Économie, Emploi et Recherche	Agences de développement local	Le subsidie est accordé pour l'engagement d'un agent universitaire et d'un agent détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire ou d'un certificat d'études secondaires supérieures. La subside vise à soutenir des initiatives locales, associant les pouvoirs publics et les secteurs privé et associatif, qui ont pour objectif le développement économique et la création d'emplois.	Subsidie annuel de 63.000 EUR ramené à 58.500 EUR en cas d'engagement d'un agent titulaire d'un certificat d'études secondaires supérieures. La subvention est indexée annuellement.	Arrêté du Gouvernement wallon du 15-02-2007 portant exécution du décret 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local Décret du 25-03-2004 relatif à l'agrément et l'octroi de subventions aux agences de développement local
DGO 5 - Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé	Subsidies aux communes pour les agences de développement local	Le subsidie est accordé pour l'engagement d'un agent universitaire et d'un agent détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire ou d'un certificat d'études secondaires supérieures. La subside vise à soutenir des initiatives locales, associant les pouvoirs publics et les secteurs privé et associatif, qui ont pour objectif le développement économique et la création d'emplois.	Subsidie annuel de 63.000 EUR ramené à 58.500 EUR en cas d'engagement d'un agent titulaire d'un certificat d'études secondaires supérieures. La subvention est indexée annuellement.	Arrêté du Gouvernement wallon du 15-02-2007 portant exécution du décret 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local

		à soutenir des initiatives locales, associant les pouvoirs publics et les secteurs privé et associatif, qui ont pour objectif le développement économique et la création d'emplois.		Décret du 25-03-2004 relatif à l'agrément et l'octroi de subventions aux agences de développement local
--	--	---	--	---

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- La motivation des acteurs économiques du territoire pour ce type de projet ;
- Les ressources naturelles et matérielles dont dispose la commune de Dour.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Le diagnostic du PCDR peut servir de base pour l'établissement du dossier de candidature.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- La commune de Dour.

Partenaires

- Commune de Dour ;
- CPAS de Dour ;
- ASBL Dour Centre-Ville ;
- Les organismes touristiques ;
- Les acteurs économiques du territoire ;

Annexes

- Annexe 1 : Formulaire de demande d'agrément pour une ADL ;
- Annexe 2 : Notes explicative de demande d'agrément pour une ADL.



Demande d'agrément d'une Agence de Développement local

Renvoyez ce formulaire, complété, signé
et accompagné de ses annexes à ➡

Les questions que vous vous posez trouvent probablement réponse dans la notice explicative.

En cas de difficulté, appelez l'une des personnes suivantes :
Stéphane FERMINE, Attaché ; 081/33 43 15 • s.fermine@mrw.wallonie.be
Monique BRAL, Attachée ; 081/33 43 64 • m.bral@mrw.wallonie.be
Stéphane THIRIFAY, Attaché ; 081/33 43 62 • s.thirifay@mrw.wallonie.be
Télécopie : 081/33 43 22

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Économie et de l'Emploi
Division de l'Emploi et de la Formation
professionnelle
Place de la Wallonie 1 – bât. II – 4ème étage
5100 Jambes

Base légale : Décret wallon du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local modifié par le décret du 15 décembre 2005.

Si l'agence de développement local est organisée

- par une seule commune : identifiez celle-ci au cadre 1
- par plusieurs communes : identifiez celles-ci au cadre 2

Cadre 1. Renseignements généraux – Commune candidate

1.1. Identité

Dénomination

Adresse

Rue

Numéro

Boîte

[illegible]

Code postal

Localité

Nombre d'habitants

Compte financier

Numéro de compte

Titulaire du compte

[illegible]**Site Web**

http://

1.2. Autorités

Bourgmestre

☐ Monsieur

☐ Madame

Nom

Prénom

Secrétaire communal

☐ Monsieur

☐ Madame

Nom

Prénom

Cadre 2. Renseignements généraux – Communes candidates

2.1. Première commune associée

2.1.1. Identité

Dénomination

Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Nombre d'habitants

Compte financier

Numéro de compte

Titulaire du compte

Site Web

http://

2.1.2. Autorités

Bourgmestre

☐ Monsieur

☐ Madame

Nom

Prénom

Secrétaire communal

☐ Monsieur

☐ Madame

Nom

Prénom

2.2. Deuxième commune associée

2.2.1. Identité

Dénomination

Adresse

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Nombre d'habitants

Site Web

http://

2.2.2. Autorités**Bourgmestre**☐ Monsieur ☐ Madame

Nom

Prénom

Secrétaire communal☐ Monsieur ☐ Madame

Nom

Prénom

2.3. Troisième commune associée**2.3.1. Identité****Dénomination****Adresse**

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Nombre d'habitants**Site Web**

http://

2.3.2. Autorités**Bourgmestre**☐ Monsieur ☐ Madame

Nom

Prénom

Secrétaire communal☐ Monsieur ☐ Madame

Nom

Prénom

2.4. Quatrième commune associée**2.4.1. Identité****Dénomination****Adresse**

Rue

Numéro

Boîte

Code postal

Localité

Nombre d'habitants

Site Web

http://

2.4.2. Autorités

Bourgmestre

☐ Monsieur ☐ Madame

Nom	Prénom

Secrétaire communal

☐ Monsieur ☐ Madame

Nom	Prénom

Cadre 3. L'Agence de Développement local (ADL)

3.1. Délibération communale

Joignez en annexe la délibération du ou des conseils communaux ayant pour objet de créer ou de maintenir une ADL et sollicitant l'agrément de celle-ci.

Date de la délibération de la commune (ou de la première commune associée) :

The diagram shows three 4x4 grids arranged horizontally. Each grid is divided by a vertical line into two 4x2 sections. A diagonal slash is placed in the center of each grid, representing a 4x8 grid divided into three sections.

S'il y a lieu, date de la délibération de la deuxième commune associée :

S'il y a lieu, date de la délibération de la troisième commune associée :

S'il y a lieu, date de la délibération de la quatrième commune associée :

3.2. Forme juridique

☐ régie communale

- ☐ autonome

☐ ordinaire (uniquement si votre commune a bénéficié d'une subvention en tant que projet pilote d'ADL)

Date d'approbation de la régie par le Collège provincial :

		/		/			
--	--	---	--	---	--	--	--

ASBL

Date de signature des statuts de l'asbl (à joindre en annexe) :

|| | | / | | / | | |

Date de dépôt des statuts au greffe du Tribunal de Commerce :

		/		/			
--	--	---	--	---	--	--	--

Date de dernière modification des statuts :

||| / ||| / |||

3.3. Localisation

Adresse

Rue					Numéro					Boîte	
Code postal					Localité						

3.4. Personne de contact, suivi de dossier

3.4.1. Personne de contact

☐ Monsieur

Madame

Nom	Prénom
-----	--------

Fonction

Téléphone	Fax	Courriel

3.4.2. Autre personne de contact

☐ Monsieur

☐ Madame

Nom	Prénom
-----	--------

Fonction	
----------	--

Téléphone	Fax	Courriel

Cadre 4. Projet de développement local

Développez votre projet dans une annexe à joindre, en respectant le plan suivant :

4.1. Initiation de la démarche

Pourquoi votre commune ou vos communes souhaitent-elles se doter d'une ADL ? Expliquez notamment quelle plus-value vous en attendez pour le territoire concerné.

4.2. Diagnostic de territoire

4.2.1. Décrivez le contexte local

- Population
- Économie / Emploi
- Habitat / Logement / Pression foncière
- Caractéristiques géographiques
- Agriculture
- Environnement
- Outils et plans de développement territorial et local
- Outils d'animation
- Autres initiatives de développement en cours

4.2.2. Avec quelles communes voisines la ou les communes concernées collaborent-elles et pourquoi?

4.2.3. Justifiez le choix d'un territoire d'action pertinent pour l'ADL (commune seule ou association de communes).

4.2.4. S'il existe une Maison de l'Emploi, quelles sont les collaborations prévues? Quels sont les apports de chacun (Maison de l'Emploi et ADL) dans le partenariat?

4.2.5. Quels acteurs locaux privés et publics avez-vous consultés lors de la réalisation du diagnostic de territoire ?

- Secteur économique
- Secteur social
- Secteurs culturel et touristique
- Secteur public
- Secteur cadre de vie – environnement

4.2.6. Pour chacun de ces secteurs, réalisez un tableau qui présente d'abord les atouts et faiblesses, ensuite les opportunités et menaces qui ont été identifiés par l'équipe opérationnelle lors du diagnostic.

Exemple :

Secteur économique	
<i>Atouts</i>	<i>Faiblesses</i>
<i>Opportunités</i>	<i>Menaces</i>

4.3. Définition des priorités

4.3.1. Quels acteurs locaux privés et publics avez-vous consultés pour définir les axes de développement prioritaires ?

- Secteur économique
- Secteur social
- Secteurs culturel et touristique
- Secteur public
- Secteur cadre de vie – environnement

4.3.2. Quelles sont les priorités retenues par ces acteurs locaux ?

4.4. Fixation des objectifs et des actions

4.4.1. Quel est le programme du plan d'actions relatif au projet de développement ?

Déclinez votre programme en **priorités, objectifs et actions**.

Reproduisez le schéma suivant pour les différentes **priorités** du plan d'actions :

Priorité n° :

- Intitulé
- Objectifs et actions de court terme (3 ans) - Précisez davantage les objectifs à court terme.
- Objectifs et actions de moyen terme (6 ans)
- Objectifs et actions de long terme (10 ans)

Présentez ensuite une synthèse sous forme d'arborescence ou d'organigramme.

Présentez les actions prévues pour les 3 premières années sous forme de fiche-projet, selon le modèle ci-dessous :

1. Description du projet
2. Objectifs en terme de
 - création d'activité économique
 - création d'emploi
3. Public concerné
4. Porteur du projet
5. Rôle de l'ADL
6. Rôle de chaque partenaire
 - public
 - privé
 - associatif
7. Grandes étapes de réalisation prévues
8. Coût estimé
9. Mode de financement

4.4.2. Pour chaque priorité et chaque objectif indiqués ci-dessus, expliquez la cohérence avec les plans et outils de développement existants aux niveaux local et supra-local.

4.4.3. Expliquez la conformité de votre plan d'actions avec les principes du développement durable.

4.5. Mise en œuvre et suivi du plan d'actions

Quelle structure pilotera la mise en œuvre et le suivi du plan d'actions ?

Précisez les secteurs d'activité qui y seront représentés et, si possible, par qui.

Expliquez son mode de fonctionnement.

4.6. Évaluation du projet

Quels sont les processus d'évaluation interne prévus pour conduire l'évaluation du plan d'action ?

Cadre 5. Moyens de fonctionnement

5.1 Ressources humaines et moyens matériels

5.1.1. Sous quel régime de travail les agents de l'A.D.L. seront-ils engagés ?

	<i>Agent de niveau 1</i>	<i>Agent de niveau</i> <input type="checkbox"/> 2+ <input type="checkbox"/> 2	<i>Autre personnel</i> <i>mis à la disposition</i> <i>de l'ADL</i>	<i>Autre personnel</i> <i>mis à la disposition</i> <i>de l'ADL</i>
Régime de travail :				
Grade :				
Échelle de traitement :				

5.1.2. Quelles sont ou seront les missions confiées :

- À l'agent de niveau 1 ?

- À l'agent de niveau 2+ ou 2 ?

- A l'autre ou aux autres agents ?

5.1.3. S'ils sont déjà connus, quels sont les noms et qualifications des agents ?

	<i>Agent de niveau 1</i>	<i>Agent de niveau</i> <input type="checkbox"/> 2+ <input type="checkbox"/> 2	<i>Autre personnel</i> <i>mis à la disposition</i> <i>de l'ADL</i>	<i>Autre personnel</i> <i>mis à la disposition</i> <i>de l'ADL</i>
Nom:				
Diplôme :				

5.1.4. Comment la commune va-t-elle mettre en œuvre un programme de formation continuée pour le personnel engagé dans l'ADL au cours des 3 prochaines années?

5.1.5. Quels seront les moyens matériels affectés à l'A.D.L. ?

Locaux

Matériel

Autres

5.1.6. Si vous ne disposez pas actuellement des moyens nécessaires à l'activité de l'ADL (point 5.1.5), quelles sont les mesures que vous envisagez ?

5.2. Aspects financiers et comptables

5.2.1. Projet de budget détaillé de l'ADL pour l'année civile en cours et plan financier portant sur les 2 années à venir.

Dépenses				Recettes			
Intitulés	Montants			Intitulés	Montants		
	<i>Année en cours</i>	<i>Année + 1</i>	<i>Année + 2</i>		<i>Année en cours</i>	<i>Année + 1</i>	<i>Année + 2</i>
<i>Frais de personnel affecté à l'ADL</i>				<i>Subvention ADL de la Région wallonne</i>			
<i>Autres frais de personnel (logistique)</i>				<i>Points A.P.E.</i>			
<i>Frais de matériel à amortir (à détailler)</i>				<i>Apports des partenaires</i>			
<i>Loyer</i>				<i>Autres apports des pouvoirs publics belges</i>			
<i>Dépenses liées aux actions</i>				<i>Fonds européens</i>			
<i>Frais de formations</i>				<i>Recettes liées aux actions</i>			
<i>Frais de déplacement</i>				<i>Autres à détailler</i>			
<i>Autres frais de fonctionnement</i>							
<i>Autres à détailler</i>							
Total				Total			

5.2.2. De quelle manière envisagez-vous d'apporter une participation équivalant à au moins 30% de la subvention octroyée par la Région wallonne ?

5.2.3. Un crédit est-il prévu au budget communal?

☐ oui ☐ non

Si oui : sur quel article ?

de quel montant ?

 euros

Cadre 6. Déclaration sur l'honneur et engagements

Les soussignés déclarent sur l'honneur que les renseignements fournis dans la présente demande sont exacts et complets.

Ils s'engagent à respecter toutes les dispositions légales et réglementaires relatives à la création et au fonctionnement d'une ADL et sollicitent l'agrément de celle-ci par la Région wallonne.

Ils en acceptent le contrôle par les fonctionnaires désignés à cet effet par le Gouvernement wallon et s'engagent à communiquer dans le mois tout changement d'agent et toute modification de contrat ou de régime de travail, en joignant copie des pièces probantes.

Commune de :

--

Le Bourgmestre :

Nom	Prénom	Signature

Le Secrétaire communal :

Nom	Prénom	Signature

Commune de :

--

Le Bourgmestre :

Nom	Prénom	Signature

Le Secrétaire communal :

Nom	Prénom	Signature

Commune de :

--

Le Bourgmestre :

Nom	Prénom	Signature

Le Secrétaire communal :

Nom	Prénom	Signature

Commune de :

--

Le Bourgmestre :

Nom	Prénom	Signature

Le Secrétaire communal :

Nom	Prénom	Signature

Cadre 7. Annexes et pièces à joindre

Dans tous les cas :

- ☐ la délibération du ou des Conseils communaux ayant pour objet de créer ou de maintenir une A.D.L. et sollicitant la demande d'agrément.
- ☐ le projet de développement local, selon les indications du Cadre 4 ci-dessus.
- ☐ le plan financier sur 3 ans, compatible avec le plan de gestion existant pour les communes qui y sont soumises, comprenant notamment le budget de formation.

Si l'ADL est une régie :

- ☐ une copie de l'arrêté du Collège provincial approuvant la création de la régie ordinaire ou autonome (à fournir au plus tard six mois après l'octroi de l'agrément).

Si l'ADL est une ASBL :

- ☐ une copie des statuts de l'ASBL (à fournir au plus tard six mois après l'octroi de l'agrément).

Si l'ADL regroupe plusieurs communes :

- ☐ la convention de partenariat conclue pour la mise en œuvre du dispositif.

ENQUÊTE DE SATISFACTION

Le Gouvernement wallon veut simplifier vos démarches administratives. Si vous le souhaitez, vous pouvez nous donner votre avis sur le formulaire que vous venez de lire ou de compléter. Cela nous permettra de mieux connaître vos attentes.

1. Les mots utilisés étaient :

- ☐ Très faciles à comprendre ☐ Faciles à comprendre ☐ Difficiles à comprendre ☐ Très difficiles à comprendre

Exemple / explication :

2. Les questions posées étaient :

- ☐ Très faciles à comprendre ☐ Faciles à comprendre ☐ Difficiles à comprendre ☐ Très difficiles à comprendre

Exemple / explication :

3. J'ai trouvé la présentation du formulaire (mise en page, caractères utilisés, graphisme, ...) :

- ☐ Très agréable ☐ Agréable ☐ Peu agréable ☐ Pas agréable du tout

Exemple / explication :

4. J'ai trouvé la structuration du formulaire (type de questions, ordre des questions, ...) :

- ☐ Très logique ☐ Logique ☐ Peu logique ☐ Pas logique du tout

Exemple / explication :

5. J'ai pu obtenir les informations demandées par le formulaire :

- ☐ Très facilement ☐ Facilement ☐ Difficilement ☐ Très difficilement

Exemple / explication :

6. Mes autres remarques :

Merci pour votre participation !



Demande d'agrément d'une Agence de Développement local – Notice explicative

Le formulaire, complété, signé et accompagné
de ses annexes doit être renvoyé au ➡

En cas de difficulté à n'importe quelle étape de votre démarche, prenez
contact avec l'une des personnes suivantes :
Stéphane FERMINE, Attaché ; 081/33 43 15 • s.fermine@mrw.wallonie.be
Monique BRAL, Attachée ; 081/33 43 64 • m.bral@mrw.wallonie.be
Stéphane THIRIFAY, Attaché ; 081/33 43 62 • s.thirifay@mrw.wallonie.be
Télécopie : 081/33 43 22

Ministère de la Région wallonne

Direction générale de l'Économie et de l'Emploi
Division de l'Emploi et de la Formation
professionnelle
Place de la Wallonie 1 – bât. II – 4ème étage
5100 Jambes

Table des matières

Pour vous aider dans votre démarche.....	2
Base légale.....	3
Glossaire.....	3
Engagements de la ou des communes demanderesses.....	3
Le projet de développement local : comment l'élaborer ?.....	4
1. Initiation de la démarche.....	4
2. Diagnostic de territoire.....	4
2.1 Décrivez le contexte local.....	4
2.2 Collaborations transcommunales.....	5
2.3 Choix du territoire d'action de l'ADL.....	5
2.4 ADL et Maisons de l'Emploi.....	5
2.5 Les acteurs consultés.....	5
2.6 L'étude Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces (AFOM).....	5
3. Définition des priorités	6
3.1 Les acteurs consultés.....	6
3.2 La définition des priorités.....	6
4. Fixation des objectifs et des actions	6
4.1 Le plan d'actions.....	6
4.2 Cohérence avec les autres plans et outils de développement.....	7
4.3 Cohérence avec les objectifs du développement durable.....	8
5. Mise en œuvre et suivi du plan d'actions.....	8
6. Evaluation du projet.....	8
Foire aux questions.....	9
1. QUI PEUT INTRODUIRE UNE DEMANDE D'AGRÉMENT ?.....	9
2. QUELLE FORME JURIDIQUE L'ADL PEUT-ELLE ADOPTER ?.....	9
3. COMMENT EST CALCULÉE L'AIDE RÉGIONALE ?.....	9
4. COMMENT FAUT-IL PRÉSENTER LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ?	9
5. QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DE L'ADL CONCERNANT SES AGENTS ?.....	9
6. COMMENT PRÉSENTER LE PROGRAMME DE FORMATION CONTINUÉE DESTINÉ AUX AGENTS ?...	10
7. COMMENT FAUT-IL PRÉSENTER LE PLAN FINANCIER ?.....	10



Demande d'agrément d'une Agence de Développement local – Notice explicative

Pour vous aider dans votre démarche

Cette notice a pour but de vous aider dans les différentes étapes de votre démarche de demande d'agrément.

C'est pourquoi vous y trouverez successivement :

- les **références légales** de la mesure ;
- un **glossaire** où sont définies certaines notions employées dans la réglementation ou le formulaire ;
- des **explications** sur le projet de développement local, la manière de l'élaborer et de le présenter au cadre 4 du formulaire ;
- une **Foire Aux Questions** les plus fréquemment posées.

Si vous avez encore besoin d'un renseignement, les personnes de contact se tiennent à votre disposition.

Base légale

Décret du 25 mars 2004 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local modifié par le décret du 15 décembre 2005.

Arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007 portant exécution du décret du 25 mars 2004.

Glossaire

Agent de niveau 1	agent en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur universitaire
Agent de niveau 2+	agent en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire
Agent de niveau 2	agent en possession d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur
Comité de pilotage	Pendant l'élaboration de votre projet de développement local, le comité de pilotage est chargé de prendre les décisions, de valider les différentes étapes du travail et de décider des axes prioritaires. Ce groupe doit être restreint. Il sera par exemple constitué de quelques membres représentatifs du Conseil communal, du secteur public communal, du secteur privé et du secteur associatif.
Développement local	Le développement local vise à faire émerger au niveau local des projets potentiellement créateurs d'activité économique et d'emplois. A cette fin, la démarche doit mobiliser tous les acteurs locaux dans un partenariat en vue de définir une stratégie qui exploitera pleinement les possibilités de développement situées à l'échelon local.
Équipe opérationnelle	L'équipe opérationnelle prend en charge les aspects techniques des différentes étapes de l'élaboration de votre projet de développement local. Là où une ADL existe déjà, ses agents en feront évidemment partie. Des fonctionnaires communaux compétents dans les domaines utiles y seront associés, ainsi que, idéalement, quelques autres personnes ressources. Si des études ou diagnostics ont déjà été réalisés (pour un Plan communal de développement rural, un Schéma de structure ou un Projet de Ville, par exemple), il sera très utile d'en utiliser les résultats et d'y associer les responsables.
Régime de travail	Il s'agit du régime sous lequel l'agent de l'ADL est ou sera engagé : statutaire ou contractuel à durée déterminée ou non, par exemple.
Territoire pertinent	Territoire atteignant la taille critique pour la mise en œuvre d'actions de développement local réellement créatrices d'activités économiques et d'emploi. Cette dimension critique dépend de nombreux facteurs comme le nombre de partenaires effectivement mobilisables, le potentiel touristique, les entreprises ou les commerces existants...

Engagements de la ou des communes demanderesses

La ou les communes demanderesses doivent s'engager à :

- avoir une forme juridique (ou adopter dans les six mois de l'agrément une forme juridique) et un objet social conformes aux exigences légales (voir plus bas, question 2 *Quelle forme juridique l'ADL peut-elle adopter ?*) ;
- remplir les missions suivantes :
 - réunir l'ensemble des acteurs locaux dans un partenariat de développement local ;
 - initier et animer ce partenariat qui associe les pouvoirs publics, les secteurs privé et associatif sur le territoire de la commune ou des communes associées ;
 - identifier la nature des besoins et des potentialités locales en tenant compte des aspects économiques et de la création d'emplois ;
 - déterminer, dans le plan d'action, les objectifs prioritaires et mettre en œuvre ceux-ci ;
 - susciter et coordonner les actions de partenariat définies dans le plan d'action ;
 - utiliser prioritairement les ressources et le savoir-faire en vue de développer les capacités d'entreprises du territoire communal et de maintenir ou développer l'emploi durable ;
 - participer au réseau ADL afin de contribuer aux échanges de connaissances et de bonnes pratiques acquises et appliquer celles-ci sur le territoire communal ;
 - articuler le développement local avec les autres outils et organes de développement territorial de niveaux communal, intercommunal, provincial, régional, fédéral et européen ;
- apporter une participation équivalant à 30% au moins de la subvention octroyée par la Région wallonne en vertu de la réglementation relative aux Agences de développement local ;
- employer au moins un équivalent temps plein de niveau universitaire (niveau 1) **et** un équivalent temps plein de niveau gradué (niveau 2+) **ou** secondaire supérieur (niveau 2) ;

(N.B. : il est fortement recommandé d'engager l'agent de niveau 1 à temps plein par souci de cohérence au niveau des actions et des formations) ;

5. transmettre à l'Administration, au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport sur les projets et les actions concrètes relatifs à l'année écoulée ;
6. apporter aux agents de l'agence de développement local une formation continue ;
7. réaliser des actions de développement local non assurées par des opérateurs existants ;
8. développer des actions en cohérence avec la politique de la Région ;
9. rechercher des possibilités de rationalisation des structures de fonctionnement entre les dispositifs d'actions locales ;
10. tendre vers l'égalité des chances (répartition équilibrée entre hommes et femmes) au niveau des organes sociaux de l'agence de développement local ainsi que dans l'exercice de ses missions.

Le projet de développement local : comment l'élaborer ?

Les différents points du cadre 4 *Projet de développement local* sont présentés selon une logique visant à vous guider dans la mise en œuvre de votre projet de développement local. En respectant cet ordre pour établir votre plan d'actions, votre tâche sera facilitée. Vous trouverez d'ailleurs une présentation proche de cette démarche dans l'ouvrage *Vers des contrats d'avenir locaux*. Celui-ci peut être consulté sur le site <http://www.ulb.ac.be/igeat/udtl/pdf/cal.pdf>

Les explications qui suivent sont avant tout destinées à vous aider à élaborer votre plan d'actions. Vous y trouverez des conseils, des références d'outils méthodologiques et des exemples.

Ainsi, une fois votre plan d'actions établi, vous pourrez le présenter aisément tout en respectant l'ordre de présentation adopté au cadre 4 du formulaire.

1. Initiation de la démarche

Cette étape doit vous permettre de vérifier et de clarifier les motivations, les intentions et les valeurs communes qui seront poursuivies tout au long de l'élaboration de la démarche.

Nous vous conseillons de créer dès le départ un comité de pilotage* et une équipe opérationnelle*.

2. Diagnostic de territoire

2.1 Décrivez le contexte local

Vous devez collecter des données quantitatives et qualitatives relatives au territoire d'action de l'ADL ainsi que des données relevant de la situation globale et du contexte dans lesquels l'ADL évoluera. Pour cela, vous devrez rencontrer un certain nombre d'acteurs locaux.

Même si quelques thèmes à aborder sont suggérés, il faut avant tout penser à la finalité de ce diagnostic: repérer les problèmes et leurs causes, comprendre la réalité locale et son évolution, prendre en compte la réalité du territoire environnant dans les objectifs de développement communal et enfin permettre l'émergence de projets et actions à finalité de création d'emplois et d'activités économiques.

Veillez donc à avoir une approche transversale des données étudiées, et à aller au-delà d'un inventaire de données chiffrées pour les analyser et en comprendre les enjeux. Une analyse de l'évolution de la situation permettra de dégager les principales tendances.

Enfin, la très grande disparité des territoires et des problématiques des communes wallonnes impose une certaine souplesse des composantes de ce diagnostic. La connaissance du contexte local doit permettre aux membres du comité de pilotage* et de l'équipe opérationnelle* de mettre davantage l'accent sur tel ou tel domaine.

Vous pouvez utiliser les différents outils de développement communaux existants, tels que :

- Projet de ville ;
- Schéma de structure communal ;
- Plan communal de mobilité ;
- Plan communal de développement de la nature ;
- Plan communal de développement rural ;
- Parc naturel ;
- Contrat de rivière.

Vous trouverez un exemple de méthodologie de diagnostic de territoire sur le site <http://www.uvcw.be/actualites/33,161,40,40,1245.htm>

Par ailleurs, diverses bases de données sont accessibles par Internet. En voici quelques exemples:

- www.statbel.fgov.be
- ecodata.mineco.fgov.be
- www.cpdw.wallonie.be
- www.statistiques.wallonie.be
- www.bnb.be

Comme outils d'animation, on peut citer les maisons du tourisme ou de l'emploi ou encore les cellules de gestion de centre-ville...

Le diagnostic doit mettre en évidence, au-delà des données brutes, les évolutions en cours, les principales tendances. Ces éléments contribueront à alimenter votre diagnostic et à dégager une image fidèle du territoire d'action de l'ADL, ainsi que de son rôle dans un ensemble plus large.

Le diagnostic doit fournir une information claire et synthétique de la réalité locale et doit servir de base pour effectuer les choix stratégiques qui seront par la suite sources de projets et d'actions.

De nombreux sites Internet et études peuvent être consultés sur le sujet. Ils vous exposeront différentes méthodes de diagnostic, ainsi que la manière d'en tirer un plan d'actions (voir plus bas, points 3 et 4).

<http://perso.wanadoo.fr/communaute-de-communes-des-4-rivieres/diagnostic.pdf>

http://www.projetdeterritoire.com/spip/dossier.php?id_rubrique=32

http://www.territoires-durables.fr/agenda21Detail.asp?pk_agenda21=12

http://www.reddi.mah.gov.on.ca/userfiles/HTML/nts_6_20291_2.html

<http://ism.infometiers.org/enter/kiosque/publications/article/1417.html>

http://resoter.cirad.fr/demarches/diagnostic_sdp/deroulement

http://www.globenet.org/diane/3_elus/33_territoire/332_diagnostic_territoire.htm#1

2.2 Collaborations transcommunales

Le point 4.2.2 du formulaire permet de situer la commune dans son contexte géographique, son rôle, les interactions avec des communes voisines ou plus lointaines. Certaines de ces relations se matérialisent sous la forme de partenariats ou de conventions officielles (Parc naturel, Maison du Tourisme, Groupe d'action local, etc.).

2.3 Choix du territoire d'action de l'ADL

Celui-ci résulte des 2 points précédents. Il renvoie à la notion de territoire pertinent*.

La transcommunalité peut se montrer préférable pour des petites communes rurales mais aussi pour certains villages dortsitués situés dans la grande périphérie de villes importantes.

2.4 ADL et Maisons de l'Emploi

Bien que la démarche du développement local d'une commune soit très différente des missions d'une Maison de l'Emploi, il est évident que ces deux structures ont des préoccupations communes et sont appelées à travailler ensemble sur certaines actions. Les rôles de chacune doivent toutefois être bien clairs.

2.5 Les acteurs consultés

Pour établir votre diagnostic, vous avez rencontré des personnes-ressources dans différents secteurs : économie, social, culturel, public, environnement et cadre de vie. Mentionnez-les au point 4.2.5 du formulaire.

2.6 L'étude Atouts-Faiblesses-Opportunités-Menaces (AFOM)

Sur la base des données quantitatives et qualitatives recueillies dans la phase précédente, réalisez un tableau qui présente pour chaque secteur (économie, social, culturel, public, environnement et cadre de vie) les atouts (A) et faiblesses (F), opportunités (O) et menaces (M) du territoire. Vous aurez alors une bonne idée des potentialités de développement et des contraintes dans lesquelles celui-ci s'inscrit.

3. Définition des priorités

3.1 Les acteurs consultés

Afin de définir les axes de développement prioritaires, il est important d'établir un inventaire des organismes et personnes (groupes cibles) à mobiliser. Essayez de mettre en place un partenariat le plus diversifié possible. En fonction du diagnostic de territoire, les compétences d'autres intervenants permettront d'alimenter la réflexion.

Le principe de transversalité, reconnu comme élément indispensable du développement local, ne peut être efficace sans tenir compte des logiques politiques, privées et administratives.

3.2 La définition des priorités

Sur la base du diagnostic de territoire et de l'étude AFOM, il convient de définir des axes de développement prioritaires.

Ces priorités sont ensuite examinées afin de dégager celles qui sont partagées par la plupart des partenaires. Une fois cette étape accomplie, des réunions d'information et de concertation sont organisées avec les acteurs locaux afin de fixer définitivement **les priorités de développement**.

4. Fixation des objectifs et des actions

4.1 Le plan d'actions

Vous devez traduire vos priorités en objectifs. D'une même priorité peuvent découler de nombreux objectifs. Il est préférable de se concentrer sur ceux qui sont le reflet des besoins les plus ressentis et de ne pas se répandre inutilement. Cette étape sera à nouveau marquée par une concertation avec les partenaires locaux en ce qui concerne les objectifs.

On étalera les objectifs sur une durée de 10 ans. Bien que chaque année puisse voir des réajustements des objectifs et actions, les priorités à long terme dépasseront le cap d'une législature (voir par exemple les projets de ville ou Contrats d'avenir locaux).

Remarque :

- Les priorités de court terme sont celles dont la mise en oeuvre est généralement de 3 ans.
- Les priorités de moyen terme sont celles dont la mise en oeuvre est généralement de 6 ans.
- Les priorités de long terme modifient durablement le dynamisme et la politique territoriale.

Sur la base de l'ensemble des connaissances acquises à ce stade, la proposition des actions à réaliser, concrètes et réalistes, viendra en grande partie des agents ADL là où ils sont déjà en poste, et de l'équipe opérationnelle* ailleurs. Un retour vers les partenaires s'avèrera utile afin d'obtenir leur adhésion, indispensable à la mise en oeuvre du plan.

Voici, à titre d'exemple, et avec l'autorisation de la commune de Saint-Ghislain le Projet de Ville de Saint-Ghislain : (voir aussi <http://www.uvcw.be/actualites/33,161,40,1245.htm>)

PRIORITÉS	<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir la participation citoyenne• Développer une image cohérente et dynamique de la commune
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Améliorer le bien-être du citoyen• Soutenir et développer le tissu économique• Préserver le cadre de vie• Promouvoir une mobilité durable• Mettre en place le Projet de Ville• Installer une veille informative
ACTIONS À COURT TERME	<ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> Accueil et suivi de projets<input type="checkbox"/> Réalisation d'un mémento économique, social et culturel<input type="checkbox"/> Initiation de services de proximité<input type="checkbox"/> Relais agriculteurs<input type="checkbox"/> Mise en réseau (co-organisation de la réunion Ville-Entreprises, participation au Forum PME, mise en réseau des PME de la Zone d'Activités économiques Rivièrette, valorisation des produits de bouche)

ACTIONS À MOYEN TERME	<input type="checkbox"/> Relais (recherche d'aides à la réhabilitation de l'étang du Parc communal, participation au lancement de l'initiative "Plan communal de Prévention des Déchets")
	<input type="checkbox"/> Participation à la semaine de la mobilité
	<input type="checkbox"/> Initiation et suivi d'un projet de co-voiturage scolaire
	<input type="checkbox"/> Plan communal de Mobilité
ACTIONS À LONG TERME	• Maison de l'Emploi (élaboration du dossier)
	• Dynamisation du commerce local
	• Relais (informations Seveso)
	• Suivi du projet de co-voiturage scolaire
	– Maison de l'emploi (concrétisation du projet)
	– Participation aux projets, accueil de la petite enfance, cellule d'Insertion CPAS
	– Ancrage communal
	– Dynamisation du commerce local (gestion des animations commerciales)
	– Mise en réseau (édition d'une plaquette des produits de bouche)
	– Relais (participation au projet de mise en place d'une Maison de la Nature)

Remarque : cet exemple vise à illustrer les notions de priorités, objectifs et actions. Toutefois, il concerne un projet de ville et couvre donc un spectre plus large de préoccupations. Même si vos priorités peuvent concerner des domaines très variés, **gardez toujours à l'esprit la finalité de création d'activités économiques et d'emploi.**

Deux exemples français peuvent vous donner des pistes de résultat à atteindre, celui du plan local d'urbanisme de Colmar, <http://www.ville-colmar.fr/mairie/conseilmunicipal/plu.htm> et celui du projet d'agglomération de Brest, <http://www.mairie-brest.fr/documents/projet-agglo-brest.pdf>, avec les mêmes réserves que ci-dessus en ce qui concerne l'ampleur des domaines d'intervention.

Pour le court terme (3 ans), voici quelques conseils et questions destinés à vous aider à remplir les fiches-projets :

- Décrivez en quelques lignes (1/2 p. max) en quoi consiste le projet, son lieu de réalisation. Précisez si la création d'activité économique ou d'emplois concerne les services de la vie quotidienne (services à domicile, garde d'enfants, promotion et formation aux T.I.C...), la création d'activité économique marchande (entreprises, commerces), les services culturels et de loisir (tourisme, sport, valorisation du patrimoine...), l'environnement ou tout autre domaine.
- La finalité des ADL est l'amélioration de la qualité de vie sur le plan économique et la création d'emplois. Quels sont les objectifs spécifiques de ce projet en la matière ?
- Quel est le public concerné par ce projet et qui pourrait en être bénéficiaire ? Pourquoi avoir choisi ce public cible ?
- L'action sur le terrain est assurée par ce que l'on peut appeler des opérateurs. Qui sont-ils ? L'un d'entre eux a-t-il un rôle prépondérant dans la gestion du projet ?
- Quel est le rôle spécifique de l'ADL dans ce projet ? (Initiation, coordination, participation limitée à tel rôle ou tel aspect précis du projet ...). Soyez aussi concret que possible sur ce point.
- Chaque projet a besoin de partenaires actifs pour se concrétiser. Avec quels partenaires publics, privés ou du secteur associatif le projet sera-t-il mené ? Le cas échéant, précisez la nature du partenariat (financement -avec le montant-, ressources humaines, prêt de locaux, etc.).
- Quelles sont les grandes étapes ou phases que vous distinguez dans la réalisation de votre projet ? Précisez les dates approximatives de ces étapes.

4.2 Cohérence avec les autres plans et outils de développement

Les grands principes des politiques de l'emploi sont définis aux niveaux européen, fédéral et régional mais certains aspects du développement seront idéalement issus du niveau local et mis en œuvre à cet échelon. Tout en s'inscrivant dans la logique des plans et outils de développement définis à des niveaux supérieurs de pouvoir, l'Agence de développement local, de par sa proximité avec le niveau communal, voire supra-communal, est un outil idéal pour ce type de réalisations. Sa mission sera de traduire et d'affiner les recommandations au niveau local.

Les plans à prendre en compte sont par exemple le Plan d'actions national pour l'emploi, le Plan fédéral de développement durable, le Contrat d'avenir pour la Wallonie, les Actions prioritaires pour l'avenir wallon (*Plan Marshall*), les Plans stratégiques transversaux, le Schéma de développement de l'espace régional (SDER), le Plan wallon de développement rural (PDR) pour les zones concernées, les plans d'actions des agences locales d'animations économiques...

De même, il est important de s'inscrire ou, selon le cas, de ne pas entrer en contradiction avec des initiatives communales ou supra-communales, telles que Parc naturel, Contrat de rivières, Schéma de structure communal, Plan communal de développement rural, Plan communal de développement de la nature, Plan communal de mobilité, opérations de rénovations urbaines, Projet de ville, Agenda 21 local, etc.

4.3 Cohérence avec les objectifs du développement durable

Le décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux agences de développement local vise la promotion du développement durable au niveau local.

Le Contrat d'avenir pour les Wallonnes et les Wallons mise aussi sur le développement durable.

Le Plan d'environnement pour le développement durable détermine les lignes directrices à suivre à moyen et à long terme dans des domaines tels que l'agriculture, les activités industrielles, l'énergie, les transports, le tourisme...

Par ailleurs, l'Agenda 21, lancé au niveau international, invite tous les niveaux de pouvoir à appliquer les principes du développement durable dans les projets concrets. Les communes possèdent plusieurs atouts pour cette mise en œuvre: ancrage dans leur territoire, leur environnement (ressources naturelles, bio-diversité), leur cadre de vie, leurs réalités socio-économiques et culturelles, leur réseau public et citoyen.

Cette préoccupation doit donc traverser l'ensemble de vos priorités et objectifs.

A titre d'exemple, voici une liste des principes du développement durable:

- principe de responsabilité (nous pouvons et devons tous agir pour le développement durable) ;
- principe de transversalité et de vision intégrée (réflexion globale entre et au-delà des secteurs d'activités) ;
- principe de solidarité dans le temps (garantir l'avenir des générations futures) ;
- principe de solidarité dans l'espace (équité entre les territoires et à l'intérieur de ceux-ci) ;
- principe de précaution (prudence dans les décisions et réversibilité des actes) ;
- principe de gouvernance (partenariats organisés pour la réflexion, la décision, l'action et l'évaluation) ;
- principe de participation (participation sollicitée de tous les individus) ;
- principe de subsidiarité (l'action doit être menée au niveau pertinent d'intervention) ;
- principe d'évaluation (avant, pendant et après l'action).

5. Mise en œuvre et suivi du plan d'actions

Présentez votre plan d'actions afin de mobiliser le plus grand nombre de partenaires autour du projet et d'établir une répartition claire des rôles de chacun dans le processus.

Identifiez le plus précisément possible la forme et la composition de la structure qui sera chargée de superviser et de suivre l'avancement du plan d'actions.

Remarque :

- Certains acteurs peuvent, pour différentes raisons, ne pas avoir pris part à la démarche depuis son origine. Il est recommandé d'élargir le partenariat, qui ne doit pas être figé dans le temps. Il doit pouvoir évoluer en fonction des priorités et objectifs à atteindre.
- Il est souhaitable de conventionner ou de contractualiser la nature des implications des partenaires.

6. Evaluation du projet

Précisez comment sera apprécié et mesuré l'état d'avancement du plan d'actions au niveau local.

Foire aux questions

1. QUI PEUT INTRODUIRE UNE DEMANDE D'AGRÈMENT ?

Le dossier peut être introduit auprès de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle par une commune ou par plusieurs communes limitrophes comptant ensemble moins de quarante mille habitants. Utilisez le formulaire *Demande d'agrément d'une Agence de Développement local*, téléchargeable sur le site http://emploi.wallonie.be/THEMES/DEVELOP_LOCAL/ADL.htm. L'envoi recommandé n'est pas obligatoire. Si vous souhaitez avoir une preuve d'envoi, nous vous conseillons cependant d'envoyer votre demande par recommandé. Conservez une copie des documents que vous nous adressez, ainsi que tout autre document ayant un lien avec votre demande.

2. QUELLE FORME JURIDIQUE L'ADL PEUT-ELLE ADOPTER ?

L'ADL doit être organisée :

- soit sous la forme d'une régie communale autonome ;
 - soit sous la forme d'une association sans but lucratif ;
 - soit sous la forme d'une régie communale ordinaire.
- Remarque : cette dernière forme est applicable uniquement aux communes qui ont bénéficié d'une subvention en tant que projet pilote ADL et qui n'ont pas renoncé à l'expérience avant son terme.

3. COMMENT EST CALCULÉE L'AIDE RÉGIONALE ?

Une subvention annuelle d'un montant de 63.000,00 euros est accordée par la Région wallonne pour la mise en place d'une ADL. Elle vise à couvrir partiellement les frais de fonctionnement et la rémunération des agents de niveaux 1* et 2+* de l'agence.

Ce montant est ramené à 58.500,00 euros en cas d'occupation d'un agent de niveau 2*.

Cette intervention régionale correspond à un maximum.

Elle peut être réduite de :

- 3.150,00 euros par mois entier d'inoccupation du poste de niveau 1 ;
- 2.100,00 euros par mois entier d'inoccupation du poste de niveau 2+ ;
- 1.725,00 euros par mois entier d'inoccupation du poste de niveau 2.

Ces sommes sont également défalquées lorsque la rémunération d'un agent est prise en charge par une caisse d'assurance maladie. En effet, l'employeur n'assure plus la prise en charge de cette rémunération.

Remarque : les montants ci-dessus s'appliquent à un régime de travail à temps plein. Ces montants sont indexés annuellement.

4. COMMENT FAUT-IL PRÉSENTER LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ?

Les différents points du cadre 4 *Projet de développement local* sont présentés selon une logique visant à vous guider dans la mise en œuvre de votre projet de développement local. En respectant cet ordre pour établir votre plan d'actions, votre tâche sera facilitée. Reportez-vous au point *Le projet de développement local : comment l'élaborer ?* plus haut à ce sujet. Vous y trouverez des conseils, des références d'outils méthodologiques et des exemples.

Pour présenter votre projet de développement local, nous vous demandons de respecter le plan développé au cadre 4 du formulaire.

5. QUELLES SONT LES OBLIGATIONS DE L'ADL CONCERNANT SES AGENTS ?

Vous pouvez demander l'aide de la Région wallonne lors des procédures de recrutement.

Vous devez signaler **dans le mois** à la Région wallonne tout engagement, licenciement, modification de contrat de travail ou régime de temps de travail d'un agent de l'ADL. Une copie des documents officiels utiles doit être fournie en même temps.

Vous devez assurer la formation continue des agents de l'ADL. A cet égard, nous vous rappelons que les formations organisées par l'Union des Villes et Communes de Wallonie sont accessibles aux ADL. Certaines formations leur sont même spécialement destinées.

6. COMMENT PRÉSENTER LE PROGRAMME DE FORMATION CONTINUÉE DESTINÉ AUX AGENTS ?

Complétez ce point en faisant apparaître :

- les formations qualifiantes qui seront dispensées aux agents de l'ADL ;
- les opérateurs de formation chargés d'organiser la formation des agents ;
- la durée des formations et l'adéquation de celles-ci aux besoins des agents.

7. COMMENT FAUT-IL PRÉSENTER LE PLAN FINANCIER ?

Le plan financier constitue une prévision portant sur le budget de l'ADL pour la période de l'agrément.

Pour être complet, le tableau figurant à la rubrique 5.2.1 du formulaire doit contenir d'une part tous les investissements et frais nécessaires aux activités de l'ADL et d'autre part les sources de financement.

Il s'agit d'un tableau de financement prospectif portant **sur l'année civile** au cours de laquelle l'agrément est demandé **et les deux exercices suivants**.

Doter Dour d'outils d'aménagement du territoire

Défis thématiques du PCDR

- A. Créer des synergies et des interconnexions fortes entre la ville et la campagne dans l'optique d'un développement commun.
- B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.
- C. Retrouver la fierté d'appartenir à un territoire au passé riche et participer à l'effort de développement du cœur du Hainaut.
- D. S'inscrire dans la dynamique de développement rural des Hauts Pays.

Objectifs opérationnels

- A.1. Aménager et/ou trouver de nouvelles destinations à certains bâtiments et sites répondant ainsi aux besoins socio-économiques réels de la population (logement,...) et aux critères de mixité sociale.
- B.3. Promouvoir le développement durable au quotidien, mettre en œuvre des actions en faveur des énergies renouvelables et développer une politique de gestion en phase avec les principes du développement durable.
- C.2. Répondre aux différents enjeux et objectifs définis dans la stratégie de développement du projet Cœur de Hainaut.
- D.4. Sensibiliser la population à la protection et à la valorisation de son cadre de vie.

Justification du projet

Le manque d'outils de planification d'orientation stratégique en termes d'aménagement du territoire a été mis en évidence pour la commune de Dour. Il semble dès lors important d' :

- augmenter l'efficacité de la gestion communale (outil d'aide à la décision et à la programmation, cohérence des projets, ...) ;
- apporter une meilleure cohérence entre les différents projets urbanistiques sur la commune ;
- apporter une meilleure adéquation entre l'offre et la demande dans un souci d'équité sociale, d'efficacité économique, de respect du cadre de vie et de l'environnement.

Description du projet

I. Situation existante (outils déjà présents)

- Etude réalisée par l'intercommunale IDEA sur l'ensemble de Zones d'aménagement Communal Concerté. Cette étude avait pour objectif de déterminer les priorités de mise en œuvre pour les ZACC. Les zones prioritaires déterminées étaient la ZACC de Wihéries, Dour 3 – Champ de la Gayolle, Elouges 2 – Cité Cantineau.
- Il existe 4 Plans Communaux d'Aménagement sur la commune. Ils se situent à l'ouest d'Elouges, au centre de Dour, au nord-est de Dour et à Petit-Dour.
- Il existe sur l'ensemble de la commune 18 Sites à réaménager dont quelques uns sont déjà dans un bon état d'avancement au niveau de leur réaménagement.
- Il existe un site de réhabilitation paysagère et environnementale (SRPE) dans le périmètre d'exclusion de l'ODR.
- Il existe un périmètre de reconnaissance économique (PRE) intra périmètre d'exclusion de l'ODR.
- Il existe un périmètre de remembrement urbain intra périmètre d'exclusion de l'ODR.
- Il existe un périmètre de rénovation urbaine dans le quartier Monceau au sud d'Elouges.
- La commune dispose d'une Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et la Mobilité (CCATM).
- La bordure est de l'entité est couverte par d'importants périmètres d'intérêt paysager définis au plan de secteur et de périmètres d'intérêt paysager définis par ADESA. Il existe aussi nombreux points et lignes de vue remarquables.
- La moitié sud de la commune est reprise dans le Parc Naturel des Haut-Pays.

II. Potentialités

La mise en place d'outils pour une meilleure gestion de l'aménagement du territoire peut prendre de multiples formes. Dans le cadre de cette fiche-projet, il est proposé de dresser un portrait, le plus exhaustif possible de l'ensemble des outils d'aménagement du territoire existant en Région wallonne qui pourraient à l'avenir être développés sur la commune de Dour.

II.1. Les outils communaux d'aménagement du territoire

Les principaux outils d'aménagement communaux sont divisés en deux catégories distinctes :

- les documents d'orientation, qui ont pour fonction de définir les grandes lignes directrices de l'aménagement du territoire communal. Ces outils ont une valeur indicative.
- les documents réglementaires, qui fixent quant à eux des règles précises d'aménagement auxquelles il est difficile de déroger.

Ci-dessous sont décrits les principaux outils d'aménagement du territoire communaux :

Le schéma de structure communal

Cet outil à une valeur indicative et s'étend sur une échelle correspondant à l'ensemble du territoire communal. Son objectif est de définir des lignes directrices de la planification territoriale sur le long terme.

Le Règlement Communal d'Urbanisme (RCU)

Cet outil à une valeur réglementaire et s'étend sur l'ensemble ou une partie du territoire communal. L'objectif des règles précises en termes d'urbanisme. Le règlement permet une meilleure maîtrise de l'urbanisme (type architectural, voiries, implantation...), au niveau communal.

Le Plan Communal d'Aménagement (PCA)

Cet outil est réglementaire et s'étend sur une partie du territoire communal. Il précise le plan de secteur dans des zones où des enjeux locaux existent. Les plans communaux peuvent dans des cas bien particuliers réviser le plan de secteur qui ne serait plus en adéquation avec les besoins actuels.

Le Rapport Urbanistique et Environnemental (RUE)

Cet outil à une valeur indicative mais obligatoire pour la mise en œuvre de Zones d'Aménagement Communal Concerté. Le rapport s'étend sur une partie du territoire communal (ZACC). Il précise les nouvelles affectations à donner aux zones d'aménagement communal concerté de la commune.

Mise à part la réalisation du Règlement Communal d'Urbanisme, tous ces outils sont généralement accompagnés d'une évaluation environnementale (Rapport ou Etude d'Incidences sur l'environnement) destinée à prendre en compte et à réduire les éventuels effets négatifs des futurs projets urbanistiques.

Opération de revitalisation urbaine

L'opération de revitalisation urbaine est une action visant, à l'intérieur d'un périmètre défini, l'amélioration et le développement intégré de l'habitat, en ce comprises les fonctions de commerce et de service, par la mise en œuvre de conventions associant la commune et le secteur privé. Ce type d'opération repose sur un partenariat public/privé et fonctionne sur le principe suivant : pour chaque euro pris en charge par la Région wallonne, la ou les personnes de droit privé doivent investir deux euros minimum dont au moins dans une ou plusieurs opérations suivantes :

- transformation et amélioration de logements insalubres améliorables ;
- transformation d'immeubles en vue d'y aménager des logements ;
- démolition de logements insalubres et construction de logements au même endroit ;
- construction de logements.

Opération de rénovation urbaine (présence dans le centre-ville de Dour (périmètre d'exclusion de l'ODR et au sud d'Elouges)

Une Opération de Rénovation Urbaine poursuit les objectifs suivants :

- maintien de l'animation des centres urbains ;
- maintien d'un habitat diversifié pour toutes les classes de la population ;
- amélioration de la qualité des logements, et du cadre de vie en général ;
- assainissement d'îlots et suppression des taudis ;
- préservation et mise en valeur de l'héritage architectural et culturel ;
- gestion économe du patrimoine immobilier et utilisation rationnelle du sol et des équipements ;
- respect des structures sociales existantes ;
- participation accrue de la population.

Les opérations de rénovation ne doivent donc pas se limiter à la réhabilitation des logements mais doivent concerner tout l'environnement de ceux-ci. Ces opérations doivent intégrer la totalité des travaux découlant d'une décision globale d'aménagement dont l'objectif final est la restructuration urbaine.

Les subventions accordées aux communes dans le cadre de telles opérations concernent :

- la réhabilitation ou la construction de logements ;
- la création ou l'amélioration des équipements collectifs tels que définis par le Gouvernement wallon ;
- la création ou l'amélioration des espaces verts ;
- la création ou l'amélioration des bâtiments destinés au commerce ou à des activités de service.

Règlement Général sur les bâtisses en site rural

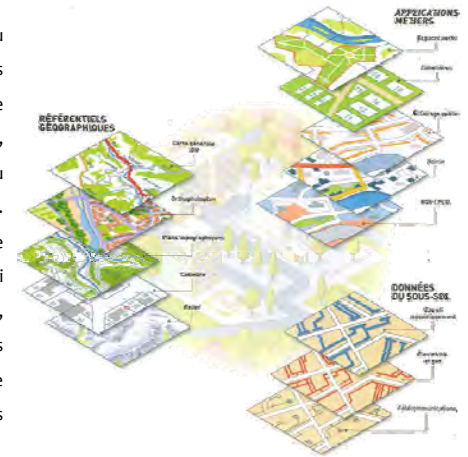
Le RGBSR poursuit deux objectifs, un objectif urbanistique (veiller à la maîtrise des ensembles bâtis) et un objectif patrimonial (fixer une ligne de conduite pour la protection des bâtiments anciens). La conjonction de ces deux objectifs doit permettre d'assurer la gestion du bâti continu. Le RGBSR vise par conséquent à sauvegarder et valoriser des espaces-rues traditionnels de qualité et créer de nouveaux espaces-rues de qualité.

La localisation possible pour l'application d'un RGBSR pourrait se trouver sur le village de Blaugies où une architecture particulière de l'habitat rural de style hennuyer pourrait se voir valorisé. Il s'agit d'une demande exprimée lors des GT mais celle-ci doit être modérée : plusieurs nouvelles constructions dans le village n'y répondent pas.



Un SIG est un logiciel qui permet de créer et d'utiliser simultanément des cartes "intelligentes" et des banques de données. Les cartes sont qualifiées d'intelligentes car, contrairement aux plans ordinaires (papier), elles peuvent contenir un nombre presque illimité d'informations, répertoriées dans des "couches" thématiques.

Les applications d'un SIG sont innombrables: gestion du patrimoine communal (le parc immobilier, les concessions dans les cimetières, les biens classés, le balisage touristique, ...), des infrastructures (les voiries, le réseau d'égout, de distribution d'eau, ...), du milieu naturel (les zones de protection, Natura 2000, ...), etc. La mise en place d'un SIG est également étroitement liée à la réalisation d'une base de données (inventaire) qui peut concerner de multiples thématiques (logement, énergie, travaux de voirie, patrimoine naturel, Atlas vicinal, ...) et qui demande un important travail préalable d'inventaires et de compilation des données communales.



- Détermination des priorités en aménagement du territoire pour la commune de Dour afin de déterminer les études à réaliser.
- Rédaction des cahiers des charges pour les études et appels d'offre à destination des bureaux d'études spécialisés.

Liens avec d'autres projets du PCDR

- L'ensemble des projets de l'Opération de Développement Rural peuvent être concernés.

Impact environnemental

- La mise en place d'outils de gestion du territoire et de l'urbanisme permettra d'évaluer de manière systématique les retombées d'un projet sur son environnement et de vérifier dans quelle mesure celui-ci s'intègre au territoire. Il s'agira de préconiser des solutions durables, notamment dans l'emploi des matériaux, dans les techniques d'isolation et de chauffage, dans le choix du mobilier, le traitement du sol, etc. pour tout nouveau projet urbanistique.

Impact social

- La maîtrise de l'urbanisation jouera un rôle important en termes de qualité du cadre de vie et de liens sociaux.

Impact économique

- Les différents outils précités, outre la définition de prescriptions relatives aux éléments bâtis, donnent également les grandes orientations socio-économiques du territoire. Ils peuvent ainsi veiller à la vitalité économique d'un centre ou au respect des structures sociales propres à la commune.

Création d'emploi(s) envisagée (nombre et nature)

- Afin de mener à bien le projet, l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire pourrait être envisagé au sein de l'administration communale. Ce dernier aurait en charge le suivi des dossiers d'urbanisme cités plus haut et travaillerait au sein du service urbanisme de la commune. Notons que l'engagement d'un conseiller en aménagement du territoire peut être subsidié, sous certaines conditions, par le Service Public de Wallonie.

Origine du financement

Estimation globale du coût :

Type d'outil	Evaluation du coût
Schéma de Structure Communal & Règlement Communal d'Urbanisme	100.000 €
Plan Communal d'Aménagement	15.000 – 25.000 €/Projet
Rapport Urbanistique & Environnemental	20.000 – 30.000 €/ZACC
Opération de Rénovation Urbaine	Variable selon le projet
Opération de Revitalisation Urbaine	Variable selon le projet
Mise en place d'un SIG	3000 € (achat du logiciel)

Les outils communaux d'aménagement du territoire :

Type d'outil	Origine du financement	Description du financement
Schéma de Structure Communal	SPW	60% plafonné à 75.000 €
Règlement Communal d'Urbanisme	SPW	60% plafonné à 37.500 €
Plan communal d'Aménagement	SPW	60 % plafonné à 24.789 €
Rapport Urbanistique et Environnemental	SPW	Non subsidiable.
Opération de Rénovation Urbaine	SPW	Variable selon le type d'aménagement (cf. Art 173 du CWATUP)
Opération de Revitalisation Urbaine	SPW / Partenaires privés	100% pour l'aménagement des espaces publics

Programme de réalisation et priorités

Eléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

- L'existence de Zones d'Aménagement Communal Concerté (ZACC) et une étude globale les concernant.
- La présence d'une réserve foncière à gérer de manière parcimonieuse (notamment en zone d'habitat)

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

- Le PCDR et le PiCM constituent désormais deux outils de référence au sein de la commune mais ceux-ci n'ont pas de valeur contraignante. Néanmoins, la commune pourra désormais s'y référer avant de décider d'aller plus loin dans la réflexion sur la gestion de son territoire.
- Priorité 1 : Répertoire tous les outils dont dispose la commune, les évaluer.
- Priorité 2 : Réfléchir aux outils complémentaires dont la commune devrait se munir.

- Priorité 3 : Rechercher les pistes de subsides pour le financement d'une ou plusieurs études et lancer celle(s)-ci.
- Priorité 4 : Sensibiliser la population à l'aménagement du territoire et l'urbanisme réfléchi (par exemple, via le bulletin communal).
- Priorité 5 : Faire appliquer les recommandations et prescriptions des outils mis en place et les évaluer régulièrement.

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

Commune.

Partenaires

- Service Public de Wallonie ;
- Associations locales diverses ;
- Commissions communales diverses ;
- Promoteurs privés.

Mettre en place un Agenda 21 Local

Défis thématiques du PCDR

B. Conférer à l'entité une image résolument moderne via le développement et la valorisation de ses atouts culturels, démographiques et infrastructurels.

Objectifs opérationnels

B.3. Promouvoir le développement durable au quotidien, mettre en œuvre des actions en faveur des énergies renouvelables et développer une politique de gestion en phase avec les principes du développement durable.

Justification du projet

L'entité de Dour a, depuis quelques années, montré sa volonté de se positionner clairement dans une démarche de développement durable : installation du parc éolien Dour – Quiévrain, système de « poubelles à puces », inscription dans le plan Maya, ...

De plus, au cours de l'élaboration du PCDR, la volonté (de la population, des acteurs de l'ODR et des autorités communales) d'aller plus loin dans cette démarche s'est traduite par la réalisation de diverses actions : l'organisation de groupes de travail spécifiques (les GT RéVeIL), la mise en œuvre d'un projet multiple via l'appel « Biodibap », la candidature de la commune pour initier un PCDN, ...

L'Agenda 21 local permettra à la commune de continuer la réflexion menée sur les 4 piliers du Développement Durable au sein de l'administration et dans la réalisation de ses projets.

Reportage photographique

Sans objet.

Description du projet

Le projet vise à faire de la commune de Dour un exemple en matière de développement durable. Né de la rencontre entre deux courants, le développement économique et la prise de conscience écologique, ce concept est défini comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

La mise en place d'un agenda 21 local (A21L), programme d'actions concrètes mis en œuvre par une collectivité, permettra à la commune d'instaurer, lors de la réalisation et la gestion de projets, un équilibre entre les 4 piliers du développement durable : le développement économique, le développement social, l'environnement et la culture.

Cette démarche sera concrétisée par la mise en place de solutions d'éco-consommation dans les services de l'administration communale de Dour mais aussi dans la gestion quotidienne du territoire.

Les propositions d'action émises lors des phases de consultation seront étudiées et mises en pratique afin de faire de Dour une commune durable. Exemples d'actions suggérées lors des GT :

- Restituer une quote-part financière correspondant aux économies réalisées par les utilisateurs des bâtiments communaux en matière de chauffage et d'électricité. Ce « challenge Energie » pourrait entre autres être organisé dans les écoles communales ;
- Mener une réflexion sur les modes de déplacements alternatifs à la voiture au sein du personnel communal ;
- Favoriser les pratiques de gestion différenciée pour les espaces publics.

Origine de la demande

- Groupes de travail Environnement ;
- Commission Locale de Développement Rural.

Localisation

Sans objet.

Statut au plan de secteur

Sans objet.

Statut de propriété

Sans Objet.

Tâches à réaliser

Une plate-forme interservices sera créée au sein de l'administration. Elle sera composée d'au moins une personne par service de l'administration. Elle aura pour rôles :

- d'inciter les décideurs locaux à intégrer les principes du développement durable dans la gestion communale ;
- de communiquer sur les engagements et les pratiques durables mises en place au sein de l'administration ;

- d'établir et de suivre un plan d'action.

L'élaboration du plan d'action est précédée d'un diagnostic des politiques menées au regard du développement durable :

- Pour le fonctionnement interne à l'administration, un constat pourra être réalisé par le biais d'une enquête dans les services
- Sur le plan de la gestion quotidienne du territoire communal, la partie 1 du PCDR constituera la base du diagnostic.

La plate-forme interservices ciblera des thématiques d'action et définira les objectifs à atteindre. Elle proposera une série d'actions à entreprendre pour y arriver. Les propositions d'actions émises lors de l'élaboration du PCDR seront analysées afin d'évaluer leur pertinence.

Une fois mis en œuvre, le plan d'action fera l'objet d'une évaluation et d'une communication régulière par la plate-forme interservices.

Liens avec d'autres projets du PCDR

Sans objet.

Programme de réalisation et priorités

Éléments dont il faut tenir compte pour la priorité à accorder :

En 2013, l'UVCW a été chargée de mettre en place un mécanisme de labellisation d'outils communaux stratégiques, dont l'Agenda 21 Local. Les conclusions du travail de l'UVCW permettront de lancer un A21L sur des bases claires.

Etat du dossier (ce qui a été réalisé) :

De nombreuses actions ont déjà été réalisées dans l'esprit du Développement Durable. Citons notamment quelques actions liées à :

- **L'environnement** : projets Biodibap, commune Maya, Faites de l'Environnement, jardins « Ou'vers », jardin bio et cuisine partagée à la maison de quartier d'Elouges, candidature PCDN,...
- **La cohésion sociale et la culture** : Musicathlon, activités intergénérationnelles, assainissement de SAR destinés à devenir des lieux de rencontre (Belvédère, Ferrand, terroir Grande-Veine, ...), ...
- **L'économie locale** : marchés Saveurs et Terroir, festivités saisonnières, GAC, ...
- **La « réflexion durable » menée dans le cadre de l'ODR**

Programmation dans le temps :

- Priorité de la CLDR : Moyen terme

Maître d'ouvrage

- Commune de Dour

Donner une nouvelle vocation à l'ancienne cure de Petit-Dour

Description du projet

Le projet vise à restaurer la cure de Petit-Dour afin de maintenir son occupation par les scouts dans les meilleures conditions et de la compléter par une nouvelle affectation.

Plusieurs propositions ont été faites par la CLDR : maison du tourisme ou du terroir, maison de jeunes et agora space, ...

La cure appartient à la Fabrique d'église. Pour que le projet puisse être réalisé, un accord devrait être trouvé entre la commune et la fabrique d'église (acquisition ou bail emphytéotique).

Justification du projet

Cette bâtisse, située sur la place au cœur du village de Petit-Dour, est assez détériorée et nécessiterait d'être modernisée. Sa typologie, liée à sa fonction originelle dans le village, est à épingle.

Les volumétries et surfaces disponibles ainsi qu'un jardin clôturé à l'arrière du bâtiment laissent entrevoir de multiples affectations possibles, en parallèle à l'accueil des mouvements de jeunesse. Par ailleurs, il convient de souligner la position-clé du bâtiment en termes d'accessibilité et de mobilité (stationnement, retrait de la voirie,...).

Origine de la demande

- SI Petit-Dour
- CLDR

Créer une maison de village à Wihéries

Description du projet

Ce projet vise à accueillir le milieu associatif dans des conditions optimales via la construction ou via l'acquisition et la rénovation d'un bâtiment existant. Il convient de réaliser une infrastructure qui offrira plusieurs usages possibles et répondra aux besoins de chacun.

Dans la mesure du possible, le choix de l'implantation privilégiera le cœur du village afin de renforcer les dynamiques locales et de faciliter l'accès pour tous.

Justification du projet

Wihéries bénéficie de nombreuses associations culturelles et sportives. Ces dernières ne disposent actuellement d'aucun local adapté à leurs activités. Ces locaux polyvalents permettront d'accueillir les activités courantes des associations ainsi que les activités et manifestations locales.

Origine de la demande

- GT Vivre à Dour
- Consultation des enfants
- CLDR

Aménager l'ancienne sucrerie de Blaugies

Description du projet

L'ancienne sucrerie de Blaugies est un grand bâtiment situé à la rue d'Audregnies, utilisé aujourd'hui comme exploitation agricole. Excentré tout en étant proche de la place de l'église, ce site privé possède de beaux volumes, de nombreuses dépendances et de vastes espaces extérieurs qui permettraient d'en faire un espace d'accueil polyvalent. L'ancienne sucrerie est en zone agricole au plan de secteur, ce qui limite toutefois les affectations possibles.

Justification du projet

Comme ailleurs en Wallonie, de nombreuses exploitations agricoles ne seront pas reprises. Si cela devait être le cas dans le futur et si l'opportunité d'une acquisition se présentait, l'aménagement du lieu en atelier partagé, en espace d'accueil d'entreprises agricoles ou en atelier rural pourrait être envisagé. Cela permettrait, outre le maintien de l'économie rurale, de préserver ce patrimoine bâti caractéristique.

Origine de la demande

- SI Blaugies
- CLDR

Faire vivre le réseau de mobilité douce

Description du projet

3 fiches-projets du PCDR sont directement liées à la mobilité douce. Il s'agit des fiches :

- Fiche n°1.1 : Créer un réseau de mobilité douce - artères principales

Ce projet vise à rendre praticables pour les piétons et cyclistes les voiries situées entre le Belvédère, la place de Blaugies et celle de Petit-Dour

- Fiche n°2.1 : Créer un réseau de mobilité douce - réseau secondaire

Ce projet vise à rendre praticables pour les piétons et cyclistes les voiries, chemins et sentiers de l'entité afin d'en faire un réseau complet et cohérent

- Fiche n°2.2 : Créer un réseau de mobilité douce - intersections interconnexions

Ce projet vise à relier les tronçons de mobilité douce entre eux (exemple : passage du RAVeL sous le pont de la rue Là-Haut à Elouges)

Ces 3 projets seront réalisés à court et moyen terme et permettront à la commune de bénéficier d'un réseau complet de mobilité douce destiné aux piétons et cyclistes.

Le projet « faire vivre le réseau de mobilité douce » vise à ce que la population toute entière s'approprie ce nouveau maillage et prenne de nouvelles habitudes. Plusieurs propositions ont été faites par la CLDR dans ce sens :

- **Organiser des rangs à pieds (« pédibus ») ou à vélo (« vélobus »)**

Cette action cible les enfants durant la période scolaire. Sous l'encadrement d'un bénévole, les élèves du village pourraient rejoindre en toute sécurité leur école via le réseau de chemins. Une sensibilisation auprès des parents et des enfants pourrait être réalisée au préalable.

- **Prévoir des zones de covoiturage liées au réseau de mobilité douce**

Des écoliers, des étudiants ou des travailleurs pourraient emprunter ce réseau pour rejoindre un parking de covoiturage depuis chez eux. Il sera donc nécessaire de prévoir des zones de parkings sécurisées pour vélos. Promouvoir le covoiturage, via notamment l'asbl Taxistop, Carpool ou l'utilisation du site internet communal, est également proposé.

- **Organiser des activités de loisirs sur le réseau de mobilité douce.**

Des promenades guidées, des balades thématiques, des découvertes de la nature ou encore des jeux de piste pourraient être destinés aux petits et grands.

Justification du projet

L'aménagement des axes de mobilité douce est une première étape qui sera mise en œuvre à court et moyen terme. Il est primordial que toutes les catégories de la population douroise soient encouragées à les emprunter et ce, dès le plus jeune âge. L'utilisation fréquente du réseau de mobilité permettra un auto-entretien et réduira le sentiment d'insécurité.

Origine de la demande

- Interviews
- SI Blaugies
- GT Mobilité
- Réveil Sentiers
- Collège communal
- CLDR

Fiche-projet 3.05

Créer des logements tremplins

Description du projet

Un logement tremplin est un logement public locatif mis à la disposition de jeunes couples moyennant un loyer modéré et, dans certains cas, avec une épargne foncière locale.

Selon les données INS, près d'un quart de la population de Dour était âgée de moins de 20 ans en 2008 et la tendance générale était au rajeunissement. On peut également noter qu'en 2001, 73% des logements étaient occupés par des propriétaires, soit le plus fort pourcentage de la microrégion. Cela signifie que les 27% restants sont loués ou inoccupés, ce qui est relativement peu.

Ce projet vise donc à faciliter l'accès des jeunes au logement locatif et à les inciter à s'installer définitivement dans la commune par après.

Justification du projet

La commune a pour objectif d'encourager les investissements privés pour la création de logements acquisitifs via, notamment, le développement des ZACC de Wihéries et de la rue Moranfayt à Dour. Plusieurs constructions sont également en projet pour « l'îlot de la Brasserie », sur le site des anciennes Câbleries à la Voie du Prêtre et à la cité Chevalière. Cependant, ces projets n'ont pas vocation à proposer du logement tremplin. Ce projet permettra donc de diversifier et compléter l'offre en logement.

Origine de la demande

- SI Blaugies
- GT Vivre à Dour
- CLDR

Créer des logements intergénérationnels

Description du projet

Ce projet vise à concevoir des logements intergénérationnels afin de recréer du lien social.

Les logements intergénérationnels sont des logements conçus et aménagés – par un pouvoir public – pour accueillir simultanément, des locataires jeunes et des locataires âgés, en encourageant et en facilitant les interactions entre eux, notamment, l'échange de services.

Sans relever pour autant de la vie communautaire, il comporte nécessairement une dimension d'entraide et de coopération entre les générations qui l'occupent. La localisation des logements n'est pas encore définie.

Notons que certaines asbl (comme « 1 toit 2 âges » à Mons) mettent en relation des personnes dont les attentes en matière de logement intergénérationnel sont similaires.

Justification du projet

Partout, l'évolution sociétale dresse des barrières entre les générations. En milieu rural, la pratique intensive du lotissement et des maisons « 4 façades » aggrave le phénomène et crée des ghettos où les générations ne se côtoient plus. Du coup, la vie sociale s'appauvrit, l'expérience ne se transmet plus, la mémoire collective s'éteint et surtout, la qualité de vie s'amenuise puisque des services ne peuvent plus être échangés. Les logements intergénérationnels permettront de lutter contre ce phénomène.

Origine de la demande

- CLDR

Aménager le site de la chapelle Notre-Dame de la paix de Blaugies

Description du projet

La chapelle Notre-Dame de la Paix se situe à la rue Ropaix. Elle est en retrait de la voirie, fort isolée et dégradée. Ce projet vise à la restaurer pour qu'elle retrouve son rôle de lieu de recueillement et à la rendre plus visible, notamment pour éviter les dégradations.

Un étang jouxte la chapelle et est géré par une société de pêche. À proximité immédiate, se situe également un établissement Horeca ainsi qu'un chemin champêtre repris dans le circuit des 3 ruisseaux du PCS. Ces éléments connexes devront être intégrés dans la réflexion.

Justification du projet

L'entité de Dour profite d'un patrimoine bâti important complété par un folklore local. La chapelle Notre-Dame de la Paix était, à une époque, le point de départ d'un pèlerinage de grande envergure. Il est important de préserver ces traces du passé, en tant qu'éléments du paysage et de l'identité locale.

Origine de la demande

- SI Petit-Dour
- GT Patrimoine
- CLDR

Mettre en réseau les associations

Description du projet

Le Plan de Cohésion Sociale (PCS) réalise chaque été un agenda qui annonce les activités des associations gravitant autour de la structure. Ce projet vise à étendre cet agenda commun à l'année et à l'ensemble des associations.

La CLDR propose notamment que les diverses associations se réunissent en fin d'année afin de se coordonner pour l'année suivante et d'éviter la concurrence entre événements. Le calendrier ainsi créé pourrait être publié, soit sur le net (via les sites internet des associations, de la commune, ...) soit en version papier (affiche des manifestations du mois par exemple).

Dans un deuxième temps, ces rencontres permettront d'initier des ponts collaboratifs entre les associations (harmonisation des réservations de salle, de matériel, achats groupés, ...).

Justification du projet

Ce projet permettra de coordonner les manifestations sportives, culturelles, associatives, ... très nombreuses dans l'entité et de renforcer la cohésion sociale. Pour que ce projet issu de la CLDR puisse être mis en œuvre, il conviendra au départ d'identifier un porteur de projet et de motiver les associations.

Origine de la demande

- SI Elouges
- GT Vivre à Dour
- CLDR

Créer un espace de jeu à Blaugies

Description du projet

Ce projet a pour but l'installation d'équipements destinés aux enfants (balançoire, jeux en bois, ...) dans le village de Blaugies.

Parmi les sites pressentis, la place du Joncquois pourrait être une situation de choix puisqu'elle est située au centre du village, juste en face de l'école primaire.

La place d'Audregnies, à Quiévrain, est un bel exemple de ce que souhaite la population de Blaugies :



Des aires de repos pourraient également être aménagées à proximité pour les parents, les personnes âgées ou les promeneurs.

Justification du projet

Certains secteurs de Blaugies présentent une population relativement jeune mais peu d'endroits sont réservés aux enfants. Ce projet permettra de répondre à la demande, d'améliorer la cohésion sociale du village et, via l'aménagement des aires de repos, d'exercer un contrôle social du site.

Origine de la demande

- Interviews
- SI Blaugies
- Consultation des enfants
- GT Vivre à Dour, GT Cadre de vie
- CLDR

Développer l'opération façades fleuries

Description du projet

L'opération façades fleuries s'organise annuellement sur l'entité. Plusieurs pistes sont évoquées par la CLDR pour rendre cette opération plus attractive :

- Étendre l'opération à des « jardins fleuris » et à des « potagers ouverts »
- Organiser des concours divers (ex : épouvantails, décoration de jardin, ...)
- Sensibiliser aux jardins naturels et à la gestion différenciée

Dour peut prendre exemple sur Rumes qui organise chaque année l'opération « Jardins Ouverts » et le concours « village fleuri ». Pour les aspects « nature », la commune pourra aussi compter sur le Parc Naturel des Hauts Pays.

Justification du projet

L'embellissement des rues et des façades permet d'une part aux citoyens d'être fiers de leur village et d'autre part d'améliorer le cadre de vie de leur commune. Le développement du projet permettra d'accroître les rencontres entre les riverains (via les concours par exemple) ainsi qu'une sensibilisation directe des particuliers à la biodiversité.

Origine de la demande

- GT Image de Dour, GT Cadre de vie
- Consultation des enfants
- CLDR

Réaliser un aménagement paysager des entrées de village

Description du projet

Le projet vise à améliorer l'aspect paysager des entrées de village mais aussi des espaces résiduels (ronds-points, abords de carrefour, aménagements sécuritaires, ...) en tenant compte de tous les usagers, du village et des besoins de la dynamique locale.

La population douroise souhaite que tous ces espaces soient davantage fleuris, si possible de manière écologique, par des bandes fleuries naturelles, des haies, ... Ce souhait s'inscrit dans la dynamique « nature » et les premiers projets citoyens initiés par Biodibap.

D'autres éléments, visuellement peu esthétiques, pourraient être améliorés. Les bulles à verre par pourraient exemple être enterrées ou camouflées par une haie.

Justification du projet

L'aménagement paysager des entrées de village permettra une amélioration du cadre de vie et contribuera notamment à positionner Dour comme entité touristique reconnue. De plus, sur le plan sécuritaire, l'effet de portes induit par ces aménagements concourra à modérer la vitesse des automobilistes.

Origine de la demande

- GT Cadre de vie, GT Image de Dour
- Consultation des enfants
- CLDR

Sauvegarder le patrimoine matériel

Description du projet

La commune de Dour compte 10 biens et sites classés et de nombreux bâtiments repris à l'inventaire du patrimoine monumental de Belgique. Au même titre, les collections du Musée Mulpas sont importantes et couvrent une large période de l'histoire de l'Homme. Quelques vestiges du passé minier subsistent également. Ce projet vise à mettre en valeur tous ces patrimoines, en ce compris les éléments du Petit Patrimoine particulièrement diversifiés à Dour.

Ce travail devrait idéalement commencer par un inventaire et un repérage des éléments de patrimoine anciens et récents dignes d'intérêt. Les propriétaires concernés devront être sensibilisés à la valeur de leur bien et incités à l'entretenir. Des panneaux d'interprétation destinés à éveiller la curiosité de la population pourraient être placés à proximité des biens et contribuer à renforcer certains circuits thématiques (voir fiche-projet « conforter et amplifier les promenades thématiques »).

Justification du projet

Le patrimoine matériel est une notion aux multiples facettes. Il désigne non seulement les éléments remarquables du bâti, qui fondent le paysage et le rattachent au passé, les sites ayant un caractère exceptionnel (terrils, paysages, ...) mais également tous les objets anciens, qui retracent le quotidien. Il est primordial de préserver ces éléments de patrimoine puisqu'ils constituent un potentiel de développement touristique et identitaire.

Origine de la demande

- Interviews
- CLDR

Protéger la vallée du Hanneton

Description du projet

Ce projet vise à faire de la vallée du Hanneton un lieu exemplatif de la nature ordinaire tout en préservant son aspect paysager extraordinaire. Compte tenu des nombreux paramètres inconnus à ce jour (statut de propriété, Plan de secteur,...), ce projet est placé à long terme. Il conviendra dans un premier temps de réaliser une étude afin d'identifier les mesures à prendre.

Justification du projet

La vallée du Hanneton figure parmi les éléments emblématiques du patrimoine naturel et paysager dourais. Son relief et le réseau bocager résiduel justifient qu'elle soit reprise en périmètre d'intérêt paysager et nécessiterait une gestion adaptée en adéquation avec l'activité agricole présente sur le site.

Origine de la demande

- Interviews
- SI Dour (Plantis)
- GT Environnement
- CLDR

Sauvegarder le patrimoine immatériel

Description du projet

Ce projet consiste à appuyer et amplifier les démarches de valorisation du patrimoine culturel (mémoire populaire, patois, légendes, ducasses, carnaval, ...) par la mise à disposition des moyens humains (gestionnaires, animateurs, ...) et logistiques (locaux, matériel d'expo,...) nécessaires.

Justification du projet

Divers patrimoines immatériels ou supports de ceux-ci (photos, films ou autres collections) sont apparus importants aux yeux des habitants car inscrits dans l'identité collective. Ce projet permettra la mise en lumière de ce patrimoine riche dans la région de Dour.

Ce projet permettra en outre de mettre en valeur le travail des acteurs œuvrant déjà à la valorisation de cette catégorie de patrimoine : la roulotte théâtrale (travail de mémoire réalisé), le CCA en collaboration avec le PCS (voir *Partie 2 – chapitre XIV Stage intergénérationnel*) ou encore le musée Mulpas (collecte d'objets) et de maintenir un certain dynamisme culturel.

Origine de la demande

- Interviews
- CLDR

Créer des bureaux partagés pour indépendants

Description du projet

Le coworking consiste à mettre à disposition divers espaces de travail accessibles aux indépendants moyennant la location à l'heure ou à la journée. La configuration des locaux est variable selon qu'il s'agisse d'accueillir la clientèle (rôle de vitrine) ou d'exécuter des tâches relevant de la bureautique classique.

Une étude de marché destinée à cerner les attentes des intéressés devra donc être réalisée de manière à analyser la faisabilité du projet à Dour.

Justification du projet

Ce projet permettra aux jeunes indépendants d'être soulagés de l'investissement immobilier lié à cette partie de leur activité et pourrait contribuer à contrer la baisse de la part de l'emploi indépendant à Dour. Ces structures offrent une plus-value supplémentaire en regroupant physiquement les indépendants sur un même espace et en rendant propices les échanges et contacts entre ces derniers.

Origine de la demande

- GT Economie
- CLDR

Créer un atelier partagé

Description du projet

Un atelier partagé est un bâtiment où sont installés des outils de production communs qui vont servir à plusieurs PME locales. La configuration de l'atelier partagé sera adaptée en fonction de la nature de l'activité. Sont pressentis ; le pressage de fruits, la transformation du miel ou celle des produits laitiers. Une réunion avec les producteurs locaux et une étude de marché devront évidemment être organisées au préalable.

Un espace de vente directe pourrait aussi être imaginé si des produits finis sont constitués.

Selon les exigences de l'AFSCA, le calendrier d'occupation pourrait laisser une place aux particuliers (exemple : pressoir à fruits).

Dans une optique de développement durable, une attention particulière sera apportée au traitement des déchets générés (exemple : lombricompostage pour les déchets verts).

Justification du projet

Cette structure constituera un incitant financier pour les (futurs) producteurs locaux puisqu'ils seront soulagés de l'investissement immobilier lié à la transformation de leurs produits ou à une partie de celle-ci.

Origine de la demande

- SI Wihéries
- GT Economie
- CLDR

Créer un atelier rural

Description du projet

Le projet vise à créer un atelier rural en aménageant des locaux modulables et équipés pour accueillir des entreprises afin de fixer et développer des activités économiques, de soutenir la diversification et de créer de l'emploi.

La mise en œuvre de ce projet privilégiera la cohabitation avec les quartiers résidentiels, l'accessibilité et l'intégration paysagère des infrastructures des bâtiments.

Justification du projet

Loué pour une durée limitée par la commune aux TPE et PME, l'atelier rural a pour fonction de faciliter le lancement de jeunes entreprises en leur évitant des investissements lourds de départ pour l'achat d'un bâtiment. Dour présente une population relativement jeune, qui constitue un potentiel indépendant certain.

Autre intérêt de l'atelier rural, il ne doit pas forcément être construit dans un zoning industriel et pourra donc permettre, à Dour, la reconversion de bâtiments inoccupés et dont les options de réaffectation sont assez restreintes (exemple : granges de ferme, anciennes dépendances industrielles, ...).

Origine de la demande

- GT Economie
- CLDR

Conforter et diversifier l'activité agricole

Description du projet

Le projet consiste à aider les agriculteurs à agir sur l'autonomie et la durabilité de l'agriculture par le soutien des agriculteurs. Pour ce faire, plusieurs actions ont été proposées ;

- Une aide dans la diversification de leurs activités (camping à la ferme, accueil d'enfants, vente directe, ...);
- L'information via l'organisation de conférences (autonomie fourragère, énergies renouvelables à la ferme, pratiques culturelles durables, ...);
- L'accompagnement dans les démarches administratives (exemple : dans le cadre des mesures agri-environnementales)
- L'amélioration des relations avec le grand public en soutenant des manifestations telles que la journée « fermes ouvertes » ou encore en les encourageant à un aménagement adéquat des zones de la ferme ouverte aux clients.

Bien qu'il soit repris dans les 'long terme', ce projet est transversal ; sa mise en œuvre devra être prise en compte à chaque moment de l'opération et selon les opportunités qui se dégageront. Des liens avec la fiche court terme « diversifier l'accès aux produits locaux » seront également à établir.

Justification du projet

À Dour, les cultures et zones enherbées occupent 66% de la surface au sol. Même si l'agriculture reste un élément économique majeur, le nombre d'exploitants tend à diminuer ; en 2009, Dour comptait 42 exploitations contre 50 dix ans plus tôt. Les agriculteurs se posent des questions sur leur avenir et prennent conscience de la nécessité d'un changement vers une philosophie durable. Ce projet permettra de les aider dans cette démarche.

Origine de la demande

- Interviews
- GT Economie
- Réveil Agriculture
- CLDR

Dour, ville festive

Description du projet

Le projet consiste à pérenniser et amplifier l'image d'entité festive à travers deux axes d'intervention.

Le premier devra permettre de rendre attrayantes les fanfares auprès des nouvelles générations afin « d'assurer la relève ». Pour ce, l'image des fanfares devrait être rajeunie et une information pourrait être proposée dans les académies de musique.

Un second axe sera de diffuser cette image de ville festive (carnaval, Dour Festival, festival des arts de la rue, ducasse à figues, ...) sur le territoire en customisant de façon subtile le mobilier public sur le thème de la musique.

Justification du projet

Dour est essentiellement connue pour son festival. Ce projet permettra à Dour d'en profiter tout en renforçant sa position de ville dynamique et festive. Il encourage également l'accès de tous à la culture.

Origine de la demande

- Interviews
- GT Image de Dour
- CLDR

Inscrire Dour dans les actions Cœur de Hainaut et dans un volet frontalier

Description du projet

Ce projet consistera, d'une part, à maintenir la participation de la commune dans le bassin de vie Cœur de Hainaut et à l'amplifier au grès des opportunités. D'autre part, la pérennisation et le développement des collaborations avec Bavay seront encouragées.

Bien qu'il soit repris dans les 'long terme', ce projet est transversal ; sa mise en œuvre devra être prise en compte à chaque moment de l'opération et selon les opportunités qui se dégageront.

Justification du projet

Le Cœur de Hainaut est un bassin de vie wallon qui regroupe les régions du Centre et de Mons-Borinage, soit 25 villes et communes. 130 actions sont proposées pour répondre à 7 axes stratégiques. Exemples d'actions phares : *Mise en place d'un programme de revalorisation et restructuration du territoire au départ de la rivière Haine, faire du Bassin du Cœur du Hainaut un territoire exemplaire en matière de soutien à l'installation et au développement des entreprises, réduire les inégalités sociales, économiques et de santé, ...*

Par ailleurs, Dour et Bavay ont actualisé en 2007 la charte d'amitié entre les deux communes remontant à 1987. Des échanges sportifs, éducatifs et sociaux ont été organisés, comme la visite du site archéologique, la promotion des produits du terroir ou des échanges entre les aînés des deux côtés de la frontière.

Origine de la demande

- Commune
- CLDR

Conforter et amplifier les promenades thématiques

Description du projet

Ce projet vise à pérenniser et accroître la fréquentation du réseau de sentiers et chemins (et corollairement son « auto-entretien ») via les promenades thématiques déjà balisées et la création de nouvelles. 4 axes d'interventions ont été proposés par la CLDR :

- Des collaborations avec les structures existantes

Les acteurs et activités sont en effet nombreux : Le PASS (itinéraire de la culture industrielle), l'asbl Chaîne des Terrils (GR 412), le PNHP (balades), la Roulotte Théâtrale (promenades contées), Natagora (promenades autour des Terrils),...

- L'entretien des circuits

Celui-ci est actuellement réalisé par les services communaux. Lorsque le réseau de sentiers sera développé et davantage fréquenté, la charge d'entretien sera accrue et les services communaux risquent de ne pas pouvoir y répondre. Solliciter une structure d'économie sociale pourrait être envisagée. L'installation de poubelles pourrait également être un plus.

- L'amélioration de la communication et de la signalétique

Les informations relatives aux promenades thématiques seront diffusées via les différents canaux de communication disponibles. La signalisation devra être complétée sur base des éléments existants (circuits du Plan de Cohésion Sociale et du Parc Naturel des Hauts Pays, fiche-projet court terme « Doter Dour d'une stratégie touristique ») et pourra recourir au procédé des points nœuds.

- La définition de nouveaux parcours thématiques afin d'accroître la diversité de l'offre. Plusieurs propositions ont été émises :

- Parcours archéologique et géologique
- Circuit des 10 sites classés
- Circuit ouvrier (départ du Musée Mulpas et découverte des Maisons du Peuple)
- Parcours des chapelles
- Circuit découverte des paysages
- Diagonale Reims – Dour.

Justification du projet

L'entité de Dour s'est vue dotée ces dernières années, grâce au travail du Plan de cohésion Sociale et des services communaux, d'un quadrillage d'itinéraires de promenades. Deux balades sont déjà opérationnelles

et une troisième en cours d'élaboration. Ce projet contribuera au développement du potentiel récréatif et touristique de l'entité.

Origine de la demande

- SI
- GT Mobilité, GT Tourisme
- Réveil Sentiers
- CLDR

Fiche-projet 3.22

Améliorer la biodiversité – acquisition de zones caractéristiques et restaurables

Description du projet

Ce projet vise à acquérir (le cas échéant), protéger, aménager et gérer des zones centrales du réseau écologique, en fonction des opportunités qui se présentent.

Justification du projet

Dour comprend sur son territoire quelques zones naturelles protégées : une partie de la zone Natura 2000 « Bois de Colfontaine », environ 160 arbres remarquables, un terrier répertorié par Natagora et 3 sites de grand intérêt biologique : la carrière Waroquier, la sablière d'Elouges et le terrier Saint-Antoine.

Si ces quelques zones font l'objet d'une protection et d'une gestion adéquate, d'autres sont potentiellement ou directement menacées. L'ODR a confirmé la préoccupation des citoyens pour la conservation de la biodiversité. Plusieurs actions ont d'ailleurs été menées lors de la conception du PCDR : la restauration du site des Wallants, le projet Biodibap, la Semaine de l'arbre ou encore Eté solidaire. Ces constats ont conduit la commune à solliciter un PCDN afin d'encadrer et d'amplifier ces dynamiques « nature ». L'étude du réseau écologique qui sera réalisée dans ce cadre permettra d'identifier des zones centrales, où la protection de la biodiversité devrait être prioritaire par rapport à la fonction économique.

Origine de la demande

- Interviews
- GT Environnement
- Réveil Biodiversité
- CLDR